

Musée Neuchâtelois

Revue d'histoire régionale fondée en 1864

Sommaire

1986

janvier/mars

N° 1

	Pages
1. Maurice de TRIBOLET. <i>A propos de l'édition du « Livre des donations de l'abbaye d'Hauterive »</i>	3
2. Michèle ROBERT. <i>Le consistoire, Inquisition des réformés?</i>	9
3. Alfred SCHNEGG. <i>Un libelle royaliste sur la révolution du 1^{er} mars 1848</i>	23
4. Jean COURVOISIER. <i>Lettre de 1903 sur les origines du parti libéral</i>	37
5. Ernest WEIBEL. <i>Quelques jalons d'histoire politique neuchâteloise récente</i>	43

Troisième série Vingt-troisième année Livraison trimestrielle



Le *Musée neuchâtelois* est publié en collaboration avec la Société d'histoire et d'archéologie du canton de Neuchâtel.

Comité de rédaction :

M. Louis-Edouard ROULET, président,
66, rue de l'Evoles, 2000 Neuchâtel.

M. Jean COURVOISIER, secrétaire de rédaction,
33a, chemin de Trois-Portes, 2006 Neuchâtel.

M. Léon DU PASQUIER, trésorier, 24, avenue de la Gare, 2000 Neuchâtel.

M^{me} Maryse SCHMIDT-SURDEZ, MM. Eric BERTHOUD, Michel EGLOFF,
Maurice FAVRE, Philippe GERN, Jean-Pierre JELMINI, Jean-Pierre
MICHAUD, Jacques RYCHNER, Rémy SCHEURER, Alfred SCHNEGG,
Maurice de TRIBOLET.

Président de la Société d'histoire et d'archéologie du canton de Neuchâtel (Suisse) :

M. Jacques RAMSEYER, Maigroge 4, 2072 Saint-Blaise.

Administration et abonnements :

M. Léon DU PASQUIER, 24, avenue de la Gare, 2000 Neuchâtel.

Prix de l'abonnement :

Suisse: Fr. 25.—

Etranger: Fr. 30.—

Pour les membres de la Société d'histoire :

Suisse: Fr. 22.50

Etranger: Fr. 27.50

Abonnement de soutien :

dès Fr. 35.—

Compte de chèque postal :

MUSÉE NEUCHATELOIS 20-1622, Neuchâtel.

Dans la mesure où ils sont disponibles, les numéros anciens de la revue peuvent être commandés au Service des archives de l'Etat (le Château, 2001 Neuchâtel), au prix de Fr. 25.— l'année et de Fr. 7.— le fascicule. Pour l'année en cours, s'adresser à l'Imprimerie Centrale, 2001 Neuchâtel.

TROISIÈME SÉRIE. VINGT-TROISIÈME ANNÉE

Revue d'histoire régionale fondée en 1864

1986

NEUCHÂTEL
IMPRIMERIE CENTRALE
Tous droits réservés

À PROPOS DE L'ÉDITION DU «LIVRE DES DONATIONS DE L'ABBAYE D'HAUTERIVE»

Largement utilisé par Georges-Auguste Matile dans ses *Monuments de l'Histoire de Neuchâtel*, le *Liber donationum Altaeripae* vient de paraître dans une élégante édition, copieuse et impeccable et qui doit être considérée comme définitive¹. Ce n'est pas le lieu de donner ici un compte rendu critique de cet ouvrage, dans la mesure où il est toujours périlleux et délicat de sanctionner de très improbables erreurs de lecture, alors qu'on sait ce qu'un travail d'édition représente d'austères efforts, d'esprit critique et d'interprétation. Il faut donc saluer avec reconnaissance la très belle édition procurée par M. Tremp et l'en féliciter très chaleureusement.

On pourra aussi se dire qu'un tel document, qui recouvre pratiquement tout le XII^e siècle, offre l'unique occasion de revenir sur les origines de la maison de Neuchâtel; étant donné les nombreux articles qui ont paru sur ce sujet, nous renvoyons plus spécialement à celui de Léon Montandon ainsi qu'à la récente synthèse de Karl H. Flatt², car il nous semble assez vain de remettre une fois de plus l'ouvrage sur le métier. Pour couper court à toute spéculation nouvelle sur ce sujet, soulignons d'emblée que c'est par la maison de Glâne que Lugnorre est parvenu, vers 1150, aux Neuchâtel, alors que l'organisation de leur domaine n'en est qu'à ses débuts; il faut cependant noter, qu'au XIV^e siècle, les recettes du plaid de Lugnorre sont jointes à celles de la mairie de Neuchâtel (par exemple *Recettes diverses*, N° 29, fol. 72), dont les comptes regroupaient aussi ceux du plaid de mai de Neuchâtel. Cette particularité comptable prouve bien l'ancienneté et l'antériorité du plaid de mai de Neuchâtel, attestée par d'autres sources, et dont les compétences furent peu à peu absorbées par celles du maire de Neuchâtel, représentant le comte.

Par ailleurs, et pour s'en tenir aux origines, la situation géographique de certains biens donnés par les Fenis à l'abbaye Saint-Jean de Cerlier qu'ils avaient fondée vers 1090-1100 — nous pensons spécialement au domaine de Huttwil près de Trachselwald (FRB, I, N° 82) — jette quelque lumière sur l'origine de cette famille qui pourrait être apparentée à la maison de Rheinfelden³.

De même, il nous semble exister une filiation directe entre la *terra sancti Mauricii* de la région du Landeron et l'église Saint-Maurice de

Nugerol, citées vers 1016/1031, et le plaid Saint-Maurice du Landeron attesté jusqu'en 1481⁴. Nous avons affaire à un plaid ecclésiastique relevant à l'origine de l'abbaye Saint-Maurice d'Agaune; deux immunités, pourtant tardives, peuvent venir à l'appui de cette hypothèse: le droit d'asile (SDN, I, N° 24, p. 79) et le fait que le jour de la saint Maurice (12 septembre) les sentences rendues par le plaid Saint-Maurice ne pouvaient faire l'objet d'un appel au tribunal des Trois-Etats (MN, 1981, p. 65-66). De plus, il est vraisemblable qu'il y a un lien de parenté entre l'avoué Rodolphe, possesseur de l'église Saint-Maurice de Nugerol en 1001-1031, et les sires de Neuchâtel, patrons par droit héréditaire de cette église, au début du XIII^e siècle (RD, N° 168 et FRB, II, N° 110). C'est donc par une étude approfondie des origines du plaid de mai de Neuchâtel et de l'organisation du plaid Saint-Maurice du Landeron qu'on arrivera à connaître les structures du fisc royal de Neuchâtel durant le premier tiers du XI^e siècle ainsi que les origines du pouvoir des Neuchâtel dans notre région. Mais les résultats d'une telle étude ne pourront être valables que s'il est admissible que la tradition orale peut nous transmettre, jusqu'à la fin du XV^e siècle, des renseignements d'ordre institutionnel remontant au XI^e siècle. Cela semble bien être le cas en pays neuchâtelois, puisque l'histoire comparée des institutions ne nous permet pas de révoquer en doute les renseignements très précis qu'on peut, par exemple, trouver sur les *homines regales*, les «hommes royés», qui sont mentionnés jusqu'à la fin du XV^e siècle dans les actes.

Dans un monde rural tout imprégné des réalités quotidiennes de la terre et des «usages» rapportés oralement par les anciens, un tel phénomène n'aurait rien de surprenant. Le témoignage du prud'homme, bien qu'oral, est irréfutable, puisqu'il est fondé sur sa bonne foi et sa bonne renommée, et qu'il s'engage sous serment à rapporter la véracité de tel fait ou de tel droit. Quant à la mémoire de l'intéressé, répondra-t-on, elle pouvait faillir, mais ce n'est pas certain: en 1453, lors de l'enquête préliminaire au renouvellement des franchises de Neuchâtel, il est répondu aux bourgeois de Neuchâtel que les anciens droits réservés du comte et dont il avait «jouys dou temps passez depuy le trespas de feu inclite memoire monseigneur messire Loys jadiz seigneur et conte de Neufchastel, lesquels [= droits] se declaireront tant comen l'on s'en pourra souvenir en faisant la franchise et le sourplus en generalitey» (AEN, Y 11, N° 12, fol. 3v.). Vers 1490 (AEN, L 2, N° 3, fol. 11v.), lorsque le comte de Neuchâtel demande au sire de Colombier de «testifier bien et deheument per bonnes et auctentiques testiffications de lectres» de sa seigneurie, ce dernier répond en disant qu'il «ne veult ne entend point le

devoyr avoyr per aulcung tiltre si non per joyssance». C'est donc affirmer nettement que l'écrit n'est pas le seul témoignage ayant pleine force probatoire et qu'il existe, nous y reviendrons dans un instant, d'autres preuves ayant la même foi que l'écrit.

Plus récemment encore, et pour une tout autre aire linguistique, puisqu'il s'agit d'Herzogenbuchsee, n'est-il point fait allusion en 1533 à des franchises remontant à l'époque de Berchtold de Zähringen et de Rodolphe de Rheinfelden ce qui nous ramène à l'extrême fin du XI^e siècle et au début du XII^e siècle (Flatt, I, pp. 103-104)?

Tradition orale et tradition écrite se confortent mutuellement, car l'écrit rapporte aussi un fait ou un droit qui peut avoir été transmis oralement, l'écrit n'intervenant que pour donner plus d'autorité et de force à une interprétation parfois contestée d'une tradition orale vénérable: dans cette optique, les franchises concédées en 1455 aux bourgeois de Neuchâtel ne sont que la mise par écrit des interprétations des articles de la charte de 1214 qui faisaient problème. De plus, et ainsi que le proclame le sire de Colombier à la fin du XV^e siècle, la jouissance paisible et ininterrompue d'un droit peut aussi servir de juste titre et remplacer valablement un titre écrit. Ces errements ont cours dès le XII^e siècle, preuve en soit les formules apparemment énigmatiques du *Liber* qui s'énoncent ainsi: «*Testes: investitura terre et eorum* [= les donateurs] *conversatio in Altaripa usque hodie*» (N° 111) ou encore: «*Testis est investitura predicti doni*» (N° 224), ce qui signifie en clair qu'à défaut de titre écrit, le fait d'avoir été investi d'un don depuis longtemps et de façon incontestée peut servir de preuve, de témoignage, pour établir son bon droit. Nous avons affaire ici à une saisine, où l'apparence extérieure du droit se confond avec le droit lui-même; le donataire est en possession, ou saisi de la terre qui a fait l'objet de la donation, et cette apparence extérieure et matérielle le dispense de produire un acte écrit, l'apparence extérieure du droit, l'investiture, lui tenant lieu de témoin (*testis*).

Ce qui importe, c'est de pouvoir apporter la preuve de son bon droit par une saisine, et c'est ce qui explique sans doute pourquoi les notices du *Liber* se présentent toujours sous la version copiée et qu'«elles ne sont que très rarement voire jamais le témoignage direct d'un acte juridique» (p. 51), elles ne sont que de «simples rappels pour fixer un état de fait»; elles ont été transcrites pour assurer la mémoire d'actes et de faits juridiques qui n'avaient pas nécessairement été mis par écrit et elles ne font pas foi par elles-mêmes. En effet, la qualité des témoins, des *boni* ou des *prudentes viri*, qui rapportent sous serment la véracité d'un fait est primordiale, car l'enquête par témoins garde encore toute son importance

(N^{os} 19, 106, 213). Dans la région neuchâteloise, au début du XIII^e siècle (Matile, I, N^o 58), une *inquisitio* ordonnée par l'évêque de Lausanne et par le comte de Neuchâtel est ainsi mise par écrit et revêtue de toutes les formes requises pour lui donner force authentique: l'écrit donne plus de poids au témoignage des *seniores loci*, parfaitement au courant des usages locaux en raison de leur âge et de leur expérience, c'est pourquoi la véracité de leur témoignage oral ne saurait être mise en cause, car ce sont eux qui savent!

Bien mieux en 1218 (FRB, II, N^o 2), à l'occasion d'un différend au sujet du don de l'église de Diesse fait à Saint-Jean de Cerlier par Berthold de Neuchâtel, église dont il croyait pouvoir disposer (*quam credebamus dare de jure*), il apparut que Berthold n'y avait aucun droit, et ce après une enquête ordonnée par l'évêque de Lausanne et sur la base des témoignages fournis par des *viri honesti*. Il est même précisé que l'enquête est ordonnée pour connaître plus clairement la vérité, *conperta rei veritate lucidius*.

Le témoignage des *honesti viri* fut à nouveau déterminant, étant donné qu'il apparaît que Berthold s'était fait une fausse représentation de ses droits. Ainsi que l'exprime un acte de 1242 (FRB, II, N^o 218), les actes des humains sont éternisés par le témoignage de l'écriture et ce afin d'éviter que le passé, mère de l'oubli, n'efface les actions des mortels de la mémoire des personnes présentes et futures; de toute évidence, l'acte écrit est conçu pour pallier les défaillances de la mémoire humaine et garantir le droit, grâce à la protection (*munimen*) de l'écrit qui apporte défense et sécurité. L'acte est conservé pour la sûreté de l'intéressé qui le conserve par-devers lui et ne le produit point lorsque le commissaire l'interroge sur sa condition personnelle et les charges qui pèsent sur ses biens (AEN, *Reconnaissance du Landeron*, N^o 1, 1431, fol. 37v. et 43), bien que nous ayons aussi des exemples de chartes produites par les reconnaissants lors de l'élaboration de la reconnaissance.

L'acte écrit ne dispense donc pas de la déclaration orale qui équivalait à un aveu; il représente simplement une garantie supplémentaire. Car il arrivait, lors de l'établissement des reconnaissances, que le commissaire contestât la déclaration des reconnaissants qui, faute d'un écrit établissant leurs droits, étaient obligés de déclarer leur possession d'état, c'est-à-dire le fait qu'ils se comportaient effectivement comme un franc-habergeant ou un taillable et qu'ils versaient les redevances propres à ces conditions. C'est ce qu'il advint en mai 1373 (*Recettes diverses*, vol. N^o 226/I) à Jenannot et Perrod le Donyliat de Travers, ancêtres de la famille Baillod, qui furent contraints par les officiers comtaux à payer des redevances

propres à la condition taillable alors qu'ils étaient habergeants! Les intéressés firent appel de cette décision auprès du comte Louis qui ordonna une enquête, favorable aux deux frères, qui furent rétablis dans leurs droits de francs-habergeants; cet exemple montre donc que les autorités pouvaient très bien ne pas se contenter d'une déclaration de possession d'état, rendue dans les actes par un *ut dicit* ou un *ut asserit*, et que dans certains cas le reconnaissant se trouvait dans une situation très délicate, puisque l'administration n'ajoutait pas foi à ses déclarations et pouvait très bien les rejeter.

Il ne faut pas oublier cependant que ces déclarations étaient prêtées sous la foi du serment et que, selon le droit canon, celui qui se rendait coupable du délit de parjure était assimilé à une personne excommuniée et infâme, dont le témoignage ne pouvait être reçu en justice; ce fait peut sans doute expliquer la relative rareté de l'écrit jusqu'au milieu du XIII^e siècle, et le fait que les commissaires se soient contentés d'une déclaration de possession d'état qui pouvait tenir lieu de preuve.

L'écrit vient donc renforcer et garantir des droits existants; ce phénomène est tout à fait normal dans la mesure où il appartenait au détenteur de l'autorité publique de maintenir les anciens usages et les anciennes coutumes *in bono statu*, sans rien y changer. En effet, les droits de chacun sont placés sous la protection de l'autorité publique et, de cette façon, ils sont rendus plus crédibles puisqu'ils sont consignés dans un écrit munis, par exemple, du sceau de l'empereur, *ut credatur verius et per omnia servetur diligentius*; comme on peut le constater les notions de crédibilité et de sécurité ne sont pas un vain mot; elles sont inséparables de l'autorité publique exercée au nom de l'empereur, source de tout pouvoir et de tout droit; c'est ce que nous apprend ce diplôme d'Henri IV instrumenté en 1082 (N° 66).

Dans cette optique, il faut se rappeler, ainsi que l'affirme le «Miroir de Souabe» (éd. Matile, chapitre 27, fol. 44r. et v. et chapitre 78, fol. 14) que la mission d'assurer la paix et la sécurité des biens et des personnes revient au roi. On ne s'étonnera donc point de trouver dans le *Liber* de nombreux accords de paix (*paix et fin*) qui mettaient fin à des revendications sur des biens donnés à l'abbaye d'Hauterive; ces accords de paix étaient obtenus grâce aux *laudationes* des proches parents qui renonçaient à toute revendication sur le bien donné (N° 238) ou par le moyen d'avoués et défenseurs (N° 232) qui approuvaient le don et s'engageaient à le garantir tant qu'ils vivraient. C'est pourquoi le fait de renoncer à revendiquer un bien (N° 82) ou de donner son consentement à un don (N° 79) pouvait être considéré comme un acte de paix.

Les notices du *Liber* conservent donc des accords de paix dont il fallait conserver la mémoire, afin d'éviter tout nouveau litige qui pût la troubler. L'écrit, dans nos régions, se répand à un moment où apparaissent les premières dynasties seigneuriales qui ont la prétention d'assurer la paix publique, au nom de l'empereur; cette paix ne se limite plus au seul maintien de la sécurité publique par la force, mais elle s'étend aussi à la sécurité des contrats. Dans cette optique, on peut se demander si l'abbaye d'Hauterive, grâce à son prestige, n'a pas joué auprès de la maison de Glâne le rôle que fut celui du chapitre de Neuchâtel pour les Neuchâtel, savoir celui de chancellerie? Car, faut-il le rappeler, le seigneur territorial, le *princeps terrae*, est aussi qualifié d'avoué ou de juge de pays (*advocatus seu iudex terrae*) et c'est à ce titre qu'il lui incombe de garantir les droits de chacun en confirmant, entre autres, des donations (Matile, I, N° 54): l'acte qui émane de lui jouit d'un prestige particulier et il tend à la conservation des droits traditionnels.

En conclusion, on peut avancer que, dans notre région, la naissance des chancelleries seigneuriales va de pair avec le maintien de la paix publique au nom de l'empereur et en collaboration étroite avec l'Eglise qui connaît aussi, en cette fin du XII^e siècle et au début du XIII^e siècle, de profondes mutations institutionnelles.

Maurice de TRIBOLET

NOTES

Abréviations

Flatt, I: Karl H. FLATT, *Die Errichtung der Bernischen Landeshoheit über den Obergeraargau*, 1969.

Flatt, II: Karl H. FLATT, *Das Seeland im Früh- und Hochmittelalter* dans: *Aus der Geschichte des Amtes Erlach*, 1974.

FRB: *Fontes rerum Bernensium*, vol. I (1883) et vol. II (1877).

Liber: *Liber donationum Altaeripae*.

Matile, I: G.-A. MATILE, *Monuments de l'histoire de Neuchâtel*, t. I. 1844.

RD: *Die Urkunden der Burgundischen Rudolfinger*, éd. Th. SCHIEFFER, 1977 (*Monumenta Germaniae Historica*).

SDN, I: *Sources du droit du canton de Neuchâtel*, vol. I, 1982.

¹ *Liber donationum Altaeripae. Cartulaire de l'abbaye cistercienne d'Hauterive (XII^e-XIII^e siècle)*. Edition critique par Ernst TREMP; traduit de l'allemand par Isabelle BISSEGER-GARIN, Lausanne, 1984, XII-433 p. (*Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande*, 3^e série, t. XV).

² Léon MONTANDON, *Hypothèses nouvelles sur les origines de la maison de Neuchâtel*, dans MN, 1925, et FLATT, II.

³ FLATT, I, pp. 15-16 et p. 132.

⁴ RD, N° 110 (1016) et N° 168 (1001/1031).

N.B. Les numéros entre parenthèses, dans le texte, renvoient aux numéros des actes du *Liber*.

LE CONSISTOIRE, INQUISITION DES RÉFORMÉS?

Si les registres du Consistoire seigneurial de Valangin ont été parfois étudiés pour le XVI^e siècle et les structures issues de la Réforme¹, ils ne l'ont jamais été, à notre connaissance, pour le XVII^e siècle. Or il nous a paru intéressant de les dépouiller pour tenter d'évaluer le rôle joué par cette institution dans la répression de la sorcellerie, cela d'autant plus que le principal historien de la question à Neuchâtel, Fritz Chabloz², lui attribue un rôle déterminant voire prépondérant.

A Neuchâtel comme à Valangin, les Consistoires semblent avoir été créés sous l'influence de Leurs Excellences de Berne. On possède à ce sujet une lettre du Conseil de Berne aux Quatre Ministraux les exhortant à établir à Neuchâtel des «estatus et mandements pour l'annulation et correction des vices»³. En 1538 furent publiés les «Articles servant a la refformation des vices»⁴. Ces ordonnances furent maintes fois remplacées au cours des décennies suivantes par d'autres qui, pour l'essentiel, ne faisaient que les répéter. Bien que l'article XXIII de ce texte prévoie déjà une justice consistoriale, il faudra attendre 1550 pour que des Consistoires seigneuriaux soient établis à Neuchâtel, à Boudry, à Thielle, au Val-de-Travers et dans la Mairie de la Côte (à laquelle s'ajoute Boudevilliers)⁵. Les Consistoires paroissiaux ne seront institués qu'au Synode de 1562⁶, et il faudra attendre longtemps pour qu'ils fonctionnent dans chaque paroisse.

La seigneurie de Valangin n'ayant été réunie à la directe qu'en 1592, l'organisation de sa discipline ecclésiastique se fera indépendamment de Neuchâtel. René de Challant, lui aussi allié de Berne, reçoit la même demande et crée sa justice consistoriale, tribunal exclusivement laïc comprenant les maires de Valangin, du Locle et des Brenets, le banneret et, comme président, son maître d'hôtel, en l'occurrence François de Martines. On pense que ce sont ces hommes qui ont rédigé les «Constitutions et ordonnances pour la Réformation évangélique» promulguées par René de Challant le 16 juillet 1539. C'est là la base de la législation ecclésiastique de la seigneurie de Valangin. Elle fut complétée en 1541 par un texte, dont la copie que nous possédons, est postérieure à la mort de René de Challant: les «Autres ordonnances dressées par feu mondict seigneur pour faict de mariage»⁷.

Les ordonnances de Valangin ne sont ni une copie, ni une simple adaptation de celles de Neuchâtel, elles sont d'un esprit assez différent. A Neuchâtel, il semble qu'on se soit contenté de réactualiser différents règlements antérieurs: «avons par arrest du Conseil reveu et renouvelé les anciens mandemens, ordonnances et deffences, et adjouté d'aultres edicts servans a faire exactement observer les precedentz.» Sur les 23 articles qui composent ce texte, seuls les trois premiers ont un caractère purement ecclésiastique (fréquentation du culte dominical, obligation pour les chefs de famille de faire instruire dans la religion leurs enfants et serviteurs, fréquentation des prêches sur semaine et jours de prière). Les autres articles réglementent la vie quotidienne, en tâchant de limiter tous les excès et de mettre en valeur une vie frugale, vertueuse, laborieuse. On y trouve une prise en charge de l'individu dans un souci de protection, du pauvre en particulier, qui devra être empêché de dilapider ses biens et ceux de sa famille.

René de Challant a voulu, en tête de ses ordonnances, s'assurer le contrôle des pasteurs de son comté. Suivent des articles concernant la fréquentation du culte, avec interdiction de fréquenter les auberges ou de travailler le dimanche, puis une menace contre les fauteurs de troubles pendant le culte qui furent nombreux au Val-de-Ruz, si on en croit les Registres du Consistoire. Viennent ensuite trois articles réglementant l'administration des sacrements et du mariage, puis les condamnations habituelles des ivrognes, des adultères et paillards, des blasphémateurs, des danseurs et des joueurs. A chaque fois les ordonnances indiquent la peine qui sera infligée au transgresseur, ce qui servira de base aux condamnations consistoriales. Il est intéressant de noter que ces ordonnances, contrairement à celles de Neuchâtel, ne comportent aucun article condamnant le recours aux devins et sorciers.

Ces ordonnances sont suivies d'un supplément concernant les mariages et les promesses de mariage, fixant l'âge des conjoints, leur degré de parenté et les modalités des promesses qui doivent être faites dans les formes et devant témoins.

Contrairement à ce qui se passa à Neuchâtel, où les Consistoires restèrent longtemps un vœu pieux, celui de Valangin fonctionna réellement. Il ne garda pas longtemps sa forme première, puisqu'il fut réorganisé en 1547 déjà, à la suite d'une requête des pasteurs qui demandaient à être admis au jugement des causes matrimoniales, à avoir la liberté de s'assembler pour traiter de matières ecclésiastiques et à pouvoir organiser des Consistoires paroissiaux⁸. René de Challant n'accéda à aucune de ces demandes, mais fit un pas en direction des ministres, en admettant au

Consistoire ceux de Fontaines et d'Engollon (il n'y en avait pas à Valangin à ce moment-là). Les Archives de l'Etat possèdent les procès-verbaux des séances du Consistoire depuis cette réorganisation et non pas depuis sa création.

Une décrétale de René de Challant du 8 juin 1552⁹ fixe à quatre le nombre des séances par année, à savoir une semaine avant la sainte-cène de Noël, de Pâques, de la Pentecôte et de la saint Michel, le 29 septembre. Ces Consistoires sont appelés «francs», ce qui signifie que les frais étaient pris en charge par la seigneurie, parfois complétés par une partie des amendes infligées. On trouve ultérieurement dans les comptes des limites mises à ces frais : «a l'advenir est ordonné que ladicte despence sera reglee a 15 Livres pour chascun consistoire. Et deffence a ce comptable d'en plus payer»¹⁰.

A l'époque qui nous occupe, le Consistoire se réunit pour juger les prévenus qui lui ont été adressés par les pasteurs et les Anciens, réunis dans ce qu'il est convenu d'appeler le Consistoire paroissial ; les prévenus sont nantis d'une lettre où leur cas est exposé en détail. Le Consistoire seigneurial devra décider s'ils seront admis ou non à la sainte-cène qui va suivre. Il est seul habilité à prendre cette décision, et il y aura là souvent matière à un conflit d'autorité dans la seigneurie de Valangin, notamment avec les paroisses les plus éloignées comme La Chaux-de-Fonds ou Le Locle dont les pasteurs semblent avoir toujours été les enfants terribles du système. A part cette «excommunication» temporaire, le Consistoire pouvait condamner à la réparation publique à l'église, à des amendes ou à quelques jours de prison, pour lesquels on obtenait souvent un sursis, notamment en cas de grand froid, quand le travail des champs battait son plein ou quand une femme, condamnée pour avoir eu un enfant illégitime, devait encore l'allaiter. Toutes ces peines pouvaient s'ajouter les unes aux autres. Quand le cas dépassait les compétences du Consistoire, il le remettait à la justice civile, ce qui n'excluait nullement l'obligation pour le condamné de faire sa réparation pour se réconcilier avec l'Eglise, et demander pardon «à ceux qu'il a scandalisés», comme le disait la formule consacrée.

* *
*

Le comté de Neuchâtel et la seigneurie de Valangin n'ont pas été épargnés par la grande vague de persécution des sorciers et sorcières du début du XVII^e siècle. S'il fallait articuler un chiffre, on pourrait parler

d'environ 600 accusés à Neuchâtel entre 1575 et 1675 mais ce chiffre est certainement inférieur à la réalité, bien des procédures ayant été perdues ou même brûlées avec le condamné. A Valangin, par exemple, la seule consultation des documents comptables¹¹ a permis d'ajouter environ 70 sorciers et sorcières à la liste de Fritz Chabloz¹², déjà allongée par E. William Monter¹³ qui a eu accès à un recueil de minutes criminelles ignoré de Chabloz¹⁴. On arrive donc, pour la seigneurie de Valangin, à environ 170 accusés. Il faudrait encore augmenter ce chiffre, puisqu'on trouve à plusieurs reprises, dans les comptes, des mentions telles que «execution de plusieurs criminels et sorcieres», et qu'il est alors impossible d'en déduire le nombre exact de «sorcieres».

Les procès de sorcellerie neuchâtelois s'apparentent à ceux de toute l'Europe. La relative uniformisation de ce phénomène sous l'influence des nombreux *manuels à l'intention des juges* et de la jurisprudence est un fait bien connu¹⁵. A Valangin comme ailleurs, on parle de rencontre physique avec le diable, de pacte, de marque diabolique, de pousset, de sabbat. A titre d'exemple, voici le cas d'une certaine Madeleine Baroud de Fontaines :

Il y a environ deux ans et six semaines qu'estant dans son closel¹⁶ derrier la maison dudit feu Damian Baroud, toute desolée et desesperée du bruit qui courroit d'elle qu'on la tenoit pour une sorciere pour ce qu'elle ne s'estoit pas fait a laver par la Justice des blames qu'on luy avoit imposé, le Diable s'apparut a elle en forme d'homme, auquel ayant fait ses plaintes, croyant que cestoit un homme de Fontaines, il luy dit qu'elle se devoit donner a luy, elle l'ayant enquis de son nom, il luy respondit qu'il estoit le Diable, que la-dessus elle s'estant recommandée à Dieu, il s'en alla mais que continuant toujours en son desespoir, le malin retourna auprès d'elle et l'obligea à se donner à luy sous la promesse qu'il luy fit de faire cesser tous ces bruits et qu'elle n'en orroit jamais plus parler et qua mesme temps elle renia dieu son createur pour adherer a Satan qui luy dit qu'il se nommoit Jean, et ensuite le Malin la jetta par terre et quelle ne sçait pas s'il la marqua a la cuisse droite (ou le Boureau a attesté qu'il avoit trouvé la marque diabolique) estant toute troublee et hors d'elle mesme et luy semblant quelle ne voyoit que feu et sang, qu'apres cela il luy donna de la graisse dans un cornet qui estoit comme celle dont on engraisse les chariots pour faire mourir gens et bêtes. Laquelle ayant portee en sa maison, elle en prit un peu qu'elle donna a manger a son chat avec du beurre et du pain, ce qu'ayant mangé elle luy ouvrit la porte du nevaux¹⁷ et quelque temps après estant sortie elle trouva ledit chat tout estendu et mort dans la grange. Qu'elle croit aussi qu'une de ses poules en mangea qui fut longtemps malade et qu'ensuite elle jetta le reste de la graisse dans le feu¹⁸.

D'autres récits concernent l'action nuisible du pousset, par exemple celui de la veuve du ministre Gélieu :

Madame Gelieu depose par sa bonne foy qu'un peu avant que ses vaches vinssent malades, elle ouyt dire ne se souvenant a qui que ladite veuve Baroud et sa fille avoyent menacé ses vaches et que quelque temps apres elles devindrent malades et en perdit une et que quelque temps apres environ deux mois elle ne put jamais battre la beuriere chez eux mais il falloit toujours qu'elle allat chez son voisin¹⁹.

Marie Junet, de Cernier, qui a reçu du pousset dans un cornet de papier dépose « Qu'elle fit espreuve de cette pouciere quelque temps après en en meslant un peu parmi du scel et du son et le donant a sa vache qui perit trois jours après »²⁰.

La sorcière était donc un jour dénoncée et arrêtée. Elle était immédiatement incarcérée et les interrogatoires commençaient, entrecoupés de longues heures de torture qui revenaient jour après jour, pour tenter d'obtenir quelques détails, quelques noms de plus. Quelques jours plus tard tombait la sentence : dans les cas douteux, la sorcière pouvait être bannie ou confinée dans sa maison, mais le plus souvent c'était la mort par le feu, précédée ou non des terribles morsures aux quatre membres par des tenailles chauffées à blanc. Souvent la grâce du gouverneur en dispensait les sorcières, et permettait à certaines d'être étranglées avant d'être brûlées, cela de plus en plus souvent au fur et à mesure qu'on avance dans le XVII^e siècle. Selon Chabloz, c'est l'obscurantisme du clergé de l'époque qui est directement responsable de cette hécatombe :

Les Consistoires se montrèrent impitoyables envers les sorcières : non seulement ils savaient les découvrir mais ils les créaient. Si notre pays a vu s'élever un si grand nombre de bûchers, c'est en grande partie aux Consistoires qu'il le doit. Chargés de veiller à la pureté des mœurs, c'étaient eux qui faisaient les premières enquêtes contre les sorcières et puis qui les traduisaient devant la justice criminelle²¹.

Il va jusqu'à comparer leur attitude aux « sanglantes holocaustes que les Druides offraient à leurs dieux au fond des bois », et à affirmer que « les mains du clergé de l'époque sont rouges de sang »²². En étudiant le fonctionnement du Consistoire seigneurial de Valangin, à l'époque même où plus de 170 personnes comparaissent devant la justice pour répondre du crime de sorcellerie, nous allons tenter de confronter ces jugements péremptoires avec les documents que nous possédons.

* *
*

Nous avons dépouillé les registres du Consistoire seigneurial de Valangin pour les années allant de 1590 à 1667 (date des derniers procès de sorcellerie connus dans ce comté). Malheureusement, les années 1619 à 1628 manquent, ce qui est très regrettable, puisque ces dix ans correspondent à une intense activité: il y a eu 43 procès. Nous savons par les documents comptables que le Consistoire n'avait pas interrompu son activité. Pour cette période, nous voyons citer au Consistoire 2355 personnes, soit une moyenne annuelle d'environ 35.

Quels sont les chefs d'accusation les plus fréquents? En tête, et de très loin, les enfants illégitimes (362 cas); suivent les scandales et vie dissolue (201 cas), regroupant évidemment toutes sortes de comportements, puis la paillardise et l'adultère (183 cas), les injures et disputes (178 cas), l'ivrognerie (119 cas), les jeux, danses et musique (101 cas), les blasphèmes (89 cas), les refus de comparaître, en général au Consistoire paroissial (84 cas), et travailler le dimanche (46 cas). Plus rares sont l'absence au culte, l'insoumission aux parents, la fréquentation des tavernes à l'heure indue (chaque fois 27 cas), les recours à l'Eglise catholique pour un baptême, un mariage ou carrément une abjuration (21 cas).

Nous voyons donc, qu'en tout cas dans la seigneurie de Valangin (les registres que nous possédons pour Gorgier au XVII^e siècle montrent un visage un peu différent), la grande affaire du Consistoire seigneurial n'est pas la sorcellerie, mais la répression de la paillardise et de l'adultère produisant un nombre impressionnant d'enfants illégitimes. Nous voyons 16 femmes comparaître au Consistoire parce qu'on les soupçonne de sorcellerie, alors que les délits d'ordre sexuel apparaissent plus de 500 fois.

A cet inventaire des motifs de comparution devant le Consistoire s'ajoutent tous les cas qui relèvent de la justice matrimoniale. Les mêmes juges siègent alors aux frais des parties, et n'importe quand dans l'année, pour se prononcer sur deux grandes catégories de problèmes, les promesses de mariage et les divorces. Les promesses de mariage, en effet, étaient un acte très officiel qui devait avoir lieu devant deux témoins au moins, et dans certaines circonstances précises. Le pasteur annonçait en chaire ces promesses, par trois fois, de 15 jours en 15 jours; n'importe qui dans l'assistance pouvait faire opposition à ce mariage, soit qu'il ait connaissance d'un degré de parenté trop étroit entre les fiancés, soit que l'un des deux se soit engagé ailleurs. Or il arrivait souvent que l'un des deux renonce à ses promesses; le Consistoire devait alors trancher et décider d'un éventuel dédommagement. De même, on voit souvent un individu inventer des promesses à lui, faites par quelqu'un sur qui il avait jeté son dévolu.

En cas de mésentente conjugale, le Consistoire s'efforçait toujours de réconcilier les époux, et de contraindre à retourner au domicile conjugal celui qui l'avait quitté. Souvent, nous voyons un époux ou une épouse abandonnés demander le divorce après dix, quinze ou vingt ans d'absence du conjoint. On met alors tout en œuvre pour retrouver ce dernier, jusqu'en Franche-Comté, s'il le faut; on interroge sa famille, on présente le cas en chaire pour que s'annonce celui qui aurait des nouvelles du disparu. Dans le cas où toutes ces démarches restent vaines, on accorde le divorce.

* *
*

Nous allons maintenant essayer de cerner l'attitude du Consistoire dans le domaine qui nous intéresse, la sorcellerie. Nous l'avons dit, il n'y a que seize femmes qui ont comparu pour ce soupçon-là. En voici quelques exemples:

Jehanne, femme de Jehan Matile, dite la Borette, le 23 mai 1599, «a esté citee pour plusieurs et diverses plaintes et d'estre soubsonnee d'estre sorciere pour l'avoir souffert et enduré qu'on l'aye appellé casserode sans reprehention». — Marguerite Grosclaude, le 2 septembre 1607, «ayant expres esté citée pour estre soubsonnee d'estre sorciere mesme que desia on a faict examen de tesmoins contre elle». — Jehanne Jehanhenry, le 28 août 1616, «a esté sommee pour estre fort soubsonnee d'avoir doné les malins espritz a trois ou quatre filles».

Enfin, il y a une femme dont l'histoire semble donner raison à Chabloz, puisque le pasteur de sa paroisse et le Consistoire ont joué un rôle certain dans les poursuites engagées contre elle. Il s'agit d'une certaine Marie Petit-Jehan, des Brenets. En mai 1630, c'est en effet le pasteur des Brenets qui dénonce Marie, comme une femme qui mène une «meschante et scandaleuze vie mesme fort soubsonnee d'estre sorciere». Elle se dit malade et ne comparaît pas, de même qu'en septembre où elle est citée à nouveau. En mai 1631, dénoncée une deuxième fois par son pasteur «a cause de sa continuelle mauvaise vie, fort soubsonnee d'estre sorciere par indices suffisans luy estant appelée sorciere et soustenu estre telle mesme larronnesse nen faire aucune reprehencion» (ce fait a presque valeur de preuve aux yeux des gens de l'époque), elle comparaît, mais se dit innocente. Vu ses désobéissances réitérées, elle sera emprisonnée et, pendant ce temps, «sera procédé plus outre».

On n'a rien dû retenir contre elle et la relâcher, puisqu'un an plus tard on entend de nouveau parler d'elle au Consistoire: «Ayant le sieur

ministre rescript de sa mauvaise vie, l'ayant fait citer et comparoître en consistoyre [paroissial], n'est comparue. A esté remise a M^{rs} le Doyen et Ministres de la Classe, pour en ce que despend d'iceux et de leurs charges, pour l'introduire a admettre a la sainte-cène. Quant est du civil, ny osent toucher.»

On ne sait pas ce qu'a décidé la Vénérable Classe à son sujet, les Actes étant muets sur ce point. Arrivés là, nous perdons sa trace dans les instances ecclésiastiques, mais en juin 1641, dix ans plus tard, nous la retrouvons devant la justice criminelle, accusée de sorcellerie²³. On l'interroge pendant plusieurs jours, puis, le 8 juillet, elle «craque», après douze heures de torture. Voici un résumé de sa confession: Il y a environ douze à quinze ans, elle revenait du moulin en se plaignant de sa mauvaise santé. Un homme vêtu de noir lui proposa de se donner à lui, il la guérirait à l'aide d'une certaine graisse. Elle invoqua Dieu et l'homme disparut, mais revint un autre jour. Il lui dit s'appeler Jacoby. Il la marqua et lui donna de l'argent qui, comme toujours, se changea en feuilles de chêne. Elle l'a de nouveau rencontré dernièrement, mais n'a plus voulu accepter son argent. Elle cite comme complices au sabbat Jehanne et Suzanne Cathin, déjà exécutées. Torturée à nouveau le lendemain, elle n'a rien voulu ajouter. Elle fut brûlée vive. Remarquons tout de même qu'il a fallu une dizaine d'années pour qu'on la retrouve devant la justice criminelle, ce qui laisse supposer que le Consistoire n'a pas déployé le zèle que lui prêtait Chabloz, pour que justice soit faite.

Sur les seize personnes comparues devant le Consistoire, étant entre autre soupçonnées de sorcellerie (car c'est rarement le seul motif de comparution), il n'y en a que cinq dont nous savons de manière certaine qu'elles furent exécutées²⁴.

On pourrait imaginer que certaines femmes aient suivi un autre itinéraire: des condamnations consistoriales pour de petits délits de mœurs de plus en plus fréquentes, aboutissant enfin à une condamnation par la justice criminelle, pour sorcellerie par exemple. Nous n'avons trouvé qu'une dizaine de cas de ce genre, dont quatre seulement où l'accusation de sorcellerie est à la clé. Ainsi: — Blaisa Humbert, de La Sagne, citée par le Consistoire en décembre 1646, pour «scandales». Elle refuse de comparaître. On la retrouve en avril 1647 devant la justice criminelle²⁵, où elle est accusée d'inceste avec son frère. Elle avoue un pacte avec le diable. On la voit torturée et on imagine qu'elle fut brûlée. — Elisabeth Vouga, des Hauts-Geneveys, citée en 1642 pour un enfant illégitime, on la retrouve six ans plus tard devant la justice criminelle²⁶, accusée de sorcellerie. Après un mois de tortures, d'aveux, de rétracta-

tions et de nouveaux aveux, elle fut brûlée vive. — Eva Jacob, de La Chaux-de-Fonds, citée en avril 1644 pour des disputes avec sa fille qui la traite d'ailleurs de « vieille sorcière », elle avouera quatre ans plus tard²⁷ s'être donnée au diable et sera condamnée. — Isabeau Jouly, de Valangin, citée en 1642 pour un enfant illégitime. L'année suivante²⁸, elle avoue sous la torture s'être donnée au diable, puis nie et persiste à nier. Ne pouvant être mise à mort dans ces conditions, elle sera bannie à perpétuité.

Les autres cas où nous pouvons suivre l'intéressée, du Consistoire à la justice civile, concernent des enfants illégitimes. Un dernier cas intéressant est celui de Jeanne Dubois (du Bouz), épouse du ministre Jacob Boyve, de La Chaux-de-Fonds. En 1642 déjà, puis trois fois en 1644, elle est citée au Consistoire, et accusée d'adultère. Quand elle accepte enfin de comparaître, elle avoue, mais elle est persuadée que son amant lui a jeté un sort pour la débaucher. Elle jure en outre que ses enfants sont bien de son mari. On lui prête dans la foulée deux autres amants, et on accorde au mari le divorce qu'il demande. La justice la condamne au collier et au bannissement, le 31 août 1644²⁹. Elle a bénéficié d'une grâce, car en septembre de la même année, on retrouve cette femme dans les minutes criminelles³⁰. On apprend qu'elle est retournée vivre dans sa famille, mais qu'on l'y traite d'une telle façon qu'elle a « battu sa mère avec un petit bâton et l'a étreinte dans une porte », car on lui refusait du lait. On la torture. Elle n'a rien à ajouter et sera décapitée le 27 septembre 1644. Ce cas dramatique est l'illustration de l'intolérance du temps face à la femme d'un notable qui a fauté, rejetée même par sa famille. Mais il est intéressant de noter qu'à aucun moment de la vie de Jeanne Dubois on n'a usé de l'accusation de sorcellerie, contrairement à une certaine légende selon laquelle cette accusation aurait été appliquée presque automatiquement à toute femme qui sortait du droit chemin, et dont on aurait voulu se débarrasser.

Voyons maintenant quelques autres cas tirés des registres du Consistoire, où s'exerce la clémence de ce tribunal, des cas où, si on s'en réfère à la vision de Chabloz, l'accusé aurait pu être inquiété davantage.

Le 1^{er} septembre 1658, la femme d'Abraham Hergaux est citée au Consistoire pour avoir consenti à « l'abominable cohabitation de son mari avec Barbely Mathie, mesme dans leur couche, et aussi pour se desclairer du potage que luy doibt avoir esté baillé pour la faire passer à l'autre monde, dont sur quelque ombrage ne l'ayant voulu manger, le bailla a des gelines qui en doibvent estre mortes ». Barbely sera convoquée, condamnée pour « sa grande faute comize avec un homme marié », mais on ne reparle pas du potage alors que, dans le climat de l'époque, on

aurait pu inquiéter cette femme en cherchant à savoir si cette prétendue tentative d'empoisonnement n'était pas d'inspiration diabolique. Le 16 mai 1649, une certaine Jeanne Cornu est convoquée, parce que sa belle-sœur lui reproche de lui avoir donné les esprits immondes. Jeanne répond qu'«elle les a autant baillés que Notre Seigneur Jésus-Christ». Elle sera condamnée à la réparation publique et à une amende.

Nous savons que, selon les ordonnances neuchâtelaises, il était défendu de recourir à un devin ou à un guérisseur, habitude qui ne semble pas avoir été facilement extirpée des mentalités. On trouve une dizaine de cas de ce genre. Ainsi, Estevenin Girardier, le 30 août 1592, «a esté cité pour avoir heu recours a un desvin ou devineresse pour s'enquerir curieusement de quelques larcins, contrevenant contre le commandement de Dieu et de la Sainte Escripiture».

En général, le Consistoire se montre clément dans ces cas-là, condamnant sans beaucoup de régularité tantôt à une amende, tantôt à la réparation sous une forme ou sous une autre. Il en va de même pour ceux qui vont voir un prêtre dans un but d'exorcisme. Pierre Jean Fabvre, le 3 septembre 1645, «a conduit une sienne petite fille au prestre du Noirmond pour la guerir des esprits immondes dont elle estoit atteinte». Censuré, il fera la réparation au Consistoire.

Dans des cas pareils, il est rare que l'accusé se voie refuser la sainte-cène qui est visiblement considérée comme une arme contre le Malin. En voici un joli exemple, celui d'un certain Jean Calame, en 1640. Il est envoyé par le pasteur du Locle «auquel et d'autres il se seroit desclairé avoir rencontré le Diable par chemin et avoir combatu avec luy et avec les armes de sa foy l'auroit vaincu comme il a icy desclairé». L'affaire est jugée importante; vu l'absence du maire et du procureur général, le tout est remis au Consistoire suivant, mais «on lui administrera la sainte-cène pour ce coup, pour le fortiffier contre le Malin». Il recevra quand même des remontrances et sera condamné à la réparation publique au Consistoire suivant.

* *

*

Il était tentant de chercher dans les Actes de la Vénérable Classe³¹, si elle avait pris position sur la répression de la sorcellerie. Contre toute attente, si l'on pense à l'importance du phénomène à cette époque, on y trouve peu de mentions de ce problème. La question a tout de même préoccupé la Classe aux environs de l'année 1610. On y trouve une

réflexion sur les causes du mal et les possibilités d'y remédier, mais on n'évoque même pas la répression au niveau individuel. Les pasteurs croyaient certes à l'existence du diable, pas seulement comme à un concept théologique, mais bien comme à un être susceptible d'interpeller l'individu.

La générale de novembre anticipée et tenue le jeudy 18 d'octobre [1610] en laquelle générale a esté tractée et vuidee cette question, assavoir s'il faut en quelque façon et chose que ce soit croire aux diables et à ces esprits immondes qui travaillent aujourd'huy tant de povres creatures. Laquelle question estant meurement espeluchée et considérée et debbatue, il a esté unanimement jugé de tous les ministres qu'il ne faut en aucune façon que ce soit iamais croire au diable, parceque quand il dit la vérité, il ne tend qu'au mal et ne cherche qu'à tromper, decevoir et abuser, voire damner ceux qui luy adioustent foy et se laissent embrouiller par ses deceptions et flateries et rusesse estant un esprit subtil et trompeur.

Ce texte est curieux: il commence comme un texte moderne qui semble mettre en doute l'existence même du diable, mais bifurque aussitôt vers un autre sens: il ne faut pas ajouter foi à ce que dit le diable, car il ne cherche qu'à tromper, étant mauvais par essence. Il y a des moyens pour le confondre: s'attaquer aux causes du mal, le vice et l'ignorance. On lit en date du 6 décembre 1610:

Les ministres de ces comtez estans assemblez en generale ont advisé, voyant l'ire et courroux de Dieu s'embraser contre l'eglise à cause des vices et pechez qui regnent plus que jamais en icelle, nous menaçant de guere et chastiant desia quelques eglises particulieres de peste et permettant qu'au milieu de nous se fourrent les Espritz malins qui tourmentent plusieurs creatures [demandent au Gouverneur d'octroyer un jeûne général pour toutes les églises du pays.]

[En juin 1609], il a esté arrêté de parler à Monsieur le Gouverneur et le prier de nous autoriser et tendre main à ce que examen public et général se fasse en ces contez, veu l'ignorance qui y regne et qui se decouvre tous les jours, qui cause que le diable se fourre si avant et glisse finement au milieu d'iceles, l'ignorance causant cela.

Une telle analyse engage la responsabilité des pasteurs. La lutte contre le vice justifie l'existence des Consistoires, dont la vigilance ne devra faiblir à aucun prix. La lutte contre l'ignorance doit inciter les pasteurs, diacres et maîtres d'école à redoubler de zèle dans la catéchèse et l'instruction. On trouve les mêmes préoccupations et la même autocritique dans l'Eglise vaudoise, violemment mise en cause par Berne, comme

en témoigne ce passage des registres de la Classe de Lausanne: «Sur ce que nos Souverains Seigneurs ont escrit a cette classe que les ministres estoient cause des sorciers» (1607)³². Cette formulation succincte et un peu agressive semble vouloir dire que Berne met en cause les qualités et le zèle des pasteurs vaudois, dont le laxisme et le manque de compétence laisseraient le champ libre aux entreprises de Satan. Nous ignorons si les ministres neuchâtelois ont reçu la même semonce, mais, de toute façon, l'idée qu'il lui faut se mobiliser contre le Malin est bien présente dans l'esprit de la Vénérable Classe.

* *
*

Après un dépouillement systématique des Registres du Consistoire seigneurial de Valangin pour la période où culmine chez nous la répression de la sorcellerie, on peut affirmer que le rôle que lui attribue Chabloz est très exagéré. Certes, cette institution est demeurée très active et sa vigueur est loin d'être éteinte un siècle après la Réforme. Les pouvoirs civil et ecclésiastique détiennent là un puissant instrument de contrôle sur la population. On voit d'ailleurs une étroite collaboration entre protestants et catholiques dans ce domaine. On peut noter, par exemple, que le Consistoire fut présidé pendant de nombreuses années par Béat-Jacob de Neuchâtel-Gorgier, lieutenant-général de Valangin de 1603 à 1623, qui était un fervent catholique. D'ailleurs, sans être œcuménique avant la lettre, on s'est toujours montré prudent au Consistoire. On trouve en 1631 une mention amusante: une femme est accusée d'avoir «fait siement courir le bruit que le ministre Pury avait dit que les âmes des papistes allaient en enfer, ce qui revenait à parler contre S[on] A[ltesse]»!

Pourtant, malgré ses aspects pesants, il nous paraîtrait faux de ne voir ce contrôle que sous un jour négatif. La notion actuelle de vie privée, appliquée au XVII^e siècle, est un peu anachronique: l'individu est membre de l'Eglise et d'une communauté villageoise et paroissiale qui vont le prendre en charge, s'efforçant de l'instruire, de lui apporter la Parole de Dieu, de veiller à ce que sa vie soit conforme à un certain idéal réformé qui lui vaudra le salut. On trouve dans les Registres du Consistoire un souci assez moderne de «protection sociale»: les ordonnances interdisent aux pauvres de fréquenter les tavernes, et aux taverniers de leur servir à boire. Il existe même une liste des «interdits d'auberge», comme en témoigne cet exemple daté du 27 mai 1612:

Concernant honneste Pierre Esvare justiciers pour avoir tiré a boyre en des personnes a sa maison durant la predication le dimanche jour de Sainte Cène oultre la deffense de la Seigneurie. Lequel ouy en ses excuses disant nestre pour lors en sa maison, mesme estre le mesme jour aux deux predications comme mesme le S^r ministre la attesté. — Il a este bien a certes (?) est remonstré et qu'il doit par icy apres donner ordre et enseigner son mesnage questant hors sa maison qu'il ne soit tire a boyre a personne quelconques devant les predications. Et observer inviolablement lordonnance de la Seigneurie que ceux qui sont inscriptz au tableau ne frequentent a sa maison pour y donner a boyre.

On institue même une tutelle pour la gestion des biens d'hommes jugés irresponsables: le 19 décembre 1604,

Anthoine Rolier a esté cité parcequ'il dissipe pauvrement le bien de ses femme et enfans avec vie scandaleuse. Il a chrestienement esté remonstré puis a faict reparation condigne. Et a esté ordonné qu'il sera constitué advoyer et curateur pour conduire et regir le bien de sa femme et enfans.

Les principales préoccupations du Consistoire étaient, nous l'avons vu, les délits de mœurs et les manquements à la discipline ecclésiastique. L'idée sous-jacente n'était d'ailleurs pas sans rapport avec la lutte contre les entreprises du diable, le vice et l'indiscipline étant considérés, avec l'ignorance et la pauvreté, comme des facteurs de risque. Au niveau individuel par contre, on ne voit pas le Consistoire se déchaîner contre la personne soupçonnée de sorcellerie; on ne le voit pas non plus «créer» des sorcières. Au contraire, nous avons relevé des cas où le Consistoire faisait preuve de clémence, renvoyant chez elle une prévenue après l'avoir exhortée à mieux vivre, la soustrayant ainsi, momentanément peut-être, à la justice criminelle.

Il paraît important aussi de souligner que Chabloz assimile toujours le Consistoire au clergé. Or, s'il est vrai que celui-ci a obtenu au fil des années un poids plus important dans cette assemblée, il n'en reste pas moins que ce tribunal était en majorité laïc. L'absence de compte rendus des délibérations ne permet pas de savoir quelle était l'influence des différentes composantes de l'assemblée. Bien sûr, les pasteurs croyaient à l'existence du diable et à son action sur l'individu. Bien sûr ils ont été complices des exécutions; ils auraient pu s'élever contre elles; certains l'ont fait en Europe à cette époque³³, contestant plus la fréquence et la cruauté des procédures, qu'ils ne mettaient en doute l'existence du diable et sa possession de certaines âmes. On a pourtant l'impression que, si le clergé neuchâtelois a accepté de remettre à la justice criminelle un certain

nombre d'hommes et de femmes soupçonnés de sorcellerie, c'était un tribut aux idées de l'époque, bien sûr, mais c'était aussi parce que le possédé représentait à titre individuel une cause perdue. L'effort que les pasteurs voulaient fournir devait moins porter sur la chasse aux sorcières que sur l'éradication du mal par l'instruction et la discipline.

Michèle ROBERT

NOTES

¹ Arthur PIAGET, Jacqueline LOZERON, *Le Consistoire seigneurial de Valangin au XVI^e siècle*. Musée neuchâtelois, 1939, pp. 158-169; 1940, pp. 53-60.

² Fritz CHABLOZ, *Les Sorcières neuchâteloises*, Neuchâtel, 1868.

³ Arthur PIAGET, *Documents inédits sur la Réformation*, N° 133, p. 431.

⁴ Arthur PIAGET, *op. cit.*, N° 156, p. 483.

⁵ BOYVE, II, pp. 493-504.

⁶ On trouve une relation très complète des décisions de ce Synode dans *Guillaume Farel*, biographie publiée à l'occasion du 4^e centenaire de la Réformation neuchâteloise. Neuchâtel-Paris, 1930, pp. 711-713.

⁷ Publiées par Jules PÉTREMAND dans le *Musée neuchâtelois*, 1925, pp. 208-216, en annexe d'un article intitulé *Études sur les origines de l'Eglise réformée neuchâteloise*.

⁸ BOYVE, II, pp. 479-482.

⁹ BOYVE, II, pp. 22-23.

¹⁰ Recettes diverses, vol. 162, année 1609, aux Archives de l'Etat, Neuchâtel, comme les autres documents cités.

¹¹ Recettes diverses, vol. 159-165.

¹² Cette liste n'est pas publiée dans son ouvrage, mais existe aux Archives de l'Etat sous la cote: Fonds Chabloz, VI/6.

¹³ E. William MONTER, *Witchcraft in France and Switzerland*, Cornell University Press, 1976.

¹⁴ Minutaire criminel, 2b, 1640-1649.

¹⁵ La bibliographie la plus complète sur la question se trouve dans l'ouvrage de Robert MANDROU, *Magistrats et sorciers en France au XVII^e siècle*. Paris, 1980.

¹⁶ Clos, terrain affranchi de la vaine pâture et pouvant se clore toute l'année. PIERREHUMBERT, p. 133.

¹⁷ Large vestibule ou porche sur le devant des maisons rurales qui donne accès aux portes de la cuisine, du fenil, de l'étable, etc. Sert de remise à outils, chars, bois, etc. PIERREHUMBERT, p. 389.

¹⁸ Valangin, Registre criminel, vol. 3, N° 19, 1666.

¹⁹ Valangin, Registre criminel, vol. 3, N° 19, 1666.

²⁰ Valangin, Registre criminel, vol. 3, N° 24, 1667.

²¹ Fritz CHABLOZ, *op. cit.*, pp. 115-116.

²² Fritz CHABLOZ, *op. cit.*, p. 117.

²³ Minutes criminelles, 25 juin 1641.

²⁴ Dans les comptes de la seigneurie de Valangin, «deux sorcières du Locle qui étaient sœurs» ne peuvent pratiquement être que Clara et Suzanne Petterman dict Moyne, citées au Consistoire en mai 1600. Dans les comptes encore, on trouve une certaine Jehanne Jehanhenry (1616), dans les Registres criminels, vol. 2, N° 9, Jeanne Jean Girard (1638), et dans les Minutes criminelles, Marie Petit-Jehan (1641).

²⁵ Minutes criminelles, 21 avril 1647.

²⁶ Minutes criminelles, 17 août 1648.

²⁷ Minutes criminelles, 8 février 1648.

²⁸ Minutes criminelles, 13 juin 1643. Registre criminel, vol. 2, N° 28, 21 juillet 1643.

²⁹ Registre criminel, vol. 2, N° 29, 31 août 1644.

³⁰ Minutes criminelles, 23 septembre 1644.

³¹ Actes de la Classe, vol. 2.

³² Cité par J. CART dans la *Revue historique vaudoise*, 1930: *Leurs Excellences de Berne, les pasteurs du Pays de Vaud et la sorcellerie aux XVI^e et XVII^e siècles*.

³³ Notamment des Jésuites comme Adam Tanner (1572-1632), Paul Layman (1575-1635) et surtout Frédéric Spee (1591-1635).

UN LIBELLE ROYALISTE SUR LA RÉVOLUTION DU 1^{er} MARS 1848

Le texte que nous publions ici, avec la bienveillante autorisation de M. Guy de Chambrier qui l'a mis à notre disposition, relate des événements bien connus. Son intérêt réside moins dans la nouveauté des faits qu'il rapporte que dans le point de vue qu'il défend: celui des responsables de l'ancien régime, écartés des affaires par la révolution du 1^{er} mars 1848. Son auteur est Frédéric de Chambrier (1785-1856) qui fut président du Conseil d'Etat de 1836 à 1848. Une notice liminaire de la main même de Chambrier en explique la genèse:

La publication de cet écrit a été ajournée eu égard au désir du plus grand nombre des Conseillers d'Etat qui en avoient entendu la lecture chez moi le 13 May 1850, et comme il ne devra avoir absolument plus d'autre caractère que celui d'une rédaction personnelle, j'ai usé de l'entière liberté qui m'appartient pour développer et compléter la seconde partie, celle des raisonnemens et des considérations relatives aux faits des 29 Février et 1 Mars.

Ce passage permet de restituer ainsi les faits: Après la révolution, Chambrier avait conçu l'idée d'une publication apologétique, où le rôle joué par le Conseil d'Etat à l'époque du bouleversement des institutions serait clairement exposé. Il s'agissait surtout de justifier, devant l'opinion, la décision prise par le gouvernement, le 29 février déjà, de renoncer à la résistance armée. En effet, de nombreux royalistes reprochaient aux anciens magistrats leur pusillanimité, persuadés qu'une prise de position énergique aurait pu sauver, sinon la situation, du moins l'honneur du régime. Il était donc important de montrer qu'un enchaînement fatal de faits avait contraint l'autorité à céder, malgré les mesures prises, et que la capitulation était parfaitement honorable. Mais cette décision même ne s'était pas imposée d'un coup. Dans l'après-midi de ce jour encore, en dépit de la défection d'une partie du pays et contre l'avis même de son président, le Conseil d'Etat adoptait le principe de la résistance, sans prendre toutefois les mesures militaires qui en découlaient. L'attitude négative du Conseil de la Ville de Neuchâtel obligea le gouvernement à revenir sur cette décision: dans la soirée, à la majorité des voix, les conseillers d'Etat renonçaient à s'opposer par la force à la révolution

imminente. C'est le récit de ces événements et de la captivité de l'ancien Conseil d'Etat que fit Chambrier à ses collègues, deux ans plus tard, dans l'intention de le rendre public avec leur assentiment. Mais ses auditeurs, dans leur majorité, s'y opposèrent, et la publication fut ainsi «ajournée». On peut en comprendre la raison: il ne leur paraissait pas opportun que fût ainsi révélée l'attitude flottante du Conseil d'Etat, face à la crise qui survenait. Bien que Chambrier ne ménage pas son témoignage d'estime aux partisans de la résistance («Nous rendons pleine justice à leurs intentions, nous reconnaissons qu'elles ont été aussi bonnes que les nôtres: rien de moins, rien de plus»), il n'en blâme pas moins leur attitude comme irresponsable et inconséquente. Sur ce point, le factum de Chambrier est aussi un plaidoyer *pro domo*. Sa diffusion, en mettant au grand jour des dissensions internes, était de nature à nuire à la réputation de certains de ses collègues et à l'unité même du parti royaliste. Dès lors qu'on renonçait à publier ce texte, dont l'exactitude matérielle n'était nullement contestée, son auteur pouvait le considérer comme un document privé et ajouter à l'énoncé des faits des réflexions personnelles.

Le document reproduit ici traduit bien ce changement d'intention. Ecrit avec soin, visiblement par un secrétaire, le texte est abondamment corrigé et complété par la main même de l'auteur. Ces modifications, peu nombreuses au début, se multiplient dans la seconde partie du travail: des pages entières ont été refaites dans le dessein évident de préciser, de nuancer la pensée. L'écriture de ces passages est cursive, parfois peu lisible; certaines additions intercalées s'intègrent mal au texte primitif ou allongent démesurément la phrase. Ces imperfections formelles n'enlèvent rien pourtant à l'intérêt du document que nous livrons tel quel, sans examiner le bien-fondé de certaines de ses allégations: il reflète en effet la conviction d'un parti à une époque donnée. A ce titre, l'opuscule de Chambrier mérite aujourd'hui de sortir de l'ombre.

Comme l'auteur, et c'est heureux, a indiqué de façon précise le vote de chacun de ses collègues lors des délibérations successives du 29 février, il nous a paru utile de donner ici la liste des conseillers d'Etat ordinaires en exercice le 1^{er} mars 1848, en indiquant les fonctions particulières qu'exerçaient certains d'entre eux, dans l'ordre chronologique des brevets de nomination:

Frédéric-Alexandre de Chambrier, président, procureur général, président du département des Finances.

Auguste-Charles-François de Perrot, maire de Neuchâtel, président du département de Justice et Police.

Alexandre de Chambrier.

Armand-Frédéric de Perregaux.

François-Auguste Favarger, chancelier, président du département Militaire.

François Delachaux.

George Petitpierre de Wesdehlen, président du département de l'Intérieur.

Henri-Florian Calame, secrétaire du Conseil d'Etat.

Alfred SCHNEGG

Annexe

De la conduite du Conseil d'Etat du Roi lors de la Révolution de Neuchâtel du 1 Mars 1848

A la nouvelle de la révolution de Paris et de la proclamation de la République française qui parvint à Neuchâtel le 26 Février dans la soirée, personne ne put se faire illusion sur l'imminence du danger.

Le 27 Février au matin, le Conseil d'Etat donna l'ordre au Département militaire 1° de réorganiser le bataillon de défense qui venoit d'être licencié, pour lequel il fallut choisir un nouveau chef et dont 175 hommes purent être retenus sous le drapeau 2° de compléter toutes les mesures nécessaires pour la prompte mobilisation des milices. Mons^r le Lieutenant Colonel de Meuron reçut aussi l'ordre de se mettre en rapport personnel avec les chefs d'arrondissement.

Le soir du même jour, l'agitation commença avec force à la Chaux de Fonds, et les chefs du mouvement demandèrent à M^r le Major Delachaux la formation d'une Garde mixte, royaliste et républicaine.

Sur l'avis qui en parvint au Conseil d'Etat le 28, il délégua à la Chaux de Fonds l'un de ses membres, M^r Al. de Chambrier, qui, à son arrivée à 6 heures du soir, apprit que M^r le Major Delachaux venoit, pour éviter un conflit, de consentir à ce qu'il n'y eût pas de Garde royaliste armée la nuit suivante.

Une Garde de surveillance mixte non armée étoit réunie à l'hôtel de ville. Les chefs du mouvement ayant en outre insisté auprès de M^r Delachaux sur la rentrée des armes distribuées aux Royalistes de l'arrondissement, il leur avoit répondu qu'il prendroit là dessus les ordres du Gouvernement; mais déjà le soir même, ils convoquèrent pour le surlendemain 1. Mars une réunion des délégués des patriotes des diverses parties du Pays, pour aviser aux moyens d'obtenir *l'objet bien connu de leurs vœux*, la proclamation de la république! Dans ce moment ils avoient déjà reçu l'assurance positive, et ils la transmettoient au dehors par leurs agens et leurs lettres, qu'ils pouvoient compter sur l'appui immédiat des Corps francs Bernois.

A la réception de ces nouvelles le 29 au matin, le Conseil d'Etat résolut à l'unanimité de faire occuper la Chaux de Fonds (M^r le Conseiller Delachaux, qui arriva après la délibération prise, déclara qu'il y adhéroit); M^r le Lieutenant Colonel de Meuron, accompagné de quelques Officiers, partit pour la Sagne et le Locle, porteur des ordres du Conseil et chargé de les exécuter de concert avec M^r le Lieutenant Colonel Favre-Bulle, Chef de l'arrondissement du Locle. Les forces militaires du Val de Travers et des Verrières furent mises à la disposition de M^r de Perregaux, Commissaire du Gouvernement au Val de Travers.

En même tems M^r Calame se rendit à Valangin, où le Conseil de Bourgeoisie étoit accidentellement rassemblé, et tout en gardant le silence sur ces mesures militaires, il lui fit part de la résolution du Conseil d'Etat de ne consentir à aucun acte contraire à ses sermens et à l'autorité du Roi. Cette détermination fut accueillie avec un assentiment unanime par le Conseil de Bourgeoisie, qui se déclara prêt de son côté à tout faire pour le maintien des institutions de l'Etat. La même communication fut faite aussi à la Compagnie des Pasteurs qui se trouvoit réunie, et elle devoit l'être à 3 heures après midi par M^r le Maire de Neuchâtel au Conseil de Ville, et par M^r le Président du Conseil d'Etat à une réunion d'hommes influens des diverses classes de la population de la Ville.

Mais à 1 heure après midi M^r le Lieutenant Colonel Favre arriva à Neuchâtel avec la nouvelle que le Locle étoit au pouvoir des patriotes.

Le drapeau fédéral, arboré le matin comme signe d'insurrection, abattu une première fois, avoit été arboré de nouveau. Un rassemblement d'insurgés, sans armes d'abord, puis armés, avoit entouré le clocher et empêché de sonner le tocsin. Ils avoient déclaré au Conseil de défense que si l'on recouroit à la force pour comprimer le mouvement, ce succès même seroit de courte durée, parce qu'ils pouvoient compter sur six mille auxiliaires. Ils l'avoient sommé de déposer ses pouvoirs, et le Lieutenant Colonel Favre qui, la veille au soir, avoit vu les républicains déjà maîtres de fait à la Chaux de Fonds, s'étoit résolu avec les membres présens du Conseil de défense du Locle, à signer une déclaration portant qu'ils s'engageoient à prêter leur concours passif aux mesures provoquées par l'imminence de la révolution, en renonçant à la mission dont ils étoient investis. Alors la république avoit été immédiatement proclamée.

Pendant que ces choses se passaient au Locle, les Républicains du Val de Travers avoient commencé à opérer le désarmement des Royalistes dans leur domicile; et à la Chaux de Fonds le Conseil de défense discutoit avec M^r le Commissaire du Gouvernement la question de la Garde mixte, et comme sa formation fut reconnue impraticable, et que les forces des Royalistes étoient insuffisantes seules pour maintenir l'ordre, le Conseil avoit jugé qu'il falloit céder, à moins que le Gouvernement ne fit occuper militairement la Chaux de Fonds. A dix heures arrivèrent à l'hôtel de ville les chefs du mouvement, exigeant que l'on substituât aux autorités actuelles un Conseil municipal, et cette demande venoit d'être repoussée lorsqu'on cria *aux armes*: et bientôt 300 hommes armés se trouvèrent sur la place de l'hôtel de ville. M^r Fritz Courvoisier y entra pour annoncer que le Locle avoit fait sa révolution, et il remit

une copie de la déclaration que le Conseil de défense avait signée. On proposa en même tems à celui de la Chaux de Fonds de se joindre aux patriotes pour la formation d'un Comité provisoire. Il refusa et déclara qu'il leur cédoit la place. Mais on le retint prisonnier jusqu'à ce qu'il eût signé une déclaration dans les mêmes termes que celle du Locle. Après une longue hésitation, ses membres se décidèrent à signer comme cédant à la force, et aussitôt les drapeaux fédéraux avaient été arborés.

En recevant les nouvelles du Locle de la bouche de M^r le Lieutenant Colonel Favre, M^r Favarger président du Département militaire jugea que tout étoit perdu. Il le déclara à plusieurs personnes et spécialement à M^r de Perregaux, qui partoit pour le Val de Travers et qui, abordant sur la rue M^r le Président du Conseil d'Etat avec ces paroles: «Tout est perdu», lui transmit ce qu'il venoit d'apprendre de M^r Favarger. L'un et l'autre se réunirent quelques instans plus tard chez M^r le Président du Conseil avec le Lieutenant Colonel Favre.

Là on reconnut unanimement que l'occupation de la Chaux de Fonds étant devenue impossible, il étoit urgent de transmettre à M^r le Colonel de Meuron l'ordre de revenir à Neuchâtel immédiatement. Cet ordre l'atteignit à la Sagne, où la population, déjà sous les armes, étoit sollicitée par les royalistes influens du Locle de ne rien entreprendre puisqu'il ne pourroit en résulter qu'une inutile effusion de sang. M^r de Perregaux jugea également, d'accord avec ses deux collègues, que sa mission au Val de Travers ne pouvoit être remplie, et il se chargea d'informer de tout ce qui venoit d'être arrêté Messieurs de Perrot et de Wesdehlen, seuls membres du Conseil qui se trouvoient en Ville, et d'inviter le premier, qui en tomba d'accord, à contremander la réunion du Conseil de Ville qui devoit avoir lieu à 3 heures, tout en invitant MM^s les Quatre Ministraux à se rencontrer à 4 heures au Château, afin de convenir des mesures à prendre en Ville pour le maintien de l'ordre dans la prévision d'un mouvement prochain des Montagnes. Mais quant à la réunion qui devoit avoir lieu chez Mons. le Président du Conseil d'Etat et qu'il annonça l'intention de contremander, M^r le Président du Département militaire lui demanda, sans que M^r de Perregaux fit aucune objection, de l'avoir néanmoins, afin de parler dans le même sens aux personnes qui la composeroient, et spécialement aux capitaines de la Garde urbaine. C'est ce qu'il fit à 3 heures, aucun avis d'un changement d'opinion ou d'une opinion contraire d'aucun membre du Conseil ne lui ayant été donné.

A 4 heures une conférence eut lieu au Château, entre le Conseil d'Etat et les Quatre Ministraux de la Ville de Neuchâtel. Deux délégués du Conseil de Bourgeoisie de Valangin furent introduits plus tard. Là, la question de la résistance armée au mouvement révolutionnaire fut soulevée et discutée; la majorité du Conseil d'Etat, composée de MM. de Perrot, de Perregaux, Favarger, Delachaux et de Wesdehlen, la minorité des Quatre Ministraux, en réservant l'approbation du Conseil de Ville, et les deux délégués de Valangin se prononcèrent pour; la minorité du Conseil d'Etat, M^{rs} de Chambrier et Calame, trouvant que rien n'avoit changé depuis deux heures après midi, s'en tinrent à

la précédente détermination et ce fut aussi l'avis de la majorité des Quatre Ministraux.

A l'ouïe du vote des deux Conseillers d'Etat qui avoient arrêté avec lui les mesures prises à 2 heures, M^r le Président témoigna vivement son extrême surprise d'un changement d'opinion aussi grave que tardif. M^r Favarger, inclinant la tête, dit: «Tout ce que M^r le Président vient de dire est parfaitement vrai.» M^r de Perregaux garda le silence à l'ouïe des votes.

A la suite de cette conférence entre six et sept heures du soir, le parti de la défense prévalant au Conseil d'Etat, M^r le Conseiller Delachaux se rendit à Valangin pour inviter le Conseil de Bourgeoisie à appeler ses bourgeois aux armes; et des ordres analogues furent donnés aux Conseils de défense du Pays, la Chaux de Fonds, le Locle, le Val de Travers et les Verrières exceptés. Neuchâtel fut désigné comme point de réunion.

Cependant, comme dans la conférence de 4 heures, les membres de la Magistrature de Neuchâtel avoient déclaré qu'ils n'exprimoient que leur opinion particulière et s'étoient réservé d'en référer au Conseil de Ville, celui-ci avoit été convoqué par eux pour 8½ heures du soir, et M^r le Maire de Neuchâtel fut chargé de lui faire connoître les résolutions du Conseil d'Etat. Mais la majorité qui les avoit prises suspendit l'ordre de battre la générale pour rassembler la Garde urbaine jusqu'à ce qu'on connût le résultat de la délibération du Conseil de la Ville.

Dans cette délibération il se manifesta une grande répugnance pour le parti de la défense: «Nous sommes tous prêts à obéir si l'on nous donne un ordre, dirent un grand nombre de membres, mais puisqu'on nous consulte, nous ne sommes pas d'avis que ce parti puisse être suivi.» La délibération se prolongeant considérablement, le Conseil d'Etat adhéra à la proposition que fit M^r le Président du Département Militaire de descendre à l'hôtel de ville, où il se rendit en effet, et insista pour qu'on se prononçât immédiatement par oui ou non. Alors, à l'exception de cinq ou six voix, le Conseil de Ville y compris les chefs militaires qui siégeoient dans son sein se déclara pour la négative, jugeant, disoit-il, que le Conseil d'Etat avoit bien mauvaise opinion de la situation puisqu'il en étoit réduit à consulter le Conseil de Ville, et cédant à dix heures du soir à la douloureuse conviction qui, à une heure, avoit déjà arraché à deux membres du Gouvernement, aussi résolu qu'aucun autre, assurément, et dont l'un connoissoit mieux que personne le peu de ressources qui lui restoient, ces amères paroles: «Tout est perdu» et qui à 1½ h. avoit dicté les mesures adoptées comme urgentes par une majorité fortuitement réunie, puis communiquées immédiatement aux deux autres membres du Conseil présents en Ville, dont l'un avoit même concouru à leur exécution, conviction enfin que, dans la soirée, quelques uns avoient fait un dernier effort pour surmonter.

Il y eut alors une nouvelle délibération du Conseil d'Etat, où assistoient les membres du Département Militaire, compris M^r le Colonel de Meuron qui arrivoit de la Sagne. Le vote du Conseil de Ville avoit prouvé qu'on ne pouvoit plus compter sur un concours énergique de la Ville, les opinions exprimées par

tous les officiers militaires ayant donné la conviction que la défense ne pouvoit plus être qu'un simulacre sans espoir de succès, le Conseil, à la majorité de quatre voix, celles de MM. de Chambrier, Favarger, Wesdehlen et Calame, contre deux, celles de MM. de Perrot et de Perregaux, renonça à la tenter. Des contr'ordres furent aussitôt expédiés dans le pays; le licenciement du bataillon de défense ordonné, et la Garde urbaine mise à la disposition des Quatre Ministraux pour le maintien de l'ordre public.

Dans la nuit quelques détachemens de la Côte et du Val de Ruz, que les contr'ordres n'avoient pas atteints, arrivèrent à Neuchâtel. Les Sagnards s'arrêtèrent au Val de Ruz. Le bataillon de défense manifesta sa douleur au moment de son licenciement. Le dévouement du Corps d'officiers étoit à toute épreuve. On ne pouvoit pas faire le même fond sur une partie des soldats engagés depuis peu parmi les gens sans ouvrage. Le lendemain 1 Mars, le Conseil d'Etat s'étant réuni au Château, S. E. M^r de Sydow, Ministre de Prusse en Suisse, qui y assistoit, proposa de réclamer l'intervention fédérale. Quoique le Conseil d'Etat n'en attendît rien de bon, il n'hésita pas à accepter la proposition comme propre à mettre la Confédération en demeure d'accomplir ses engagements. En conséquence, il écrivit au Directoire fédéral une lettre portant «que les patriotes neuchâtelois venant de se rendre maîtres du Locle et de la Chaux de Fonds en arborant la bannière fédérale, les Conseillers d'Etat, dépositaires des pouvoirs de Sa Majesté le Roi de Prusse comme Prince de Neuchâtel, réclamoient, selon leur devoir, la garantie fédérale, et prioient en conséquence le Directoire d'envoyer immédiatement à Neuchâtel des représentans fédéraux pour faire respecter l'autorité du Gouvernement, comme aussi de demander aux Cantons voisins d'arrêter chez eux la marche des Corps francs.» M^r Frédéric de Chambrier, Député à la dernière Diète, fut rendu porteur de cette lettre, dont le Conseil d'Etat ordonna l'impression et la publication.

Le soir à 6½ heures arriva à Neuchâtel une colonne de 1200 hommes composée en bonne partie de Corps francs Bernois et commandée par le Capitaine Fritz Courvoisier, qui se rendit chez Messieurs les Quatre Ministraux, leur notifia la déchéance du Gouvernement et la mise de la Ville en état de siège; en même tems le Gouvernement provisoire, formé à la Chaux de Fonds, arriva au Château et en prit possession.

Pendant la nuit du 1 au 2 Mars, M^r de Chambrier revint de Berne avec une lettre signée par le Chancelier de la Confédération portant que «le Directoire venoit de nommer comme représentans fédéraux Messieurs Schneider et Migy qui porteroient la réponse attendue par le Gouvernement de Neuchâtel».

Le Conseil étoit réuni le matin chez son Président lorsqu'on remit à celui-ci une lettre signée par M^r Piaget comme Président du Gouvernement provisoire, requérant le Conseil d'abdiquer ses pouvoirs entre les mains du Gouvernement provisoire et de lui faire la remise des titres, documens et matériel de l'Etat.

Le Conseil fut unanime sur la réponse à faire, et dans la lettre que M^r le Secrétaire d'Etat fut chargé d'adresser à M^r l'Avocat Piaget (ce fut la suscription

de la lettre), il se borna à lui faire connoître le contenu de celle qu'il avoit adressée au Directoire, en lui transmettant un exemplaire de sa publication qui venoit d'être affichée en Ville et expédiée par la poste dans le Pays, tout en lui annonçant la prochaine arrivée des représentans fédéraux.

Le Conseil d'Etat fit en même tems dresser une lettre destinée à être remise à Messieurs les Commissaires fédéraux à leur arrivée, et où il les informoit de l'occupation du Château par une force armée considérable et qui s'accroissoit à chaque instant, «composée en partie de ressortissans d'autres cantons, leur demandoit d'employer leur autorité à faire cesser cet état de choses illégal, et leur déclaroit enfin que, nommé par le Roi, il ne pouvoit être déchargé de ses pouvoirs que par lui, et, en conséquence, qu'il ne les déposeroit entre les mains de personne, ni ne feroit aucun acte impliquant la reconnaissance d'un Gouvernement provisoire».

Dans l'après-midi on vint informer M^r le Président du Conseil d'Etat que la troupe du Château étoit dans un état d'exaspération qui deviendrait, lui disoit-on, menaçant pour la sûreté des membres du Conseil d'Etat et celle de la Ville elle-même, s'ils n'abdiquoient pas ou ne quittoient pas le Pays. M^r le Président du Conseil répondit à ceux qui venoient lui donner cet avis qu'il se considéroit comme un soldat en faction, qu'il ne déserteroit point son poste et n'abdiqueroit point.

En même tems il convoqua le Conseil, où Messieurs de Perrot, de Perregaux, de Wesdehlen et Calame se trouvoient présens; M^r le Chancelier Favarger étoit parti la veille pour Berlin, porteur des dépêches de M^r de Sydow. M^r Al. de Chambrier qui avoit refusé de signer la Déclaration du Conseil de Défense de la Chaux de Fonds y avoit été arrêté militairement par les patriotes, et M^r Delachaux s'étoit, avec l'assentiment de M^r le Président, rendu dans l'après midi à Valangin, lieu de son domicile, pour une affaire urgente. Le Conseil fut unanime pour persister dans son refus d'abdication.

Pendant qu'il étoit réuni arriva M^r le Docteur DuBois, accompagné d'un Officier et d'un détachement de carabiniers. Il notifia aux membres du Conseil d'Etat l'ordre qu'il avoit de les arrêter. Le Gouvernement provisoire avoit dû prendre cette mesure, dit-il, pour mettre tous ces Messieurs à l'abri des violences des soldats: «des vôtres, sans doute, attendu que par des motifs qui honorent votre caractère, vous n'avez voulu ni abdiquer ni fuir.»

Après avoir déclaré qu'ils cédoient à la force, les membres du Conseil furent conduits à pied au Château, au milieu d'un détachement de carabiniers, et introduits dans la salle où siégeoit le Gouvernement provisoire qui les reçut avec égards. M^r Piaget déclara qu'il respectoit et honoroit les motifs qui les avoient empêchés d'abdiquer et qu'il comprenoit que leur caractère ne leur eût pas permis de fuir. Ils furent ensuite consignés dans trois chambres du Château entourées de factionnaires.

Le lendemain 3 Mars, M^r le Docteur DuBois leur fit visite. Interpellé sur l'arrivée des Représentans fédéraux, il répondit qu'ils étoient à Neuchâtel depuis la veille! Le Conseil demanda à les voir. M^r DuBois répondit que le Gouverne-

ment provisoire n'y mettoit pas d'obstacle, si les représentans eux-mêmes y consentoient; et il revint au bout de quelques momens avec la réponse que les Représentans fédéraux ne vouloient pas les voir. Ils regardoient le Conseil comme n'existant plus, et ils avoient reconnu le Gouvernement provisoire. Le Conseil se décida néanmoins à faire remettre la lettre à leur adresse, préparée la veille, et que M^r le Président avoit dans sa poche. M^r DuBois, prié de la leur faire tenir, s'en chargea sans difficulté, mais il la rapporta un instant après. Le Gouvernement provisoire élevoit, dit-il, des objections contre la remise de cette lettre, à cause de l'adresse qui portoit la suscription: «Gouvernement de Neuchâtel» et à cause du cachet où se trouvoient les armes royales. Alors le Conseil se décida à sortir la lettre de son enveloppe et à la remettre ouverte à M^r DuBois. Celui-ci la prit, mais non pas, dit-il, pour la remettre aux Commissaires fédéraux. «Eh bien! Rendez-la moi», répondit M^r le Président. «Mais vous pourriez la jeter par la fenêtre. — Dès que vous avez cette pensée, disposez de la lettre à votre gré!» M^r DuBois la jeta au feu en disant: «Voilà ce qui est le plus radical.»

Dès qu'il eut été informé de l'arrivée des Représentans fédéraux, M^r Delachaux, revenu de Valangin, s'étoit rendu auprès de l'un d'eux pour réclamer la mise en liberté de ses collègues, déclarant qu'il refusoit son abdication et ne séparant en rien sa cause de la leur; déclaration qu'il confirma le lendemain auprès du Gouvernement provisoire.

Le 5 Mars, dans la nuit, M^r Al. de Chambrier fut amené de la Chaux de Fonds et enfermé avec ses collègues au Château.

Le 21 Mars, MM. Piaget et Brandt, Président et Vice-Président du Gouvernement provisoire, visitèrent le Conseil d'Etat et lui firent part des événemens survenus en Europe, et notamment à Vienne, qui caractérisoient un état de révolution générale. Ils exposèrent les souffrances résultant pour le pays de la crise financière qui se manifestoit à Paris et ailleurs, et ils insistèrent sur l'abdication des membres du Conseil d'Etat, comme sur un moyen de concilier au nouvel ordre de choses le concours des Royalistes, de calmer l'irritation des esprits, et de contenir le mouvement dans les bornes que réclamoient les intérêts mêmes de la classe possédante.

Les membres du Conseil d'Etat se référèrent, quant à l'abdication, à leur déclaration précédente. Mais ils annoncèrent qu'ils étoient disposés à prêter, suivant les circonstances, aux mesures qui auroient pour but d'atténuer les effets de la crise financière, le concours de leur influence personnelle. MM. Piaget et Brandt insistèrent sur leur demande d'abdication, et après avoir invité les Membres du Conseil d'Etat à y réfléchir, ils se retirèrent.

Ceux-ci étant tombés consoinamment d'accord de s'en tenir à leur première réponse, ils firent prévenir MM. Piaget et Brandt qu'ils étoient prêts à la leur donner, mais ces Messieurs ne revinrent plus.

Enfin les ordres du Cabinet du Roi des 1 et 5 Avril, par lesquels les Conseillers d'Etat étoient déchargés de leurs fonctions, étant arrivés à Neuchâtel et leur ayant été communiqués, ils ne firent plus de difficulté de signer la

déclaration qu'ils se considéroient désormais comme de simples citoyens, et ils réclamèrent en conséquence leur mise en liberté qui leur fut accordée le 13 Avril.

Ce récit des faits est appuyé par celui que M. Calame rédigea au Château immédiatement après les événements durant la captivité des Conseillers d'Etat, auxquels il en fut fait lecture et qui fut revu et arrêté ensuite de leurs observations. L'original est demeuré entre les mains de M. Calame; j'en ai une copie et M^r de Perregaux doit aussi en avoir fait une pour lui. Quant au propre récit des faits, lecture en a été faite chez moi le 13 mai 1850 aux six Conseillers se trouvant dans le Pays, et l'exactitude d'aucun fait n'a été contestée.

Tels sont les faits relatifs à la conduite que tint le Gouvernement du Roi lors de la révolution du 1 Mars. Exposons maintenant les considérations qui l'ont déterminé dans ce moment fatal.

Après la perte du Locle, position centrale de toutes les Montagnes et point d'appui de la résistance par les armes que le Gouvernement avoit résolu d'opposer à la révolution; après la perte du Locle, disons-nous, qui consommoit, comme cela eut lieu deux heures après, celle de la Chaux de Fonds, où les Corps francs Bernois ne tardèrent pas à affluer en masse; avec la certitude de la défection immédiate du Val de Travers, dont déjà à 1 h. M^r de Perregaux n'avoit plus jugé possible d'aller prendre la défense et où le Conseil d'Etat, dès 7 heures du soir, n'avoit pas même essayé de transmettre son appel aux armes, non plus qu'aux Verrières, avec le Val de Ruz divisé, les Ponts très impressionnés et abattus par la capitulation du Locle, dans l'attente infaillible de la défection de la presque totalité du Vignoble, avec le petit nombre d'hommes enfin que, dans un tel état de choses, on pouvoit espérer de réunir encore à Neuchâtel, il ne restoit au Gouvernement, dans les limites du devoir et de l'honneur, que le choix entre deux partis.

Le premier étoit celui d'une tentative de résistance par les armes, qui, selon les uns (M. de Perrot), étoit une affaire de conscience où l'on ne devoit pas considérer les conséquences, mais agir avec foi dans le succès, tentative qui, pour d'autres (M. Favarger), présentait la chance d'obtenir une capitulation, mais dont personne n'appuyait la proposition en exprimant l'opinion qu'un succès étoit possible, ni avec l'indication d'un moyen quelconque pour l'obtenir. En effet, la défensive dans une ville ouverte et dominée de toutes parts étoit aussi peu praticable que l'offensive avec de si petites forces. Le parti de la révolution qui avoit reçu le mot d'ordre de haut lieu, et qui de longue main avoit des comités secrets organisés dans la plupart des communes du pays, agissoit avec autant d'ensemble que de rapidité. La certitude que l'invasion des Corps francs étoit secondée par les autorités fédérales Bernoises, dont toutes les sympathies et les vœux étoient pour la république Neuchâteloise, cette violente commotion de la révolution de Paris qui faisoit celle de Neuchâtel, tout se réunissoit pour remplir d'audace ce parti, et pour jeter les Royalistes du Bas Pays et de la Ville dans le même découragement que ceux des montagnes, où les deux chefs militaires, bien qu'entourés de la confiance entière de la population loyale,

avoient néanmoins agi sous l'impression que la cause étoit perdue. Dans cet état de choses, comment le Gouvernement pourroit-il justifier auprès du Roi, auprès du Pays, la détermination d'entreprendre, sans qu'un seul chef militaire crût possible d'ordonner, le Conseil d'offrir d'en prendre la responsabilité, une lutte que l'on déclaroit au contraire ne pouvoir être qu'un simulacre, et qui, après avoir commencé par le sang inutilement versé des plus braves royalistes, épars et coupés de tous côtés, devoit aboutir à une déroute déplorable ou à une capitulation, non moins déplorable, à cause de ses conséquences politiques, et à laquelle le Gouvernement, à moins de prendre honteusement la fuite, auroit dû souscrire pour assurer le sort des hommes loyaux qui auroient répondu à son appel?

L'autre parti étoit celui d'une résistance par la force du droit et par son refus d'abdiquer, résistance que le Gouvernement révolutionnaire a caractérisée lui-même comme suit, dans son rapport à la Constituante: «En se posant comme Gouvernement de droit par son refus d'abdication et comme Gouvernement de fait par son appel au Vorort, le Conseil d'Etat se plaçoit en état de guerre contre le Gouvernement provisoire de la république et lui dictoit sa conduite.» C'est cette résistance que seule le Gouvernement auroit pu promettre, et qu'il avoit promise en effet aux Corps de l'Etat, et c'est le parti auquel, après les phases diverses d'une angoissante délibération de plusieurs heures, dut enfin souscrire la majorité du Conseil. Celui qui écrit ces lignes se retira l'âme déchirée, mais parfaitement calme, comme subissant la loi d'une fatale nécessité.

Les événemens subséquens semblent avoir pleinement justifié la résolution finale du Conseil, comme ils ont réalisé ses prévisions.

En demandant le 1 Mars au Directoire Fédéral d'arrêter l'invasion des Corps francs et d'envoyer des Représentans pour faire respecter l'autorité du Gouvernement du Roi, le Conseil d'Etat avoit la conviction de l'inutilité de sa démarche. Le parti en Suisse qui avoit renversé les sept Cantons du Sonderbund avoit essentiellement voulu détruire leur résistance à l'établissement d'un Etat fédératif, et il devoit nécessairement saisir l'occasion de renverser à Neuchâtel son dernier obstacle. Et en effet les représentans fédéraux Bernois n'arrivèrent à Neuchâtel qu'après avoir été assurés de l'emprisonnement du Gouvernement qui les avoit appelés; ils n'y arrivèrent que pour sanctionner son renversement, proclamer dans la Ville et faire reconnoître dans tout le Pays la révolution essentiellement opérée par leurs corps francs, assister à l'ovation dont ces corps francs furent l'objet lorsqu'ils repartirent quelques jours après, emmenant avec eux les canons Neuchâtelois dont on leur avoit fait don en récompense de leur bon secours, et faire adopter enfin par le Gouvernement Bernois des mesures efficaces pour prêter main forte au Gouvernement révolutionnaire provisoire. Car ce fut évidemment dans ce but que le Directoire fédéral ordonna, par un décret du 3 Mars, une levée de troupes Bernoises et Vaudoises. Le Gouvernement Bernois en a fourni lui-même la preuve dans le rapport qu'il vient de publier sur son administration des quatre dernières années. Dans la partie politique du rapport (p. 12) il donne à entendre que ces troupes étoient destinées à empêcher l'intervention des Cantons voisins dans les affaires de Neuchâtel;

mais dans son aveugle imprudence, il s'est chargé lui-même de mettre au jour et de constater la vérité, à mesure que dans le compte des dépenses militaires extraordinaires (p. 25) il indique la date du 3 Mars comme celle où la levée des troupes fut ordonnée. Comme les Corps francs Bernois s'étoient déjà rués à Neuchâtel le 1 Mars et que la république de Neuchâtel avoit été reconnue le 2 Mars par les Représentans fédéraux à teneur des instructions du Directoire, les troupes mises sur pied par ordonnance du 3 ne pouvoient être destinées qu'à prêter main forte à la république.

Le Conseil d'Etat avoit donc eu bien raison en ne se flattant pas du moindre appui de la part du Gouvernement fédéral. Mais nous conviendrons volontiers que ce que le Directoire appeloit dans sa lettre «la réponse attendue» a dépassé notre attente et que nos prévisions n'alloient pas jusqu'à croire possible que les garanties données à Neuchâtel par le Pacte fédéral, la promesse d'y maintenir la constitution, l'autorité royale, l'ordre et la tranquillité, ce serment, renouvelé solennellement chaque année à l'ouverture de la Diète de vivre avec lui dans le bonheur comme dans l'infortune en Confédérés et en frères, consisteroit à lui donner ouvertement et officiellement le coup de grâce avec la massue fédérale.

Nous venons d'exposer les considérations qui ont déterminé le Gouvernement du Roi lors de la révolution du 1 Mars et qui nous ont personnellement paru décisives, au contraire de l'opinion de nos collègues qui auroient voulu que l'on suivît à toutes chances le parti désespéré de la lutte armée. Nous rendons pleine justice à leurs intentions, nous reconnoissons qu'elles ont été aussi bonnes que les nôtres; rien de moins, rien de plus. Mais cette responsabilité, toujours facile, agréable à accepter et se prêtant à toute espèce d'illusions, d'un parti quelconque qui n'a pas été suivi et qui n'a pas passé par le creuset de l'épreuve, nous les félicitons de n'avoir pas à en subir maintenant la réalité.

Ils ne peuvent se le dissimuler à eux-mêmes, ce n'étoit pas résolument, c'étoit évidemment sans confiance qu'ils avoient voté la défense par les armes puisqu'ils la faisoient dépendre de l'opinion et de l'adhésion du Conseil de Ville. On cessoit aussi d'en faire une question de conscience puisque, au lieu d'ordonner et d'agir, on consultoit. Cette consultation a même servi de prétexte à des hommes malveillans pour dire que le Conseil d'Etat avoit voulu rejeter la responsabilité sur le Conseil de Ville, pensée indigne qui, nous en sommes certain, n'a pas effleuré le cœur d'un seul de nos collègues. Enfin ce que nous ne pouvions comprendre c'est qu'ils aient ordonné à 7 heures la prise d'armes dans le pays, sans l'ordonner au même instant dans la Ville de Neuchâtel, au lieu de se borner à consulter son Conseil dont l'opinion négative fit révoquer à dix heures déjà les ordres donnés trois heures auparavant, et dont le commencement d'exécution eut des suites fâcheuses qui auroient pu l'être bien davantage encore.

Quant à nous, nous acceptons pleinement la responsabilité de tous nos actes, comme chacun doit accepter la sienne pour la part qu'il a prise aux actes décisifs de cette journée.

Après la capitulation du Locle M. le Président du Département Militaire a eu parfaitement raison de déclarer que tout étoit perdu, à moins d'un miracle.

A moins d'un miracle, on arrivoit en peu de jours à l'une des deux issues fatales que nous avons signalées. Qui n'a pas présents à la mémoire les exemples récents de ces luttes armées entreprises avec une confiance apparente ou aveugle et qui n'ont laissé que des regrets sans compensation?

C'est dans la ligne politique suivie par le Gouvernement et par le parti royaliste du 1 Mars au 11 Avril que nous voyons l'accomplissement du devoir de conscience et de la fidélité au serment. Car si ne pas combattre l'insurrection les armes à la main étoit, comme on l'a écrit, un péché, chaque citoyen seroit obligé d'aller se battre même seul, puisque les considérations du nombre et de la force matérielle n'autorisent jamais le mal moral.

La question de savoir si, dans un moment donné, il faut combattre ou non par les armes même l'insurrection dépend, pour le subalterne, des ordres qu'il a reçus et, pour le supérieur qui les donne, d'une saine appréciation des forces opposées, des chances de succès, des conséquences militaires et politiques de la défaite. Personne assurément n'a songé à critiquer comme mal moral la conduite du Maréchal Radetzky pour avoir cédé à l'insurrection de Milan au lieu de la combattre à outrance, d'avoir abandonné toute la Lombardie pour ne pas risquer la destruction de l'armée qu'il commandoit, et s'être retiré dans le camp retranché de Vérone.

Pour nous, notre devoir étoit de ménager le sang des fidèles sujets du Roi qui auroit été inutilement versé, de maintenir dans leur intégrité l'honneur et les droits de son Gouvernement qui auroient été également compromis par une capitulation ou par la fuite, et que le refus d'abdiquer maintenoit en plein, et rassurer ainsi selon notre pouvoir l'attitude fidèle et loyale du Pays; et pour tout cela nous avons aussi trouvé un camp retranché dans les murs d'une prison!

Nous avons en effet la conviction que la résistance politique et personnelle des membres du Gouvernement n'a pas été sans influence sur l'attitude, pour ainsi dire unanime, des fonctionnaires publics et des royalistes du Pays qui opposèrent eux aussi la même résistance au régime de la république; les premiers, en refusant de la reconnoître, de lui obéir, tous ensemble en s'abstenant de prendre part à l'élection des députés à l'assemblée constituante, résistance qui fut soutenue jusqu'à l'arrivée de la patente royale du 5 Avril 1848.

Le Roi y témoigna son estime aux Neuchâtelois loyaux, dont rien n'a pu ébranler la fidélité et qui ont donné un bel exemple de respect pour le serment. Le Roi les assure de sa sincère affection et de sa bienveillance, dont l'état de l'Europe entrave en ce moment l'effet, et les autorise en conséquence à régler leur conduite présente sur ce que leur conseilleront la position et le bonheur de leur pays.

Ainsi nous osons dire qu'au milieu des effroyables révolutions qui, en 1847, ont bouleversé la Suisse et qui, en 1848, ont renversé tant de Gouvernemens en Europe, les Neuchâtelois qui ont aussi subi un pareil malheur n'ont point de comparaison à craindre et peuvent lever franchement la tête.

En ce qui touche le Conseil d'Etat en particulier, nous ne nous prévaudrons pas des témoignages de confiance et de bienveillance que nous a donnés le parti

royaliste tout entier dans des adresses venues de toutes les communes du Pays, parce qu'elles se rapportoient à l'ensemble de notre administration. Mais nous doutons que des manifestations populaires aussi générales que l'on opposoit à un vote, révoqué dès lors, de la Constituante républicaine eussent eu lieu en faveur d'un Gouvernement renversé, dont on auroit désapprouvé la conduite dans un moment décisif.

En même tems, il nous a été bien doux d'apprendre que les populations qui, comme celle de la Sagne, s'étoient mises sous les armes le 29 Février, ou spontanément, ou au premier appel, et qui, toutes prêtes à verser effectivement leur sang pour la défense du Gouvernement du Roi, avoient d'abord été étonnées et affligées de ce qu'on ne le leur demandoit pas, ont été ensuite pour ainsi dire unanimes à adhérer à une détermination qu'elles reconnoissoient avoir été dictée par la loi de la nécessité.

Enfin il ne nous reste plus rien à souhaiter, puisque nous avons reçu immédiatement, par l'ordre du Cabinet du 1 Avril, et plus tard par l'inscription d'une Médaille royale, un témoignage solennel de la satisfaction de Celui à qui nous devons compte de nos actes, et qui a traité la fidélité et la loyauté dans une grande infortune, comme il auroit pu récompenser la fidélité couronnée par le succès et la victoire.

LETTRE DE 1903 SUR LES ORIGINES DU PARTI LIBÉRAL

Cette présentation d'une lettre¹ de Jules Calame à Henri Jacottet sur les origines du parti libéral neuchâtelois ne prétend pas faire l'histoire politique du canton, même pour un petit nombre d'années. Elle cherche simplement à situer les protagonistes et à éclaircir tel point particulier. Le document nous paraît caractéristique des prises de position d'une génération née à l'aube de la République neuchâteloise et très engagée dans les vives luttes entre partis, parfois déjà impuissantes à secouer l'apathie des électeurs.

Elève du collège de la Chaux-de-Fonds, sa ville natale, de l'Académie de Neuchâtel, puis de l'Ecole supérieure de commerce de Mulhouse, Jules Calame (1852-1912), allié Colin, associé à son frère Louis, dirigea avec un grand sens des affaires la maison d'horlogerie fondée par leur père. Ses compétences valurent à Jules Calame de représenter les intérêts de l'industrie régionale et de les défendre. Homme engagé et ne craignant pas les affrontements, Calame devint conseiller général libéral à la Chaux-de-Fonds en 1888, puis grand conseiller en 1889 après une élection très disputée; il présida le législatif cantonal de 1902 à 1903; il était entré au Conseil national en 1895 à la suite de quatre scrutins mémorables. Jules Calame exerça ce mandat fédéral fort activement dans des commissions. Charme, générosité et droiture, ne contredisant pas une forte personnalité, caractérisaient, aux dires de ses biographes, l'auteur de la lettre dont nous supprimons les seules salutations finales.

Henri Jacottet (1856-1904), fils d'un juriste neuchâtelois réputé et membre du grand Conseil dans les rangs libéraux, passa une licence en lettres, un doctorat en droit et un brevet d'avocat avant de faire une carrière d'homme de lettres à Paris. Entré au service de la maison Hachette, il s'occupa de publications géographiques et fit notamment paraître un ouvrage de vulgarisation, *Les grands fleuves du monde*. Voyageur en relations avec nombre de célébrités, il collabora à des revues littéraires et devint, en 1900, le correspondant du *Journal de Genève* à Paris, témoignant de ses connaissances étendues et de son sens de la vie politique².

Du début de la lettre, il résulte que Jules Calame avait demandé à Henri Jacottet un article sur les partis neuchâtelois pour la *Tribune libre*³,

publiée à la Chaux-de-Fonds du 29 décembre 1900 au 17 décembre 1904. Cet hebdomadaire neutre, auquel collaboraient des personnalités aussi différentes que T. Combe, Adolphe Ribaux, Virgile Rossel, Walter Biolley et Albert Gobat, défendait «la coopération des idées». Dans le premier numéro, Elie Doutrebande précisa qu'il s'agissait de «ne point faire de personnalités désobligeantes et de signer de son nom», chacun étant responsable de ses opinions. Dans le dernier numéro, coûtant 15 centimes, l'éditorial constate que «les œuvres littéraires ne font pas fortune dans notre pays». Il aurait fallu plus que les quelque 2000 abonnés, et un public désireux d'entretenir des discussions. L'éditeur ne voulait pas «rapetisser cette publication», ni élever le prix de l'abonnement pour survivre.

Georges-Arnold Dubois, l'éditeur en question, d'origine locloise, imprimeur de son état, était installé, 17, rue de la Paix. Epoux d'Henriette Pasche et père de deux enfants au début du siècle, il était né en 1870 et mourut à Genève en 1939.

Jacottet donna son article «Des partis dans le canton de Neuchâtel» en deux fois, les 7 et 21 février 1903. Sa thèse était: «Je crois qu'il n'y a plus, dans notre canton, de partis politiques, au sens propre du mot; je pense aussi que la disparition des partis n'est pas bonne dans une démocratie.» Ce point de vue nous semble surprenant à cause de la vivacité des luttes à peine atténuée par l'entrée des libéraux au Conseil d'Etat, et relancée par la montée du parti socialiste. Jacottet, il est vrai, affichant ses sympathies politiques, reconnaît avoir quitté son canton vingt-quatre ans plus tôt; il avait alors juste atteint l'âge «de déposer des bulletins verts dans les urnes». Les radicaux jouissaient alors d'une écrasante majorité depuis 1874, ayant gagné de grandes batailles. Pour lui, «le dernier épisode de la lutte fut la suppression des communes de ressortissants» défendues par son oncle Paul Jacottet, déjà affaibli par la maladie.

Dans la seconde partie, Jacottet affirmait: «De 1848 à 1856, le parti républicain était très uni et s'opposait à un parti conservateur, comprenant les anciens royalistes qui se ralliaient peu à peu au nouveau régime.» Sans l'absurde insurrection de 1856, il y aurait eu deux partis républicains, un de droite, l'autre de gauche.

Les républicains, il est vrai, pour mieux accentuer leurs opinions, fondèrent en 1857 le parti radical. Mais ils ne furent pas suivis par tous leurs anciens amis de 1848, loin de là. Beaucoup de ceux-ci, aux Montagnes surtout, restèrent simplement républicains, et adhérèrent plus tard au parti libéral. En revanche,

beaucoup d'anciens royalistes devinrent radicaux (...). Aujourd'hui il est difficile de dire lequel de nos deux partis, radical et libéral, compte le plus de descendants de royalistes ou de descendants de républicains. — Quoi qu'il en soit, le parti libéral, reconstitué, ne fut pas tué par 1856.

Le manuscrit de Jacottet lui ayant été retourné, sa teneur exacte nous est inconnue. A la lecture de l'article publié, on peut constater que l'auteur tint compte des remarques de Jules Calame, sans s'astreindre à suivre les corrections suggérées. Dans les explications du «censeur», il faut évidemment beaucoup nuancer l'affirmation qu'il «n'y avait pas eu un seul radical» dans le premier Conseil d'Etat républicain. Que celui-ci ait compté des hommes modérés et point des extrémistes serait une meilleure façon d'exprimer la réalité, à nuancer du reste par l'attitude de Jean-Jacques Steck.

Les considérations sur la puissance des syndicats, la critique de leurs «meneurs», les remarques sur le rapprochement forcé des radicaux et des libéraux en raison de la montée du socialisme, et sur l'opposition subsistante, conservent tout leur intérêt sous la plume d'un porte-parole libéral.

Jean COURVOISIER

Annexe

Lettre de Jules Calame à Henri Jacottet, 30 janvier 1903

J'ai le plaisir de vous accuser réception de votre lettre d'hier et du très intéressant article qui l'accompagnait (...).

Tout d'abord la *Tribune libre* est un journal qui commence à prendre sa place et une très belle place au soleil. Son éditeur a trouvé plusieurs collaborateurs distingués. On la lit beaucoup; elle commence à avoir une certaine influence; je crois qu'elle a de l'avenir. Je suis bien aise que vous ayez consenti à lui envoyer un article mensuel; cela le rendra plus intéressant encore.

Je vous remercie d'avoir bien voulu me confier vos deux articles ou plutôt votre article en deux chapitres sur «les partis dans le canton de Neuchâtel». Inutile de vous dire que je les ai lus avec le plus grand plaisir. Je suis convaincu qu'ils feront parler d'eux et auront une influence sur les lecteurs de la *T. L.* Comme je désire que cette influence soit bonne pour le pays et aussi pour le parti libéral, je veux me permettre une seule remarque dont je vous serais reconnaissant de bien vouloir tenir compte.

Il ne s'agit pas de vos appréciations sur le rôle actuel et futur de nos deux grands partis historiques. Elles vous appartiennent. Je dirai même que je les partage en grande partie et ne suis séparé de vous que par des nuances que je ne puis pas relever ici; cela me mènerait trop loin. Je suis surpris que de loin vous soyez aussi bien au courant de notre politique neuch[âtelois]se.

Ma critique se rapporte à la partie historique de votre écrit. De tout temps les organes radicaux ont cherché à faire croire, à entretenir avec le plus grand soin la légende que le parti radical est le successeur des fondateurs de la République, tandis que le parti libéral ne serait que la suite des anciens royalistes. C'est une erreur et depuis que je représente mon canton à Berne, j'ai toujours travaillé sans trêve ni repos à prouver que l'histoire racontée de cette façon est absolument fausse. Je crois pouvoir affirmer que depuis quelques années l'opinion s'est modifiée dans les sphères fédérales et qu'aujourd'hui le parti libéral y est tout autrement jugé que précédemment; en tous cas, chacun nous prend pour d'excellents républicains. Vous me paraissez vous-même dans votre article faire aussi cette erreur et comme elle a causé et cause encore un grave préjudice au parti libéral, je serais navré qu'elle soit entretenue par une plume aussi autorisée que la vôtre. — La vérité est celle-ci: de 1848 à 1856, il n'y a eu qu'un parti républicain en opposition aux royalistes. En 1857, la Patriotique s'est fondée et elle a pris en 1858 le titre d'«association patriotique radicale». Le parti radical ne date donc pas de 1848, mais de 1857; il s'est constitué après la néfaste révolution de 1856. Il a eu d'emblée dans ses rangs un grand nombre d'anciens royalistes. Parmi les républicains ayant fait la révolution de 1848, beaucoup n'ont pas voulu entrer dans le parti radical; c'est le cas de toutes nos familles amies des Montagnes: mon père, les Courvoisier (la famille de Fritz Courvoisier, sans

exception), les Girard-Perregaux, Brandt-Ducommun, Robert-Brandt, Perrochet, Breitmeyer et une foule d'autres. On a même constaté que parmi les membres du premier Conseil d'Etat républicain, il n'y avait pas un seul radical. Tous ces hommes se sont rattachés au parti libéral dont la fondation définitive remonte à l'année 1872. Que le parti libéral compte plus d'anciens royalistes que l'autre, c'est probable sans être certain, car les vieilles familles aristocratiques du chef-lieu que l'on nous reproche d'avoir avec nous, ne se sont pour la plupart plus occupées de politique et n'ont pas fait acte d'adhésion, sauf de rares exceptions au parti libéral. J'estime donc qu'il faut chercher par tous les moyens possibles à détruire la légende que les radicaux sont les seuls descendants légitimes des hommes de 1848. C'est pourquoi je vous serais très reconnaissant si vous vouliez bien dans l'article I, page 3, supprimer: «il est impossible que le fils d'un père républicain de 1848 ... ne soit pas radical», et à l'article II, page 1 ne pas dire que «les libéraux avaient pris la succession des royalistes» mais les conservateurs non organisés en parti, et supprimer les libéraux. Puis commencer le dernier alinéa en disant que «ce fut lors de la révision constitutionnelle de 1872 que s'organisa l'association démocratique libérale et que les libéraux montrèrent pour la première fois, etc., etc.

Excusez ma liberté; vous m'avez écrit en toute franchise et amitié. Je vous ai dit très franchement aussi ma manière de penser et j'estime que faisant de l'histoire, il faut qu'elle soit vraie. En rétablissant les faits tels qu'ils se sont passés, vous rendez en même temps service au parti libéral qui est digne de votre bienveillance, soyez en bien assuré, malgré ses points faibles.

Ceci dit, je vous signale encore en passant quelques points concernant les opinions émises dans vos articles, sans que cela demande des rectifications.

1° Les socialistes sont encore faibles comme parti, mais l'esprit socialiste a gagné beaucoup de terrain dans le pays. Je le considère même, grâce à l'organisation des syndicats, comme un danger pour les grandes communes des Montagnes en particulier. C'est du collectivisme tout pur. Heureusement que les meneurs sont au-dessous de toute critique.

2° Au point de vue de la politique cantonale, ce qui a rapproché radicaux et libéraux, c'est surtout l'ennemi commun, soit le socialisme, surtout dans les centres. Les grosses questions purement politiques sont liquidées. Mais les questions financières nous diviseront encore longtemps et nous aurons des luttes ardentes d'ici à bref délai. Les libéraux demandent des impôts indirects, tandis que les radicaux s'attaquent directement à la fortune, à l'impôt sur les successions directes, etc., etc. Il y a des exceptions dans les deux camps; mais ce sont les deux grands courants.

3° Par contre sur le terrain national, les deux partis ont encore complètement leur raison d'être: les libéraux sont en principe fédéralistes et individualistes, les meneurs radicaux centralisateurs et socialistes d'Etat. Je parle des meneurs, parce que je crois la majorité du peuple neuchâtelois fédéraliste et c'est précisément sur les questions fédérales, que le parti libéral peut exercer une grande influence sur le corps électoral et gagner du terrain.

4° A Genève, la politique est toute de compromis et moins franche que chez nous. Quand les libéraux (démocrates) l'emportent c'est avec l'appui des catholiques ultramontains; quand la balance penche du côté radical, c'est grâce à leur coalition avec une horrible queue socialiste composée des pires éléments.

5° Je vous remercie de vos appréciations trop bienveillantes à mon égard. Je [ne] les accepte pas par manque de modestie, mais parce que je suis si souvent démoli par quelques uns de ceux qui devraient le plus me soutenir, à Neuchâtel en particulier, qu'il est réconfortant de se sentir soutenu et encouragé par des amis plus larges d'esprit.

Je termine en vous assurant, cher Monsieur, que vous comptez beaucoup d'excellents amis dans le canton, qui connaissent votre réelle valeur et que si jamais vous vous décidez à venir travailler avec eux au bien du pays, ils en seront heureux et sauront vous témoigner une cordiale bienvenue (...).

Ci-joint votre manuscrit en retour.

NOTES

¹ Archives de l'Etat, fonds Jaccottet, dossier 4/X.

² Sur Jules Calame-Colin, voir l'*In memoriam* paru en 1912, le *Messenger boiteux* de 1914, p. 45 et l'*Almanach du Montagnard* de 1914, p. 39. — Sur Henri Jaccottet, voir le *Messenger boiteux* de 1905, pp. 51-52, *La Semaine littéraire* de 1904, p. 169 et *La Bibliothèque universelle*, 1904, t. 2, p. 643.

³ Fritz BLASER, *Bibliographie de la presse suisse*, t. 2, p. 1025; numéros de l'hebdomadaire du 29 décembre 1900 et du 17 décembre 1904.

QUELQUES JALONS D'HISTOIRE POLITIQUE NEUCHATELOISE RÉCENTE

Si l'on prend en considération les mémoires de licence en science politique de 1974 à 1984 à l'Université de Neuchâtel, on peut y dénombrer quatre titres significatifs concernant la vie politique neuchâteloise. Il s'agit, bien entendu, de travaux d'importance et de valeur inégales, qui ne sont pas imprimés, mais dactylographiés. Rédigés le plus fréquemment à partir d'une documentation inédite (fonds administratifs et archives) et d'un dépouillement de la presse d'opinion et partisane, ils constituent autant d'éléments permettant d'esquisser les premiers traits d'une carte politologique du pays de Neuchâtel. Trois thèmes ont retenu l'attention des jeunes politologues: le législatif cantonal, le Conseil d'Etat et le phénomène partisan.

Le Grand Conseil

Dans une analyse parue en 1980 (*Le Grand Conseil de Neuchâtel*, 1980, 102 pages), Denis MONTANDON se penche sur l'environnement politologique du Grand Conseil. Son investigation qui s'inscrit dans le cadre des recherches concernant la fonction parlementaire cantonale¹, se divise en cinq parties. Un premier volet est consacré à un bref rappel de la genèse du parlement neuchâtelois. Il y dépeint, entre autres, l'apparition dès 1814 d'un embryon d'organe délibérant avec les Audiences générales et leur remplacement en 1831 par le Corps législatif, ainsi que la création en 1848 d'un véritable législatif élu par le peuple (en l'occurrence par les seuls Neuchâtelois. Il faudra attendre 1873 pour que les Confédérés établis puissent voter en matière cantonale) pour une période quadriennale (la durée de la législature passera à trois ans en 1858 pour revenir à quatre ans en 1935). Toujours dans ce croquis historique, l'auteur indique quelques jalons importants de la démocratisation des institutions neuchâteloises. Citons, entre autres, l'introduction de la proportionnelle pour les élections du Grand Conseil en 1892, l'élection au suffrage universel du gouvernement cantonal en 1906, le suffrage féminin en 1959, l'élection par le peuple des conseillers aux Etats en 1971 et le droit de vote à dix-huit ans en matière cantonale et communale en 1979.

Quant au deuxième volet, il traite de l'histoire des partis représentés au Grand Conseil. Le troisième élément du triptyque s'attache, de son côté, à l'étude du fonctionnement du Grand Conseil. Il en analyse deux connotations significatives: le cadre électoral de 1961 à 1977 et le travail parlementaire.

Après avoir mis en relief quelques considérations concernant le phénomène électoral (collèges électoraux, corps électoral, conditions d'éligibilité, partis et taux de participation électorale), l'auteur aborde le thème de l'activité parlementaire. Il y décrit les principales attributions du législatif et quelques éléments de son mode de fonctionnement (séances, fonctions du président et du bureau, les activités des groupes, des commissions et des députés, les formes d'intervention des élus et des débats et le rôle des conseillers d'Etat).

La quatrième partie présente un tableau des caractéristiques géodémographiques et politiques des parlementaires cantonaux, toujours pour la période de 1961 à 1977. Cette approche s'inspire en grande partie de la méthode utilisée dans l'ouvrage *Autorités vaudaises 1803-1974*². Il en résulte une riche moisson de données ayant trait à l'âge et au sexe des députés, à leur profession, à leur domicile et au degré de renouvellement du Grand Conseil (pourcentage des anciens députés réélus lors de chaque élection).

Enfin une dernière partie mentionne les résultats d'un sondage concernant les institutions politiques cantonales. Cette enquête faite en 1980 auprès d'un certain nombre d'élèves des classes terminales des gymnases et écoles de commerce est forcément sommaire et lacunaire. Elle ne prétend, de surcroît, à aucun caractère exhaustif. Elle révèle néanmoins quelques traits significatifs d'une partie de notre jeunesse. C'est ainsi que celle-ci s'intéresse plus à la politique internationale qu'à la vie politique cantonale. Elle connaît assez mal, par ailleurs, les institutions cantonales et confond parfois le niveau fédéral avec le niveau cantonal.

Le Conseil d'Etat

Fabienne JACOT étudie le gouvernement cantonal dans une perspective diachronique et s'attache à en dégager un profil politologique (*Le Conseil d'Etat neuchâtelois 1907-1977. Principe et pratique*, 1977, 141 pages et annexes). Du point de vue méthodologique, son investigation s'inspire des travaux effectués dans le canton de Vaud, par l'école de Meynaud³, et à Berne par le politologue Erich GRUNER⁴.

Cette recherche s'articule en quatre parties. La première traite de la prépondérance bourgeoise à l'exécutif cantonal de 1907 à 1965 (prépondérance reconnue de 1907 à 1941 et prépondérance entamée de 1941 à 1965), puis une deuxième partie se réfère à la période récente, baptisée absence de force politique dominante 1965-1977.

Après cet aperçu, qui fournit de nombreux renseignements sur le rôle des partis et des leaders ainsi que sur les enjeux électoraux dans le débat politique, une troisième partie est consacrée à l'essai d'interprétation. L'auteur cherche à expliquer les raisons de la mutation de la formule gouvernementale neuchâteloise, qui évolue d'un système hégémonique radical (4 élus sur 5) en 1907 à la proportionnalisation de l'exécutif en 1965 (élection d'un deuxième socialiste au

Conseil d'Etat). Il fait tour à tour appel à divers modèles explicatifs et tente de vérifier leur adéquation au cas neuchâtelois. D'emblée il apparaît que les trois hypothèses (1. Division de l'opposition et renforcement de la majorité gouvernementale; 2. Assurance contre l'indiscipline du corps électoral et le rôle des personnalités; 3. Influence de l'évolution du Conseil fédéral) émises par Georges Plomb à propos du passage du système majoritaire à la proportionnelle de fait, en ce qui concerne le Conseil d'Etat vaudois⁵, ne s'appliquent pas d'une manière linéaire au canton de Neuchâtel. Quoi qu'il en soit, ces notions explicatives permettent de dégager plusieurs caractéristiques du système politique neuchâtelois. Le recours à d'autres facteurs, tels que l'histoire, la géographie, l'économie et l'idéologie — qui est esquissé — permet d'en affiner l'analyse sans pour autant en fournir un tableau exhaustif. Il est rappelé enfin que la «proportionnalisation de l'exécutif n'est (...) que la conséquence de la proportionnalisation des parlements, elle-même fruit de l'introduction de la représentation proportionnelle et de l'apaisement des luttes politiques»⁶.

La dernière partie revêt l'aspect d'une esquisse du système politique neuchâtelois. Enfin des annexes livrent une abondante moisson de données statistiques concernant les élections du Conseil d'Etat de 1907 à 1977. On y apprend, entre autres, que l'échec électoral est parfois dû à un écart minime de suffrages. C'est ainsi que lors du renouvellement du Conseil d'Etat en 1965, le candidat du parti progressiste national André Perret échoua de peu. Il obtint au premier tour de scrutin 20 996 voix, soit 7 de moins que la majorité absolue requise (21 003 voix).

Le phénomène partisan

L'histoire et la problématique des partis au niveau cantonal sont des thèmes relativement peu explorés, d'autant plus que la quête des sources et informations concernant la vie partisane n'est pas chose aisée pour un jeune chercheur. Quoi qu'il en soit, deux investigations politologiques méritent d'être citées. La première concerne le parti communiste et la seconde se réfère à l'attitude du parti socialiste à l'égard des mouvements xénophobes et du droit de vote des étrangers en matière cantonale.

François TISSOT-DAGUETTE a voulu reconstituer l'un des moments de crise de l'histoire neuchâteloise de la fin des années trente. A partir de documents et d'archives — en partie inédits —, il a retracé les grandes lignes de contexte historique, politique et idéologique de l'interdiction du parti communiste dans le canton de Neuchâtel en 1937 (*L'interdiction du parti communiste dans le canton de Neuchâtel en 1937*, 1980, 126 pages). Sans décrire en détail tous les conflits et convulsions qui aboutirent à cette mesure répressive, on peut en esquisser brièvement les grands traits. Le 25 janvier 1937 l'ancien conseiller fédéral Jean-Marie Musy tient à la Chaux-de-Fonds, sous les auspices des «Jeunesses nationales», une conférence ayant pour titre: «Pourquoi le communisme est impossible en Suisse.» Un tumulte éclate à la fin de la conférence, et le docteur

Bourquin meurt d'une crise cardiaque. A la suite de ces événements, le Conseil d'Etat propose au législatif cantonal d'interdire le parti communiste (lequel est représenté depuis mai 1936 dans les législatifs communaux du Locle et de la Chaux-de-Fonds). Le projet de loi antimaximaliste sera approuvé par le Grand Conseil (23 février 1937). Sur ces entrefaites, les communistes lancent un référendum contre ce texte législatif. La procédure référendaire aboutit et le peuple neuchâtelois se rend aux urnes les 24 et 25 avril 1937. Il y aura 35 664 inscrits et 26 754 votants (soit un taux de participation de 75%) et la loi anticommuniste sera adoptée par 17 524 oui contre 8597 non.

Après avoir retracé toutes les implications de ce dossier en étudiant le jeu des différents acteurs politiques d'alors, l'auteur évoque l'aspect juridique de cette mesure discriminatoire (notamment du recours du parti communiste au Tribunal fédéral). Il termine son investigation qui se caractérise par un effort visant à séparer dans l'exposé la description des faits du commentaire, par un essai d'interprétation. Il observe, par ailleurs, que l'exemple de Neuchâtel sera suivi en Suisse romande par les cantons de Genève (Loi constitutionnelle du 7 avril 1937 ajoutant un article 14^{bis} et un chapitre 4 à l'article 23 de la Constitution genevoise — interdiction des activités des internationales des associations communistes — approuvé en votation populaire le 13 juin 1937 par 18 337 oui et 12 092 non; taux de participation de 64%)⁷ et Vaud (introduction de l'article 8^{bis} dans la Constitution vaudoise interdisant l'Internationale communiste, accepté en votation cantonale le 30 janvier 1938 par 34 867 oui et 12 780 non; taux de participation de 48%)⁸. Il note enfin que le parti communiste sera interdit sur le plan fédéral du 26 novembre 1940. Cette interdiction ne sera levée que le 27 février 1945.

Fabienne MOULIN étudie le thème de l'attitude du parti socialiste neuchâtelois face à la xénophobie et à la participation des étrangers à la vie cantonale (*Le parti socialiste neuchâtelois face aux mouvements xénophobes, problème du droit de vote des étrangers en matière cantonale*, 1980, 77 pages). Elle a mené son enquête, divisée en deux parties, en dépouillant la presse et les procès-verbaux des différentes instances du parti socialiste. Le premier volet cherche à déterminer l'impact des initiatives xénophobes au sein de la gauche socialiste neuchâteloise et le second s'attache à décrire quelques aspects de l'intégration des étrangers dans la vie publique cantonale.

L'auteur aborde son sujet en indiquant les motifs des partisans de la lutte contre l'emprise étrangère, puis il examine la position du parti socialiste neuchâtelois à l'égard des deux initiatives xénophobes (celle de Schwarzenbach en 1970 et celle de l'Action nationale en 1974). Il signale, à ce propos, l'existence de la première initiative xénophobe lancée à Zurich en 1965 et retirée en 1968. Notons que le canton de Neuchâtel va rejeter les deux textes contre l'emprise étrangère, le premier par 61% de non et le second par 74% de non.

Après cette première démarche, il est mentionné le changement de cap de la fin des années soixante-dix avec la crise économique. Désormais le discours

xénophobe exploite le malaise du monde du travail dû aux problèmes d'emploi. Il en résulte un climat différent dans le débat politique concernant les nouvelles initiatives contre la surpopulation étrangère (quatrième initiative pour la protection de la Suisse d'octobre 1976, cinquième initiative xénophobe concernant la limitation du nombre annuel des naturalisations d'octobre 1976 et l'initiative contre la limitation du droit de vote lors de la conclusion des traités avec l'étranger de décembre 1976). Le mémoire retrace également les principaux linéaments du débat au sein de la gauche autour de l'initiative dite du *Tagwacht*, (journal du parti socialiste bernois) esquissée en 1974 et de l'initiative «Etre solidaire» (déposée en octobre 1977). Cette première partie fournit aussi des indications au sujet des dissentiments surgis au sein du parti socialiste neuchâtelois à propos du problème de la main-d'œuvre étrangère.

La deuxième partie met l'accent sur le débat ayant trait à la participation des étrangers à la vie publique neuchâteloise et à la question des naturalisations. Il est fait référence, entre autres, à trois motions traitant de ces thèmes et déposées au Grand Conseil en octobre 1972. Fabienne STEINER examine alors les discussions et projets qui s'ensuivirent dans les milieux politiques et plus particulièrement au sein de la gauche. Elle rappelle également la spécificité neuchâteloise en matière de droit de vote des étrangers, puisque ceux-ci peuvent sous certaines conditions (ils doivent avoir vingt ans révolus, être titulaires d'un permis d'établissement depuis plus de cinq ans dans le canton et domiciliés depuis plus d'un an dans la commune) voter sur le plan cantonal et communal. Elle cite, par ailleurs, des statistiques concernant le taux de participation des étrangers lors des élections communales dans les trois villes du canton en 1972. On y découvre de la sorte les résultats suivants :

	Ville de Neuchâtel		Ville de La Chaux-de-Fonds		Ville du Locle	
	Votants	Taux de partic.*	Votants	Taux de partic.*	Votants	Taux de partic.*
Suisses	8804	41,5	11 945	48,4	4688	61,4
Etrangers	109	13,0	287	24,9	186	45,1
Total	8913		12 232		4874	

* Taux de participation par rapport aux inscrits dans chaque groupe (Suisses et étrangers).

En guise de conclusion, il apparaît téméraire de dresser un bilan de ces travaux, d'autant plus que de larges secteurs du système politique neuchâtelois sont encore inexplorés. Néanmoins ces démarches, pour fragmentaires et lacunaires qu'elles soient, fournissent des jalons de recherche pour de futures investigations.

Ernest WEIBEL

NOTES

¹ Cf. à ce propos Roland RUFFIEUX. *Les élections au Grand Conseil vaudois de 1813 à 1966*. Lausanne, 1974.

² *Autorités vaudoises 1803-1974*. Pouvoirs exécutif et législatif, composition du Grand Conseil dès 1945, Diète fédérale et représentation vaudoise à Berne, pouvoir judiciaire, lieutenants du Petit Conseil et préfet, élections et votations dès 1900. Office de statistique de l'Etat de Vaud. Lausanne, 1975.

³ Georges PLOMB. *Le mode d'élection du Conseil d'Etat vaudois*, in «Jean MEYNAUD. Etudes politiques vaudoises». Etudes de science politique vaudoise 7, Lausanne, 1963, pp. 247-312.

⁴ Erich GRÜNER. *Die Parteien in der Schweiz*. Francke Verlag, Bern, 1977 (Zweite Auflage), pp. 65-72.

⁵ Georges PLOMB, *op. cit.*, pp. 297 et ss.

⁶ Roland RUFFIEUX, *op. cit.*, p. 3.

⁷ Rappelons que les 26 et 27 novembre 1936 l'Entente nationale genevoise avait battu, lors des élections du Conseil d'Etat, le leader socialiste Léon Nicole et gagné les sept sièges de l'exécutif cantonal (4 radicaux, 2 nationaux-démocratiques ou libéraux et 1 indépendant chrétien-social).

⁸ A titre d'information, rappelons que parmi les initiateurs vaudois de cette interdiction, on rencontre, entre autres, Paul Chaudet, futur conseiller fédéral et Marcel Regamey, de la Ligue vaudoise. Cf. FITTING, KORFF, LAMBELET, NOTARAS, PLOMB et RENAUD. *La démocratie semi-directe dans le canton de Vaud, 1938-1963*, in «Jean MEYNAUD. Etudes politiques vaudoises», *op. cit.*, p. 21.

LES NOMS DE LIEUX DE CORTAILLOD

Introduction

Le village de Cortailod ne s'est pas formé autour d'un château ou d'un monastère, au bord d'un lac ou d'une rivière, sur un nœud de communications. Il tire son origine de la culture du sol. Ses premiers habitants se sont fixés à cet endroit pour vivre du produit d'une terre qui leur paraissait fertile et susceptible d'assurer leur existence.

Dans les temps anciens la population était exclusivement rurale. Pour économiser le terrain, les constructions étaient ramassées, les maisons contiguës. Il n'existait pas de fermes isolées hors de l'agglomération. Au nord s'étend une zone de terre herbue, assez plane, sans haies ni cailloux, convenant au fourrage et au blé; au midi se trouvent des pentes sèches, où la pierre est mêlée à la terre, appropriées à la vigne. Il n'existe pas de forêts sur le territoire communal; les bois que possède la commune sont situés sur Boudry.

La toponymie en a subi les conséquences: pas de noms ecclésiastiques ou rappelant la féodalité; des termes dérivés de la nature, des végétaux, des animaux, de la culture du sol, de la topographie ou des noms propres. D'autre part, avant la correction des eaux du Jura entreprise en 1868, qui a abaissé le niveau du lac de deux à trois mètres, le littoral actuel était immergé, c'est pourquoi on y trouve de nombreux noms de terrains mouillés. Au cours des ans, la commune s'est industrialisée et urbanisée de sorte que la topographie des lieux en a été sensiblement transformée.

Nous rappelons que, dans notre pays, on parla un idiome celtique jusqu'au début de l'ère chrétienne, le bas-latin pendant l'occupation romaine, ensuite un patois francoprovençal et le français seulement depuis le XVII^e ou XVIII^e siècle. Le patois fut donc la langue parlée pendant plus de mille ans. Il ne faut pas s'étonner que la plupart des noms de lieux en soient dérivés.

Pour ne pas surcharger notre texte de notes innombrables, nous avons réuni notre documentation dans un dossier séparé que nous avons déposé au bureau de rédaction du Glossaire des patois de la Suisse romande, faubourg de l'Hôpital 41 à Neuchâtel, à la disposition des intéressés. Les noms ont été relevés en patois au début de ce siècle et peuvent être consultés au bureau du Glossaire. Nous avons fait un large usage du fichier toponymique de William Pierrehumbert, déposé aux Archives de l'Etat.

Nous remercions très sincèrement Monsieur Maurice Casanova, rédacteur audit Glossaire, de nous avoir prodigué ses connaissances linguistiques avec beaucoup d'amabilité et de compétence.

ORIGINES

Cortailod

Cortaillo, Cortaillot, Cortailout, 1280.

Ce nom se décompose en deux éléments :

Le premier Cort- ou Cor- dérivé du bas-latin cortis remontant au latin cohors signifiait à l'origine une cour puis une ferme, ensuite un domaine, un hameau, un village. Il a participé à la formation d'un grand nombre de noms de lieux dans les pays de langue romane tels que Corcelles, Cormondrèche, Sombacour, Grandcour. Il est apparenté à Curtil, mot suisse romand avec le sens de jardin.

Le second élément est un nom propre d'origine germanique de la famille d'Agilald (latinisé en Agilaldus).

Ambonels

Plan folio 31.

eix Abonneis ung chesaulx, eis Aubonnez ung chesalet, 1441.

C'est un mot ancien tombé en désuétude et conservé seulement dans des noms de lieux. Il marque une limite. Dans plusieurs exemples il est joint au mot poirier désignant un arbre marqué d'un signe pour servir de limite. Il est dérivé de borne par le préfixe ad- et le suffixe -ellus. On sait qu'au Moyen Age des arbres marqués d'une croix ou d'un autre signe servaient fréquemment à indiquer des limites. En outre les mots chesau et chesalet, dans les citations du XV^e siècle, montrent que des maisons se trouvaient à cet endroit.

Annerets

Plan folios 44, 46.

l'Agnerel, 1441 ; Anerey, Annerel, 1603.

Ce nom est sans doute dérivé du mot âne et il s'appliquait vraisemblablement à un endroit où l'on parquait ces animaux. La prononciation actuelle, de même que le patois, correspondent au suffixe qu'on retrouve par exemple dans Vacheret et, au féminin, dans Boveresse. Le relevé de

1441 en -erel (correspondant au français -ereau) s'oppose cependant à cette interprétation.

Baivre (Le)

Plan folios 17, 20, 116.

Le Baivre, 1883.

L'absence d'une forme ancienne nous empêche de proposer une étymologie précise. Ce nom pourrait être dérivé du latin bibere « boire » et s'appliquer à diverses formes du verbe boire. Peut-être s'agirait-il d'un abreuvoir pour le bétail.

Banens

Plan folios 36, 37, 38, 42.

rivium dictum de Banens, 1340; en Banin, 1441.

Le suffixe -ens correspond à la finale des noms d'origine Burgonde. Cependant comme le lieu ne semble pas avoir été habité, il pourrait avoir tiré son nom du ruisseau qui le traverse. On ne peut pas exclure que ce nom se rattache à une racine ancienne, peut-être préromane, signifiant ruisseau.

Baume (A la)

Plan folio 5.

La Balme, 1413; la Baulme, 1441.

C'est un ancien mot de Suisse romande désignant une grotte naturelle, une caverne, un gouffre.

Beau Site

Plan folio 58.

Beau Site, vers 1950.

Nous sommes en présence d'un nom de lieu moderne, créé au milieu du XX^e siècle lors d'un remaniement parcellaire afin de diviser le territoire de Chanélaz. Ce dernier, très étendu, avait en partie été transformé de terrain agricole en quartier de villas dans un endroit jouissant d'une vue étendue.

Bécholette

Plan folio 21.

La Becholeta, 1603.

Bécholet est le nom d'une famille vaudoise attestée à Saint-Aubin (Neuchâtel) en 1741. La terre a probablement pris le nom de son

propriétaire. Un patronyme donné à un bien-fonds n'est pas forcément dans une région où ses représentants sont nombreux mais plus souvent dans un pays où il est seul de son espèce.

Brandons (Chemin des)

Plan folio 43.

Chemin des Brandons, vers 1950.

Les Brandons étaient des feux de joie que l'on allumait le premier dimanche du carême en l'honneur du printemps. Cette coutume ancienne avait subsisté à Cortaillod jusqu'au début du XX^e siècle. Les plus anciens habitants du village s'en souviennent. C'est en mémoire de ces manifestations que ce nom a été donné, il y a quelques années, à une rue nouvelle construite à proximité de la Montagnette, à la sortie ouest du village, où ces feux flambaient jadis.

Breguettes (Les)

Plan folio 56.

La Bregueta, 1545.

Ce nom est vraisemblablement celui du propriétaire ou du tenancier du terrain auquel il s'applique. Breguet est le patronyme d'une famille neuchâteloise, bien connue dans la région, attestée dès le XV^e siècle.

Bugnon (Le)

Plan folios 2, 31, 32.

le Bugnyon, 1441.

On trouve ce nom à maints endroits en Suisse romande. Il signifie, en patois, une source jaillissant à fleur de terre que l'on ne peut pas utiliser comme fontaine en raison de son niveau trop bas, éventuellement un puits. Cette étymologie correspond à la réalité. Il existe à cet endroit une source précieuse qui pendant longtemps fut la seule eau courante du village qui n'était alimenté que par des puits. On avait même construit tout exprès un chemin pour y accéder avec des charrettes.

Carraz

Plan folio 6.

au Quarrot, 1603; Carrat, 1686.

C'est une forme locale du patois carrâ correspondant au français carré que l'on rencontre fréquemment chez nous dans d'autres noms de lieux et qui signifie un coin, un angle, un lieu écarté, du latin quadrus «qui a quatre côtés».

Champs Barret

Plan folios 41, 44.

Champ Barret, 1883.

Barret est le nom d'une famille de Bevaix, citée déjà en 1578, existant aujourd'hui encore.

Champs Dessous

Plan folios 57, 58, 59.

au Champ Dessoubs, 1671.

Ce nom résulte simplement de la nature du sol et de sa position dans la contrée.

Champs Fallet

Plan folios 49, 50.

Champs Fallet, 1441.

C'est encore un lieu qui porte de nom le son propriétaire ou tenancier. La famille Fallet, originaire de Dombresson, de Bôle et d'autres communes, est attestée depuis longtemps.

Chanélaz

Plan folios 52, 53, 59, 60.

en Chanelle, vers Chasnella, 1441.

Le radical de ce mot a une ascendance celtique comme de nombreux noms du règne végétal. Il est un dérivé féminin de cassanos, devenu en latin cassanus qui a donné en vieux français chasne, chaisne, chêne, dont il est le diminutif.

Chante-Merle

Plan folio 5.

en Chantemerle, 1603.

Il existe de nombreux lieux-dits composés du verbe chanter avec le nom d'un animal. Comme chacun peut le supposer, il s'agit d'un endroit spécialement fréquenté par les merles.

Chavannes (Bas des)

Plan folio 3a.

la Chavenne, 1432; la Chavanna, 1441.

Ce nom, dérivé du bas-latin capanna, est la forme locale correspondant au mot français cabane.

Chemins (Sur les)

Plan folios 54, 55.

Sur le Chemin, 1710.

Ce mot est à l'origine de nombreux toponymes attestés dans différentes régions: Chemin sur Martigny, Chemin Creux près de Küssnacht, Chemin d'en bas, Chemin Dessus, etc.

Chenaux

Plan folios 4, 5, 29, 127.

in Chenaule, 1339.

L'absence d'article montre que ce nom est très ancien. Dérivé du latin canalis, il signifie un canal, un aqueduc, un fossé. Situé dans une combe, le lieu peut être considéré comme un grand canal.

Chenevières

Plan folios 31, 127.

les Cheneveyres, 1559; les Chenevières, 1760.

Ce nom était donné à des terrains dans lesquels, à l'origine on cultivait le chanvre. Il est très répandu pour désigner des jardins. On le rencontre dans nombre de communes. Il vient du latin cannabis «chanvre» élargi par le suffixe -aria, indiquant l'endroit. Cheneveyres est la forme du parler local ancien.

Chez Henry

Plan folios 3a, 30.
chies Henriet, 1441.

C'est le nom d'une ancienne famille de Cortaillod.

Chilliod Fontaine

Plan folio 51.
en Chilliofontannie, 1441.

Dérivé du patois Chillod, Chillion, Chaillon, ce nom a le sens de caillou, plus spécialement d'une pierre plate, d'une dalle. Il en existe un autre exemple bien connu au Château de Chillon. Fontaine signifie source. Il s'agit d'une source jaillissant d'un amoncellement de roches, visible encore aujourd'hui.

Chotelet

Plan folios 4, 108.
en Chiotellet, 1441.

C'est un nom très ancien. On est tenté d'y voir le diminutif de chote, «couvert, maisonnette» dans lesquels on peut s'abriter, «se mettre à la chote» contre la pluie ou la neige. Il existe encore aujourd'hui à cet endroit, au bord de la route, un édicule correspondant à cette définition. Mais cette explication se heurte à des difficultés phonétiques: le mot se prononçait en patois tsotelet ce qui correspond aux formes anciennes chotelet alors que chote se dit en patois chota et non tsota.

Clavaz (Au)

Plan folios 49, 51.
a la Clavae, 1441.

Ce nom, semble se rattacher à la famille du latin clava, qui a le sens de bâton. On le trouve ailleurs en Suisse romande pour désigner des barrières à moutons. Le lieu aura peut-être été un enclos.

Collonges (Les)

Plan folios 30, 127.
de feodo de la Colunge, 1311; Collonge, 1441.

Une colonge était primitivement un fonds de terre concédé à un colon, plus généralement un groupe de colons ou de tenanciers ayant une

organisation particulière. Ce nom est dérivé du latin *colonia*, « exploitation agricole, propriété rurale ».

Combe (A)

Plan folio 42.

en Combe, 1441.

Ce nom est très répandu en Suisse romande. Il désigne une dépression de terrain, une petite vallée.

Combe au Loup (La)

Plan folio 35.

La Comba au lup, 1603.

La fréquence des toponymes provenant du loup montre combien cet animal était abondant dans notre pays jusqu'au XVIII^e siècle. Louis Favre et Oscar Huguenin en ont cité beaucoup d'exemples dans leurs romans neuchâtelois.

Côtes (Les)

Plan folios 32, 33.

eis Costes, 1441.

Dans les pays de langue française, le mot *côte* s'applique aux grands coteaux recouverts de vignes : la Côte vaudoise, la Côte d'Or en Bourgogne, les Côtes de Provence. Il est utilisé ici pour désigner le vaste vignoble en pente raide au sud du territoire de Cortaillod.

Courbes Rayes (Aux)

Plan folio 47.

la Corba Raye, 1424.

Dans l'ancien langage, on appelait *raie* ou *raye*, du gaulois *rica*, le sillon tracé par la charrue ou aussi une rigole. Les Courbes Rayes doivent donc leur nom à la forme incurvée de leur surface.

Courtils

Plan folios 3, 3b.

es Curtilz, 1499.

C'est un nom suisse romand qui signifie un jardin, surtout un jardin potager ou un jardin attenant à une ferme. Il possède le même radical que

les nombreux noms en cor, cour, court, issus du latin cohors, du bas-latin cortis.

Courtions (Aux)

Plan folio 47.

Curtion, 1457.

Comme le précédent, c'est un nom en cour qui signifie une dépendance de la ferme : cour, place, fosse à fumier. On pourrait aussi admettre qu'il contient le radical court, du latin curtus, de sorte qu'il concernerait un champ ramassé, de petite longueur.

Crêt Poyet

Plan folio 3a.

Williermi dict dou Poyet, 1311.

Poyet était à l'origine un nom commun devenu ensuite un nom propre. C'est un mot patois dérivé du latin podium désignant une petite montée raide ou un monticule. Il est le diminutif de poya, de la même famille que les Puy en France et les Peu dans le Jura.

Croix (La)

Plan folios 47, 48, 50.

a la Croix, 1441.

On rencontre fréquemment ce mot comme nom de lieu pour désigner soit une croisée de routes, soit une croix chrétienne. Il est vraisemblable qu'une telle croix ait existé jadis, dans un pré, en évidence à l'ouest du village.

Croix des Os (La)

Plan folio 47.

Croix des Os, 1883.

Nous verrons plus loin à l'article « Les Os » que d'après une tradition il y aurait eu là un cimetière renfermant les victimes d'une épidémie. Comme les deux endroits sont très proches l'un de l'autre, il pourrait exister un rapport entre cette calamité et l'érection d'une croix.

Dérope (Au)

Plan folio 5.

au Derope, 1883.

Dérope, en patois derupa, désignait une pente rapide, un précipice, un ravin. Il est de la famille du latin rupes et correspond au vieux français desrup. On dit encore dans le langage populaire dérupiter pour dégringoler. A l'origine il était féminin pluriel. Il a passé au masculin singulier dans le français local.

Derrière Boudry

Plan folios 47, 50.

Derrier Boudri, 1441.

Ce lieu-dit, situé au sud de la ville de Boudry, n'est pas proprement derrière la localité comme on l'entend aujourd'hui. Il s'explique par le fait que le sens du mot a changé. Aux siècles passés, le devant de la maison était la façade sur la rue tandis que le derrière se trouvait à l'opposé. Actuellement le devant est du côté sud, bien ensoleillé, tandis que le derrière prend sa place du côté nord, dans l'ombre.

Derrière le Moulin

Plan folio 115.

Derrière le Moulin, 1720.

Le moulin de Cortaillod était situé dans la plaine d'Areuse au bord du Vivier dont il utilisait la force motrice.

Derrière chez Pochon

Plan folios 49, 50, 54.

Derrière chez Pochon, 1720.

C'est le nom d'une famille de Cortaillod et de Bôle, mentionnée à Bôle en 1431 et à Cortaillod en 1638.

Draize (La)

Plan folios 1, 3, 3b, 48, 50.

la Deraise, 1441 ; la Draize, 1603.

En patois neuchâtelois, une draise ou deraise est une porte à claire-voie, une grille, une barrière, un clédar. Ce mot est fréquent dans les chartes. On rencontre de tels lieux-dits à maints endroits dans le canton de Neuchâtel.

Echelles (Les)

Plan folios 48, 50.

Eschielles, 1441 ; es Eschierles, 1587.

Ce nom, dérivé du latin *scala*, se retrouve dans les lieux en pente. Il résulte du fait que l'on plaçait des échelles ou que l'on taillait des escaliers dans les terrains difficilement accessibles.

Entre deux Bois

Plan folios 46, 47.

Entre deux Bois, 1441.

Le sens de ce nom est transparent.

Epines

Plan folios 38, 39, 42.

L'Espinaz, 1441.

Dérivé du latin *spina*, ce nom s'explique lui-même dans un vallon broussailleux.

Esserts (Les)

Plan folios 31, 27, 28, 7, 17.

l'Essert, 1401.

Représentant l'évolution locale du latin *exsartum*, ce nom correspond au français *essart* et désigne un terrain qui fut déboisé ou débroussaillé. Il est fréquent dans notre région qui, avant sa colonisation, était riche en taillis.

Fabrique Neuve

Plan folios 7, 14, 69, 116.

Fabrique Neuve, 1779.

La Fabrique Neuve, précédemment manufacture de toiles peintes, fondée en 1751, actuellement fabrique de câbles électriques, tire son nom du fait qu'une manufacture d'indiennes plus ancienne avait existé au Petit Cortailod, fondée en 1732, à l'emplacement de la propriété actuelle de Perrot-DuPasquier.

Fin (rue de la)

Plan folio 3a.

Fin de Combe

Plan folios 41, 42.

La Petite Fin

Plan folios 41, 42, 43.

la Fin de Combe, 1441.

Le terme de fin, du latin finis, est utilisé dans les textes anciens pour désigner une portion de territoire soumis à l'assolement triennal ou même le territoire entier d'une communauté. Il est très répandu dans la Suisse romande. La plupart des villages ont leurs Fins. Il y a des Fin Dessus, Fin Dessous, Fin de Combe, Petite Fin et bien d'autres. Mais il est souvent difficile de savoir dans quelle mesure les citations sont des noms de lieux ou des noms communs.

Fontaine (Sur la)

Plan folios 33, 41, 42, 43.

Sur la Fontaine du Bugnon.

Dans les textes anciens, fontaine et font ont en général le sens de source. Dans le cas particulier il s'agit d'un terrain situé au-dessus de la source du Bugnon qui jaillit plus bas dans les vignes.

Gore aux Chèvres

Plan folio 19.

au Gourt des Chievres, 1603.

Le terme de gore du patois neuchâtelois remonte au latin gorges et correspond au vieux français gort. Il a le sens de flaque d'eau, étang naturel, éventuellement un endroit profond d'une rivière ou d'un ruisseau où l'eau est dormante. La région dont il s'agit est actuellement couverte de constructions de sorte que le sol a été transformé. Mais l'endroit étant dans la plaine d'Areuse, on peut admettre qu'il s'y trouvait jadis un étang dans lequel les chèvres allaient patauger.

Gouille (La)

Plan folios 9, 10.

La Gouille, 1710.

C'est un mot patois de la Suisse romande, d'origine germanique ancienne, qui signifie flaque d'eau, mare, petit étang. On le retrouve dans les patois de l'est et du nord de la France.

Goutte d'Or (La)

Plan folio 54.

à Goctedor, 1441.

Le mot or est souvent utilisé en toponymie pour désigner soit une belle couleur jaune soit un produit de qualité. Une goutte est une petite source de surface. La Goutte d'Or de Cortailod s'appliquait probablement à une vigne dont le vin était supérieur.

Grand'Vignes (Les)

Plan folios 34, 35.

es grans Vignes, 1502.

L'étendue et la nature des cultures sont ici déterminantes.

Grassilière (La)

Plan folios 50, 51.

La Grassillière, 1401.

Ce nom est dérivé du mot patois grassî désignant le genévrier. Il est élargi par le suffixe -aria qui a formé les mots se terminant par -ière pour indiquer le lieu. C'est donc un terrain couvert de genévriers.

Grattalup

Plan folio 36.

en Grateloup, 1441 ; en Gratalup, 1603.

Les toponymes composés de Gratta plus un nom d'animal sont fréquents : Grattavache (Fribourg), Grattavau (Bérolle), Grattacochon (Bussigny). Ils s'appliquent toujours à des terrains en pente et de peu de profondeur. Dans celui qui nous occupe, le second élément lup indique un loup. Le terrain est directement voisin de la Combe au Loup, nom que nous avons analysé dans un article précédent.

Graviers (Les)

Plan folio 12.

les Graviers, 1603.

Situé au bord du lac, ce nom a une signification évidente.

Grin Bourgeois

Plan folio 11.

au Groin Bourgeois, Groing Bourgeois, 1603.

Les citations anciennes mentionnent Groin ou Groing. Ce mot équivalent du vieux français Groin, dérivé du latin grunium, a le sens d'extrémité, de cap, de promontoire, d'un avancement de la terre dans l'eau, ce qui correspond à la réalité. Il en existe un autre exemple caractéristique à la Pointe du Grin sur Bevaix. Bourgeois est un patronyme fréquent dans le canton de Neuchâtel.

Joran (Chemin du)

Plan folio 42.

Nom moderne.

Le joran est un vent local, souvent violent, qui souffle du Jura, c'est-à-dire du nord. Son nom est dérivé de Jura et de Joux. Il a été donné à un quartier de villas créé au milieu du XX^e siècle à l'ouest du village, dans un endroit particulièrement exposé à ce courant d'air.

Jordils (Les)

Plan folios 41, 42, 43.

ou Gerdil, 1441; Jardil, 1603.

C'est un mot patois ancien dérivé du germanique gard comme son synonyme français jardin. On le trouve souvent dans le canton de Neuchâtel pour désigner des jardins. La forme jordil est probablement due à l'influence de courtil.

Joyeuses (Les)

Plan folios 33, 34, 36, 42.

la Fin des Joyeuses, 1584.

Ce nom, réjouissant par sa franchise et sa gaieté, est répandu dans le vignoble neuchâtelois pour désigner des parchets bien situés et de qualité supérieure que l'on cultive et vendange avec joie.

Lac (Au)

Plan folio 50.

ou Laz, Las, 1441; Lac, 1603.

Il ne s'agit pas du lac de Neuchâtel mais d'un terrain en forme d'écuelle où l'eau séjourne chaque printemps.

Landion (Au)

Plan folios 21, 22.

ou Lendion, 1339; Landion, 1603.

Ce nom est un dérivé du mot lande signifiant une vaste étendue de terre où ne croissent que des plantes sauvages. Il correspond à la nature du sol, grande plaine en bordure du lac de Neuchâtel et de l'Areuse.

Levraz

Plan folios 52, 53.

en Levraz, 1432; Luvra, Levray, Livray, 1441.

C'est un mot patois signifiant un petit lièvre, dérivé du latin lepus, leporis.

Longe Coca

Plan folios 2, 43.

en Longe Coque, 1433.

Les Longe sont très nombreux. Ils peuvent avoir le sens de «long» ou de «le long de». Coca est la noix. Ce nom signifie probablement «le long des noyers».

Lucelle

Plan folio 55.

en Luceys, 1441; Lucel, 1603.

L'étymologie de ce nom est très discutée. Elle semble venir d'un radical gaulois loc- ayant signifié une mare ou un étang, apparenté au latin lacus «lac». Cette explication correspond à la nature du sol plat où pouvait se trouver jadis un étang.

Maladière

Plan folio 12.

la Malatière, 1353; Maladière, 1603.

La plupart des communes avaient établi en dehors de la localité des refuges dans lesquels elles reléguaient les lépreux et les pestiférés. On les nommait maladières ou maladreries, noms dérivés de malade et de ladre. Cortaillod possédait le sien.

Mariautes (Les)

Plan folio 57.

les Mariautes, 1882.

Ce toponyme est difficile à analyser étant donné l'absence de citations anciennes. Nous pensons qu'il doit résulter d'un nom propre ou d'un sobriquet. Marion était très répandu dans le pays dès le XV^e siècle. Marioge était connu du XVI^e au XVIII^e siècle. Un Marioche est mentionné à Boudry en 1756. En revanche, Mariot et Mariotte ne sont pas attestés.

Montagnetta

Plan folio 43.

ou Monteï, 1441; Monthey, 1603; Montagneta, 1883.

C'est un mot qui correspond tout à fait à la nature du sol en légère élévation. Primitivement le lieu s'appelait Monteï. Une citation de 1441 est caractéristique: «ou Monté decouste la Vy dou Priorez de Bevay».

Mont de Pitié

Plan folios 51, 52, 53.

ou Monte Pictie, 1441; Monte Pitie, 1603.

D'après une tradition locale, c'est là que se trouvait le gibet. Cette explication n'est pas valable, parce que Cortaillod ne possédait pas de cour de Justice criminelle et ne pouvait donc pas avoir de gibet. Nous pensons que ce nom résulte de la petite qualité des vignes qui se trouvaient sur cette colline.

Moulin de Cortailod
Vers le Moulin
Derrière le Moulin

Plan folios 17, 18, 20, 115.

molin, folle et bapteur ou lieudit en Vivier, 1528.

Le Moulin de Cortailod, nous l'avons vu à l'article Derrière le Moulin, se trouvait dans la plaine d'Areuse au bord du Vivier qui actionnait ses rouages. Tout naturellement il a donné son nom aux terrains environnants.

Murgiers (Aux)

Plan folio 47.

loz Morgier, 1342.

Dans nos campagnes, on a donné le nom de murgiers aux tas de pierres qui se sont formés par l'épierrage des champs.

Orgueilleux (A l')

Plan folios 47, 50.

l'Orgoullieux, Orgueilleux, 1441.

Ce nom ne peut être que le sobriquet de son propriétaire ou tenancier.

Os (Les)

Plan folios 48, 50.

eys Hos, 1339; eis Os, 1441.

D'après une tradition, il y aurait eu là un cimetière renfermant les victimes d'une épidémie. La prononciation moderne patoise et française correspond à celle du mot os. Par contre la notation Hos de 1339 suggère un autre mot qui nous est inconnu.

Pales (Aux)

Plan folios 49, 50, 51, 52, 53, 55.

la Pala, 1441; Palla, 1603.

Ce nom est dérivé du latin pala «pelle, palette» pris avec le sens de surface plane pour désigner un terrain plat.

Paquerat

Plan folios 19, 20.

ou Paiquerec, 1427; Paqueret, 1441; les Pasquerast, 1523.

Ce nom est de la famille de Paquier dérivé du latin *pascuum* «pâturage». Selon Pierrehumbert, paqueret désignait anciennement à la Béroche un droit à payer pour mettre pâturer le bétail. Dans le nom qui nous occupe, le suffixe a passé de -et à -at avant 1523.

Pendantes (Les)

Plan folio 31.

les Pendantes, 1883.

Dans l'ancien parler du pays, comme en France d'ailleurs, le mot pendant avait aussi le sens de pente, inclinaison. C'est ainsi que nous devons le comprendre. Ce parchet est, en effet, un des plus inclinés du vignoble de la commune.

Perrons

Plan folios 30, 31, 127.

ou Perron, 1441.

Dérivé du latin *petra* «pierre» ou *petrosus* «pierreux, rocheux» ce toponyme désigne des terrains graveleux ou des sols parsemés de pierres.

Petit Cortaillod

Plan folios 10, 11, 66.

le Port de Cortaillod, 1471; le Petit Cortaillod, 1715.

C'est le nom du village qui s'est formé au bord du lac au-dessous de Cortaillod. A l'origine, il s'appelait «le Port de Cortaillod».

Petite Fin

Plan folios 42, 43.

Petite Fin, 1571.

Nous renvoyons le lecteur à l'article Fin.

Petit Ruz (Au)

Plan folios 44, 46, 47.

Petit Ruz, Pitet Ruz, 1441.

On trouve souvent en Suisse romande les graphies Ruz, Riau, Ruau, pour désigner des petits cours d'eau. Ce nom est dérivé du latin rivus « ruisseau ».

Pièces Chaperon

Plan folios 45, 46, 48.

eis Pièces de Chapiron, 1441 ; en Pièce Chapiron, 1456 ; Pièce Chaperon, 1603.

Même en français moderne, le mot pièce, du bas-latin petia, signifie un morceau de terre. Chaperon est un nom d'homme. Ce patronyme est représenté encore dans plusieurs cantons romands.

Place (Sur la)

Plan folio 3a.

Sur la Place, 1883.

Dans le cas présent, le mot place, du latin platea, désigne le centre de la localité, dépourvu de constructions, où convergent les rues principales et où se rencontrent les habitants du village.

**Planches (Les)
Longues Planches**

Plan folio 19.

eis Longes Planches, 1401 ; une planche sesant eix Planches, 1441.

Dans le langage romand, une planche est un espace de terrain bien cultivé, en général plus long que large. Dans notre région on utilise généralement ce mot dans l'expression « une planche fraîche » pour désigner un champ précédemment labouré, récemment « fermé », c'est-à-dire remis en prairie.

Plantées (Les)

Plan folios 2, 32, 33.

la Plantée, 1401 ; es Plantées, 1603.

Autrefois comme aujourd'hui, en langage viticole, une plantée est une jeune vigne, une plantation nouvelle de cépages ne portant pas encore de fruits.

Poissine

Plan folios 15, 16, 21, 117.

super pischariam predictam, 1311; la Poyssine, 1441; Poissonne, 1499; la Poysine de monseigneur, 1567.

Au Moyen Age déjà, une poissine était une maison de pêche, un vivier seigneurial, un établissement dans lequel on élevait du poisson. Le nom est dérivé du latin piscina signifiant un vivier, un étang à poisson. Une telle exploitation a existé pendant plusieurs siècles à Cortaillod où son nom s'est maintenu jusqu'à nos jours.

Polonais (Chemin des)

Plan folios 49, 53.

Nom moderne.

Des soldats d'une division polonaise internée en Suisse en juin 1940 ont participé à un remaniement parcellaire sur le territoire de Cortaillod pendant la durée de leur séjour forcé dans notre pays. C'est en souvenir d'eux qu'on a donné leur nom à un chemin nouveau créé par leur travail.

Posat (A)

Plan folio 4.

en Posat, 1441.

Ce nom est dérivé de la famille du latin puteus, « puits, trou, fosse ». Le mot neuchâtelois Posat signifie flaque d'eau, creux d'eau. L'endroit qu'il désigne est en effet situé dans une cuvette où l'eau pouvait stagner.

Potat (Sur le)

Plan folios 40, 45, 46.

ou Potat, 1441.

Ce nom est dérivé d'un terme d'origine germanique mais qui est étranger à la famille de pot dans le sens de vase à boire. En patois neuchâtelois il désignait un bournier, un endroit marécageux. Il correspond à la réalité. Posat et Potat sont deux vocables absolument différents mais qui ont le même sens.



Borne placée en 1942 à la limite des territoires de Cortailod et de Bevaix, en souvenir des soldats polonais internés en juin 1940 qui ont participé aux travaux de remaniement parcellaire du territoire communal de 1940 à 1942. Elle porte sur sa face est les armes de Cortailod, sur sa face ouest celles de Bevaix et du côté sud l'aigle polonais. Elle est signée KPR. SIKORAJAN.

Prés d'Areuse

Plan folios 23, 24, 25, 28.

Prés d'Areuse, 1883.

Ce sont les grands prés dans le delta de l'Areuse.

Prés des Esserts

Plan folios 19, 20, 27, 28.

Prés des Esserts, 1883.

Nous nous référons à l'article Esserts.

Prés Facoud

Plan folios 20, 21.

ou Paiqueret le Prez de Vuillomin Falcoz, 1427; Pray Facod, 1441.

Ce pré doit son nom à son propriétaire ou tenancier. Facoud, Falco ou Falcoz est un nom de famille attesté à Cortaillod en 1427.

Prés Gaillard

Plan folios 19, 59.

au Prel Gailliard, 1603.

Le nom de Gaillard est répandu en Suisse romande. On le trouve déjà à Cortaillod en 1379 et 1441, comme sobriquet et comme nom de famille.

Prés de Lune

Plan folios 20, 21.

ou Pray de Leuna, de Leune, de Leunaz, Praz Adelina, 1441.

N'y cherchons pas la lune! Les citations de 1441 indiquent Leune, Leuna, Leunaz et Adelina, celles de 1603 Lene. On est donc en présence d'un nom propre, d'un prénom de femme Adelina, abrégé en Line, Lene, Leune.

Pré Tissot

Plan folio 20.

Pré Tissot, 1882.

Tissot est un nom de famille neuchâteloise attestée dès 1375 à Cornaux, 1524 à Cressier, 1693 à La Sagne.

Prises (Les)

Plan folios 11, 12.

es Prises, 1603.

D'une manière générale, une prise est un terrain pris en accensement du seigneur pour être défriché et cultivé. Plus spécialement au milieu des forêts, des parcelles de terrain ont été défrichées dès longtemps et sont devenues des terrains agricoles que l'on appelle des prises, soit des bien-fonds pris sur la forêt. Dans le cas particulier, il s'agit de parcelles gagnées sur les grèves du lac.

Quartier Garrot

Plan folio 3a.

Derrière chez Garrot, 1603.

A l'origine, un quartier était une subdivision des grandes communes des montagnes. Dans la suite, ce mot a désigné un hameau dépendant d'une localité. Ainsi en est-il à Cortailod. Garrot est un nom de famille neuchâteloise, cité à Cortailod dès 1432.

Regueulaz

Plan folios 19, 20, 115.

Rigolaz, Rigueulle, Rigouille, Boudry XV^e et XVI^e siècles. Le pray Jehan Rigouille dans la recette de Cortailod.

Il s'agit d'un nom de famille de Boudry. On a signalé un Joh. Rigolaz en 1419, un Jehan Rigueulle en 1432, un Pierre Rigouille en 1441 et bien d'autres ultérieurement. Le pray Jehan Rigouille est attesté aussi dans les comptes de la recette de Cortailod.

Repentance

Plan folio 11.

Repentance, 1882.

Le sens de ce nom est clair mais son application à un terrain est incompréhensible. Peut-être s'agit-il d'une allusion à une querelle de famille.

Reppes

Plan folios 56, 57.

les Reppes, Rippes, 1441.

Ce mot se rattache à une racine germanique raspon signifiant gratter. Il est utilisé en patois neuchâtelois pour désigner un bien-fonds stérile et inculte ou broussailleux. Les patois de la Suisse romande connaissent un autre mot de sens identique rape, de la même famille que le français raper.

Rinche (Rue de la)

Plan folio 1.

Ce nom ne figure pas au cadastre.

Dans sa séance du 8 février 1985, le Conseil général de Cortaillod a décidé de rendre à la rue des Vergers son ancien nom de rue de la Rinche qui contribuait à donner son cachet au village. C'est pourquoi nous le prenons dans notre étude. L'ancien langage du pays connaissait le mot rinche ou plus exactement ranche, du patois rintse, féminin de rang, pour désigner une rangée, une lignée, une série de personnes ou d'objets qui se suivent sur le même plan. Il s'agissait dans le cas particulier d'une rangée d'arbres fruitiers. Ce nom existe dans d'autres communes. Suivant les endroits il est écrit Rinche ou Ringe.

Rive (La)

Plan folio 29.

Vers la Rive, 1872.

Rive désigne le bord d'un terrain, d'un toit, aussi bien que d'une pièce d'eau. Dans le cas particulier, il s'agit du lac.

Rochettes (Sur les)

Plan folio 50.

la Roichette, 1441.

Ce nom est un diminutif de Roche par le suffixe -itta.

Rondinière

Plan folios 4, 8, 9.

Rondenyere, 1441.

Comme son nom l'indique, nous sommes en présence d'une colline circulaire.

Ronzy

Plan folios 48, 50.

Ronsy, 1441.

Ce nom est dérivé du patois neuchâtelois ronze désignant la ronce. Son origine remonte au latin rumex, même sens.

Rue de la Cure

Plan folio 1, 2.

Cure, 1883.

Ce nom se passe de commentaire.

Rue Dessous**Rue Dessus**

Plan folios 1, 2, 3.

Il s'agissait des deux rues principales du village, l'une étant un peu plus élevée que l'autre.

Ruelle des Meilliers

Plan folio 3a.

Melliers, XV^e siècle.

Mellier est un nom de famille de Cortailod et Bevaix connu dès le XV^e siècle.

Ruffières (Les)

Plan folios 56, 57.

Ce nom est obscur. On trouve dans le Jura vaudois le mot patois rufaire désignant un terrain en pente et de rapport médiocre. On pourrait aussi y voir le dérivé d'un patronyme tel que Ruffieux.

Sachet**Bas de Sachet****Haut de Sachet****Cul de Sachet**

Plan folios 3, 4, 18, 56, 57, 58.

en Sachet, Saichet, 1441.

Dans le langage populaire du pays, une sache est un sac allongé, un sachet un très gros saucisson. Ce mot correspond à la forme très étendue

de ce lieu-dit qui s'étire sur un kilomètre depuis le village de Cortaillod (Haut de Sachet) au hameau de Bas de Sachet. Nous rappelons que le mot cul signifie dans l'ancien langage neuchâtelois, un endroit reculé, l'extrémité d'un terrain.

Sagnemelet

Plan folio 34.

Un désert appelez la Saigne Mellet, 1441; en Sagny Millet, 1456; Sagnemelet, 1711.

Le mot sagne, très répandu en Suisse et en France, désigne une prairie couverte d'une eau croupissante, un marais ou un marécage. Il tire son origine d'un terme celtique sagna «marais». Dans le déterminant -melet, il faut voir le nom de famille Mellier, originaire de Cortaillod et Bevaix ou celui de Milliet venant de la Béroche.

Sagnes Jeanne

Plan folio 31.

la Saigne Jehanne, 1603.

Pour le mot Sagnes, nous nous référons à l'article précédent. Quant au nom de Jeanne, il désigne sans doute la propriétaire de ces marais.

Segrin (En)

Plan folios 41, 42.

en Segrin, 1441.

Ce nom pourrait être dérivé du latin secretum «isolé, écarté». L'endroit situé à l'extrémité du territoire communal est en effet éloigné du village.

Sonressert

Plan folios 46, 48.

Enczon Ressert, 1441.

Ce toponyme contient deux éléments: son- dérivé du latin summus «le plus élevé» et -ressert, une cabane dans laquelle on resserre le fourrage. On pourrait donc le traduire par «le fenil du haut».

Sorpra (A)

Plan folios 46, 47.
en Sorepraz, 1414.

Le préfixe sor- du latin supra signifie sur, au-dessus de. Quant à -pra, il s'agit d'un pré. le nom serait donc «Au-dessus du pré».

Tailles (Les)

Plan folios 6, 7, 8, 9, 11.
es Tailles, 1603.

Taille est dérivé du latin taliare signifiant un taillis, un défrichement. Nous retrouvons ce nom aux Taillères près de La Brévine.

Tertillière (La)

Plan folios 13, 68, 69.
Tertillière, 1883.

Ce nom est une variante du mot tertelière désignant le rhinanthé, ou crête de coq, herbe à fleurs jaunes, nuisible aux cultures.

Tilles (Les)

Plan folios 44, 46, 47.
es Thielles, Tilles, 1441.

Tille est le nom patois du français tilleul, en latin tilia, en vieux français til ou teil.

Tolayes (Les)

Plan folios 44, 46.
les Tolayes, Tullaes, Tollaes, 1441.

Le patois utilisait le mot tôle ou toula pour désigner un pré rectangulaire, une bande de gazon, une terrasse de vigne. Il est tiré du latin tabula «planche, table»; Tolaye en est une variante.

Tuillières (Les)

Plan folios 36, 37.
la Thiollière, Tiollere, 1441.

Une Tuillère ou Tiolière était une tuilerie, du patois tiole, correspondant au vieux français tieule, du latin tegula «tuile». Il s'agit ici de la

Tuilière de Bevaix sur le ruisseau de Banens à la limite du territoire de Cortaillod.

Vesin (En)

Plan folios 4, 5.

en Vesin, Visin, 1441.

Nous sommes en présence d'un nom propre cité plusieurs fois à Boudry et au Landeron au XV^e siècle. C'est aussi un mot patois ayant le sens de voisin, du latin vicinus «voisinage, proximité». Considérant que le lieu est situé près du village, cette étymologie est possible.

Vieilles Vignes (Les)

Plan folios 4, 9.

la Vielle Vigne, 1625.

Le nom est transparent.

Vigne du Diable (La)

Plan folio 33.

Nom moderne.

Deux légendes peuvent être à l'origine de ce nom. La première, la plus vraisemblable, remonte au XVII^e siècle, à l'époque des procès de sorcellerie. Le diable, sous forme d'un homme vêtu de bleu, et quelques disciples de satan se réunissaient secrètement dans la vigne de l'un d'eux, dans les Côtes de Cortaillod, vers le Bugnon, où ils pratiquaient des «synagogues». Ils y célébraient un culte démoniaque, dansant, chantant, et faisant des orgies. La vigne en aurait conservé le nom.

L'autre légende se place en 1806, lors de l'occupation de la principauté de Neuchâtel par les troupes françaises du général Oudinot. Un de ses officiers, ayant reçu l'accueil le plus flatteur du colonel Vouga, goûta en abondance les crus des Côtes de Cortaillod. Remontant à cheval, il perdit l'équilibre et tomba lourdement sur la route. Promptement remis en selle, il aurait dit: «Il est du diable le vin du colonel». Le mot devenu légendaire aurait ainsi pris sa place dans la toponymie du village.

Village (Bas du)

Plan folio 2.

Bas du village, 1883.

Sans commentaire.

Ville (Sous la)

Plan folios 2, 30, 31.

Desoubs la Ville, 1441.

Dans l'ancien langage suisse romand, ville était souvent utilisé avec le sens de village. C'est un des nombreux dérivés du latin villa qui a contribué à la formation d'une multitude de noms de lieux.

COURS D'EAU

Nous avons analysé les noms de l'**Areuse**, du **Vivier** et du **Déro-cheux** dans notre travail sur les noms de lieux de Boudry, publié dans le **Musée Neuchâtelois** en 1983.

Nous avons traité le cas du **ruisseau de Banens** à l'article Banens dans le présent travail.

Il ne nous reste qu'à parler de

La Roussette

Plan folios 6, 7, 8, 9, 10.

la Rozeta, Rosecta, 1603; le canal de la Roseta, 1713.

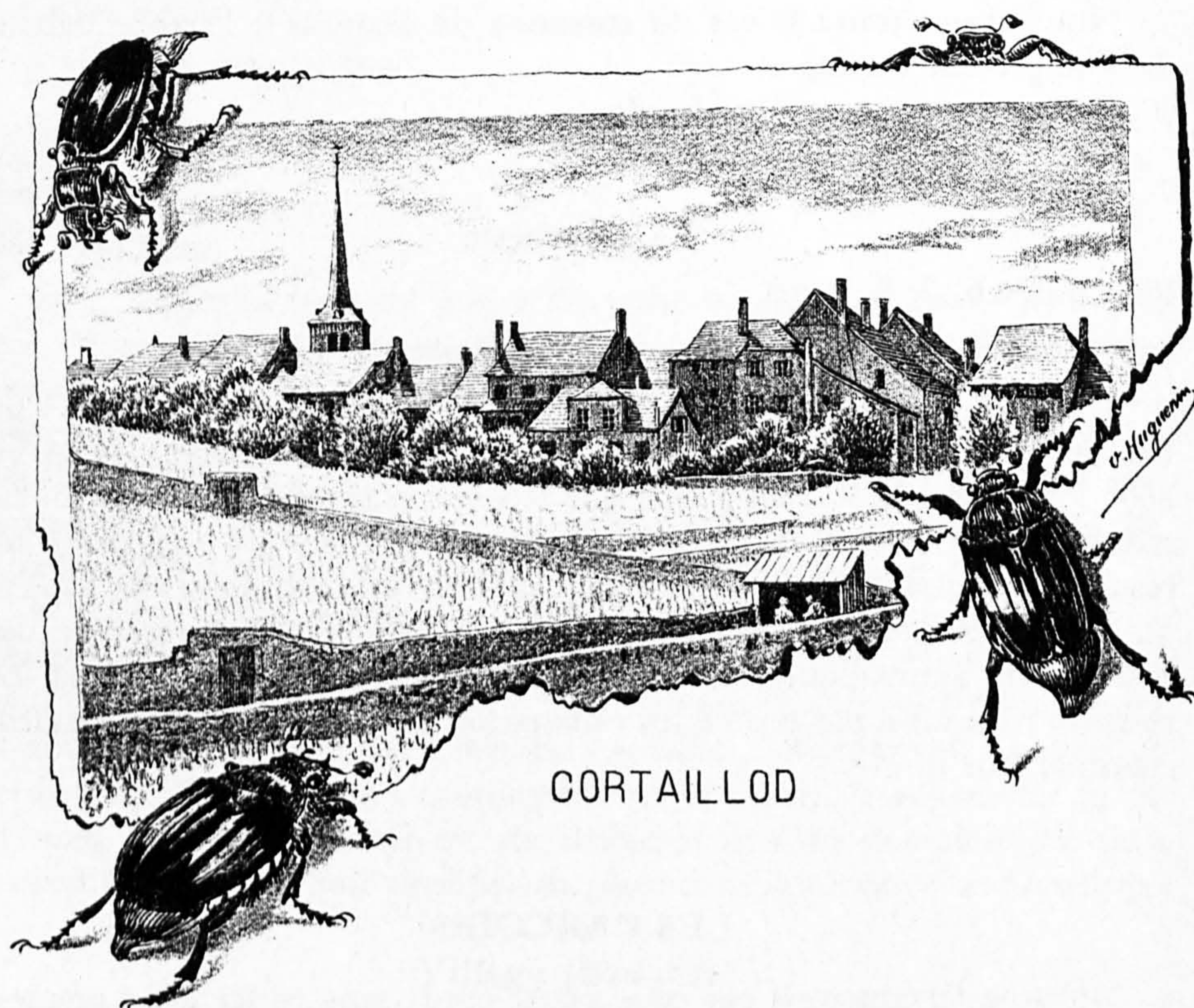
C'est un canal d'irrigation, dérivé du Vivier, conduisant ses eaux du Bas de Sachet au Petit Cortaillod. Les textes les plus anciens jusqu'en 1603 l'appellent la Rozeta tandis que Roseta n'apparaît qu'en 1673. Le radical ross- du latin russus «rouge, roux» ne nous conduit pas à un résultat satisfaisant. Nous ne voyons pas dans cette région ni une eau, ni un terrain roussâtre. Par contre la racine rose peut représenter des roseaux, du germanique raus ou des roses (églantines) du latin rosa. Le ruisseau n'aurait-il pas écoulé ses eaux parmi des roseaux qui lui auraient transmis leur nom?

LES CARCOIES

Nous ne terminerons pas cette petite étude sans parler des Carcoies. Il ne s'agit pas d'un nom de lieu mais du sobriquet des habitants de Cortaillod. C'est le nom populaire du gros hanneton. Il est très répandu sous une foule de formes bizarres dans les dialectes de la Suisse romande,

de l'est et du centre de la France et du Piémont. Le dictionnaire de Littré le mentionne sous cancouële. Celui de Godefroy sous Cancoile. Les habitants de Cortaillod en sont affublés depuis longtemps. Jean Lavoyer, dans ses carnets sur les sobriquets populaires de la principauté de Neuchâtel, vers 1625, nous dit que le carquillé de Cortaillod est encore plein de vitalité et le doit probablement à l'anecdote suivante qui n'est pas oubliée comme tant d'autres: On raconte qu'une année où les hannetons pullulaient, les gens de Cortaillod, ne parvenant pas à les tuer tous, décidèrent d'utiliser leurs canons pour en venir plus vite à bout. Il est probable que le terme canons a le sens de canons de fusils.

Jean-Pierre MICHAUD



Croquis humoristique du village de Cortaillod, dessiné par Oscar Huguenin vers 1860. Le village est envahi par les carquoies. On y voit au premier plan l'abri appelé jadis chote qui se trouve à l'origine du nom de lieu chotelet.

JONAS BERTHOUD A VÉCU À PARIS LES JOURNÉES DE JUILLET 1789

Les archives de famille recèlent parfois des documents d'un réel intérêt historique qui dépasse le cadre privé, surtout si leur contenu se réfère à des événements notoires.

Ainsi en est-il de la lettre¹ adressée de Paris, le 17 juillet 1789, par Jonas Berthoud à MM. Berthoud père et fils², à Fleurier. Témoin et acteur des journées révolutionnaires de juillet, le jeune Fleurisan de 20 ans, émigré depuis quatre ans sur les bords de la Seine, y décrit et analyse pour ses proches les faits et l'atmosphère qui ont dominé la capitale française entre le 11 et le 17 juillet. Bien que rédigé à chaud, son témoignage frappe par sa précision et ses détails, en même temps qu'il révèle les sentiments profonds de l'expéditeur à l'endroit de ces «affaires [qui] paraissent prendre une bonne tournure», et de cette «liberté que l'on commence à respirer». Au fait, qui était l'auteur de cette missive? Pourquoi se trouvait-il à Paris à cette époque-clé de l'histoire contemporaine?

Fils de Jean-Jacques-Henri Berthoud³, horloger, et de Marie-Esabeau Yersin, dentellière — qui eurent huit enfants, six garçons (dont un mort en bas âge) et deux filles —, Jonas Berthoud a vécu de 1769 à 1853. Comme son grand-père maternel Louis Yersin, comme son père et comme ses frères, il fit un apprentissage d'horlogerie. En 1785, le chef de famille forma le projet d'envoyer à Paris son aîné, Jean-Louis, né en 1764, pour ouvrir un comptoir de vente des produits horlogers et textiles confectionnés dans la maison du Pasquier à Fleurier. Or sa femme déclara qu'elle mourrait de chagrin si son premier fils devait la quitter... «C'est bien dommage, dit alors Jean-Jacques-Henri Berthoud, que Jonas soit un si mauvais sujet et qu'on n'en puisse rien faire de bon.» (Voir Samuel Berthoud, *George Berthoud 1818-1903*, 1919.)

Jonas, qui avait entendu cette conversation, fut piqué au vif et promettant aussitôt de s'amender, il demanda qu'on lui rendît la confiance qu'il avait perdue et qu'on le laissât partir à la place de son aîné. Peu de jours après, âgé de 16 ans seulement, il se mit en route avec un char et un cheval de la maison paternelle; arrivé dix jours plus tard à Paris, il débarqua à l'Hôtel du Bon Laboureur, au faubourg Saint-Martin. Il vendit son équipement provincial pour se créer quelques ressources et



Jonas Berthoud (1769-1853) et sa fille Emilie-Adélaïde, née en 1812.

s'établit rue de Seine, où il fonda la maison de commerce « Berthoud père & fils ». Comme le note Jean-Louis Courvoisier dans *De la Vieille Maison Berthoud à la Banque Courvoisier*, « il s'occupa avec beaucoup de savoir-faire de la vente des montres et des dentelles que soit son père, soit sa mère fabriquaient à Fleurier, et son commerce prit rapidement de l'extension : présage d'une heureuse prospérité ! » Pendant quatorze ans, il ne devait pas revenir au pays.

Quatre ans après l'installation parisienne de Jonas Berthoud, la Révolution éclatait et « les nobles commençaient à quitter la France pour échapper aux massacres de la Terreur. Ayant appris que Jonas Berthoud était Suisse, des émigrants vinrent le trouver et lui demandèrent s'il ne pourrait pas leur fournir le moyen de toucher de l'argent hors de France. Jonas s'empressa de répondre à leur désir. Il encaissa leur or et, organisant un véritable système de contrebande, il fit passer de France en Suisse des sommes considérables. « Bientôt, ne se souciant plus des montres, il fonda la banque qui porte encore actuellement son nom, devenue Banque Courvoisier en 1925, et qui est une des plus anciennes maisons de la place de Paris. » (Voir Samuel Berthoud, *op. cit.*)

Dès le commencement du XIX^e siècle, associé à ses frères Auguste et Charles-Frédéric, Jonas Berthoud changea la raison sociale de sa maison en *Berthoud frères* et la transféra à la rue Richer N° 3 (actuellement N° 15). « Il passait pour avoir des capacités remarquables, mais était avant tout homme de la campagne et aimait chasser. Resté très attaché à son pays natal, il profita de la présence de ses frères à Paris pour rentrer à Fleurier. Il joua dans le canton de Neuchâtel un rôle politique important »⁴.

En 1809, à l'âge de 40 ans, Jonas Berthoud épousa une Fleurisane, Charlotte Bugnon, dont il eut quatre enfants : Louis, Emilie-Adélaïde, Edouard et Zoé-Charlotte. « Homme très avisé, Jonas Berthoud n'a cependant pas toujours envisagé l'évolution des affaires comme elle s'est produite dans l'avenir. Il est curieux de relever ses appréciations, notamment sur les chemins de fer, les assurances et les établissements de crédit. Il croyait aux chemins de fer, restait sceptique quant au développement des compagnies d'assurance-vie et considérait les établissements de crédit comme une erreur et un danger. » (Voir Jean-Louis Courvoisier, *op. cit.*) En 1829, Auguste et Charles-Frédéric Berthoud se retirant de la banque, Jonas reprit de l'activité pour « surveiller » pendant quelques années la marche de la maison, et s'associa avec son fils Louis et ses neveux Fritz et Auguste-Louis, encore très jeunes. Au bout de trois ans, il leur en laissa définitivement la direction. Enfin, « en 1848, à l'âge de soixante-dix-neuf ans, apprenant que la révolution avait éclaté à Paris, il prit immédia-

tement la malle-poste et alla retrouver ses fils et neveux pour les encourager à ne rien craindre. Il avait vu la révolution de 89, les guerres de l'Empire, la Restauration, 1830, et il affirma aux jeunes gens, qui dirigeaient alors sa maison de banque, que ces crises politiques n'étaient jamais que passagères et qu'il n'y avait pour eux aucun danger. Il mourut en 1853 à Fleurier, après quelques jours de maladie. Ses derniers mots furent ceux-ci: «C'est extraordinaire, je ne l'aurais jamais cru», paroles qui frappèrent son entourage, car il était sceptique à l'égard de la religion et doutait de la vie à venir quoique ces questions le préoccupassent beaucoup.» (Voir Samuel Berthoud, *op. cit.*)

Eric-André KLAUSER

Annexe

Lettre de Jonas Berthoud à MM. Berthoud père et fils

Paris, le 17 juillet 1789.

Messieurs,

Si vous avez appris la révolution de cette ville causée par l'exil de Monsieur Necker et de deux autres vertueux ministres⁵, elle n'aura pas laissé que de beaucoup vous inquiéter; j'aurais cherché plus tôt à vous rassurer si l'on ne m'eut assuré que toutes les lettres étaient interceptées, mais comme les affaires paraissent prendre une bonne tournure, je suppose qu'elles n'auront plus le même sort; c'est ce qui m'a décidé à risquer celle-ci et à vous faire un petit détail de ce qui s'est passé depuis samedi⁶ à six heures du soir qui fut le jour de l'exil du susdit M. Necker, ou plutôt depuis dimanche que l'on publiait incertainement son départ; ayant été convaincu sur le soir de la réalité de cette nouvelle, la populace cria aux armes; en moins d'une heure toutes les boutiques de fourbisseurs⁷ et armuriers furent pillées et volées; ceux qui ne purent avoir des armes prirent des bâtons, des haches, des piques; ce que j'ai vu de plus risible dans cette triste scène est qu'une partie de ces gueux coururent chez les rôtisseurs et s'emparèrent du tournebroche comme s'ils eussent voulu rôtir toute la Cour; après quoi ils allèrent à la place de Louis XV⁸, où ils eurent une légère escarmouche; il y eut un couple d'hommes de tués et quelques dragons désarmés. Ainsi finit cette journée en laissant pour toute la nuit la terreur et l'alarme dans le cœur des citoyens qui s'assemblèrent le lundi matin⁹ dans les églises de chaque paroisse pour délibérer sur le parti le plus avantageux à prendre pour garantir leur propriété et ramener la tranquillité publique; il fut arrêté que tous les bourgeois prendraient les armes¹⁰, mais comment faire; on commença par désarmer toute la canaille de la veille, dont le principal but était

le pillage, ensuite nous nous transportâmes au nombre d'environ 30 mille à l'Hôtel des Invalides qui se rendit sans résistance; nous nous emparâmes des fusils qui pouvaient monter à 60 mille¹¹ et d'environ 20 à 30 pièces de canon que nous avons placés dans les différents quartiers de Paris que l'on jugeait les plus avantageux pour la défense. On se rendit dans le même moment maître de l'arsenal de manière que le soir on se trouva environ 150 mille hommes bien armés; on établit des corps de garde dans tous les quartiers dans chacun desquels on laissa 400 hommes pour patrouiller pendant la nuit, afin de donner de la tranquillité à ceux qui reposaient; on ne réussit cependant pas trop bien (il est bon de vous observer qu'il y avait une [trent]aine de mille hommes autour de Paris, dont une partie étaient campés au Champ-de-Mars¹², car à chaque instant il venait de fausses alertes: tantôt c'était les hussards qui entraient par tel faubourg, tantôt les dragons par tel autre, on criait aux armes, il fallait marcher; quand on était dans un quartier, les troupes étaient soit disant dans un autre; ainsi s'est passée la nuit en courses inutiles.

Le mardi il fallut relever la garde; je fus du nombre de ceux qui furent choisis. Le matin se passa assez tranquillement, toujours avec quelques fausses alertes, car dans une ville comme celle cy et le peu d'ordre qu'il y a dans une milice bourgeoise aussi nombreuse, où il n'y a pour ainsi dire aucun chef, il est impossible que cela soit autrement.

Cependant vous serez surpris de ce qu'ont fait les Parisiens et ce sera sûrement à eux qu'on devra la liberté que l'on commence à respirer; sur les onze heures ils ont attaqué la Bastille, l'ont emportée d'assaut avec très peu de perte après une heure et demie de combat; ils ont tranché la tête du gouverneur¹³ et portée en triomphe au bout d'une perche par toute la ville; dans le même moment on a arrêté un courrier qui portait des dépêches au Prévost des Marchands¹⁴, par lesquelles il a été reconnu traître à la patrie; on lui en a fait autant ainsi qu'à quelques autres; il ne s'est rien passé depuis de bien intéressant, sinon qu'il y a eu avant hier une partie des députés des Etats généraux qui ont assuré au peuple que le roy venait de se rendre à leur assemblée sans garde et qu'il leur a promis de faire tout ce que ses sujets demanderaient et renvoyer les troupes qui sont autour de Paris. On l'attend aujourd'hui ici¹⁵; on vient d'assurer que l'on a pendu hier à la grille du Château de Versailles M. Foulon¹⁶ qui avait remplacé un des ministres renvoyés.

Vous suspendez toute affaire de commerce depuis huit jours, toutes les boutiques sont fermées et l'on ne fait absolument rien. Je désespère de pouvoir payer à la fin du mois; vous m'enverrez malgré cela ce que je vous ai demandé par une lettre du 26 juin. Je reçois ce moment vos envois du 4 courant. Si mon oncle¹⁷ se décidait à partir, empêchez-le de le faire jusqu'à nouvel ordre, on ne laisse absolument sortir personne de Paris, pas même les voyageurs.

Je suis toujours votre amy.

Bien des choses à tous les amis.

J'ai reçu aussi vos envois du 28 juin, n'en faites plus aucun.

[Jonas Berthoud¹⁸]

NOTES

¹ Lettre aimablement communiquée par M. Michel Clément, actuel copropriétaire de la maison N° 16 de la rue du Pasquier, à Fleurier, et descendant de la vieille famille fleurisane des Berthoud dit Beillard, Beilliard ou Billiard; ce surnom, qui signifie «celui qui débite des billes de bois», est certainement dû à la profession de charpentier que deux ancêtres de la famille, Jean-Antoine-Michel Berthoud et son fils Pierre, exerçaient aux XVI^e et XVII^e siècles.

² Le père: Jean-Jacques-Henri Berthoud; les fils: Jean-Louis, Daniel-Henri, Charles-Frédéric et Auguste Berthoud, frères de Jonas Berthoud.

³ 1736-1811; en plus de l'horlogerie, il s'adonnait à l'agriculture et était copropriétaire du moulin du Pont-de-la-Roche sur l'Areuse, à la limite des communes de Fleurier et Saint-Sulpice; il revêtait aussi l'honorable charge d'ancien d'Eglise.

Jean-Jacques-Henri Berthoud était fils de Jean-Jacques, lui-même fils de Jean, lui-même fils de Pierre, lui-même fils de Jean-Antoine-Michel; celui-ci fut le constructeur de la maison initiale du N° 16 de la rue du Pasquier, à l'extrême fin du XVI^e siècle ou dans les toutes premières années du XVII^e siècle. Ce bâtiment, construit à l'origine sur le plan habituel des maisons neuchâtelaises avec un grand toit à deux pans, a été profondément modifié, dans le style classique, vers 1720, puis complété entre 1820 et 1830 dans le même esprit; il a été classé en 1975 par le Service cantonal des Monuments et des sites comme spécimen de l'architecture neuchâtelaise du XVIII^e siècle.

⁴ Tout au long de sa vie, Jonas Berthoud n'a cessé d'afficher des idées libérales. Sous l'Empire déjà, alors qu'il venait de transformer son commerce de montres et de dentelles en un établissement bancaire, il se vit offrir des lettres de noblesse par le gouvernement de Napoléon I^{er}; à ceux qui étaient chargés de lui présenter cette offre, il avait répondu: «Veuillez dire, Messieurs, à Celui qui vous envoie, que je suis Suisse et républicain.» (Voir Jean-Louis COURVOISIER, *De la Vieille Maison Berthoud à la Banque Courvoisier, Rapport du conseil d'administration sur le premier exercice de la Banque Courvoisier*, 1926, p. 10).

Dès après l'admission de la principauté de Neuchâtel au sein de la Confédération, Jonas Berthoud s'intéressa très activement aux affaires politiques de notre canton. Député aux Audiences générales à partir de 1816, il se signala d'emblée par son esprit fort libéral: en 1818, il osa déposer une motion demandant qu'un état de tous les impôts et redevances que payaient les habitants de la principauté, des revenus du prince et des dépenses auxquelles pourvoyait sa trésorerie, fût soumis aux députés! Et lors de la communication sur l'extinction de la dette de l'Etat, en 1819, «un seul suffrage a rompu l'unanimité, c'est celui du sieur Jonas Berthoud, troisième député du district du Val-de-Travers, lequel a prétendu que l'acquittement de toute la dette regardait de droit les caisses du Prince, demandant en conséquence que l'état de ces caisses fût communiqué aux Audiences et s'exprimant d'ailleurs en termes si indécents envers le Souverain, que M. le procureur général s'est réservé de relever dans un autre moment une opinion aussi téméraire.» (Voir Ch.-G. de TRIBOLET, *Mémoires sur Neuchâtel 1806-1831*, 1902, p. 329.)

Dans ses *Mémoires politiques* (1877), Louis GRANDPIERRE rappelle que «les chefs de l'insurrection, aveuglés par leur premier succès [la prise du château de Neuchâtel le 13 septembre 1831], nommèrent un gouvernement provisoire à la tête duquel ils mirent Jonas Berthoud, député de Fleurier au Corps législatif, fort bon patriote qui était républicain depuis 1793, mais malheureusement trop riche et trop timide pour être le chef politique d'une révolution. Aussi, lorsqu'il apprit sa nomination, s'écria-t-il: «M'aurait-on compromis?...» Ce singulier choix indiquait dans quel esprit de timidité et d'inexpérience étaient les meneurs du mouvement. Aussi, sur dix membres choisis pour faire partie du gouvernement provisoire, deux seuls acceptèrent.»

Enfin, dans son *Histoire de la Révolution neuchâtelaise* (t. IV, 1925), Arthur PIAGET a noté: «Des libéraux, comme Jonas Berthoud (...), ne voulaient pas sortir de la légalité; l'idée républicaine et suisse qu'ils défendaient leur paraissait assez belle et juste et grande; elle leur paraissait avoir en elle assez de vie pour faire son chemin toute seule, sans révolution.»

⁵ Banquier genevois, Jacques Necker, déjà titulaire de cette fonction de 1777 à 1781, était à nouveau directeur général des finances depuis 1788; renvoyé par le roi Louis XVI le 11 juillet 1789, il se retira à Bâle, mais fut rappelé au pouvoir dès le 16 juillet pour le quitter définitivement le 4 septembre 1790. Les «deux autres vertueux ministres»: Pierre-Louis de Chastenot, comte de Puységur (Guerre) et Armand, comte de Montmorin (Affaires étrangères).

⁶ 11 juillet 1789.

⁷ Polisseur et monteur d'armes blanches.

⁸ Cette place de Paris, aménagée de 1763 à 1772 par l'architecte Jacques-Ange Gabriel, porta d'abord le nom de *place de Louis XV*. En 1792, elle fut rebaptisée *place de la Révolution*, avant de devenir, en 1795, *place de la Concorde*.

⁹ 13 juillet 1789.

¹⁰ Réunis à l'Hôtel de Ville, les électeurs parisiens décidèrent d'établir un comité permanent et de former une milice bourgeoise pour lutter à la fois contre la réaction et contre les pillages; cette milice compta d'abord 12 000 hommes, puis fut portée à 48 000 avant d'être ramenée à 24 000 volontaires et 6000 soldés.

¹¹ En réalité, 32 000 fusils furent pris aux Invalides.

¹² Pour maintenir l'ordre à Paris, Louis XVI et son ministre de la Guerre, le duc Victor-François de Broglie, avaient concentré des troupes autour de la ville. Sur le terrain d'exercices militaires du Champ-de-Mars, au sud-ouest, entre l'Ecole militaire et la Seine, le lieutenant général Pierre-Victor de Besenval, de Soleure, gouverneur de Paris et inspecteur général des Suisses et Grisons, avait réuni et commandait les régiments d'infanterie suisse de Salis-Samaden, Lullin-de-Châteauvieux, de Diesbach et de Reinach, ainsi que les cavaliers du Royal-Allemand et les hussards de Bercheny et d'Esterhazy; il disposait ainsi d'environ 7000 fantassins suisses et de 1500 cavaliers. Voir P. de VALLIÈRE, *Honneur et fidélité*, 1940, pp. 583-587, et J.-R. BORY, *Les Suisses au service étranger et leur musée*, 1965, pp. 153-156.

¹³ Bernard-René Jordan, marquis de Launay, 1740-1789. Décapité le 14 juillet.

¹⁴ Jacques de Flesselles, 1721-1789. Tué d'un coup de pistolet le 14 juillet.

¹⁵ Louis XVI s'est effectivement rendu à Paris le 17 juillet 1789; il a été reçu à l'Hôtel de Ville par Jean-Sylvain Bailly, 1736-1793, maire de la ville depuis la veille, et par le marquis de Lafayette, commandant de la Garde nationale parisienne (milice bourgeoise) depuis le 15 juillet, qui lui remit la cocarde tricolore.

¹⁶ Joseph-François Foulon, 1715-1789; nommé contrôleur général des Finances le 12 juillet, après le renvoi de Necker, il fut accusé de spéculer sur les grains et de préparer la famine — n'avait-il pas déclaré: «Si cette canaille n'a pas de pain, qu'elle mange du foin!» — et fut pendu à une lanterne de la rue de la Verrerie, mais seulement le 22 juillet 1789.

¹⁷ Il s'agit peut-être de Jean-Michel Berthoud, frère de Jean-Jacques-Henri Berthoud, soldat dans un régiment suisse de Corse, mort en 1803.

¹⁸ Note du rédacteur. — «La lettre n'est pas signée, par prudence. Mais l'écriture est la même que celle de la suivante» — signée J. Berthoud. Note d'Olivier CLÉMENT qui a publié cette lettre et trois autres, sans annotations, dans les *Annales historiques de la Révolution française*, année 1962, pp. 77-85, sous le titre: «Les événements de 1789 vus par des horlogers suisses».

¹⁹ Note concernant l'illustration. — Le portrait à l'huile de Jonas Berthoud (1769-1853) est propriété de l'hoirie Jacques Berthoud, à Fleurier. La petite Emilie-Adélaïde, née en 1812, était la deuxième des quatre enfants de Jonas et de Charlotte Berthoud-Bugnon.

BIBLIOGRAPHIE

Léo Châtelain architecte, 1839-1913. Neuchâtel, 1985, 216 p. illustrées

Pour marquer le centenaire de son Musée d'art et d'histoire, la ville de Neuchâtel a pris l'heureuse initiative de consacrer un volume au constructeur de l'édifice, l'architecte Léo Châtelain. Ce faisant, elle a donné l'occasion à une pléiade d'historiens de l'art non seulement d'évoquer la mémoire de Châtelain et des artistes qui collaborèrent avec lui, mais aussi, sur un plan plus général, d'étudier les problèmes d'esthétique et d'urbanisme qui se posaient à eux. Avec le recul du temps, l'architecture du XIX^e siècle est devenue, en effet, un champ d'investigation largement ouvert à la recherche historique. Des études sur ce sujet, des ouvrages spécialisés se sont multipliés depuis quelques années. Aussi, en 1982, la Société d'histoire de l'art en Suisse a-t-elle emboîté le pas en entreprenant la publication d'une nouvelle série de volumes, *l'Inventaire suisse d'architecture*, recensant les monuments marquants des principales villes de notre pays, de 1850 à 1920.

Pour Neuchâtel, Châtelain est un cas exemplaire: par la fécondité de sa production, la longueur de sa carrière, la qualité de ses travaux, il a marqué la ville d'une empreinte durable. Le fait apparaît d'autant mieux que les plans élaborés par Châtelain sont pour la plupart disponibles. Conservée jusqu'alors au Château de Fenin, cette collection d'une ampleur remarquable a été révélée en 1982; classée systématiquement, elle est déposée dès lors aux Archives de l'Etat et au Musée des beaux-arts de Neuchâtel. Une exposition publique, en septembre et octobre 1985, en a présenté les pièces les plus intéressantes.

L'ouvrage dont nous rendons compte ici a tiré parti de cette ample matière. C'est le fruit de la collaboration de onze auteurs, l'un d'eux, M. Pierre von Allmen, conservateur du Musée des beaux-arts, s'étant chargé de l'ordonnance générale. Des thèmes très divers y sont abordés; nous ne mentionnerons que certains d'entre eux qui retiendront plus particulièrement l'attention des amateurs d'histoire locale. Une brève mais dense étude de M. François Jequier leur sert d'introduction, faisant appel à la statistique (*Situation générale du canton et de la ville de Neuchâtel dans les années 1880*). Suit une *Biographie de Léo Châtelain* due à M^{lle} Nicole Soguel, auteur du classement des papiers laissés par l'architecte. On doit à ce même auteur l'étude centrale de l'ouvrage, *Historique de la construction du Musée de peinture de Neuchâtel*, monographie solidement documentée, alors que M. Patrick Schaefer voue son attention à *La décoration intérieure du Musée*: on y voit l'esthétique décorative du peintre Paul Robert se démarquer de la conception purement architecturale de Châtelain. Le rôle de l'urbaniste est étudié par M. Gilles Barbey (*Léo Châtelain et l'habitation*) et celui du restaurateur par M^{lle} Catherine Borel (*La restauration de la Collégiale, 1867*), dont l'exposé nous a paru un peu mince vu l'importance du sujet et les problèmes qu'il soulève. Un *Catalogue thématique* de l'œuvre de Châtelain, dû à quatre auteurs,

rendra sans doute de précieux services par la présentation graphique de 182 plans, soigneusement identifiés et annotés. L'ouvrage se termine par une *Liste chronologique de l'œuvre de Léo Châtelain* (Nicole Soguel) et un *Tableau synoptique (1850-1920)* dû à M. Gilles Barbey qui permettent, se complétant l'un l'autre, de suivre pas à pas l'évolution de l'urbanisme neuchâtelois avant l'époque contemporaine.

Alfred SCHNEGG

LUC JACOPIN. *Le retrait lignager en droit neuchâtelois à la fin de l'Ancien Régime, soit de 1748 à 1852*. Thèse de licence en droit, Neuchâtel 1974 (106 pages dactylographiées).

Dans la société féodale, il n'y a guère eu d'institution plus universelle, ni non plus d'institution plus solidement ancrée, que le retrait lignager¹. C'était un droit qui s'exerçait lorsque le propriétaire d'un bien-fonds acquis par héritage le vendait en dehors de la famille. Les plus proches parents du vendeur avaient le droit de le «retirer», c'est-à-dire d'en déposséder l'acheteur, en remboursant ce dernier du prix et des frais.

Le retrait lignager était une institution bien développée de la coutume neuchâteloise. Il a duré jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. La République l'a aboli en 1852. Nous le connaissions surtout par les chapitres que lui consacrent Samuel Ostervald² et Henri-Florian Calame³. Dans la monographie dont nous rendons compte, M. Jacopin ne s'est pas contenté des sources imprimées. Il a dépouillé, aux Archives de l'Etat, tous les actes reçus par une bonne centaine de notaires neuchâtelois pendant un peu plus d'un siècle. Ce labeur de bénédictin lui a permis de repérer quelque 140 actes de retrait. Ces documents fournissent sur l'ancien droit de précieuses indications. En voici quelques-unes :

Nous apprenons d'abord — et nous n'en savions rien — qu'une institution d'allure aussi médiévale que le retrait lignager était encore bien vivante à la fin de l'Ancien Régime. Les retraits de la première moitié du XIX^e siècle sont même plus nombreux que ceux de la seconde moitié du XVIII^e.

Le retrait portait sur un bien-fonds : une maison, une partie de maison, un champ, un pré. D'après M. Jacopin, le cas des vignes était de loin le plus fréquent. Le droit de retrait appartenait aux «preumes» (du latin *proximus*) c'est-à-dire aux proches du vendeur. La liste des preumes était bien connue : descendants, ascendants, collatéraux jusqu'aux enfants de cousins germains. En fait, pendant plus d'un siècle, le retrayant n'est jamais un ascendant. C'est parfois un descendant, le plus souvent un collatéral.

L'ancien droit exigeait que le bien-fonds «ait fait souche», c'est-à-dire qu'il ait appartenu à un ancêtre commun du vendeur et du preume retrayant. Les

notaires neuchâtelois veillaient au respect de la règle. Ils avaient soin de relater la généalogie des intéressés pour établir que la «mouvance» du fond était conforme à la loi.

Nous savions que l'exercice du droit de retrait était subordonné à l'observation du délai de péremption dit de l'«an et jours» (un an et six semaines). Nous apprenons que dans la pratique les preumes ne se pressaient pas de faire valoir leur droit. Dans trois cas repérés par M. Jacopin, ils ont attendu le septième jour de la sixième semaine après l'année entière comptée dès la vente. Ainsi, non seulement en droit mais aussi en fait, l'acheteur était longtemps dans l'incertitude sur le caractère définitif de son acquisition. C'était là un des défauts majeurs de l'institution.

Par ces exemples, nous espérons avoir donné aux historiens du droit une idée de l'intérêt que présente la remarquable étude de M. Jacopin. Comme il est d'usage pour les thèses de licence, celle-ci est demeurée inédite. Elle est néanmoins accessible aux chercheurs, à Neuchâtel, dans deux bibliothèques publiques: celle des Archives de l'Etat et celle de la Faculté de droit.

Raymond JEANPRÊTRE

NOTES

¹ Marc BLOCH, *La société féodale*, Paris s.d. (1970), p. 196.

² *Les lois, us et coutumes de la Souveraineté de Neuchâtel et Valangin*, Neuchâtel, 1785, pp. 328 ss.

³ *Droit privé d'après la coutume neuchâteloise*, Neuchâtel, 1858, pp. 110 ss.

PRÉSENCE DU JURA HORLOGER AU BRÉSIL PENDANT LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XIX^e SIÈCLE

I. Introduction

Au temps de l'industrialisation, un développement significatif des activités industrielles n'aurait su se produire sans expansion parallèle des marchés. Et sans réussite commerciale sur les marchés extérieurs, pas de manufacture prospère en Suisse, tant se révèle étroit le débit national. C'est rappeler une évidence, une constante de notre histoire économique.

Or l'histoire de notre commerce extérieur au XIX^e siècle reste à construire, surtout pour les premières décennies du siècle, celles des grands choix industriels, dont on ne peut nier qu'ils furent largement influencés par la constellation des échanges internationaux.

Et d'abord, une étude sur la base d'élaborations quantitatives serait souhaitable¹ : volume des exportations, structure par produits, répartition des débouchés, ceci dans une perspective évolutive. Que sait-on, par exemple, de l'importance relative des ventes horlogères suisses, de leur accroissement au cours du XIX^e siècle, des marchés que prospectent les fabricants de montres? A partir de quand le débouché américain, les Etats-Unis notamment, devient-il important? On est loin d'avoir mis à contribution toutes les sources existantes — il suffit de penser aux statistiques douanières des Etats voisins de la Confédération qui sont un passage obligé pour nos exportations dans le monde entier².

Cette histoire est à construire également, et je dirais même surtout, sur le plan humain, sur le plan des initiatives et des destins individuels qui lièrent le devenir économique suisse à des mondes en expansion. Car n'est-elle pas, en définitive, la résultante de l'esprit d'entreprise d'innombrables hommes, tantôt affiliés à des réseaux commerciaux très puissants, tantôt agents isolés qui travaillent à la survie de l'entreprise ou qui, en désespoir de cause, abandonnent la vieille Europe, ce «monde plein» de Pierre Chaunu et où «tout est usé», pour reprendre les termes d'un nommé *Borrel*, de Colombier, dont les trois fils s'embarquèrent vers un Brésil fort prometteur à l'orée des années 1820³.

Parce qu'il existe en Suisse des sources qui révèlent largement cet aspect humain, les diverses facettes et le degré d'agressivité commerciale

du négociant suisse d'outre-mer, et aussi parce que c'est l'histoire la plus féconde, j'invite le lecteur à s'embarquer de même dans cette aventure, le temps d'une exploration rapide.

Ces sources, que jusqu'ici l'historien avait laissées dormantes, sont d'origine diplomatique, consulaire plus exactement⁴. Erigés dès l'avènement du régime de l'Helvétique, les *consulats de commerce* sont une des premières institutions économiques d'envergure fédérale — ce qui leur confère, au travers des informations transmises à la métropole, un grand intérêt pour une étude d'ensemble de l'expansion commerciale suisse. Cette représentation par des *consuls marchands*, souvent chefs de maisons bien accréditées à l'étranger, avait pour fonction originelle de guider le commerce extérieur dans certaines de ses démarches et de défendre les intérêts des commerçants helvétiques⁵. Sur la quarantaine de postes consulaires existant à la veille de 1848, quinze avaient été ouverts hors d'Europe: neuf aux Etats-Unis, quatre au Brésil, un au Mexique et un seul en Afrique. Cela indique bien la direction que prennent alors nos échanges intercontinentaux: l'axe transatlantique. Certains de ces postes ayant légué un stock d'informations non négligeable sur notre présence marchande outre-mer, sur la présence des hommes comme sur celle des produits d'exportation, c'est l'occasion de saisir une des étapes capitales de l'expansion commerciale suisse au XIX^e siècle.

II. Orientations nouvelles du commerce international

Pourquoi ce déplacement vers l'ouest transocéanique de nos intérêts commerciaux et de certains courants d'affaires? Quels événements ont-ils pu motiver cet essaimage du négoce helvétique vers les Etats-Unis et les pays d'Amérique latine? C'est que les données du commerce mondial changent fondamentalement à l'issue de la période révolutionnaire et des conflits internationaux. D'une part, l'effondrement espagnol et portugais outre-Antlantique rend désormais accessibles au commerce étranger tous les ports d'Amérique latine, jusque-là fiefs des métropoles. Ainsi, en 1808 déjà, au moment du transfert de la monarchie portugaise à Rio de Janeiro, est décrétée l'ouverture des ports brésiliens à toutes les nations.

Ce sont non seulement les processus d'indépendance qui, en abolissant le régime de l'exclusif dans le sous-continent américain, ouvrent au commerce européen un vaste marché potentiel, mais encore l'expansion industrielle de certains pays de l'Europe qui va accroître leur dépendance

vis-à-vis des matières premières (coton, indigo, par exemple) ou de certaines denrées alimentaires (sucre, café, voire tabac), fournies par les deux continents américains.

Une autre donnée nouvelle et d'un poids grandissant, en particulier dans les orientations du négoce helvétique, consiste dans la montée du protectionnisme en Europe. En effet, au lendemain de la conclusion du Traité de Paix de Vienne, les obstacles commerciaux, malgré la levée du Blocus continental, ne s'aplanissent guère pour les Suisses. Les principaux Etats européens, cherchant à redresser leur économie et à se protéger de la concurrence étrangère, britannique notamment, misent sur une politique protectionniste à tendance plus ou moins prohibitionniste.

Ainsi, les grands marchés du Continent se ferment devant la Suisse les uns après les autres. La France tout d'abord, son principal partenaire commercial, qui promulgue dès 1816 des lois ultra-protectionnistes, interdisant de nombreux articles (notamment les tissus de coton et les ouvrages d'horlogerie) et jusqu'à leur transit en direction des ports de mer. Puis, tour à tour, le Royaume des Pays-Bas (Belgique et Hollande), l'ensemble du débouché autrichien (y compris la Lombardie de la Vénétie). Et la guerre des tarifs se poursuit en Sardaigne, en Espagne. Seules l'Europe du Nord, l'Allemagne — mais celle d'avant le *Zollverein*, conclu en 1834 — et l'Italie centrale et méridionale restent encore accessibles⁶.

C'est dans ce climat, plutôt sombre pour certaines branches de l'industrie d'exportation suisse, que s'inscrivent les premiers efforts systématiques de prospection commerciale sous d'autres cieux, où les Suisses ne sont pas seuls. En effet, c'est encore une des données du commerce mondial au XIX^e siècle avec laquelle ils doivent composer : l'impérialisme britannique, premier à se glisser dans les failles du colonialisme en Amérique latine. Sur ces jeunes marchés, la Grande-Bretagne s'impose dès le début du XIX^e siècle. Et les négociants helvétiques, tôt présents aussi sous ces latitudes, s'y heurteront à une concurrence redoutable (l'Angleterre n'est-elle pas alors la première nation industrielle du monde?), concurrence d'autant plus redoutable que les produits offerts sont similaires (cotonnades, montres) et que les Britanniques auront pratiquement toujours l'avantage du meilleur marché. Leur hégémonie est une donnée inéluctable, aggravée au Brésil par le traitement préférentiel dont jouissent leurs produits manufacturés dès la conclusion en 1810 du traité de commerce anglo-brésilien, tout à leur avantage⁷.

Dans cette trame politico-économique, mercantile et concurrentielle entièrement neuve, comment s'insère le fil helvétique?

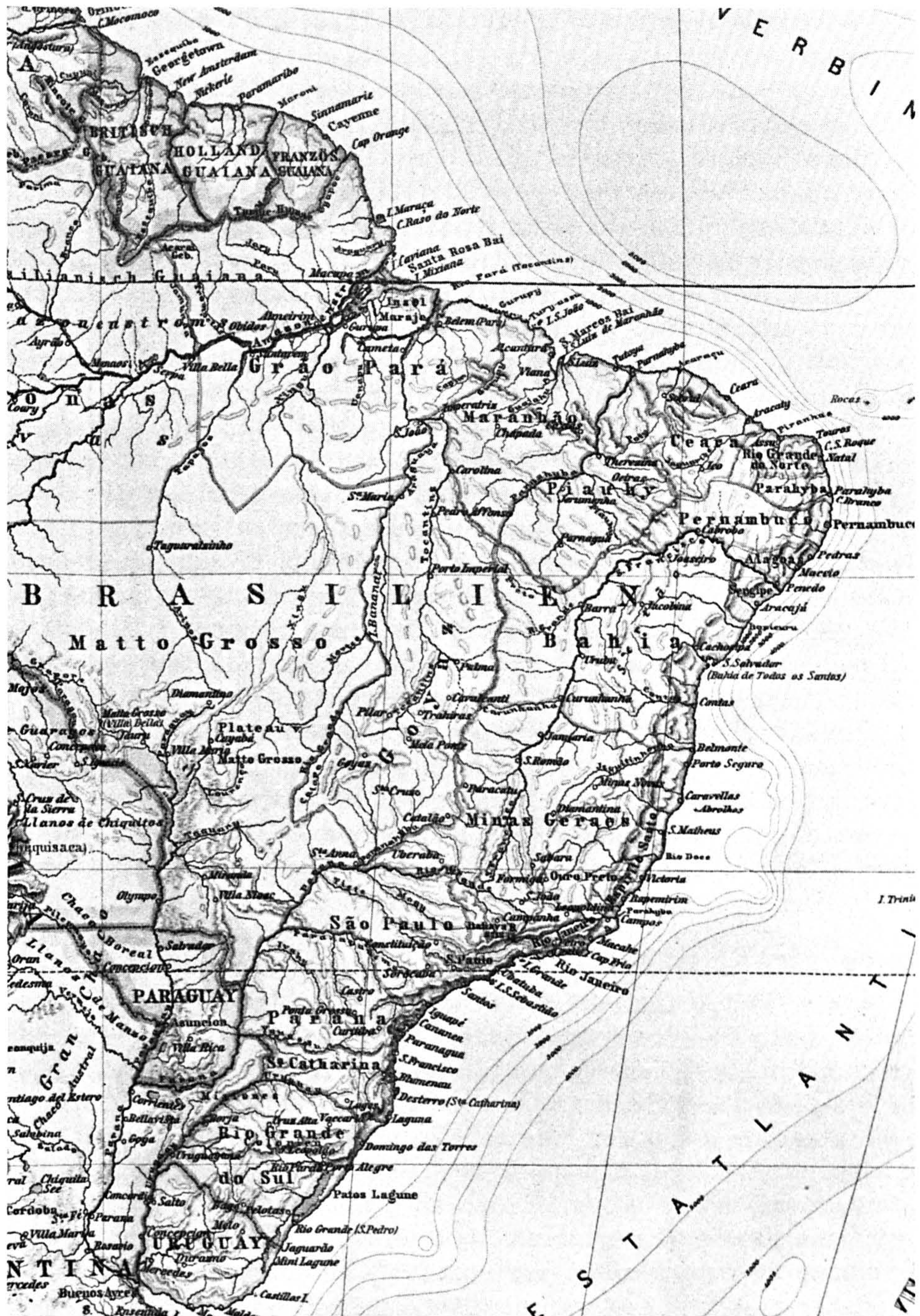
III. L'exploration commerciale suisse au Brésil

A. La progression des hommes d'affaires : deux étapes⁸

Dans un premier temps, dès la fin des hostilités en Europe, ce ne sont pas moins de trente négociants d'origine suisse qui s'installent au Brésil entre 1816 et le début des années vingt⁹. Tous protestants, ces négociants sont issus pour la plupart de la Suisse francophone. Ou alors de la diaspora helvétique — c'est le cas des premières sociétés de commerce érigées sur sol brésilien. Comme en témoignera la simple évocation de quelques patronymes parmi les firmes pionnières, cette implantation initiale est le fait d'une élite d'affaires. N'est-il pas significatif que « l'Actif », premier navire sous pavillon français à appareiller à Nantes pour Rio de Janeiro, fut armé et exploité par un Vaudois, *Armand Delessert*, associé à l'armateur *Michel Delaroche*, Genevois d'origine nivernaise? Ce fut en 1813¹⁰.

Parmi ceux qui font souche au Brésil, citons les trois frères *Terrisse* à Rio de Janeiro, de la branche genevoise des *Terrisse* (une famille du Refuge), arrivés via Lisbonne, où leur oncle, de la branche neuchâteloise, gère une filiale de *Pourtalès*. Ou *Auguste de Meuron* (dit *Meuron de Bahia*), arrivé également de Lisbonne, où des membres de sa famille dirigent une maison dont le réseau commercial et bancaire s'arrime à Bâle, Nantes et Paris, Londres et New York. Encore à Bahia, l'entreprise *Gex & Decosterd Frères*, fondée par trois Vaudois, sous commandite havraise, est l'extension d'une société d'armement et d'importation de coton, dont le siège se trouve à Paris. Et à Pernambouc, aboutiront d'autres Vaudois (*Emmanuel Ricou*, fils d'un pasteur de Lausanne, issu d'une famille du Refuge; les frères *Chavannes*, fils de pasteur, également descendants de Huguenots; *Auguste Tavel* à Rio, fils d'un pasteur, grand propriétaire immobilier), les uns et les autres par les relais de Bordeaux, Anvers et Londres. Ou de Nantes: c'est le cas d'*Henry Riedy*, bourgeois de Bâle, mais né dans ce port, provenant des milieux nantais de l'armement ou plus exactement des milieux bâlois implantés à Nantes depuis la fin du XVIII^e siècle. Il travaille à Rio de Janeiro, en relation avec le puissant consortium *Pourtalès-Oppermann, Mandrot & C^{ie}*.

Il serait fastidieux de démêler davantage ces fils qui, tendus à partir de la Suisse occidentale et passant le plus souvent par Le Havre et Paris, Nantes et Bordeaux, Londres ou Lisbonne, se renouent tout au long du littoral brésilien en associations franco-suisse, germano-suisse, luso-suisse et travaillent avec des capitaux helvétiques, anglais, hollandais,



Le Brésil en 1881. Détail de la planche N° 89 du *Stieler's Hand-Atlas*.

etc. Tout indique que nous sommes en présence du réseau classique de la « religion ».

Les meneurs de jeu se recrutent dans les colonies suisses des ports sur l'Atlantique. Au Brésil, leur trafic consiste dans l'expédition de denrées tropicales vers l'Europe: café, mais surtout coton et sucre au début du XIX^e siècle. Paris est leur point de ralliement, centre logistique en quelque sorte, où l'on trouve les appuis financiers et où l'on fixe le siège social des entreprises brésiliennes. L'histoire de ces hommes se présente donc sous les traits d'une élite négociante et bancaire. A l'amorce des échanges avec le Nouveau Monde, elle jette un nouvel éclairage sur les destinées de l'« internationale huguenote », devenue transocéanique cette fois.

Quant à la deuxième étape de l'immigration marchande suisse au Brésil, qui se situe aux alentours de 1830, elle n'a rien de commun avec la première: les négociants qui arrivent alors représentent de plus en plus cette partie de la Suisse qui connaît les mutations structurelles de l'industrialisation. Tandis que, dans l'échantillon précédent, dominait l'élément francophone, il s'affaiblit désormais avec l'arrivée, à partir de 1826-1830, de Suisses alémaniques toujours plus nombreux. L'apport se diversifie donc et se renforce. Les premiers noyaux d'affaires, ces quelques sociétés de capitalistes, se trouvent submergés par les vagues d'une implantation plus massive, dictée par d'autres nécessités: le sort collectif de secteurs entiers du travail à domicile en Suisse. L'impulsion la plus forte provient de l'industrie textile, dont les débouchés européens se resserrent peut-être davantage que pour la montre. Mais, comme nous le verrons par la suite, de nombreuses initiatives partent des secteurs horlogers.

B. La progression des marchandises suisses

Les sources consulaires qui, avec les archives d'entreprises¹¹, sont seules susceptibles de nous renseigner sur le mouvement des exportations ne commencent à parler qu'en 1828 en ce qui concerne le Brésil. Aussi est-il malaisé d'appréhender les premières expéditions de manufacturés — pour lesquelles il faut s'en remettre aux hasards de la bibliographie ou à quelque trouvaille d'archives. Il n'en reste pas moins certain que les hommes, négociants isolés ou sociétés commerciales, précédèrent les marchandises de nationalité suisse. Autrement dit, dans un premier temps, nous avons exporté des hommes d'affaires davantage que des produits du terroir, ceux-ci n'arrivant qu'avec les négociants de la deuxième étape, soit à partir des années 1830.

Jusque-là, en effet, les manufacturés d'origine suisse ne trouvèrent au Brésil qu'un débouché occasionnel; ils consistaient en articles de luxe — nous dirions aujourd'hui «haut de gamme» — tels que robes de mousseline brodées, rubans et galons de soie ou montres. Ainsi *David-Henri Grandjean* (1774-1845), le célèbre inventeur et constructeur d'automates au Locle, aurait vendu une montre à l'Empereur Pedro I^{er} ¹² — donc après 1822. A Rio de Janeiro, les montres de *Philippe Du Bois & C^{ie}* du Locle seraient connues vers 1820 déjà et, en 1825, *Vacheron & Constantin* de Genève se seraient enquis des possibilités d'écoulement en Amérique du Sud¹³. En tout état de cause, il ne pouvait s'agir jusque-là que de coups de sonde, premières tentatives de prospection commerciale.

L'envol des échanges entre la Suisse et le Brésil se situe dans la décennie de 1830 à 1840, grâce à l'aplanissement des difficultés douanières en France. Par les loi et ordonnance sur le transit du 29 avril 1831 et du 9 février 1832, le gouvernement autorise en effet le passage sur territoire français de marchandises étrangères, même des articles prohibés en France depuis 1806-1816¹⁴. Comme jusqu'ici l'accès aux débouchés américains, dont le Brésil, était intimement lié au problème du transit sur sol français, il est évident que ces mesures de libéralisation allaient influencer le trafic suisse à destination d'outre-mer¹⁵.

Voilà donc esquissé le contexte général de la présence suisse au Brésil: d'abord celle, très structurée et très organisée, d'une poignée d'armateurs et négociants de gros, importateurs-exportateurs rodés dans le grand trafic maritime, et, plutôt épisodique, celle de quelques produits manufacturés de prestige. Puis, dans un deuxième temps, les années trente apportent non seulement le renfort d'hommes venus de tous autres horizons, mais encore un flux croissant de marchandises, pour lesquelles la vanne française s'est enfin ouverte. Pour clore cet essai d'une chronologie de l'implantation commerciale helvétique au Brésil et avant d'évoquer le rôle du Jura horloger sur les marchés du jeune Empire, il convient encore de présenter rapidement les sources sans lesquelles il eût été impossible de fixer les principaux jalons de cet itinéraire.

IV. Sources et problèmes d'interprétation

Deux types de documents caractérisent le matériau consulaire conservé aux Archives fédérales. Il s'agit d'une part de la correspondance envoyée par les postes de Rio de Janeiro (ouvert en 1819 mais, officiellement, seulement en 1828), de Recife au Pernambouc (1828) et de

Salvador dans la province de Bahia (1833) aux autorités de la Diète, le Directoire fédéral. Elle consiste notamment en rapports sur la situation économique et politique dans la province de résidence des consuls, sur les possibilités d'exportation qui s'offrent aux divers secteurs industriels suisses et sur la nature, les particularités et la capacité d'absorption des divers marchés brésiliens.

D'un intérêt exceptionnel, ces rapports — du moins ceux de certains magistrats particulièrement dévoués à la cause publique — nous renseignent sur l'ambiance qui régnait dans les affaires en milieu tropical, dans un jeune Etat aux prises avec le passif colonial (crise financière et monétaire aiguës), aux prises également avec les changements structurels énormes qui travaillaient alors une économie de grandes plantations, tributaire d'un marché mondial de matières premières à tendance dépressive. Déclin des monocultures d'exportation du Nordeste (coton et sucre) au profit des cultures caféières du Centre et du Sud, passage progressif de l'esclavage au travail libre : certains consuls ont perçu avec une finesse remarquable les problèmes de cette économie en transition. Par ailleurs, avec tout le pragmatisme dont est capable l'homme d'affaires, ils informent leurs compatriotes sur les problèmes de *marketing* qui pouvaient se poser, qui nécessairement allaient se poser aux étrangers se risquant sur ces marchés entièrement neufs et lointains.

Enfin, certains consuls fournissent encore des indications sur la valeur des exportations suisses au Brésil entre 1830 et 1850 (sur la base d'inventaires de cargaisons ou de relevés douaniers portuaires), ce qui, en l'absence de statistiques officielles suisses pour cette période¹⁶, n'est pas inintéressant et permet d'établir quelques ordres de grandeur, de même que la part relative des divers produits dans le volume global.

Outre la correspondance et les rapports mentionnés, les fonds consulaires comprennent encore des documents d'enregistrement sur l'arrivée au Brésil, le passage ou le départ des ressortissants suisses, données sèchement bureaucratiques, mais fort précieuses pour l'historien¹⁷.

Pour les besoins de l'analyse, j'y ai répertorié tous les « négociants » signalés comme tels : environ 200 au total pour la période allant de 1815 à 1850 — un chiffre au reste considérable. Des noms, quelques détails concernant leur personnalité civile, des personnages néanmoins sans visage. La désignation même de « négociant » fait problème : uniforme, univoque, elle peut recouvrir toute espèce d'activité, depuis celle de l'émigrant foncièrement aventurier qui, fraîchement débarqué, improvise un petit trafic ou celle du commis-négociant, simple employé d'une maison de commerce, jusqu'aux tractations du négociant de gros, qui

brasse les affaires à l'échelle intercontinentale. Au vu de ces seules sources, faire la distinction entre celui qui se situe au bas de l'échelle et le chef d'entreprise est chose impossible. Ce que, de surcroît, les documents consultés taisent dans pratiquement tous les cas est la nature des affaires traitées : cela va du planteur, du cultivateur de café, par exemple, s'il commercialise lui-même sa production, à l'agent-recruteur d'immigrants, voire à l'industriel, en passant bien entendu par la commission en marchandises, soit l'importation de textiles, montres, kirsch, dentelles, fromages, pour ne citer que les produits suisses, mais aussi d'articles plus diversifiés, la spécialisation n'étant pas encore la règle. Dans ce groupe de négociants, j'ai incorporé les « *horlogers* » car, sous ce vocable également vague, on pressent parfois le marchand-horloger, davantage que l'artisan.

Il va sans dire qu'il fallut faire appel à d'autres documents pour tenter de compléter ces multiples portraits — dont certains resteront cependant toujours dans l'ombre¹⁸. Cela dit, quel éclairage les informations ainsi réunies jettent-elles sur ces milieux ? Et pourquoi ces négociants sont-ils venus se fixer au Brésil ?

V. Une offensive horlogère ?

A. Les émigrations

Un survol rapide de la commune d'origine des immigrants montre — et cela ne saurait surprendre — que ce sont les régions les plus industrialisées de Suisse qui participent à l'aventure brésilienne : la Suisse des textiles (Saint-Gall, Appenzell et Zurich) et la Suisse horlogère — le Jura neuchâtelois, représenté par des ressortissants des Verrières et des Bayards ; de Buttes et de Fleurier dans le Val-de-Travers ; des Ponts-de-Martel, du Locle, des Brenets, des Hauts-Geneveys et de la Chaux-de-Fonds ; le Jura bernois avec Renan et Saint-Imier et le Jura vaudois : Sainte-Croix et Ballaigues.

Pour tous ceux qui abandonnent leur Jura natal, bien que l'on ne connaisse pas dans tous les cas l'activité exercée au départ, le dénominateur commun semble s'imposer de lui-même : c'est la montre ou la boîte à musique. Mais qu'est-ce qui les incite à franchir l'Equateur, les *Tissot*, *Droz* et *Jacot-Guillarmod*, les *Grandjean*, *DuBois* et *Perret-Gentil*, les *Leuba* et *Lebet*, les *Meyrat*, les *Margot* et les *Girard* ? Le cadrage de notre analyse sur cette région va permettre d'éclairer ce problème.

Quand on observe année après année la fréquence des arrivées au Brésil, on ne manque pas d'être frappé par les deux temps forts de cette

immigration marchande, déjà signalés plus haut: les années 1816 à 1820-1823 et 1828 à 1835. Corrélation avec les périodes de crise? Il semble toutefois que la motivation principale à l'origine de la traversée ne soit pas identique pour les deux poussées migratoires. Lors de la première, c'est incontestablement la crise horlogère du début du siècle qui incite certains à s'expatrier¹⁹.

Mises à part les quelques firmes évoquées déjà, mêlées au grand trafic international et cherchant à s'insérer dans les nouveaux réseaux du coton (dont le Brésil devient un gros fournisseur au début du XIX^e siècle), ce sont, avec trois horlogers spécifiés comme tels dans les registres, une dizaine de négociants venus des horizons jurassiens, qui débarquent à Rio de Janeiro autour de 1820. D'aucuns sont accompagnés de leur femme et de leurs enfants. Si, pour certains d'entre eux, les sources apportent la preuve de leurs liens avec l'horlogerie, pour d'autres en revanche, semblable identification n'est guère possible. Mais tous se disent «négociants». Rien de commun cependant entre ces immigrants venus directement de leurs vallées et un *Auguste de Meuron*, par exemple, dont l'itinéraire d'affaires a pour détours Paris (banque *Frédéric de Meuron*), Londres, New York, puis Lisbonne avant le point de chute brésilien. On est en droit de supposer qu'il s'agit là de modestes marchands plutôt, peut-être de ces colporteurs de la dentelle ou de la montre, marchands itinérants qui sillonnaient les Montagnes pour aller écouler leurs articles à Genève, en France et parfois jusqu'en Espagne et au Portugal²⁰.

A propos de la crise horlogère qui sévit de 1806 à 1812, culminant dans la disette de 1816-1817 et destabilisant les régions manufacturières, certains auteurs ont relevé «la facilité avec laquelle chacun peut colporter l'horlogerie et se qualifier du nom de négociant»²¹: boutiquiers, tailleurs, cordonniers ou médiocres marchands, qui s'improvisent établissements ou se lancent dans le trafic des montres.

Voyez *Ferdinand Kuenzi*, tanneur de son état: il quitte les bords du lac de Neuchâtel pour Rio de Janeiro (1819), où on le retrouvera, après des débuts obscurs, dans un commerce de bijouterie et de mousselines. C'est lui sans doute qui, avec *Jean-Louis Andrié*, des Hauts-Geneveys, arrivé en même temps au Brésil, est à l'origine de la société *Andrié & Kuenzi*, appelée à devenir une maison de commerce, de change et de banque importante à Rio, avec un siège neuchâtelois et une filiale à Paris dès les années 1840²².

Selon toutes les apparences, ce premier mouvement de transplantation marchande au Brésil est lié au contexte migratoire de l'époque, un contexte de récession, de conjoncture économique difficile. Et si ces

hommes et ces femmes optent pour une destination aussi lointaine, aussi exotique, c'est que bien des familles, touchées par la crise horlogère et celle des subsistances, le furent en même temps par la propagande faite autour d'une des plus vastes entreprises d'émigration suisse, organisée entre 1817 et 1820 par le Fribourgeois Gachet, de concert avec les autorités de divers cantons et le roi du Portugal à Rio, Jean VI. M. Nicoulin a admirablement écrit le récit de cette odyssée collective, celle de 2000 déshérités (dont 830 Fribourgeois et 500 Jurassiens) quittant la Suisse pour aller fonder, près de Rio, la colonie de la *Nouvelle Fribourg*²³. Grâce à une très remuante campagne de recrutement, gagnant des candidats de proche en proche, on entend parler du Brésil de Fribourg à Berne, du canton de Vaud à celui de Neuchâtel, en passant par le Jura. La publicité infiltre même certaines feuilles locales, ainsi le « Journal du Jura » qui, en date du 17 juillet 1819, parle d'émigration, évoque le Brésil, parle d'espoir²⁴.

Faut-il encore incriminer la conjoncture pour expliquer la deuxième poussée migratoire de négociants suisses et jurassiens au Brésil? Si telle explication paraît valable pour les secteurs textiles de la Suisse orientale, qui non seulement ressentent fortement les secousses de 1826 et de 1830-1831, mais perdent un marché de plus avec l'achèvement du *Zollverein* (1834)²⁵, dans les régions horlogères en revanche ces crises semblent passer inaperçues pendant la phase d'essor sans précédent qu'elles connaissent jusqu'en 1847-1848²⁶. Par ailleurs, l'intégration privilégiée du canton de Neuchâtel dans le marché prussien préserve largement ses activités manufacturières, bien moins affectées par le rétrécissement des horizons commerciaux que les branches textiles suisses alémaniques²⁷.

L'un des mobiles de départ ne serait-il pas alors la volonté d'émancipation commerciale, plutôt que les tensions du commerce international? Ce devait être l'ambition de maint entrepreneur — et à tous les niveaux — que d'éliminer les intermédiaires, toujours coûteux. Par exemple, au niveau des maisons de gros à Genève²⁸, au Locle ou à la Chaux-de-Fonds, désireuses de s'affranchir des commissionnaires établis dans les ports d'Europe, pour rechercher outre-mer des clients directs, en envoyant agents ou commis pour prospector ces marchés.

Et de fait, dès les années 1830, un certain nombre d'« horlogers » commencent à figurer sur les listes de passeports visés par les consuls de Suisse au Brésil. Ainsi *Charles-Frédéric Perret*, de Renan, près de la Chaux-de-Fonds (où sont fixées les entreprises des *Frères Perret* et de *Perret & Girard*) qui, en trois ans, de 1831 à 1833, traverse l'Atlantique deux fois dans les deux sens. Ou les frères *DuBois* de la Chaux-de-Fonds (envoyés

par *Ch. Eug. Du Bois & Cie?*) dont *Charles-Ulysse* qui fait la navette entre Pernambouc, Paris et la Chaux-de-Fonds (1835-1836). Ou encore le Chaux-de-Fonnier *Jules Girard-Henry* qui séjourne également à Pernambouc et auquel *Perret & Girard* auraient expédié alors une caisse de montres²⁹.

Se lancer dans la commercialisation directe, sans intermédiaires, ce pouvait être aussi l'ambition d'établisseurs ou de fabricants-termineurs qui s'étaient contentés jusque-là de vendre leurs produits aux négociants grossistes ou de les confier à des courtiers, délégués sur les places de foire, sans s'occuper eux-mêmes d'exportation.

J'ai trouvé aux Archives fédérales, échoués dans une liasse malheureusement en fort mauvais état, les fragments d'une correspondance entre un monteur de boîtes au Locle, *Olivier Quartier* — un fabricant renommé loin à la ronde pour la perfection de ses produits — et son beau-frère, *Jules Grosclaude*, horloger à Bahia, immigré du Locle vers 1830. Ce malheureux étant « mort aliéné » au « Corpo Santo » à Salvador (1837), le consul entra en possession de papiers divers (comptes de ventes, lettres-factures, etc.) pour régler la succession³⁰. Ce qui nous vaut d'apprendre qu'Augustine, sœur de Grosclaude et épouse de Quartier, une « femme intelligente et d'un grand mérite »³¹, prit elle-même et fort énergiquement l'initiative de sonder le marché bahianais :

Mon cher frère,

Ainsi que ma dernière du mois passé te l'annonçoit, nous t'avons expédié une petite caisse marquée GC no 1 renfermant 24 savonnettes d'arg^t et une montre double boîtes d'argent mouv^t anglais dont je te remets facture ci joint s'élevant à francs de france 1186, dans l'espérance que tu payeras exactement et que tu ne tromperas pas notre attente [...] et si comme je l'espère tu payes bien, on pourra t'envoyer davantage [...] toutes les montres que l'on t'envoie sont repassées, et bonnes, je souhaite que tu les vendes à bon profit [...]³².

J'oublie de te dire que les montres seront affranchies jusqu'au Havre. Nous avons maintenant un bureau aux Villairs où l'on expédie par transit, on acquitte ainsi les montres pour la France, au même bureau, tu n'auras à payer que les frais d'assurance et la commission de M. E. & Ant. Borel, c'est comme nous faisons avec tous nos commettants, je ne sais encore si mon mari fera suivre lesdits fraix, ou s'il payera lui-même Mr Borel; dans ce dernier cas, je t'écirai ce que cela aura coûté. [Le Locle, 1^{er} décembre 1834]³³

Encore une découverte d'archives indique que d'autres fabricants procédaient de la sorte, fort prudemment pour commencer, en déléguant quelque commis ou en expédiant au Brésil, à une maison de confiance,

éventuellement alliée, une caisse-échantillon. C'est le cas d'une maison vaudoise, *Louis Girard* à Sainte-Croix, qui tente de placer à Rio de Janeiro ses dentelles et musiques, kirsch et absinthe, grâce à des parents et amis immigrés depuis plusieurs années déjà dans la capitale impériale — des Butterans, les *Leuba* et les *Lebet*, et des *Margot* de Sainte-Croix³⁴.

Enfin, pour en revenir à la volonté d'émancipation, elle pouvait se manifester aussi au bas de l'échelle. On relève ainsi, dans le seul registre d'immatriculation de Rio de Janeiro, l'inscription d'une dizaine d'«horlogers» (des artisans?) qui ont fait voile vers le Brésil entre 1827 et 1831. Modestes marchands-horlogers ou chefs d'atelier, las d'assurer chez eux, dans le rayon local, les multiples liaisons entre ouvriers et comptoirs d'établissage?³⁵

Ainsi bourgeonnent, dans quelques grands ports du littoral brésilien, des noyaux d'affaires dont l'élément vital réside dans la communauté d'intérêts — la solidarité dans l'exil pour certains — mais aussi dans les liens indéfectibles avec la terre natale, qu'on ne perd jamais de vue, où l'on revient, pour des séjours étonnamment fréquents, d'où l'on fait venir des membres de la famille, bref avec laquelle on maintient le contact. Et à chaque étape de l'immigration au Brésil, souvent définitive, ces hommes, ces entreprises seront un point d'accueil et d'appui pour les suivants³⁶.

Quant aux affaires des maisons de commerce d'origine jurassienne, pour autant qu'on les connaisse, elles se révèlent très diversifiées, la montre n'étant pas une branche suffisamment consistante pour nourrir toute leur activité. Sauf peut-être dans le cas des «horlogers» tenant boutique à Rio ou à Bahia, rhabilleurs davantage que négociants sans doute (ou se bornant, comme *Grosclaude*, au commerce de détail), la montre n'a jamais été un objet unique de transaction.

B. Les exportations

C'est précisément de la montre, cause ou prétexte de toute cette aventure qui la dépasse infiniment, qu'il faut encore parler. Quelle position a-t-elle conquise, elle, sur ces lointains marchés?

Quand on examine le volume des exportations suisses vers le Brésil, tel que nous le connaissons pour 1844-1848³⁷, cette position apparaît comme tout à fait marginale. Ce sont les cotonnades qui viennent en tête, avec plus de 6 millions de francs de France (63,3% du volume global), pour environ un million et demi de soieries (15,9%) et même pas un demi-million de montres et bijoux (4,8%). Ce dernier chiffre, même s'il

est, comme toute donnée statistique, sujet à caution, situe tout au moins la place de cette branche sous les Tropiques. L'article de luxe horloger, un des premiers à ouvrir une brèche sur le marché brésilien, marque le pas, cédant la place aux manufacturés plus populaires, «le pays demandant des articles toujours à plus bas prix»³⁸.

Pendant toute la décennie de 1840-1850, alors que les textiles représentent en permanence les quatre cinquièmes des exportations suisses au Brésil, la part relative des objets d'horlogerie et de bijouterie régresse de 17% à 5%. En chiffres absolus de même, les choses tournent mal, puisque les ventes tombent de 833 000 FF en 1842 à 475 000 en 1848³⁹.

Contrairement à ce qui se passe pour les textiles, la montre ici ne s'impose pas. Où faut-il en voir les causes? Il en est d'abord qui tiennent au marché brésilien lui-même, un marché difficile. Paradoxalement, c'est un marché étroit. Il ne faut pas perdre de vue qu'il y a, dans le Brésil de cette époque, trois esclaves pour un homme libre⁴⁰. Et si un esclave a de quoi se procurer une cravate de soie noire, de fabrication zurichoise⁴¹, ou des mouchoirs de poche en coton pour tabac à priser, si les «schalls pour négresses» s'écoulent facilement, la montre en revanche est sans doute trop chère et ne répond pas à un besoin vital. C'est encore un objet de luxe, confiné au domaine du superflu.

Parmi les raisons de l'insuccès ou de la régression des ventes horlogères, il en est une aussi qui tient au manque d'imagination, à l'absence d'innovations et à l'esprit de routine des fabricants suisses, constamment dénoncés par certains consuls. Écoutons plutôt l'un d'entre eux qui, en 1844, rapporte aux autorités fédérales le témoignage d'un horloger suisse, *Justin Méroz*, qui a passé vingt-cinq ans au Brésil — un témoignage qui ne manque certes pas de piquant:

Nos compatriotes ont à peu près perdu cette branche d'industrie dans tout le Brésil et peut-être dans toute la zone torride de ce continent. En voici la raison. Les montres suisses qu'on envoie dans ce pays sont plates, à cylindre, ou Lépine, ou à ancre. La grande chaleur du pays dessèche promptement les huiles qu'on y emploie, la poussière du jour en obstrue le mouvement, l'humidité des nuits en rouille les ressorts. Tous ces effets sont ressentis bien plus fortement par des montres plates, où les huiles n'ayant que peu de surface à couvrir se trouvent en quantité moindre, où les ressorts sont plus étroits et moins forts, et toutes les pièces moins solides, où par conséquent le moindre obstacle arrête le jeu de toute la machine.

Les montres anglaises, moins jolies sans doute et plus chères, n'ont pas ces inconvénients, étant plus élevées, plus solides, plus fortes dans leur jeu et se vendent en quantités dix fois plus grandes.

Une montre anglaise appelée «patent» à savonnette en or, à verre intérieur, à cuvette en or, à petites secondes, à cadran émail d'un blanc grisâtre, échappement découvert, à ancre, se vend a[ujour]d'hui à Pernambouc aux horlogers de 25 à 30 livres ster[lin]g. Si quelques fabricans suisses voulaient se mettre à fabriquer des montres semblables, comme au bout de peu de tems ils pourraient les établir à bien plus bas prix que les anglais, ils s'empareraient de nouveau de cette branche qui n'aurait jamais du sortir de leurs mains; et ce serait d'une bien grande et heureuse conséquence, puisque les inconvénients signalés plus haut sont les mêmes dans tout pays chaud.

Les montres suisses à ancre, n'ayant ni fusée, ni chaîne, ont les mêmes défauts que celles à cylindre.

On vend surtout des montres en or.

L'horlogerie suisse est tombée dans un discrédit tel qu'on ne trouve plus d'horloger, même suisse, qui veuille en acheter, les gens du pays n'en veulent plus⁴².

De toute évidence, pour les exportations de montres, le Brésil représente alors une impasse.

VI. Conclusion

Quel est donc l'intérêt d'une telle étude? La Suisse — le Jura — un pays si insignifiant face à l'immense sous-continent américain; un volume d'exportation totale dérisoire (toujours selon les sources consulaires, Brésil et Mexique représenteraient quelque 4 ou 5% de nos exportations dans le monde vers 1840-1844); et de plus, des exportations stagnantes, voire perdantes, puisqu'en 1892, d'après les statistiques officielles, l'Amérique latine dans son ensemble n'en absorbe même plus 3%. Pour l'horlogerie, en particulier, l'ouverture brésilienne se solde en fin de compte par un échec.

En soi, le débouché brésilien n'offre peut-être qu'un intérêt médiocre. Ce qui en comporte davantage, c'est d'observer les mécanismes, les ressorts de l'expansion commerciale suisse. C'est de rechercher par quelles connexions l'économie d'une région, contenue dans son espace propre, limité, réussit à s'intégrer dans un système international d'échanges; par quels vecteurs, cette économie régionale se trouve liée finalement à l'économie-monde⁴³.

S'interroger sur cet élargissement à l'horizon mondial de la zone opérationnelle d'une région ou d'une poignée d'entreprises, c'est s'interroger sur la dynamique des rouages du capitalisme. Et l'on ne peut

s'empêcher de penser à ce propos aux réflexions que F. Braudel nous a livrées encore récemment dans un petit ouvrage, une série de trois conférences consacrées à la naissance de sa grande œuvre: *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*⁴⁴.

L'examen que nous venons de faire, en révélant la diversité des enjeux qui commandent l'extension vers le grand large de nos intérêts commerciaux, éclaire aussi, au travers des hiérarchies établies par F. Braudel, la contribution de chacun des trois «étages» de la vie active des hommes à la percée des Suisses sur les marchés du monde.

Et d'abord ne trouve-t-elle pas sa genèse au niveau le plus bas, celui de la vie matérielle, où les hommes sont «bien plus agis qu'acteurs»⁴⁵? C'est le domaine de la lutte quotidienne contre les dures conditions de la vie. C'est, pour se sortir d'une impasse, le geste immémorial de l'émigrant, qui cherche à s'arracher à son milieu, à la pénurie, pour tenter fortune ailleurs. Opération de survie, d'où germeront des effets de retour bénéfiques pour l'économie de la région délaissée, chaque fois que celle-ci saura tirer parti des liens de famille, des relais parentaux ainsi créés, pour édifier des chaînes commerciales autonomes.

Instinct de survie, donc. Mais aussi, au sommet de l'échelle, à «l'étage brillant» de Braudel: l'instinct capitaliste et la stratégie capitaliste. Songeons à cette concentration d'agents de commerce, de banque et de finance convergeant sur Paris ou Le Havre, à ces Suisses notamment qui arbitrent les échanges intercontinentaux et, dans le sillage, les mouvements d'argent et de crédit. Pensons à cette fameuse «internationale huguenote», à ceux qui, sciemment, se sont insérés dans les courants les plus vifs de croissance et qui, en Amérique latine comme aux Etats-Unis, ont véritablement taillé des brèches dans le grand commerce transatlantique, ouvert des axes d'échanges.

Entre modestes marchands émigrés et spéculateurs de haut vol, pris certes dans les mêmes eaux, il y a toute la différence qui sépare cabotage et navigation hauturière. Entre eux et en symbiose avec eux, d'autres agents encore viendront prendre position au Brésil: commerçants issus des milieux industriels suisses en quête de débouchés ou fabricants cherchant à commercialiser leurs produits. Ce sont les représentants d'une économie de marché en expansion constante — l'étage intermédiaire de F. Braudel — qui tend à organiser la production, à suivre ou à orienter la consommation, en bref à joindre toujours davantage la production à la consommation⁴⁶.

Cette exploration rapide du Brésil montre en somme que l'histoire de notre engagement commercial se joue à la fois dans ces trois registres où

— il faut le dire et le redire — le vecteur de l'émigration représente une étape capitale. C'est encore l'histoire d'un refuge, dans une version moins noble peut-être, mais pas moins humaine, une version laïque et qui se déroule cette fois dans l'autre sens, de la Suisse vers le monde.

Béatrice VEYRASSAT

NOTES

Texte légèrement remanié d'une conférence présentée à l'Institut d'Histoire de l'Université de Neuchâtel en février 1986. Cette contribution présente quelques résultats d'une étude plus vaste (à paraître) sur les relations commerciales de la Suisse avec divers pays d'Amérique latine au XIX^e siècle.

L'auteur aimerait saisir cette occasion pour adresser un « appel aux sources ». En dehors des archives publiques, les témoignages privés (correspondance, mémoires, notes autobiographiques, etc.), dont il existe de nombreux exemples connus, sont un apport précieux pour l'historien des émigrations. De tels documents étant cependant difficiles d'accès, je serais reconnaissante envers tout lecteur, dont quelque ancêtre aurait participé à cette aventure de l'expansion outre-mer, d'indications utiles, susceptibles d'ouvrir de nouvelles pistes de recherche.

* *

*

¹ Comme l'a réalisée Paul BAIROCH pour la deuxième partie du XIX^e et pour le XX^e siècle. Voir « Le volume des exportations de la Suisse de 1851 à 1975 », in *Revue suisse d'histoire*, 28 (1978), pp. 29-50.

² Les travaux de Philippe GERN prouvent assez qu'il y a d'énormes recherches à faire dans cette direction (voir, par exemple, « Approche statistique du commerce franco-suisse de l'An V à 1821 », in *Etudes et Sources*, 7 (1981), pp. 77-118).

Vers 1840, la part relative des montres dans les exportations globales en valeur de la Suisse serait de 8,2% (17 millions de francs sur 208), les textiles s'inscrivant pour 72,6% (soit 151 millions). Mais ces chiffres — une estimation d'Alfred BOSSHARDT et Alfred NYDEGGER, « Die schweizerische Aussenwirtschaft im Wandel der Zeiten », in *Schweizerische Zeitschrift für Volkswirtschaft und Statistik*, 100 (1964), p. 324 — devraient être soumis à vérification.

En ce qui concerne la ventilation des marchés, on reste tributaire des approximations, en 1822, comme vers 1840. En 1822: « Il serait difficile de déterminer d'une manière positive quels sont les pays où s'écoulent les produits de notre horlogerie, dans tous on cherche des débouchés. Je crois que ceux où actuellement on fait le plus d'affaires sont la France malgré les entraves p^r l'introduction, l'Allemagne, l'Italie, la Hollande et l'Amérique [dans l'ordre d'importance...]. Mais cet ordre n'est point constant et chaque année il varie, par exemple il y a 4 à 5 ans que l'Amérique seule écoulait autant de nos articles que tous les autres pays réunis. » (Archives d'Etat de Neuchâtel (AEN), *Série Horlogerie*, 1, Le Locle, 16 juillet 1822.) Quinze ans plus tard, John BOWRING rapporte, dans une enquête présentée au Parlement anglais, que ce sont les Etats-Unis qui consomment « la plupart » des montres neuchâteloises (*Bericht an das Englische Parlament über den Handel, die Fabriken und Gewerbe der Schweiz*, Zürich 1837, p. 77).

³ D^r STAUFFER, « Voyage au Brésil de M. Charles-Louis BORREL 1826-1828 », in *Nouvelles Etrennes neuchâteloises*, (1922), p. 67.

⁴ Conservées aux Archives fédérales à Berne (AF).

⁵ Sur l'institution, voir entre autres Marius PIGUET, *Contribution à l'étude du régime consulaire suisse (Règlements — Conventions)*, Lausanne 1927.

⁶ Alfred BOSSHARDT, «Die Schweiz im Kampf mit dem Protektionismus der Grossmächte», in *Die Schweiz als Kleinstaat in der Weltwirtschaft*, St. Gallen 1945, pp. 129-130.

⁷ Par la suite, le privilège de la nation la plus favorisée sera étendu à d'autres pays, tous au bénéfice du droit de 15%, y compris la Suisse, en vertu de la loi du 24 septembre 1828.

⁸ Il est impossible, dans le cadre de cette contribution, de fournir toutes les références aux sources consulaires — et autres — qui étayaient le texte. Par conséquent, je renvoie le lecteur à l'ouvrage qui paraîtra ultérieurement.

⁹ Parallèlement aux tentatives de colonisation agricole qui se font jour pendant ces mêmes années. A leur sujet et, en général, sur l'immigration des Suisses au Brésil, voir Gérald ARLETTAZ, «Emigration et colonisation suisses en Amérique 1815-1918», in *Etudes et Sources*, 5 (1979), pp. 149-178.

¹⁰ Jürgen SCHNEIDER, *Handel und Unternehmer im französischen Brasiliengeschäft 1815-1848. Versuch einer quantitativen Strukturanalyse*, Köln/Wien 1975, p. 177; Louis BERGERON, *Banquiers, négociants et manufacturiers parisiens du Directoire à l'Empire*, Paris 1978, pp. 70-72.

¹¹ Quand celles-ci aboutissent à des monographies telles que *La Fabrique-Neuve de Cortaillod. Entreprise et profit pendant la Révolution industrielle*, Paris/Fribourg 1979, de Pierre CASPARD ou *Johann Rudolf Forcart-Weiss & Söhne. Ein Beitrag zur Unternehmengeschichte*, Zürich/Bern 1973, de Werner P. TROXLER (avec une étude attentive des débouchés — américains — notamment).

¹² Selon un auteur malheureusement avare de renseignements sur les sources dont il a disposé, Alfred CHAPUIS, *Grands artisans de la chronométrie. Histoire de l'horlogerie au Locle*, Neuchâtel 1958, p. 145.

¹³ Eugène JAQUET, Alfred CHAPUIS, *Histoire et technique de la montre suisse de ses origines à nos jours*, Bâle/Olten 1945, pp. 145-146. Données impossibles à vérifier, ces auteurs ne livrant aucune référence. D'après deux autres auteurs, omettant également de citer leurs sources d'information, c'est «peu après 1822-1823» que l'industrie horlogère neuchâteloise aurait cherché au Brésil de nouveaux débouchés (Adolf PFLEGHART, *Die Schweizerische Uhrenindustrie, ihre geschichtliche Entwicklung und Organisation*, Leipzig 1908, p. 45) ou «vers 1824» (Auguste BACHELIN, *L'horlogerie neuchâteloise*, Neuchâtel 1888, p. 159). Des informations somme toute plausibles, puisque le consul de Suisse à Pernambouc laisse entendre dans son rapport au Directoire fédéral pour l'année 1828 qu'il vend depuis «quelques années» déjà des montres suisses (AF, D 1982, *Pernambouc*, 1. 6. 1829).

¹⁴ Notamment les tissus de coton et de laine et les «ouvrages d'horlogerie montés»; pour les montres, la prohibition n'est levée qu'en 1834 (M. AMÉ, *Etude sur les tarifs de douanes et sur les traités de commerce*, Paris 1876, t. I, pp. 58-59, 95, 180-190; Aug. ARNAUNÉ, *Le commerce extérieur et les tarifs de douane*, Paris 1911, p. 153).

¹⁵ Ainsi, les ventes de montres suisses à Rio de Janeiro, introduites auparavant par les chemins de la contrebande, vont quadrupler entre 1830 (205 500 francs de France) et 1841 (806 000 FF): AF, D 1981, 28. 8. 1830; 30. 6 et 29. 7. 1842.

¹⁶ Les premières séries statistiques, publiées par le Département fédéral du Commerce et des Douanes, datent de 1851; des données sur la ventilation des débouchés n'apparaissent que vers la fin du XIX^e siècle.

¹⁷ Les divers registres d'immatriculation, recensements de résidents suisses à l'intérieur d'un arrondissement consulaire, listes de passeports, etc. — dont la liste exhaustive ne saurait trouver sa place ici — nous fournissent les nom, prénom, profession, canton et commune d'origine, âge, date d'arrivée et port d'embarquement en Europe, date de départ (ou de décès) et destination, voire la confession des immigrants suisses.

¹⁸ Archives paroissiales pour les identifications; archives cantonales (registres de passeports, etc.) et littérature d'appoint (généalogies, monographies de familles, d'entreprises, chroniques locales, etc.).

¹⁹ Sur les difficultés d'alors des régions horlogères, voir François JEQUIER, «L'action des comités neuchâtelois d'industrie durant la crise horlogère de la fin de l'époque napoléonienne», in *Musée neuchâtelois*, 12 (1975), pp. 97-126.

²⁰ Voir, par exemple, Gaston RUB et Alfred CHAPUIS, «L'horlogerie au Val-de-Travers de ses origines à nos jours», in *Collection «Mon Vallon»*, *Revue du Val-de-Travers*, (1937), p. 191, ou A. BACHELIN, *op. cit.*, pp. 156-157.

²¹ F. SCHEURER, *Les crises de l'industrie horlogère dans le canton de Neuchâtel*, Neuveville 1914, p. 15; A. PFLEGHART, *op. cit.*, p. 37.

²² AF, E 2200, Rio, 27; AEN, *Traité de Sociétés 1818-1858*, n° 215, 239; «Thomann Jakob Christoph (1781-1843). «Rückblicke auf die verflossenen Lebensstage von J. C. T., angefangen den 10ten Julli 1828», in *St. Galler Kultur und Geschichte*, 3 (1974), p. 141; J. SCHNEIDER, *op. cit.*, pp. 220, 243, 264, 339; *id.*, «Zur deutschen Aussenhandelsfinanzierung im 19. Jahrhundert...», in *Weltwirtschaftliche und währungspolitische Probleme seit dem Ausgang des Mittelalters*. Hrg. von H. KELLENBENZ, Stuttgart/New York 1981, p. 81.

²³ Martin NICOLIN, *La Genèse de Nova Friburgo. Emigration et colonisation suisse au Brésil, 1817-1827*, Fribourg 1978 (3^e éd.).

²⁴ *Ibid.*, p. 98.

²⁵ Johann Matthias HUNGERBÜHLER, *Industriegeschichtliches über die Landschaft Toggenburg. Ein Beitrag zur Industriegeschichte der östlichen Schweiz*, St. Gallen/Bern 1852, p. 87; Hermann WARTMANN, *Industrie und Handel des Kantons St. Gallen auf Ende 1866. In geschichtlicher Darstellung*, St. Gallen 1875, p. 615; Martin SALZMANN, *Die Wirtschaftskrise im Kanton Zürich 1845 bis 1848...*, Bern 1978, p. 161. Notons que, dès 1826, une part grandissante de l'effectif des migrants est originaire des régions où l'on travaille soie et coton.

²⁶ F. SCHEURER ne signale aucune crise marquante, ni en 1826 (*op. cit.*, p. 30), ni en 1830-1831 (sinon un fléchissement sensible de l'épargne privée entre 1829 et 1832, mais que cet auteur attribue à la situation politique troublée d'alors: p. 36).

²⁷ Certes, le protectionnisme de certains Etats en Europe y a resserré les surfaces de vente, poussant à leur reconquête outre-mer. Mais le roi de Prusse fait bénéficier Neuchâtel de tarifs privilégiés depuis 1816 déjà et le *Zollverein* s'avère tout aussi avantageux à l'importation des montres (sur les conditions douanières faites à l'exportation des montres, voir J. BOWRING, *op. cit.*, pp. 77-78).

²⁸ Les Genevois sont bien représentés au Brésil, notamment à Rio de Janeiro.

²⁹ AF, D 1982, *Pernambouc*, Passeports 1828-1841 (31. 5. 1842); E. JAQUET, A. CHAPUIS, *op. cit.*, pp. 145-146; «Hommage aux pionniers du commerce horloger.» Publié à l'occasion de la XXXVIII^e Foire suisse d'échantillons, Bâle 1954, in *Revue internationale de l'horlogerie*, 55 (1954), p. 51; A. BACHELIN, *op. cit.*, p. 159 (liste des maisons de commerce de la Chaux-de-Fonds).

³⁰ AF, E 2200, *Bahia*, 1, 2 A.

³¹ Sur *Olivier Quartier-dit-Maire* (1776-1852) et sa femme, voir F.-A.-M. JEANNERET et J.-H. BONHÔTE, *Biographie neuchâteloise*, Le Locle 1863, t. II, pp. 272-274.

³² Notons au passage le prix des montres que *Grosclaude* était chargé de vendre, puisque de telles indications n'abondent pas pour cette époque: 12 montres d'argent savonnettes à 64 FF pièce, 6 à 33 FF, 6 à 25 FF et une montre d'argent double boîtes à 70 FF (1834).

³³ AF, E 2200, *Bahia*, 1, 2 A. Comme l'indique cette lettre et bien d'autres documents de ce type, un relais capital se trouve au Havre, principal port d'embarquement pour le Brésil. Relais capitaliste plutôt, entre les dettes et créances créées de part et d'autre de l'Atlantique: de nombreuses firmes suisses — neuchâteloises notamment, comme *Edouard & Antoine Borel*, commissionnaires-expéditeurs — y règlent non seulement les envois de colis, mais encore le «doit et avoir», les transactions financières par virements de compte à compte.

³⁴ C'est encore un échange de lettres qui nous l'apprend — dont certaines ont abouti par on ne sait quel hasard dans les archives consulaires — entre *Louis Girard* à Sainte-Croix et son neveu, *Ami Samuel Girard*, qui débarque à Rio de Janeiro en 1830, à l'âge de 16 ans, pour y commencer un apprentissage de commerce et réaliser de petites opérations pour le compte de son oncle (AF, E 2200, Rio, 122). Nous reviendrons, dans un autre article, sur cette correspondance.

³⁵ On ne peut exclure non plus que la situation politique troublée de 1830 à 1832 ait incité certains à quitter le pays pour des latitudes plus clémentes. Dans le canton de Neuchâtel en particulier, l'insurrection républicaine contre la domination du roi de Prusse en décembre 1831 et la répression qu'elle entraîna provoquèrent l'émigration de bon nombre d'horlogers: F. SCHEURER, *op. cit.*, p. 36.

³⁶ Voici la liste succincte des principales firmes plongeant leurs racines dans le mouvement d'émigration décrit, dans l'ordre chronologique de leur établissement (avec l'origine indiquée entre parenthèses):

- *de Meuron & Cie* (Neuchâtel), 1816-1818 — 1892 (puis *Borel & Cie*); Bahia, Pernambuco, Rio et Paris; fabrication de tabac à priser.
- *Auguste Leuba & Cie* (Buttes), dès 1822 — 1908; Rio, Santos, Le Locle et Paris; commerce de marchandises, modes, horlogerie et commissions; dans la deuxième moitié du XIX^e siècle surtout, exportation de café pour l'Europe; agence de la ligne de paquebots «Union» entre Rio et Le Havre (8 navires); représentant de la «Cie de Navigation des Chargeurs Réunis».
- *Margot & Lebet* (Sainte-Croix et Buttes), avant 1830 — semble avoir fait faillite vers 1830; Rio; probablement importation de montres, boîtes à musique, dentelles et exportation de café.

- *Andrié & Kuenzi* (Hauts-Geneveys et Cerlier), années 1830 — existe encore en 1850; Rio, Neuchâtel et Paris; négoce de marchandises françaises, suisses et allemandes, affaires de banque et de change.
- *Lenoir, Besuchet & Puget* (les frères *Besuchet* sont de Ballaigues), fin des années 1820 — 1847; Pernambouc, Bahia et Paris; expédition de coton en Europe.

Entreprises aux dates d'existence incertaines, mais attestées dès les années 1830: *Delachaux & Bertrand* (du Locle probablement), Rio, activité inconnue; *Meyrat Frères* (Saint-Imier), Rio, activité inconnue; *Floquet & Borel*, Bahia, importation de textiles suisses, exportation de pierres précieuses.

Enfin, *Charles Perret-Gentil* (Le Locle/Fleurier), associé de *Terrisse & C^{ie}*, Rio, puis, après 1844, sous la raison *Carlos Perret-Gentil*, société de commerce et agence de colonisation (colonie de Superaguí, Paraná); consul de Suisse à Rio, 1838-1852.

A noter encore, l'existence à Rio d'un établissement manufacturier («chapeaux de diverses qualités»), *João Girard & Cie* (apparenté aux *Girard* de Sainte-Croix, mentionnés dans le texte?), occupant, en 1855, 2 Brésiliens, 6 étrangers et 33 esclaves.

³⁷ Estimation de Stephan FRANSINI, *Neue Statistik der Schweiz*, I, Bern 1848, p. 244 (selon *Moniteur universel*, N° 356, 1844).

³⁸ AF, D 1982, *Pernambouc*, 17. 12. 1844.

³⁹ Pour les places de Rio, Bahia et Pernambouc, selon diverses sources consulaires suisses. Tableaux statistiques, critique des sources, détails méthodologiques et références figureront dans notre ouvrage à paraître. A titre de comparaison, les exportations de montres suisses aux Etats-Unis se chiffrent à 1 500 000 FF, en 1842 comme en 1843 (années de crise), sur un total d'exportation qui serait de l'ordre de 4 millions; à 3 millions sur 13,3 en 1844 et à 4 millions sur 15, 1 en 1845, soit 26% du total: selon *Louis-Philippe de Luzé*, consul de Suisse à New York (AF, D 1978, 8. 7. 1843; 16. 4. 1844; 3. 5. 1845 et 10. 6. 1846).

⁴⁰ Claudette SAVONNET, «Main-d'œuvre noire et industrialisation au Brésil (1850-1950)», in *La préindustrialisation du Brésil. Essais sur une économie en transition 1830-1850/1930-1950*, sous la direction de Frédéric MAURO, Paris 1984, p. 161.

⁴¹ A 22 ou 23 francs la douzaine: Jules KINDT, «Notes sur l'industrie et le commerce de la Suisse», in *Annales du commerce extérieur*, Suisse, N° 2 (1846), p. 20 (Bibliothèque Nationale, Paris). Cf. *supra*, note 32 sur le prix des montres.

⁴² AF, D 1982, *Pernambouc*, 17. 12. 1844. Ce constat coïncide presque exactement avec le moment où *Vacheron & Constantin* allaient faire construire leurs premières «machines à faire des pièces de montres». En 1841, Vacheron écrit en effet à son correspondant de Rio, où il vient de s'ouvrir un marché: «Vous savez, Monsieur, que nous sommes occupés à changer entièrement de mode de fabrication (...). Nous pourrions fournir nos montres de première qualité à un prix qui diffère fort peu de la mauvaise horlogerie qui se vend sur votre place.» (*Les maîtres des heures*, pp. 12-13 — publié par Vacheron & Constantin à l'occasion de leur bicentenaire.) L'ère de la mécanisation s'ouvre à point nommé...

⁴³ L'économie horlogère fourmille d'exemples de cette mise sur orbite mondiale d'une zone de production bien délimitée: on peut évoquer, pour n'en citer que quelques-uns, le cas de Fleurier qui conquiert les marchés de Chine (François JEQUIER, *Une entreprise horlogère du Val-de-Travers: Fleurier Watch Co S.A. De l'atelier familial du XIX^e aux concentrations du XX^e siècle*, Neuchâtel 1972); ceux de la colonie horlogère en Russie ou de la colonie genevoise à Constantinople qui, par le Bosphore, pousse ses antennes jusqu'en Perse et en Asie intérieure (Herbert LÜTHY, *La Banque Protestante en France de la Révocation de l'Edit de Nantes à la Révolution*, t. II, Paris 1961, pp. 83 ss.), etc.

⁴⁴ Fernand BRAUDEL, *La dynamique du capitalisme*, Paris 1985.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 12.

⁴⁶ *Ibid.*, pp. 21-22.

PREMIERS POSSESSEURS DE BIBLES D'OLIVETAN

En 1985, Jean-François Gilmont, avec la rigueur et la compétence qu'on lui connaît, apportait dans le *Musée neuchâtelois*¹ des éclaircissements, des précisions, sur un sujet négligé jusqu'ici: les aspects techniques et commerciaux de l'édition de la Bible dite d'Olivetan. Ses considérations pertinentes, ses hypothèses, ses conclusions répondaient à plusieurs des questions soulevées par l'entreprise de Farel et Pierre de Vingle. Quelques inconnues persistent cependant. Seront-elles jamais résolues? Ainsi on continue à ignorer le coût exact de l'édition, le prix de vente du volume, la manière dont s'organisa le transport de ces gros in-folio jusque dans les lointaines vallées vaudoises.

On voudrait aussi connaître mieux l'accueil réservé par les réformés d'ici et d'ailleurs à cette traduction nouvelle, savoir, en particulier, dans quelles couches de la population se recrutèrent ses acheteurs. Qui donc dans le pays était susceptible de s'y intéresser et de consentir la dépense nécessaire? Allait-elle devenir Bible de paroisse ou de famille, livre de piété et d'édification seulement ou instrument de travail pour les pasteurs et les exégètes?

Nous possédons quelques éléments de réponse à ces questions. On sait, par exemple, que les quatre Ministraux faisaient relier, en 1537, dans l'atelier de Gaspard Alliody, à Neuchâtel, une Bible qui ne saurait être que celle d'Olivetan². Achat? Plus probablement cadeau de l'imprimeur aux autorités qui l'avaient accueilli et gratifié de la bourgeoisie.

On peut citer aussi huit acquéreurs du même ouvrage dont le nom, accompagné de quelques bouts rimés est imprimé au bas de la page de titre³. Il s'agit, tout d'abord, de six bourgeois de Neuchâtel, ayant tous participé aux expéditions de 1531 et 1535-1536 au secours de Genève: le maître bourgeois André George dit Mazelier (boucher), le barbier Pierre Poncier⁴, Jean Chevalier, potier d'étain, banneret, Hans Gentil dit Taconnier (cordonnier), Abry Ferney le débrosseur (menuisier), Jean Ramus, habitant de Cudrefin. Des souscripteurs peut-être, auxquels fut accordé le privilège tout à fait exceptionnel à l'époque d'un ex-libris imprimé? Des acheteurs en tout cas, deux quatrains en témoignent:

Hans Gentil, bourgeois de Neufchatel
Pour recreer son esprit et refaire,
De ceste Bible a faict ung achat tel
Que de meilleur jamais ne pourroit faire.

Isaiah. I.
Escoutez ceulx/et toy terre preste lauraille:
car L'eternel parle.

✠ **Andre George/dict Mazelier**
Est possesseur de ce Saint liurè:
Qui si veult a iamais lier
Par foy: sera de mauylx desture.

P. poncier

✠ **Pour estre instruit en la loy & Psaultier/**
Es Prophètes/& dictz Evangeliques:
Pierre poncier/de Neuschastel barbier/
Acheté ces liures Angeliques.

Ex-libris d'André George dit Mazelier (en haut) et de Pierre Poncier, se trouvant à la bibliothèque de Bâle. Photographies de la collection de James Guinchard.

— et:

Pour estre instruict en la loy et psaultier
Es Prophetes et dictz Evangeliques
Pierre Poncier de Neufchastel barbier
A acheté ces livres Angeliques.

A cette courte liste on peut ajouter les noms de deux Bernois, personnages importants et bien connus, actifs soutiens de la Réforme, eux aussi acquéreurs de la première heure: Jean-Jacques de Watteville, seigneur de Colombier, et Niklaus von Wyttenbach, banneret de Bienne⁵.

On pourrait espérer d'un examen minutieux des Bibles de 1535 actuellement repérées⁶ la découverte d'ex-libris imprimés encore inédits, d'annotations manuscrites, de signatures permettant d'identifier d'autres possesseurs anciens du précieux volume. C'est ainsi qu'on a signalé, un exemplaire ayant appartenu à la famille Malingre — des ex-libris manuscrits en font foi — héritage direct, sans doute, de celui qui fut le collaborateur de Vingle et d'Olivetan⁷. On sait aussi, par une note autographe, en tête de sa Bible, que Michel de Blonay, seigneur de Saint-Paul, l'avait achetée peu après sa parution. Ne la prêtait-il pas, le 1^{er} février 1538 déjà, à son frère Jean-François resté catholique⁸?

N'attendons cependant pas trop d'une telle enquête, longue et difficile si elle se voulait exhaustive. Elle se révélerait probablement décevante si je me réfère aux vingt-sept exemplaires que j'ai eu l'occasion de consulter. Les notes et les ex-libris manuscrits y sont rares et en général tardifs. Il est vrai que bon nombre de nos Bibles d'Olivetan ont perdu leur page de titre, celle sur laquelle on appose le plus volontiers sa signature.

Dans le cadre restreint de ma recherche, deux cas seulement me semblent valoir d'être signalés. Tout d'abord, le plus beau des quatre exemplaires appartenant à la Bibliothèque des Pasteurs de Neuchâtel, remarquablement conservé dans sa reliure originale⁹. Sur sa page de titre, d'une petite écriture très nette, une indication: «*Neocomi 1535. Sum Conradi Gesneri Tigurini.*» La graphie ne permet aucun doute. C'est bien celle du savant zurichois Conrad Gesner, celui que l'on surnomma le Plin de l'Allemagne, celui en qui Théodore de Bèze voyait Varron et Plin ressuscités. Un véritable humaniste, professeur de grec puis d'histoire naturelle, médecin de la ville de Zurich, philologue, bibliographe, un des savants suisses les plus éminents de son temps.

Faut-il conclure de son ex-libris que Gesner a passé à Neuchâtel en 1535 et acquis sur place la Bible récemment parue? Rien ne l'atteste par

ailleurs et l'on ne saurait l'affirmer. En 1535, il n'a que dix-neuf ans et occupe une situation des plus modestes dans l'enseignement inférieur zurichois. Bien qu'il ait séjourné deux ans durant à Bourges puis à Paris, il sait mal le français¹⁰. Comment et pourquoi dès lors se serait-il procuré à ce moment une version française du texte sacré? Il se peut donc que son achat ait été plus tardif; la mention «*Neocomi 1535*» rappellerait seulement alors le lieu et la date d'impression que Vingle n'avait pas indiqués en page de titre¹¹.

Les notes de la main de Gesner qu'on déchiffre dans sa Bible sont rares et ne concernent que les pièces annexes. Rédigées en latin — une seule en grec — elles comptent, en page de titre, un sommaire des textes liminaires et, plus loin, de brèves annotations marginales pour relever un terme, un nom propre, une figure de rhétorique. Au total, peu de choses à y glaner.

On relèvera pourtant que le jeune érudit connaissait l'identité de deux des trois «frères» auxquels Olivetan adressait l'«Apologie du traducteur»¹². Il sait — les historiens l'ont établi au siècle passé seulement —¹³ qu'Hilmerme Cusemeth cache Guillaume Farel, et Cephass Chlorotes, Pierre Viret. Il ignore, par contre, qu'Antoine Almeutes n'est autre qu'Antoine Saunier. Il n'a pas percé non plus le presque anonymat de V.F.C., auteur de l'épître au «peuple de l'alliance de Sinai»; «*Epistula auctoris innominati*», dit-il. Cela semble indiquer qu'il n'entretenait pas, au moment de son achat, de relations étroites avec Farel et son équipe.

Notons, d'autre part, que dans l'épître d'Olivetan «à l'Eglise de Jésus Christ» en particulier, la plume de Gesner a souligné nombre de mots et d'expressions plus ou moins courants¹⁴. Sans doute est-ce là le signe d'un effort pour une compréhension du texte jusque dans le détail. Peut-être aussi, le jeune Zurichois avait-il entrepris de comparer sur certains points l'édition neuchâteloise de l'Ecriture avec les Bibles allemandes imprimées à Zurich. On pourrait le croire à lire quelques mots de sa main au-dessous du titre de l'«Indice des matières» dressé par Malingre: «*Vide ne sit idem quam cum Tigurinis Germanice impressus est; eadem non magnitudo est*»¹⁵.

Quoi qu'il en soit, l'essentiel est de constater que l'œuvre d'Olivetan a suscité de l'intérêt jusque dans le monde savant de Suisse alémanique. Ainsi, on voit Rodolphe Gwalther, pasteur à Zurich, antistes après Bullinger, acquérir, lui aussi, la Bible de Neuchâtel, en 1544¹⁶.

* *
*

Passons au second cas, fort différent, celui d'un exemplaire resté jusqu'à présent en mains privées et qui a compté parmi ses propriétaires David-Guillaume Huguenin (1765-1842), maire de la Brévine, un remarquable autodidacte, connu par ses publications sur sa vallée et l'histoire neuchâteloise.

Le volume a conservé sa reliure primitive de parchemin, très abîmée, mais a cruellement souffert des méfaits du temps et du manque de soin de ses premiers possesseurs ou lecteurs. Nombre de feuillets ont disparu au début, à la fin et dans le corps de l'ouvrage. Plusieurs pages sont tachées, quelques-unes ont subi l'atteinte du feu, d'autres, de même que les contreplats présentent des exercices de calligraphie, des gribouillis, des chiffres, des dates, des ex-libris tracés d'une main souvent malhabile. Enfin, à l'intérieur de la couverture, d'une petite écriture soignée, une notice qui mérite de retenir l'attention :

Cette Bible est fort ancienne. Elle a esté imprimée à Serrière, Comté de Neufchastel en Suisse, proche ou environ la Réformation qui ariva en l'an 153 [papier déchiré]. Et en l'an 1539 ou environ, la maison de cure du Locle fust brûlée par feu. Et comme les vieux hommes du tems passé jusqu'à présent on tousjours dit et raconté de père en fils, cette Bible estant sur la table de lad. mayson, elle ne brula point exepté quelques feuillet dans les Pseaumes qui furent un peu brûlé (voyez pseaume folio 40 et 42). Au commencement et à la tête de la présente Bible, y a un espitre intitullé P. Robert Olivetanus qui marque: des Alpes le 12^e février 1535, mais je ne scait sy c'est l'imprimerie ou non, car on tient la présente fort ancienne, estant escrite en lettres gottique et le langage françois. Et par ainsi, moy David ffeu Josué Huguenin du Locle ayant heu la présente entre mes mains un espace de tems de mon cousin Pierre, ffeu Jacques Sandoz dud. lieu, j'ay bien voulu escrire ce que dessus afin que la postérité et les personnes où lad. Bible passera, de la bien et deuement conserver et la lire, puisqu'estant sy ancienne elle est tousjours plus proche des escrits des prophètes et de Jésuschrist et de ces apostres. Ainsi je finiray en disant: Bénit soit Dieu qui est le Père de notre Seigneur Jésus Christ qui nous a benit en son fils nostre Sauveur. Escrit le 6^e 9^{bre}, l'an de grâce 1713¹⁷.

Touchant dans sa naïveté et sa piété, ce texte, malgré ses inexactitudes, a l'intérêt de rapporter une tradition: cette Bible, quelques années après sa parution aurait passé par l'incendie de la cure du Locle et en serait sortie presque intacte. On sait que la prudence s'impose devant les traditions, ces récits des «vieux hommes du tems passé», ce qui s'est «tousjours dit et raconté de père en fils» pendant des siècles. Quelle valeur attribuer à celle-ci?

On ne saurait lui trouver une confirmation dans le «Catalogue des manuscrits» appartenant au maire Huguenin et établi par ses soins. Notre Bible lui est parvenue en 1786 et il note à son sujet: «Je possède un ouvrage fort rare, c'est la Bible imprimée à Serrières par Pierre Vingle en 1532 [*sic*] en beaux caractères gothiques; le titre manque et quelques feuillets aux Psaumes ont souffert de l'incendie du Locle en 168.; elle était à la cure qui périt alors.» Il est évident que le maire calque ses dires sur ceux de la notice de son homonyme. Il en diverge cependant sur un point: la date à laquelle le volume aurait failli brûler. Pour lui, bien qu'il reste imprécis, c'est évidemment en 168[3], année où un incendie resté fameux dans les annales des Montagnes neuchâtelaises détruisa vingt-trois maisons du Locle dont la cure.

Sans doute, les quelques feuillets roussis qu'on dénombre dans le livre des Psaumes témoignent-ils que notre exemplaire a échappé au feu de justesse, mais est-ce bien à la cure du Locle¹⁸ et quand? La chose n'est pas indifférente à qui cherche à identifier son premier possesseur.

L'examen attentif des signatures qui émaillent certains feuillets apporte une réponse à ces questions et donne, en même temps, raison à David Huguenin et à la tradition. Parmi ces noms, en effet, on relève ceux d'Estienne Jacob, Pierre Jacob des Combes, Jérémie des Combes bon compagnon, Jérémie fils des Combes¹⁹. Notre Bible a donc appartenu, sans discussion, à deux ou trois générations au moins de la famille Jacot (anciennement Jacob) Descombes du Locle²⁰.

Pour le XVI^e siècle, un seul de ses représentants a laissé quelque trace dans l'histoire neuchâteloise: Estienne Jacot Descombes. Vicaire au Locle à la veille de la Réformation, il a embrassé la religion nouvelle et, dès mars 1536, a pris, mais comme pasteur, la place du vieux curé Etienne Besancenet. Son ministère au Locle a duré quatorze ans puis, «pour la grande débilité de son corps», on l'a muté à Cortaillod où il est mort en avril 1551²¹. Or son nom figure par deux fois dans notre volume. N'est-il pas évident, dès lors, qu'il en fut, sinon le premier, du moins l'un des tout premiers possesseurs, que cette Bible, Bible de famille et non de paroisse — les signatures de Jérémie et Pierre Jacot en sont la preuve —²² se trouvait à la cure du Locle dès 1536, probablement, et jusqu'en 1550? Aucun de ses propriétaires ultérieurs n'ayant été pasteur, elle n'y est pas revenue dans la suite. L'incendie qui l'a touchée peut donc, comme le veut la tradition, se situer entre 1536 et 1550 et non au XVII^e siècle.

Nous n'avons pas à suivre ici la destinée de ce volume, à rechercher comment, par héritage ou par achat, il a passé des Jacot Descombes à des Brandt, des Sandoz, d'autres peut-être, et du Locle à la Chaux-du-

Milieu, avant d'arriver à la Brévine dans la famille Huguenin qui a su le conserver.

Voici donc élargi le cercle des premiers possesseurs connus de la Bible d'Olivetan. A côté des magistrats, de nobles fortunés, de bourgeois bien établis, tous tôt acquis à la cause de la Réforme, il fait une place, par Gesner, aux lecteurs érudits d'outre Sarine et, par le premier prédicant du Locle, au corps pastoral neuchâtelois. Cercle élargi, mais combien étroit encore. Le trésor constitué par l'Ecriture, estimait Olivetan, «n'est faict que pour estre donné et communiqué à ung chascun». Nous sommes loin de connaître tous ceux qui, chez nous et ailleurs, ont su et pu apprécier d'emblée la valeur de ce que leur apportait «l'humble et petit traducteur».

Gabrielle BERTHOUD

NOTES

¹ *La fabrication et la vente de la Bible d'Olivet*, MN, 1985, p. 213-224.

² *Musée neuchâtelois*, 1945, p. 140.

³ Voir: J. GUINCHARD, *L'introduction de l'imprimerie à Neuchâtel et Pierre de Vingle. 1533*. Neuchâtel, 1933, p. 17, note, et *Musée neuchâtelois*, 1929, p. 49-50; 1933, p. 220; 1934, p. 46; 1936, p. 45.

⁴ L'ex-libris de Pierre Poncier ne figure pas en page de titre, mais sur un morceau de papier collé au verso du folio VII. Est-ce le signe d'un achat tardif?

⁵ Son ex-libris est resté inédit: (Berne, Bürgerbibliothek, Mut. 3):

A Niclaus witeubach noble homme
Appartient la Bible presente,
Contenant la parolle en somme
De Verité qui s'y presente.

⁶ Cent cinq dans les bibliothèques publiques, d'après l'inventaire établi par M^{me} B. Thomas CHAMBERS, *Bibliography of french Bibles fifteenth and sixteenth century*, Genève, 1983, p. 90-91. Ce nombre est certainement inférieur à la réalité, et il faut lui ajouter celui des assez nombreux exemplaires restés en mains privées.

⁷ Obligeante communication de M. Max Engammare à Gryon.

⁸ Voir: B. LUGRIN. *La Bibliothèque de MM. les Etudiants de l'Académie de Lausanne*. Lausanne, 1943, p. 125 et suivantes.

⁹ Coté N° 8559.

¹⁰ A.-L. HERMINJARD, *Correspondance des réformateurs dans les pays de langue française*. Genève, t. V, 1878, p. 335 et 365, n. 4-5, t. IX, 1897, p. 324.

¹¹ On les trouve à la suite de l'errata de la *Table des noms hébreux* et sur le dernier folio du volume.

¹² Fol. III.

¹³ *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, 1862, p. 211.

¹⁴ Par ex., fol. II et v°: «affriandez; plantureux octroys; entassé et empaqueté; en bougettes; chevances; mince, affadie et amaigrie; fardé et réparé; acertainée; malostrue». Fol. III et suiv.: «terroirs fouillans; corrigears; ce neantmoins la Dieu grace; le latin tient main garnie; la prolotion vulgaire; la noblesse et ancestre de la diction», etc.

¹⁵ «Ce pourrait être le même que celui qui a été imprimé en allemand avec les Bibles zurichoises; l'étendue n'est pas la même.» Gesner soupçonnait-il Malingre d'avoir plagié ou de l'avoir été? Dans les Bibles allemandes publiées par Froschauer à Zurich en 1531, 1536, 1538, etc., on trouve un Indice des matières, «*Register oder Zeiger*», conçu tout autrement que celui de Malingre.

¹⁶ Zürich, Zentralbibliothek, Zw 311. On lit sur la page de titre: «*Sum Rodolphi Gualtheri Tigurini, 1544.*» Au-dessus, un ex-libris presque complètement effacé témoigne que le volume avait connu auparavant un autre propriétaire.

¹⁷ J'ai conservé l'orthographe de cette notice, mais normalisé la ponctuation et l'emploi des majuscules.

¹⁸ La Bibliothèque des Pasteurs de Neuchâtel possède un exemplaire de la Bible de 1535 (n° 24 689) qui a visiblement souffert du feu. D'après une note manuscrite à l'intérieur de la couverture, ce serait lors de l'incendie de la Chaux-de-Fonds en 1794.

¹⁹ Voir: Livre de Malachie, fol. LXVI et page de titre des Livres apocryphes.

²⁰ Voir sur cette famille la généalogie établie par M. Jean Pettavel et déposée aux Archives de l'Etat.

²¹ Voir A. PIAGET, *Documents inédits sur la Réformation dans le Pays de Neuchâtel*, Neuchâtel, 1909, p. 293 et 294 et *Musée neuchâtelois*, 1934, p. 212 et 213.

²² Il est difficile de dire quelle parenté unissait les deux hommes à Etienne Jacot-Descombes. Il avait un frère Pierre et un fils Jérémie, mais dans les générations suivantes, on retrouve les mêmes prénoms.

UN HÔPITAL TEMPORAIRE DES CHOLÉRIQUES DANS LE GRENIER PUBLIC DE FLEURIER 1832-1833

Originnaire de la péninsule indienne — où il n'a cessé de sévir de façon endémique —, le choléra, durant des siècles, n'a connu d'expansion périodique que dans les limites de l'Asie du Sud-Est. Or,

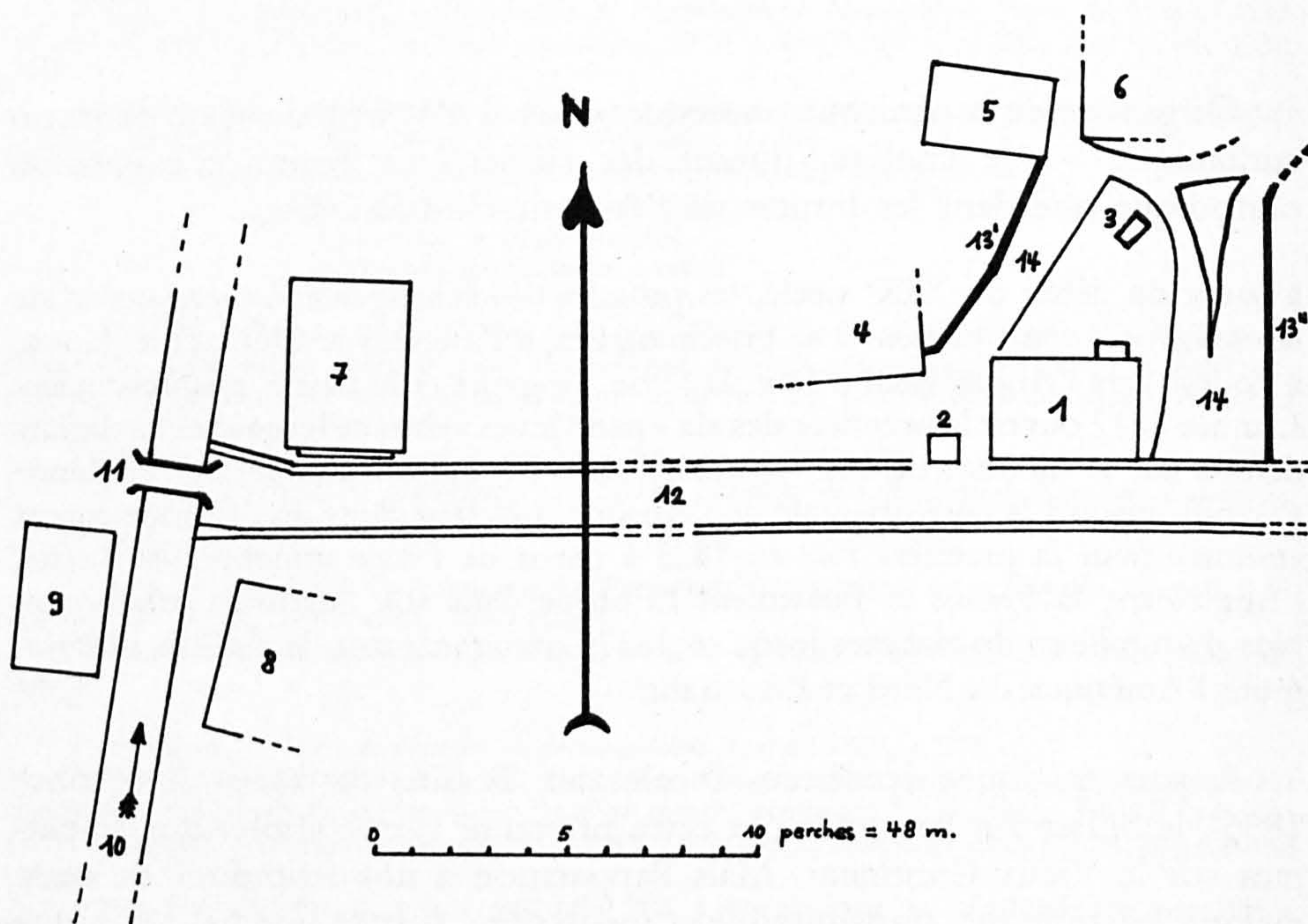
à partir du début du XIX^e siècle, les progrès des échanges commerciaux et de la navigation contribuèrent à sa dissémination, à l'est vers la Chine et le Japon, à l'ouest vers l'Afghanistan, l'Iran, la Syrie, l'Égypte et le bassin méditerranéen. L'année 1817 ouvrit la première des six «pandémies» durant lesquelles le choléra déferla sur le monde: de 1817 à 1823, l'Asie entière fut atteinte et l'épidémie s'étendit jusqu'à la côte orientale de l'Afrique. Les frontières de l'Europe furent atteintes pour la première fois en 1823 à partir de l'Asie mineure; la Russie, l'Angleterre, la France et finalement l'Europe dans son ensemble totalisèrent plus d'un million de victimes jusqu'en 1837; simultanément, le choléra atteignit toute l'Amérique du Nord et l'Australie¹.

A part quelques épidémies locales au Tessin, de juillet à octobre 1836², la Suisse fut épargnée par cette première vague cholérique s'abatant sur le Vieux Continent. Mais l'apparition à nos frontières de cette maladie bactérienne, transmissible et meurtrière, suscita une peur panique à travers tout le pays, où la mémoire collective n'avait pas oublié les ravages d'autres fléaux, la peste notamment³. Notre canton et tous les autres — à l'exception de Vaud et Schaffhouse — conclurent, en 1829, un concordat prévoyant des mesures communes de défense contre les épidémies dangereuses; la Diète fédérale, de son côté, publia des prescriptions à l'intention des établissements de police sanitaire de la Confédération⁴.

Grâce à une liasse de documents manuscrits et imprimés, conservée au Musée régional d'histoire et d'artisanat du Val-de-Travers, à Môtiers⁵, on sait comment la communauté de Fleurier s'organisa, du 18 avril 1832 au 30 avril 1833, pour parer à une éventuelle incursion du choléra qui, en fin de compte, régressa sans affecter notre région. Encore valait-il mieux prendre des mesures prophylactiques, mêmes inutiles, qu'attendre passivement de devoir recourir à d'aléatoires moyens curatifs⁶!

Le document le plus intéressant rapporte les «Délibérations du comité sanitaire nommé par la communauté de Fleurier pour les mesures à prendre éventuellement contre le choléra-morbus»⁷. Ce comité, désigné le 17 avril 1832 par les autorités locales, était composé de MM. Charles-

Plan géométrique d'une portion du village de Fleurier traversée par la grand'route et levée par le soussigné à la réquisition de Monsieur Louis-Henri Vaucher, gouverneur de la Commune. Les 27 octobre et 7 novembre 1840. Charles Perret, arpenteur juré.



- 1 Grenier construit en 1794-1795 par la Société des grains de Fleurier; aménagé en 1832-1833 en hôpital temporaire pour cholériques; démoli en 1842 et remplacé dès 1844 par un immeuble abritant les autorités communales et une école, dite aujourd'hui «petit collège» (N° 9 de la rue du Temple).
- 2 Fontaine en chêne, établie en 1830; l'actuel bassin en pierre a été taillé en 1882 par la maison Bargetzi de Soleure.
- 3 Puits.
- 4 Maison de M. Jequier, graveur.
- 5 Hangar de M. Louis Bovet.
- 6 Maison de M. Robert, horloger.
- 7 Temple édifié en 1823-1826 (67 pieds sur 44) à l'emplacement de la chapelle de 1703, et allongé sur le ruisseau du Fleurier en 1861.
- 8 Maison de MM. Vaucher frères.
- 9 Ecole et maison de commune; ce bâtiment de 1621 abritait aussi le four banal; il a été rasé au milieu du XIX^e siècle.
- 10 Le Fleurier, ruisseau affluent de l'Areuse.
- 11 Pont reconstruit en 1757 par l'inspecteur des routes et maçon Abraham Bovet; devenu trop étroit, il fut remplacé en 1855 par le pont actuel.
- 12 Grand-route en direction de Môtiers (sur le plan, le tronçon compris entre les N°s 7 et 1 a été réduit d'un quart).
- 13' Mur bordant le clos de M. Henri Montandon, de Travers.
- 13'' Mur bordant le clos de M. Georges A. Vaucher.
- 14 Rues.

Henri Allamand, docteur en médecine, président⁸; Jean-Louis Berthoud; Edouard Bugnon; Louis Bugnon; Jean-Jacques-Henri Vaucher et Jonas-Pierre Vaucher, justicier. «Le dit comité est investi par la Communauté des pouvoirs nécessaires pour faire tout ce qu'il croira convenable dans le but de créer et d'ordonner les mesures propres à préserver la population de la Commune du choléra-morbus et d'organiser un hôpital temporaire⁹ pour recevoir les malades qui ne pourraient être traités chez eux.»

Le 18 avril, à 7½ heures du soir, ces six Fleurisans tinrent leur première séance chez Louis Bugnon, au N° 1 de la rue du Temple. Ils arrêterent à l'unanimité, sur la proposition du président:

- 1° qu'il sera tenu note sur un registre ad hoc de toutes les délibérations;
- 2° que Jⁿ L^s Berthoud sera vice-président¹⁰;
- 3° que Louis Bugnon sera secrétaire¹¹;
- 4° qu'il sera fait un appel à la bienfaisance publique pour avoir les fonds nécessaires pour subvenir aux frais éventuels et en même temps les effets mobiliers qui seront nécessaires à l'établissement d'un hôpital. La liste des souscriptions en argent et en mobilier sera transcrite sur le présent registre¹²;
- 5° que la Communauté ayant ordonné qu'au premier étage du grenier public¹³ qui servira d'hôpital, huit jours de fenêtres seront vitrés, le Comité décide que les huit du dit étage le seront en totalité; que cet étage sera divisé en deux salles et charge Louis Bugnon de s'entendre avec Ch. Hⁱ Bovet, gouverneur et charpentier, pour que les travaux soient commencés immédiatement;
- 6° que sous le bon plaisir de l'autorité, à laquelle le Comité aura recours au besoin, il ordonnera le curage des canaux, rigoles, creux de fumier, la vidange des lavoirs, latrines, etc., qu'il sera fait une publication pour défendre pendant le jour le transport des creux des latrines et lavoirs ou éviers et que les eaux en provenant seront transportées dans les champs en dehors du village, si ce n'est pendant la nuit, avant six heures du matin;
- 7° qu'il sera fait une publication dès demain matin pour inviter des personnes des deux sexes à se faire inscrire pour gardes malades;
- 8° que l'on se procurera immédiatement une sache de riz¹⁴.

La deuxième réunion du comité se déroula le 20 avril, à la même heure et au même endroit que la première. Les décisions prises ce jour-là furent nombreuses et importantes. Le protocole les a consignées en ces termes:

M^r le Président a fait lecture d'une lettre adressée par lui à M^r Favarger¹⁵, Président de la Commission sanitaire cantonale, pour l'informer des mesures prises et dont le contenu a été approuvé. Cette lettre sera mise demain à la poste.

L'appel fait à la bienfaisance publique pendant la journée d'hier ayant produit des dons en argent et en effets mobiliers pour l'hôpital temporaire, le

Comité a reconnu par la lecture des listes déposées que nous sommes heureux d'habiter une commune où il y a tant de bienfaisance chez un grand nombre de communiers et habitants¹⁶, décide qu'il sera monté immédiatement six lits complets et que, si dans les offres d'objets de literie qui ont été faites, il ne se trouve pas six matelas, il en sera fait de quoi garnir ces lits en prenant du crin végétal.

M^r Louis Bugnon a fait son rapport sur les mesures qu'il a prises pour diviser le premier étage du grenier public en deux salles où l'on pourra dresser 5 à 6 lits dans chacune. Il a annoncé que ces deux salles seront prêtes lundi dans la matinée et que toutes les croisées sont garnies de vitres.

Le même a soumis au Comité la rédaction des deux publications articles 6 et 7^e ci devant et il a reçu l'ordre de les faire publier demain matin au son de la caisse. Elles contiennent :

Publication

Ensuite de l'autorisation de M^r Courvoisier¹⁷, Conseiller d'Etat et Commissaire du gouvernement au Val-de-Travers, le Comité sanitaire, institué par la Communauté de Fleurier, invite et au besoin requiert tous les propriétaires ou locataires habitant le village de Fleurier, chacun en ce qui le concerne

- 1° d'opérer sans délai et jusqu'au 25 du courant mois inclusivement, le curage des canaux, aqueducs et rigoles qui y aboutissent et la traversent afin de donner un écoulement prompt et facile aux eaux des éviers ou lavoirs, des latrines, des fumiers et en général de toutes celles qui sont stagnantes ;*
- 2° de n'opérer le transport de toutes les eaux et matières infectes que pendant la nuit et jusqu'à six heures du matin ;*
- 3° de vider souvent et de laver à grande eau les creux des latrines et des éviers ou lavoirs ;*
- 4° de ne laisser séjourner dans l'intérieur du village ni animaux morts, ni leurs dépouilles ; exhortant particulièrement les bouchers à enfouir en lieux convenables et à profondeur suffisante, hors du village, tous les débris de leurs boucheries.*

Le choléra-morbus s'approchant chaque jour davantage de ce pays, le Comité espère que chacun s'empressera de le seconder dans les mesures qui n'ont d'autre but que la conservation de la santé publique et que personne ne se mettra dans le cas d'être déféré à Monsieur l'officier de la Juridiction.

A Fleurier le 20 avril 1832. Signé Louis Bugnon, secrétaire du Comité. Publication permise 19 avril 1832. Signé Courvoisier.

Publication

Le Comité sanitaire nommé par la Communauté de Fleurier, invite les personnes des deux sexes qui voudront faire le service d'infirmiers, en cas d'invasion du choléra, à se faire inscrire pendant les premiers jours prochains, le matin, chez le soussigné, qui soumettra la liste au dit Comité qui prendra immédiatement des arrangements éventuels avec elles.

A Fleurier 20 avril 1832. Signé, comme celle ci dessus.

N.B. Les deux publications ci devant ont été faites le samedi à 9/10 heures du matin 21 avril d°.

Une troisième séance eut lieu le 23 avril 1832 «comme ci devant»: «Mr Bugnon a annoncé que le local de l'hôpital est entièrement prêt depuis samedi et que demain deux femmes l'approprieront. Le même a été chargé de faire monter 4 ou 5 lits pour hommes et 3 ou 4 pour femmes et est autorisé à demander aux souscripteurs tout ce qui sera nécessaire.»

Puis, pendant une année et quelques jours, le comité n'eut plus à se réunir, l'hôpital temporaire répondant aux exigences préventives des autorités et, surtout, l'épidémie de choléra, naguère si proche, s'étant éloignée de notre région.

Sa quatrième et avant-dernière séance ne fut donc convoquée par le sieur Henri Lequin, gouverneur de Fleurier, que le 28 avril 1833, afin de prononcer le démantèlement de l'hospice provisoire, désormais inutile:

Présents Mrs Jⁿ L^s Berthoud, Ed. Bugnon et Louis Bugnon. Ce dernier a fait part que nombre de personnes réclament déjà depuis quelques mois les effets déposés par elles dans le temps pour l'hospice temporaire formé dans le cas d'invasion du choléra-morbus. Délibéré, il a été décidé à l'unanimité que Louis Bugnon est autorisé à rendre à chacun ce qu'il a fourni, cet avis étant celui d'ailleurs de M^r le Docteur Allamand, président, qui n'a pu assister à cette assemblée, mais qui avait chargé le secrétaire de lui faire connaître son opinion s'il était empêché de la prononcer lui-même!

Enfin, à la date du 30 avril 1833, les procès-verbaux mentionnent qu'«ensuite d'une publication faite ce matin, tous les effets contenus dans l'inventaire ont été rendus aux propriétaires par M^{rs} Jean-Jacques-Henri Vaucher et Louis et Constant Bugnon¹⁸ dans le grenier où ils étaient déposés.»¹⁹

La mise sur pied, à la fin du premier tiers du XIX^e siècle, d'un tel hôpital temporaire et la prise de telles mesures de salubrité publique, illustrent bien l'amorce du tournant opéré alors par la médecine et ses sciences auxiliaires, en particulier l'hygiène et la diététique. Dès cette période, les disciples d'Esculape furent conscients qu'il valait mieux, pour juguler une épidémie, prévenir que guérir!

Eric-André KLAUSER

Annexe 1

Organisation des bureaux de secours contre le choléra⁴

«La Commission de santé centrale invite les commissions locales à organiser, dans toutes les communes où cela sera possible, des bureaux de secours contre le choléra, dans le but de porter le plus promptement possible, soit à domicile ou autrement, tant les secours de la médecine que ceux de toute autre nature, aux personnes qui seront atteintes de la maladie qui nous menace. Ces établissements seront d'autant plus utiles qu'il est bien reconnu que, pour guérir la maladie dont il s'agit, on doit, sans perdre de temps, prodiguer les soins dès le début.

L'organisation de ces bureaux dont nos voisins nous ont donné l'exemple, pourrait avoir lieu de la manière suivante, dans les communes d'une population moyenne, et s'adapter également aux plus grandes et aux plus petites, en augmentant ou diminuant les chiffres dans une proportion approximative.»

Après avoir traité de la *Localité pour y établir le bureau* et du *Personnel formant le bureau* («Un médecin serait attaché à l'établissement, et il s'arrangerait autant que possible, de manière que l'on sût toujours à peu près où le trouver»), le document énumère le *Matériel nécessaire pour le bureau de secours permanent*. Il recommande les médicaments suivants: 4 livres de farine de graine de lin; 2 livres de farine de moutarde; 1 livre de fleurs de camomille; 1 livre de fleurs de tilleul; 1 livre de fleurs de sureau; 1 livre d'herbe de menthe poivrée ou crépue; 1 livre d'herbe de mélisse; 1 livre de thé de Chine; 1 livre d'alcool à 30 degrés; 1 livre d'alcool camphré; 2 onces d'ammoniaque à 15 degrés; 5 onces d'essence de thérébenthine; 1 gros d'essence de menthe poivrée; 3 onces d'éther sulfurique; 2 onces de liqueur ammoniacale anisée et camphrée; 2 bouteilles de vinaigre de vin; $\frac{1}{4}$ de pot de vinaigre de bois; 3 bouteilles d'eau de Seltz; $\frac{1}{2}$ bouteille d'huile camphrée; 2 onces de laudanum de Sydenham; 1 bouteille de liniment hongrois; 3 bouteilles de chlorure de chaux liquide; 6 emplâtres vésicatoires prêts à être appliqués; 4 emplâtres de poix de Bourgogne, saupoudrés d'émétique, de forme carrée, et ayant six pouces de côté; 50 sangsues; quantité suffisante d'oxyde noir de manganèse, d'acide sulfurique, de sel de cuisine et de nitre, pour les fumigations de chlore et d'acide nitrique; 15 paquets d'ipécacuanha en poudre, de 10 grains chacun; 15 paquets d'émétique, d'un grain; 2 livres de sirop de gomme.

Quant aux objets mobiliers et ustensiles qui doivent se trouver dans un tel bureau, ce sont: 1 brancard couvert; 1 bois de lit de sangle, ou un fauteuil en canne à claire-voie, avec cerceaux, toile cirée, couvertures, etc., pour les bains à vapeurs; 6 vases pour y placer de l'eau bouillante; 2 réchauds pour chauffer les briques, les cailloux ou les fers; briques, cailloux, morceaux de fer pour rougir au feu, en quantité suffisante; sable, son, etc.; 3 paires de draps de lit; 6 couvertures; 4 matelas en mousse ou en crin végétal; ceintures en flanelle et chaussettes en laine, en nombre proportionné à celui de la population pauvre de la commune; 2 brosses de santé; 2 aunes de flanelle et gros molleton, divisées

8 coupons; 2 fers à repasser avec leurs plaques; 10 sachets à remplir de sable chaud, longs de deux pieds sur un de largeur; 1 bassinoire; 1 caléfacteur; 6 cruches en grès; 1 seringue à lavement; 12 fioles (soit petites bouteilles) de 2 à 4 onces; 2 pots à cataplasmes, en grès; 1 théière d'un quart de pot; quelques tasses de porcelaine; quelques tubes en verre; 5 bandes à saigner et compresses de différentes grandeurs; linge de propreté, savoir: un ou deux essuie-mains, autant de tabliers, serviettes et torchons; 1 petite balance avec les poids médicaux; 1 petit entonnoir et un vase en étain étalonné pour mesurer les liquides; papier et ficelle pour envelopper les médicaments; 1 panier à compartiments.

Annexe 2

Instruction populaire au sujet du choléra²⁰

Au moment où cette terrible maladie menace nos contrées, nous croyons rendre service au public de reproduire dans la *Gazette de Lausanne* les instructions suivantes sur les principaux moyens à employer pour se garantir du choléra, et sur la conduite à tenir lorsque cette maladie se déclare. Ces instructions, publiées par les principaux médecins de Paris, ont été approuvées par la commission sanitaire centrale et le préfet de cette capitale.

Le choléra est une maladie grave. Cependant il est plus effrayant quand on l'attend qu'il n'est dangereux lorsqu'il existe. D'autres maladies épidémiques, telles que la petite vérole, la scarlatine, certaines fièvres nerveuses, ont fait beaucoup plus de ravages que le choléra (...).

[Suivent sept règles de *Conduite à tenir pour se préserver du choléra*. En voici quelques extraits à titre d'exemple:]

- 1° Moins on a peur et moins on risque; mais comme la tranquillité de l'âme est un grand préservatif, il faut éviter en même temps tout ce qui peut exciter des émotions fortes, telles que la colère, la frayeur, les plaisirs trop vifs, etc.
- 2° Il faut se servir de lits sans rideaux, ne jamais laisser l'urine ou les matières fécales séjourner dans les vases de nuit; ces vases doivent être nettoyés dès qu'ils sont salis, et toujours contenir un peu d'eau.
Les vitres seront nettoyées au moins une fois par semaine; car l'action de la lumière est utile à la santé de l'homme.
- 3° Le refroidissement est placé par les médecins qui ont observé le choléra au nombre des causes les plus propres à favoriser le développement de cette maladie. Il est donc nécessaire d'éviter cette cause en se vêtissant chaudement, et en se garantissant particulièrement le bas-ventre et les pieds de l'action du froid.
- 5° Les frictions sèches conviennent beaucoup.
- 6° Lorsque le choléra règne, la manière de se nourrir est un point fort important. La sobriété ne saurait être trop recommandée.
Il est prouvé aussi que les ivrognes sont plus particulièrement exposés à cette maladie.

L'on s'abstiendra de pâtisseries lourdes et grasses.

Il faut, en temps de choléra, manger moins à la fois qu'à l'ordinaire, sauf à faire un repas de plus, mais toujours léger.

L'eau rougie, c'est-à-dire l'eau à laquelle on ajoute un peu de bon vin, convient également.

L'usage de l'eau-de-vie prise seule et à jeûn, usage si répandu dans la classe ouvrière et si nuisible en tout temps, devient particulièrement funeste lorsque le choléra règne. En temps de choléra, l'eau-de-vie amère, c'est-à-dire l'eau-de-vie dans laquelle on aura fait infuser des plantes amères et aromatiques ou encore l'eau-de-vie d'absinthe, est préférable à l'eau-de-vie ordinaire.

[Deux autres instructions complètent cette mise en garde du public: *Conduite à tenir lorsque le choléra se manifeste chez un individu* et *Moyens à employer avant l'arrivée du médecin*. Une des mesures préconisées par la commission sanitaire centrale est ainsi énoncée:]

Il faut exciter fortement la peau et y rappeler la chaleur. A cet effet, on placera le malade nu entre deux couvertures de laine préalablement chauffées, et l'on promènera sur toute la surface du corps à travers la couverture, des fers à repasser chauds ou une bassinoire. On arrêtera plus longtemps les fers sur le creux de l'estomac, sous les aisselles, sur le cœur, surtout sous les pieds.

[Et l'*Instruction populaire au sujet du choléra* d'avril 1832 conclut:]

Nous croyons devoir terminer cette instruction en recommandant très instamment au public de n'ajouter aucune foi aux prétendus moyens préservatifs et curatifs dont les charlatans cupides font vanter les propriétés dans les journaux ou qu'ils annoncent par des affiches placardées sur les murs de la capitale. Si l'autorité était assez heureuse pour connaître un semblable moyen, elle ne manquerait pas de le publier et de le recommander.

Annexe 3

Remède contre le choléra, par Marjolin, médecin à Paris²¹

Dès qu'on se trouve indisposé, il faut s'abstenir de tout aliment. Si l'on éprouve du frisson, des douleurs dans les membres, on se couchera et l'on prendra du thé sans lait.

S'il y a dévoiement, on ajoutera à chaque tasse de thé 3 gouttes de laudanum et l'on fera prendre, matin et soir, un demi lavement à l'eau de riz en ajoutant quelques gouttes de laudanum.

S'il y a crampe, on frottera les parties qui en seront le siège avec de la flanelle imbibée de

1° d'huile d'olive 3 onces;

2° d'huile de camphre 1 gros;

3° et de laudanum ½ gros.

S'il y a vomissement, douleur d'estomac, chaleur à la peau sans moiteur, pouls assez soutenu, ou mettra 30 sangsues sur le creux de l'estomac.

Annexe 4

Idées sur les moyens de prévenir le choléra, par C.-P. de Bosset²²

En attendant qu'on ait trouvé un spécifique contre le choléra-morbus, ou que les gens de l'art se soient accordés sur le meilleur mode de son traitement, on ne doit pas négliger de profiter du répit qu'il nous donne, pour chercher s'il n'existe pas un moyen de s'en garantir, en se prévalant de l'expérience des peuples qui, avant nous, ont été frappés de ce fléau. Des faits, recueillis pendant les contagions et les épidémies qui ont antérieurement affligé l'humanité, pourront peut-être aussi aider à résoudre ce problème.

Le lieutenant-colonel évoque ensuite les vertus désinfectantes du soufre, du gaz hydrogène carboné, du gaz ammoniacal, de l'oxyde de carbone et de l'acide carbonique, et il ajoute :

C'est donc à la propriété de ces produits répandus dans l'air et dans les habitations, en assez grande abondance pour agir sur les individus et imprégner les meubles et les vêtements, qu'il faut chercher la solution du problème qui nous occupe.

En conclusion, de Bosset écrit :

On doit recommander et encourager l'emploi, sur une grande échelle, de la tourbe, du charbon de terre, de l'anthracite, des lignites, des bitumes, et notamment de l'asphalte* qui, sous plusieurs rapports, offre des avantages sur la plupart de ces substances par la quantité de matières grasses, combustibles et odorantes qu'il contient. Il est peu de pays qui ne possèdent une ou plusieurs de ces substances qu'on pourrait adopter comme combustibles dans les maisons particulières, ainsi que dans les établissements publics. Faute de savoir s'en servir, ou faute d'appareils convenables pour les employer aux usages domestiques, il faudrait, à l'approche du choléra, en brûler dans les maisons, dans les cours et même dans les rues.

* *Asphalte*, ou *Bitume de Judée* ; il se trouve en grande abondance dans les parties de la France et de la Savoie voisines de Genève, et principalement au Parc près de Seyssel, à Frangy, etc. ; d'où on peut se le procurer facilement et à beaucoup meilleur marché que la houille qui vient de contrées plus éloignées. Il y en a aussi une mine abondante et facile à exploiter, près de Travers, dans le Canton de Neuchâtel. Il faut espérer que les autorités et les habitants de ces contrées ne négligeront pas les avantages que l'emploi de cette substance peut leur offrir comme préservatif du fléau qui nous menace. [Note de C.-P. de Bosset]

NOTES

¹ H. MOLLARET, professeur agrégé à la Faculté de médecine de Paris, *Choléra*, dans *Encyclopaedia universalis*, vol. 4, 1969, p. 415.

² Voir E. JORDY, *L'hygiène*, dans *La Suisse au XIX^e siècle*, t. 3, 1901, p. 296. — H. TRIBOLET, *Le choléra en Suisse*, dans *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, t. 2, 1924, p. 512. — G. HELLER, *Propre en ordre*, 1979, p. 18.

³ Voir F. GANGUILLET, *Peste et grippe*, dans *D.H.B.S.*, t. 5, 1930, p. 258. — Ed. CORNAZ, *Notes relatives à l'histoire médicale de Neuchâtel*, dans *Musée neuchâtelois*, 1870, 1871, 1875, 1880 et 1900. — B. de GÉLIEU, *Le pasteur Jaques de Gélien et la peste de 1639*, dans *M. N.*, 1876. — Ed. CORNAZ, *Le diacre Antoine Royet et son traité de la peste, publié en 1583*, dans *M. N.*, 1901. — F. LOEW, *Les épidémies*, dans *M. N.*, 1970. — R. SCHEURER, *La peste de 1349 et ses conséquences dans la région de Neuchâtel*, dans *M. N.*, 1972.

⁴ La Commission de santé centrale publia alors un fascicule de 8 pages, *Organisation des bureaux de secours contre le choléra*, s.l.n.d.; voir annexe 1. Ce document figure dans la liasse du Musée régional du Val-de-Travers; voir note 5.

⁵ Il s'agit de 15 documents (11 manuscrits et 4 imprimés) réunis par une bande de papier portant la mention «Comité sanitaire de Fleurier 1832 à 1833»; liasse non cotée.

⁶ La liasse du Musée régional du Val-de-Travers contient à ce propos trois documents intéressants; voir annexes 2, 3 et 4.

⁷ Deux feuillets manuscrits 21 x 34 cm.

⁸ Né aux Cernets sur les Verrières en 1776; études de médecine à Besançon et à Paris; reçut l'autorisation de pratiquer en 1799; exerça d'abord à Dombresson, puis à Fleurier dès 1802 et jusqu'à son décès en 1840; auteur de trois mémoires d'histoire régionale: *Essai statistique sur la mairie des Verrières*, 1833; *Statistique de la châtellenie du Val-de-Travers*, 1836; *Description de la juridiction de Travers*, 1843. Selon Ed. QUARTIER-LA-TENTE, dans *Le Val-de-Travers*, 1895, p. 584, le D^r Allamand «fut l'introducteur de la vaccine au Val-de-Travers et composa, le premier, le thé purgatif qui donna l'idée de la fabrication du *thé suisse*», c'est-à-dire d'un thé pectoral et stomachique produit à Buttes par les frères Ami et Henri-Constant Dubois, herboristes-botanistes, puis par Léon Vaucher.

⁹ A cette époque, le Val-de-Travers ne possédait pas encore d'hôpital permanent. Celui de Couvet, dit hôpital du Val-de-Travers, fut inauguré en 1860, et celui de Fleurier, en 1868. Voir A. PETITPIERRE, *L'hôpital du Val-de-Travers, 1860-1960*, 1960. — E.-A. KLAUSER, *L'hôpital de Fleurier, 1868-1968*, 1968.

¹⁰ 1764-1842. Banquier à Paris dans l'établissement fondé sous l'Empire par son frère Jonas Berthoud; propriétaire à Fleurier de la maison N° 16 de la rue du Pasquier.

¹¹ 1772-1843. Commerçant en dentelles et copropriétaire avec son frère Constant Bugnon de la maison N° 1 de la rue du Temple, à Fleurier.

¹² Cette liste figure dans la liasse du Musée régional sous le titre «Souscriptions en argent, literie, linge, vêtements, ustensiles, etc. faites à Fleurier du 20 au 30 avril 1832 pour l'hôpital temporaire et le soulagement des pauvres en cas d'atteinte du choléra-morbus et dont le Comité sanitaire ne disposera qu'au fur et à mesure des besoins», sur une grande feuille de papier 34 x 62 cm.

45 souscripteurs, soit 5% environ de la population de Fleurier, répondirent à l'appel du comité; 8 d'entre eux annoncèrent des versements en espèces pour un montant total de 483 livres 13 sols, 10 autres faisant des promesses pécuniaires non chiffrées. 43 souscripteurs remirent un ou plusieurs objets, si bien qu'à fin avril 1832, le comité pouvait compter sur 13 paillasses, 4 matelas, 8 traversins et oreillers, 5 couettes et duvets, 10 couvertures, 31 draps de lit, 28 chemises d'hommes, 17 chemises de femme, 4 anglaises ou capotes (manteaux!), 6 manteaux de femme, 10 paires de bas de laine, 13 gilets de flanelle, 4 chaises percées, 3 baignoires, 1 seringue à lavements, 2 bassinoires, 35 linges à essuyer ou essuie-mains et divers objets tels que brancards, tables de nuit, bois de lit, chandeliers, théières, marmites, biberons, encriers, plumes et papier.

¹³ Ce grenier, d'une contenance de 16 000 à 20 000 émines, a été construit en 1794-1795 par la Société des grains de Fleurier, qui fut dissoute en 1833; le bâtiment, situé au N° 9 de la rue du Temple, a été démoli en 1842 et remplacé par un immeuble abritant dès 1844 les autorités communales et une école, dite aujourd'hui «petit collège» pour la distinguer du grand collège édifié en 1888 au midi de la place de Longereuse.

¹⁴ Une sache est un sac allongé en grosse toile; pleine de farine ou de denrées coloniales, elle pèse une cinquantaine de kilos; voir W. PIERREHUMBERT, *Dictionnaire du parler neuchâtelois et suisse romand*, 1926, p. 544. A noter qu'un des traitements du choléra prescrivait des lavements à l'eau de riz; voir annexe 3.

¹⁵ François-Auguste Favarger, 1799-1850. Avocat; maire de Travers en 1831; conseiller d'Etat et chancelier de la principauté de Neuchâtel.

¹⁶ Fleurier comptait alors quelque 900 communiens et habitants.

¹⁷ Louis Courvoisier, 1769-1847. Conseiller d'Etat; châtelain du Val-de-Travers de 1828 à 1846; juge au Tribunal souverain; député à la Diète fédérale.

¹⁸ 1773-1846. Voir note 11.

¹⁹ L'«Inventaire des effets remis par divers particuliers à l'hospice temporaire des cholériques établi dans leur grenier public et à eux rendus le 30 avril 1833» (deux feuillets manuscrits 21,5 x 35 cm) figure aussi dans la liasse du Musée régional.

²⁰ Supplément au N° 29 de la *Gazette de Lausanne* du 6 avril 1832. Fait partie de la liasse du Musée régional.

²¹ Feuillelet photocopié 13 x 21 cm, portant la mention «se vend chez Prince Wittnauer, libraire à Neuchâtel»; 11 exemplaires dans la liasse du Musée régional.

²² Fascicule de 8 pages, imprimé à Genève en 1832 et reproduisant un article inséré dans le cahier d'avril 1832 de la *Bibliothèque universelle*; deux exemplaires dans la liasse du Musée régional, dont un adressé à Louis Bugnon. L'auteur, Charles-Philippe de Bosset, 1773-1845, ancien lieutenant-Colonel au service de S. M. britannique, avait alors des accointances avec les frères Bugnon; ensemble, ils fondèrent à Fleurier, en 1828, une fabrique de gants de peau, qui ferma ses portes en 1839 déjà. De Bosset publia en 1830 un fascicule de 8 pages intitulé *Ressources qu'offre la couture des gants et organisation d'écoles pour cet objet*. En 1838, il fit paraître une autre brochure: *De l'asphalte et des mines du Val-de-Travers*.

UN RECENSEMENT DE LA POPULATION ET DES FAMILLES DES MONTAGNES EN 1712

Les circonstances

C'est à la seconde guerre de Villmergen que nous devons l'un des recensements les plus précis laissés par l'Ancien Régime. En avril et en mai 1712, Neuchâtel, en tant qu'allié fidèle de Berne, dépêcha à son puissant voisin deux contingents composés chaque fois de deux compagnies de deux cents hommes. Il ne fut pas nécessaire d'envoyer le troisième contingent prévu, la paix ayant été conclue au début d'août¹. Dans l'intervalle, le gouvernement neuchâtelois avait résolu de procéder à un recensement de manière à pouvoir organiser la relève. Voici l'essentiel de l'ordre adopté à ce sujet par le Conseil d'Etat le 26 juillet²:

Sur les remontrances qui ont été faites de la part de plusieurs communautés et particuliers de cet Etat aux fins qu'il plût à la Seigneurie de faire des rechanges de soldats qui sont à present dans les troupes du secours envoyé à Leurs Excellences de Berne (...):

Il est enjoint à tous les châtellains et maires de cet Etat ou à leurs lieutenants pour leur absence, d'ordonner incessamment à tous les gouverneurs des communautés de leur ressort, de faire un rolle ou dénombrement de tous les communiens et habitans et de marquer fidèlement et exactement la qualité, l'âge et la famille d'un chacun, s'ils sont pauvres ou non, s'ils ont pere, mere, freres, soeurs et le nombre d'enfants. Ensuite dequoy, ils auront soin de marquer s'ils sont du premier, du second ou du troisieme détachement ou des restants, lequel rolle lesdits gouverneurs feront sans aucun retard de l'avis des communautés autant qu'il sera possible, ou des conseils des communautés où il y en a.

Et afin que ledit rolle se fasse d'autant mieux, lesdits gouverneurs y interpellent les capitaines de milice, auxquels il est aussi ordonné d'envoyer conjointement avec lesdits gouverneurs un rolle particulier de tous les autres officiers et soldats de leurs compagnies, comme aussi de leur âge, de leur taille et de leur capacité pour le service en les distingant separement suivant leurs villages (...).

Les recensements

Les dénombrements des communiens et habitants, dont il est question dans la première partie des instructions gouvernementales, ont seuls retenu mon attention pour la bonne raison qu'ils sont beaucoup plus

riches en indications de tous ordres que les rôles des compagnies exigés des capitaines de milice.

Bien des listes adressées au Château se sont perdues, mais il n'en manque pratiquement aucune pour les Montagnes, région à laquelle j'ai limité mes investigations. Elles se présentent sous la forme de cahiers où figurent, pour chaque famille, le nom et le prénom du père, ainsi que son âge, son appartenance à une classe de richesse et le nombre des fils et filles habitant avec les parents. Une mention de métier, d'infirmité ou d'absence s'y ajoute de cas en cas.

Comme il fallait s'y attendre, les choses n'ont pas été faites partout de la même manière. Il manque en outre ici et là des indications primordiales : l'âge de certains hommes entre autres. Enfin, des catégories de personnes telles que les veuves, les jeunes enfants ou les absents ont parfois échappé au dénombrement systématique, ce qui interdit partiellement ou totalement l'exploitation des données relatives à quelques localités.

Confronté à cette diversité, j'ai dû me résigner à ne dépouiller intégralement que les cahiers de la Chaux-de-Fonds³ et de la Brévine (les Chaux d'Étalières)⁴, ainsi que la partie du cahier du Locle⁵ qui concerne le village lui-même et ses environs immédiats (première compagnie du Locle). Du document de la Sagne⁶, j'ai extrait uniquement l'âge des hommes et de celui des Brenets⁷, le nombre des enfants par ménage. Toutes ces listes ont été rédigées à la fin du mois de juillet ou au début du mois d'août 1712.

Les extraits qui suivent donnent un aperçu de leur teneur; on y retrouvera le greffier Jaques Sandoz, notaire et perruquier également, auteur du précieux journal manuscrit déposé à la Bibliothèque du Locle⁸, de même que l'illustre horloger Daniel JeanRichard-dit-Bressel.

Pauvre. Le Sieur Jaques Sandoz greffier, âgé de 48 ans, sa femme, un fils à la maison de 18 ans, un autre fils de 17 ans, qui est allé demeurer à Strasbourg depuis peu et deux autres enfans en bas âge [la Chaux-de-Fonds].

Riche. Daniel Berger conseiller, 70 ans, sa femme, et cinq fils, tous communians, un d'iceux nommé pour le 3^e détachement, deux qui sont boiteux⁹ [la Chaux-de-Fonds].

Pauvres. Daniel Richard orfèvre 40 ans, sa femme 33, et quatre petits enfans en bas ages.....6 personnes¹⁰ [le Locle].

La veuve de Pierre Nicolet, — [ans] 4 [enfans], pauvre.

Jacob Nicolet son fils, restant, 18 [ans] 0 [enfant] pauvre¹¹ [la Sagne].

Si tous les adultes de sexe masculin sont en principe dûment répertoriés selon leur âge, leur fortune et leur situation familiale, les femmes et les enfants, juste mentionnés, demeurent anonymes et presque toujours sans âge. Rien d'étonnant à cela : pour l'époque, c'est déjà faire une large place à des êtres sans importance militaire et d'un statut social considéré comme inférieur.

Des erreurs et des omissions hypothèquent sans doute quelque peu ces dénombrements, d'autant plus que les renseignements n'ont généralement pas été recueillis directement auprès des individus concernés. Seuls les hommes des Brenets s'assemblèrent tous. A la Sagne, à la Brévine et à la Chaux-de-Fonds, le scribe reçut les indications de la bouche des membres de la cour de justice et du conseil de commune réunis pour l'occasion. Au Locle, le travail fut réparti entre les divers capitaines qui dressèrent chacun une liste correspondant à leur compagnie.

On imagine que c'est en indiquant l'âge et le nombre d'enfants que les notables purent se tromper. Rappelons cependant que tout le monde se connaissait autrefois dans son village ou du moins dans son quartier, ne serait-ce qu'à cause des liens de parenté plus nombreux qu'actuellement et des relations communautaires bien plus resserrées.

Population et données diverses

Signalons d'emblée que les victimes de la guerre, peu nombreuses il est vrai¹², n'ont pas été déduites de l'effectif. Il est intéressant de comparer la population de la Chaux-de-Fonds (1925 hab., 502 feux) avec celle de 1661 (495 ménages)¹³ et celle de 1748 (2333 hab., 547 feux-tenants)¹⁴. Quant aux Bréviniers (858), ils seront 978 en 1750¹⁵. Les 1111 personnes citées par D.-G. Huguenin pour l'année 1709 dans sa description de la juridiction correspondent peut-être à un territoire plus étendu¹⁶.

La diversité des classes de fortune prouve, s'il en était besoin, que l'égalité n'avait pas plus cours aux Montagnes qu'ailleurs. Les Chaux-de-Fonniers se répartissaient par exemple en pauvres (26%), médiocres (25%), commodes (21%) et riches (28%). La proportion de pauvres était moindre à la Brévine (18%), mais supérieure au Locle (36%). Vraisemblablement, ces écarts reflètent au premier chef des conceptions différentes de la pauvreté.

Certaines infirmités qui peuvent rendre les hommes inaptes au service sont spécifiées. A la Chaux-de-Fonds, on recense un aveugle, un « presque aveugle de la petite verole », un manchot, un autre qui a « une main gâtée », huit boiteux, un « incommodé d'une jambe » un qui « va aux

Tableau 1. Population et données diverses

	Commune et juridiction de la Brévine	Commune et juridiction de la Chaux- de-Fonds	Village du Locle et alentours
Feux	—	502	211
Dont «complexes»	—	57	24
Population totale	858	1925	845
Dont { absents	19	21	16
{ pauvres	157	500	301
Personnes par feu (moyenne)	—	3,83	4,00
Familles de réfugiés français	1	1 ou 2	6
Hommes souffrant d'une infirmité	18	24	11
Veufs	13	36	21
Veuves	48	71	30

bequilles», deux bossus, dont un au «petit corps», un «indisposé», un «incommodé», un infirme, quatre «imbéciles» et un dernier atteint du haut mal (épilepsie).

L'examen des patronymes montre à l'évidence que l'immigration n'avait joué qu'un rôle négligeable après la grande vague de colonisation de la région achevée au XVI^e siècle ou au début du XVII^e selon l'endroit. Dans leur quasi-totalité, les gens du Haut portaient encore des noms du cru. De la Brévine à la Chaux-de-Fonds en passant par le Locle, les patronymes issus de cette dernière localité dominaient fortement, preuve qu'elle n'a pas usurpé son titre de «mère commune» des Montagnes. La vallée de la Sagne et des Ponts avait ses propres noms, de même que les Brenets. A titre d'illustration, voici les principaux patronymes que l'on rencontrait en 1712 dans les deux communes situées aux extrémités de la région :

A la Chaux-de-Fonds (entre parenthèses : le nombre de feux sur un total de 502) : Sandoz et Grand-Jaques-Sandoz (63), Ducommun (45), Robert et Grand-Pierre-Robert (42), Dubois (31), Jacot, Jacot-Parel et

Jacot-Guillarmod (27), Brandt (22), Droz et Blaise-Droz (22), Huguenin (20), Matthey (20), Perret-Gentil (17).

A la Brévine (entre parenthèses: le nombre de mentions sur un total de 335): Matthey (92), Montandon (51), Sandoz (39), Calame (35), Dumont (21), Huguenin (21), Courvoisier (18), Jacot (13).

Une poignée de réfugiés huguenots s'étaient tout de même fixés dans cette contrée inhospitalière, y épousant parfois des indigènes. Le village du Locle se distinguait par un contingent relativement élevé dû sans doute au fait que l'on trouvait plus facilement à s'y employer, ce bourg étant le centre des affaires. Les chefs de famille s'y nommaient Gaspard Meurier, Jaques Peytieu, Jean-Louis Trouillat, Rostand Brenard, Charles Bermond et Pierre Faure. Il n'y avait qu'une famille de réfugiés aux Planchettes (Pierre Albert), aux Brenets (Joachim Pomeraz), à la Brévine (Daniel Monart) et à la Chaux-de-Fonds (une vieille anonyme, à laquelle il convient peut-être d'ajouter Daniel Topinart)¹⁷. Les listes des autres localités ne m'ont livré aucun nom de réfugié.

L'exploitation des indications de professions s'avère particulièrement délicate étant donné leur trop petit nombre, mais aussi à cause du cumul des métiers et de leur caractère souvent accessoire. En 1712, l'éventail professionnel était encore le reflet d'une économie essentiellement rurale où les artisans, et plus encore les commerçants, tenaient une place modeste.

A la Chaux-de-Fonds, à la Brévine et au Locle, les ancêtres cités de nos industriels se résument à des armuriers, maréchaux et serruriers ainsi qu'à un cloutier et un pipier. Nous savons déjà que Daniel JeanRichard fut qualifié d'orfèvre. Seuls quatre Chaux-de-Fonniers ont droit au titre d'horloger, et il s'agit de quatre membres de la famille Brandt-dit-Grieurin, les fils de Pierre à n'en pas douter.

Les charpentiers et surtout les maçons ne manquaient pas. Une bonne partie des absents mentionnés appartenaient sans doute à ces corps de métier et on les imagine, maîtres et manœuvres, occupés sur un chantier du pays de Vaud, de Franche-Comté ou de l'évêché de Bâle. Quelques « Montagnons » se laissaient aussi séduire par le service militaire étranger alors que des jeunes gens allaient apprendre l'allemand ou compléter leur formation professionnelle hors de nos frontières.

Classes d'âge

Les multiples omissions d'âges empêchant d'établir des classements pour toute la région, j'ai dû me limiter aux hommes de la Brévine et de la Sagne, soit au total 596 individus de 20 à 96 ans. Il ne faut pas oublier

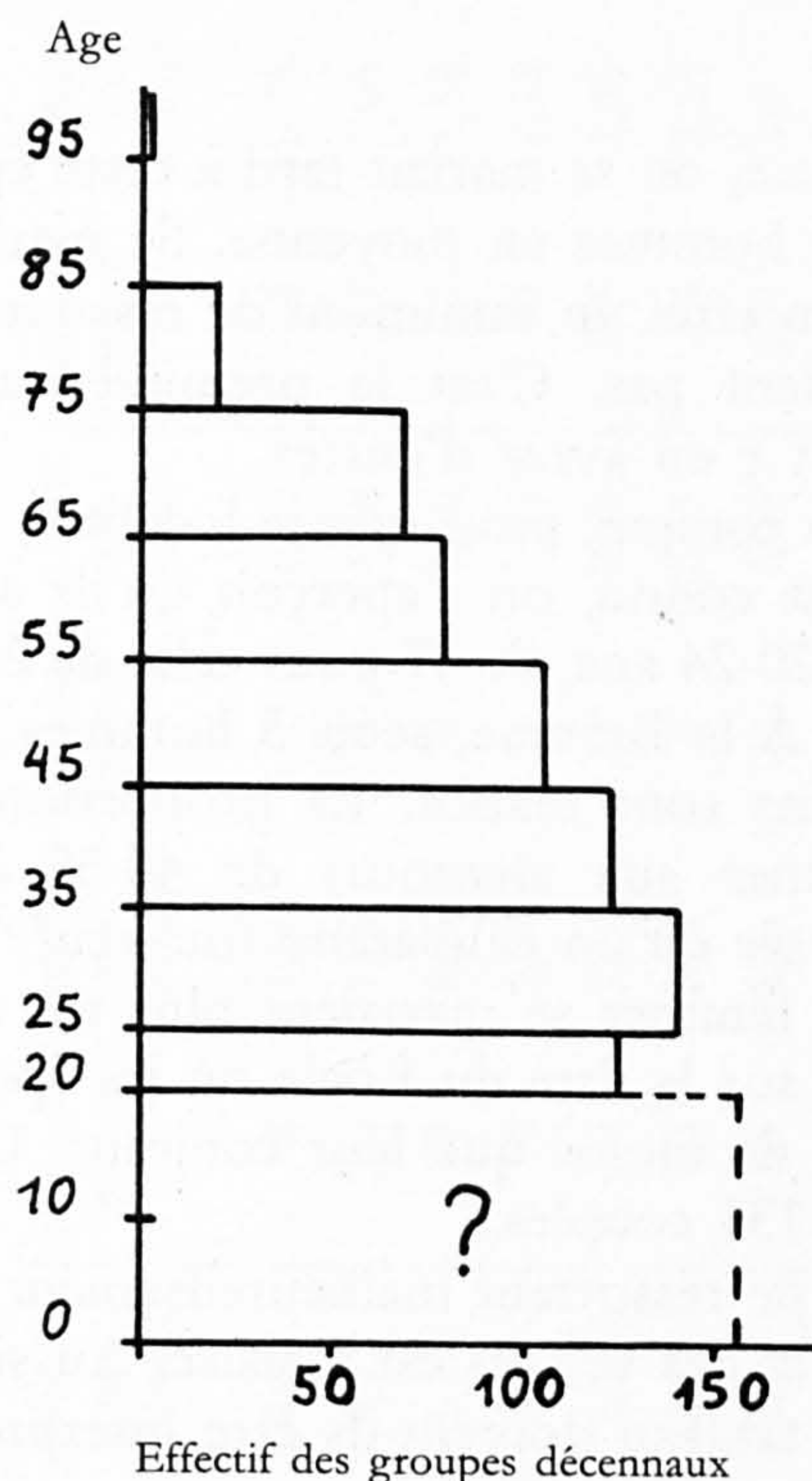


Fig. 1. Répartition par âges des Sagnards et des Bréviniers de sexe masculin.

que les âges n'ont pas été fournis par les intéressés eux-mêmes et qu'il en résulte nécessairement certains décalages. Ainsi, le doute a probablement conduit à arrondir les nombres, gonflant par là les classes d'âges quinquennales comportant un multiple de dix, et cela au détriment des classes précédentes. Le phénomène se manifeste dans le deuxième tableau. Pour en limiter l'ampleur, j'ai eu recours dans le diagramme à des classes d'âges décennales.

Les enfants et les adolescents ne sont pas toujours distingués des adultes avec la précision souhaitable. Toutefois, des estimations effectuées sur la base des recensements de la Brévine, de la Chaux-de-Fonds et du Locle conduisent à partager l'ensemble de la population en trois grands groupes d'importance à peu près égale : les jeunes de la naissance à 17-20 ans, les hommes et les femmes. Le recensement de 1748 déjà cité range également les deux tiers des Chaux-de-Fonniers parmi les «communiens», c'est-à-dire les personnes âgées d'environ 17 ans et plus.

Le mariage

De toute évidence, on se mariait tard à cette époque, vers 30 ans ou peu avant pour les hommes en moyenne. Se marier et donc élever des enfants supposait en effet un minimum de ressources financières que les jeunes ne possédaient pas. C'est la première explication qui vient à l'esprit, mais il doit y en avoir d'autres.

Si l'on prend en compte, pour quatre localités, les hommes mariés ou veufs dont l'âge est connu, on s'aperçoit qu'ils sont au nombre de 16 pour la tranche de 20-24 ans, de 47 pour celle de 25-29 ans et de 72 pour celle de 30-34 ans. A la Brévine, seuls 5 hommes sur 28 appartenant au groupe de 20-24 ans sont mariés. La proportion croît d'un groupe à l'autre pour culminer aux alentours de 40-55 ans. A ces âges, sur 5 hommes, il ne reste qu'un célibataire (ou veuf?).

En général, les femmes se mariaient plus tôt que les hommes. Cela apparaît nettement sur la liste du Locle où les épouses ont en moyenne près de quatre ans de moins que leur conjoint. L'écart de 3,75 ans est calculé à partir de 135 couples.

Les remariages ne ressortent malheureusement pas et, par ailleurs, le repérage des veufs et des veuves est malaisé. Aussi les nombres indiqués au bas du premier tableau doivent-ils être interprétés avec prudence.

Feux et nombre d'enfants

Contrairement à l'idée reçue, les familles nombreuses étaient plutôt rares vers 1700, comme le prouve la moyenne de quatre personnes par feu obtenue au Locle et à la Chaux-de-Fonds. Le couple vivait d'habitude seul avec ses enfants plus ou moins âgés. Il y avait dans ces deux localités près de huit feux simples de ce type pour un seul feu « complexe ». Cette dernière étiquette dénote ici la présence, en plus des enfants, d'une belle-fille ou d'un beau-fils, donc souvent la réunion de trois générations sous un même toit.

Bien que la notion de feu (foyer) puisse sembler sujette à interprétation, elle n'en demeure pas moins commode et très utilisée sous l'Ancien Régime. On remarquera au passage que la moyenne chaux-de-fonnière restait encore en 1748 fort proche des quatre personnes par feu de 1712.

Qui dit famille restreinte dit forcément peu d'enfants. Un coup d'œil à la dernière colonne du deuxième tableau montre que le nombre d'enfants par ménage augmente avec l'âge du père, et il plafonne lorsque celui-ci est âgé de 40-55 ans, mais la moyenne de trois enfants n'est jamais

Tableau 2. Nombre moyen d'enfants cités (jeunes et adultes) par ménage en fonction de l'âge du père (marié ou veuf)

Age du père	Les Brenets		La Brévine		La Chaux-de-Fonds		Le Locle (partie)		Total	
	ménages retenus	enfants par ménage	hommes	dont mariés	ménages retenus	enfants par ménage	ménages retenus	enfants par ménage	ménages retenus	enfants par ménage
20-24 ans	1	1,00	28	5	8	1,00	2	0,50	16	0,75
25-29 ans	1	2,00	34	15	26	1,08	5	1,20	47	1,06
30-34 ans	7	1,29	30	17	28	2,00	20	1,50	72	1,58
35-39 ans	4	0,75	27	17*	19	2,84	11	1,55	52	2,12
40-44 ans	12	2,67	27	20*	50	2,76	22	2,55	105	2,66
45-49 ans	5	2,00	24	20*	50	2,32	8	2,25	84	2,33
50-54 ans	3	2,67	25	20*	55	2,71	28	2,96	107	2,67
Total	33		195	114	236		96		483	

* Ajouter un veuf dans chacune de ces classes d'âges pour obtenir le nombre réel de ménages retenus.

atteinte. Pourtant, tous les fils et filles mentionnés, les jeunes aussi bien que les adultes, ont été comptés ici comme «enfants».

Précisons encore que bien des ménages n'ont pu être retenus pour le calcul des moyennes :

- ceux pour lesquels manque l'âge du mari, soit à cause du décès de celui-ci ou d'une omission du scribe (de telles omissions sont relativement rares dans les localités considérées);
- ceux qui, trop âgés (au-dessus de 54 ans), ne sont plus représentatifs, en raison du départ des grands enfants et du veuvage croissant.

Le décompte final des descendants du couple parental dépassait-il sensiblement les moyennes d'enfants trouvées pour les classes de 40-55 ans? Certes, les valeurs seraient un peu plus élevées si l'on pouvait ajouter, à la fois, les jeunes gens ayant déjà abandonné le foyer familial ainsi que les quelques bébés encore à naître éventuellement. Mais n'oublions pas que les adolescents, et surtout les enfants, payaient un lourd tribut à la mort. Les pertes qui en résultent doivent bien équivaloir aux quelques jeunes à naître ou déjà partis. En définitive, on peut affirmer sans grand risque d'erreur au vu du tableau que trois enfants au plus parvenaient communément à l'âge du mariage, soit 25-30 ans.

Le petit nombre d'enfants découle d'abord de l'effrayante mortalité infantile, puis du mariage tardif. On imagine aussi des accouchements assez espacés et, pourquoi pas, un arrêt de la procréation avant que l'épouse n'ait atteint quarante ans. Ceci suppose l'une ou l'autre forme de contrôle des naissances dont nous ignorons tout.

Conclusion

Malgré leur imperfection, les listes de 1712 ont l'énorme mérite de nous introduire dans l'intimité des âges et des familles, nous livrant une véritable coupe à travers la population. Elles sont en cela fort supérieures aux recensements annuels qui n'apparaîtront d'ailleurs qu'au milieu du siècle.

Le contraste ne s'arrête pas là. A la différence des recensements plus tardifs, ceux de 1712 évoquent encore une économie traditionnelle, que n'a atteinte ni le boom de l'horlogerie ni celui de la dentellerie, et qui, vraisemblablement, n'offre guère de débouchés à la jeunesse. En effet, la quasi-absence d'immigration, le mariage tardif, le petit nombre d'enfants, l'existence d'un double courant d'émigration définitif et saisonnier (qui transparaît au hasard des documents, mais qui reste à étudier), pourraient être interprétés comme autant d'indices de saturation.

Raoul COP

NOTES

¹ Denis BOREL, «Le Conseil d'Etat de Neuchâtel et le secours envoyé à Berne en 1712», *Musée neuchâtelois*, 1981, p. 125.

² AEN, Manuel du Conseil d'Etat, 26 juillet 1712, pp. 190-191.

³ AEN, B 22/3.

⁴ AEN, B 22/5.

⁵ AEN, B 22/8.

⁶ AEN, B 22/24.

⁷ AEN, B 22/6.

⁸ Voir à ce sujet: *Journal de Jaques Sandoz perruquier-notaire, 1693-1712*, Fritz JUNG, Ed. des Nouveaux Cahiers, la Chaux-de-Fonds, 1942.

⁹ AEN, B 22/3, fol. 1 v. et 14.

¹⁰ AEN, B 22/8, fol. 5.

¹¹ AEN, B 22/24, fol. 4 v.

¹² AEN, Série Militaire, 25/II, pièces de 1712 et 1713.

¹³ Archives de l'ancienne commune de la Chaux-de-Fonds, 302/I.

¹⁴ AEN, Série Recensements, 20/I.

¹⁵ Ibidem, 23 b.

¹⁶ David-Guillaume HUGUENIN, *Description topographique et économique de la juridiction de la Brévine*, Neuchâtel, 1796.

¹⁷ A. de CHAMBRIER, «Naturalisation des réfugiés français à Neuchâtel de la Révocation de l'Edit de Nantes à la Révolution française, 1685-1794», dans *Musée neuchâtelois*, 1900, p. 197.

MARIAGES ET MENACES DE CHARIVARIS EN 1807 ET EN 1838

Quelques documents relatifs aux craintes suscitées par des charivaris, pourtant interdits, éclairent avec précision la répugnance de certains Neuchâtelois à célébrer leur mariage dans leur église paroissiale, conformément aux dispositions légales.

Le 15 février 1803, le Conseil d'Etat avait adopté les conclusions d'une commission chargée de rédiger un mandement qui devait remplacer ceux de 1770 et de 1785 sur «les formalités à observer relativement à la bénédiction des mariages». Le premier article exigeait trois publications, et le second n'autorisait la bénédiction «que dans la paroisse actuelle soit de l'époux soit de l'épouse». La bourgeoisie de Valangin, consultée, réclama contre le second article. «Pour être conservée intacte auprès de la précieuse liberté de s'épouser dans son endroit d'origine», elle envoya un placet au roi, à cause du peu de succès de ses réclamations auprès du Conseil d'Etat¹. Frédéric-Guillaume III demanda un rapport, puis ordonna le 6 août 1804 de célébrer les mariages sur l'ancien pied, et de les bénir aussi dans les communes d'origine des intéressés. En décembre, il approuva la proposition d'autoriser les unions dans une des communes d'origine, à condition que les bans y aient été publiés².

A la suite de cette intervention, le Conseil d'Etat adopta, le 5 mars 1805, la modification nécessaire à l'article 2, en obéissance au rescrit royal. Pour ne pas perdre la face, le gouvernement communiqua le projet de changement aux seules autorités de la ville de Neuchâtel et pas à la bourgeoisie qui avait obtenu raison; dans le préambule du nouveau mandement, il incrimina le relâchement des règles autrefois observées, puisque les mariages se célébraient parfois dans n'importe quelle église, après deux publications seulement, puis il se retrancha derrière les «royales intentions (...) expressément manifestées». L'article 2 prescrivit désormais: «Aucun mariage ne pourra être béni que dans la paroisse du domicile actuel soit de l'époux soit de l'épouse, ou dans la paroisse d'origine de l'un ou l'autre des dits époux moyennant que les promesses de mariage y aient été publiées.» C'est sous le régime de ce mandement que fut adressée la requête suivante au Conseil d'Etat³:

Charles-Auguste Lardy, Justicier de la Côte, et Auguste Wattel, de Peseux, viennent supplier Vos Seigneuries de leur permettre de faire bénir leurs mariages hors de leurs paroisses respectives et de celles de leurs épouses. Des raisons particulières, qu'il seroit trop long de détailler, et dont plusieurs sont tirées du désordre que causent toujours, malgré la vigilance des magistrats, les décharges de mousquetterie qu'il est d'usage de faire alors dans les campagnes, et de l'émotion qu'éprouvent de jeunes épouses au milieu de ce fracas, émotion qui les empêche de célébrer avec tout le recueillement convenable l'auguste cérémonie du mariage, les engagent à solliciter humblement cette faveur.

Dans l'espérance que Vous daignerez accueillir favorablement leur requête, ils se répandent en vœux pour la constante prospérité de Vos Seigneuries.

Charles-Louis Lardy (1780-1858), frère cadet d'un des requérants, ministre dit du Vendredi et futur doyen de la Compagnie des pasteurs, avait rédigé et écrit de sa main la requête contresignée par Auguste Wattel. La suscription «éconduits» fait connaître la réaction négative du Conseil. Charles-Auguste Lardy (1774-1836) épousa Augustine Wattel le 25 juillet 1807 dans la paroisse d'origine de l'épouse, Serrières-Peseux. Auguste Wattel (1784-1814), frère d'Augustine et fils de Samuel, épousa Marie-Ernestine Dubois au Locle, paroisse d'origine de sa femme, le 11 juillet 1807. Sans doute avait-on fait comprendre aux mariés que le mandement de 1805 rendait la permission inutile.

Que pouvaient craindre les mariés? Ils ne font allusion qu'à des tirs bruyants et intempestifs et à l'émotion des épouses? Leur âge était-il en cause? Il n'y avait rien à craindre pour Charles-Auguste Lardy âgé de 33 ans et pour Augustine Wattel, de 28 ans. Peut-être des jeunes gens voulaient-ils profiter du fait qu'Auguste Wattel, à 23 ans, épousait une femme de 27 ans, écart d'âge à la vérité bien moindre que ceux provoquant d'ordinaire des charivaris. Était-ce tout simplement l'hostilité traditionnelle pour les conjoints de villages différents? De toute manière le gouvernement, qui luttait depuis un siècle au moins contre les «barrements des épouses», avait interdit les «compres ou confréries de garçons» par un mandement du 30 mars 1801. L'article premier défendait expressément toute agression ou extorsion, mais il fallut des années avant que s'éteigne une coutume ancestrale⁴, et bien connue ailleurs.

Pour les villages en cause, si l'on en croit la note portée au dos de la réponse d'Auvernier à une enquête de 1800, «les garçons ont consentis à l'abolition de la société, ont brûlé leurs livres et la communauté leur a donné 6 louis pour manger ensemble». A Peseux, la commune assurait que, dès le Nouvel-An 1799, elle était «parvenue sans beaucoup de résistance à faire promettre solennellement (...) à tous et chaque garçon»

en âge d'en être membre de renoncer à de pareilles sociétés et à dénoncer les réfractaires, les livres ayant été brûlés⁵. Les mariages Lardy et Vattel se déroulèrent apparemment sans histoire, surtout au Locle où les responsables déclaraient; «la jeunesse méprise et déteste ces actes d'association».

* *

*

Dans de nouvelles affaires, à Lignièrès, vont être mis en cause les exigences financières de la commune et les charivaris. En novembre 1816, le Consistoire supérieur de Berne s'étant informé si les communes neuchâtelaises exigeaient des dépôts de garantie des étrangers qui venaient s'y marier, le Conseil d'Etat répondit que non, tout en s'inquiétant d'une pratique contraire, suivie à Lignièrès. Le maire de ce village annonça que la commune exigeait 12 écus des femmes de l'extérieur pour épouser un ressortissant du lieu, en se fondant sur un arrêté de 1764. Le 30 décembre 1816, le Conseil décida que cette imposition, contraire aux libertés des communièrs, ne devrait plus exister à l'avenir. Cependant, en 1819, le gouvernement rapporta son arrêté sur «la finance d'usage aux filles étrangères qui épousent des communièrs de Lignièrès (...), sans inconvénient si le Conseil se réserve la faculté d'accorder des exemptions dans des cas favorables»⁶. Ce préambule était nécessaire pour aborder un rapport présenté en Conseil d'Etat le 7 mars 1838 par James de Meuron, maire de Lignièrès:

Par la requête que Vos Seigneuries ont renvoyé à mon rapport, les nommés Edouard Bonjour et F[rédéric] H[enri] Chiffelle, de Lignièrès, sollicitent la permission de faire bénir leur mariage à Neuchâtel, afin d'éviter des scènes de désordre qui, selon eux, auroient probablement lieu s'ils se marioient à Lignièrès. Ce qui aura vraisemblablement engagé les requérans à faire cette demande, c'est la circonstance que l'un d'eux est veuf, et qu'il paroît que dans les villages, ou tout au moins à Lignièrès, les garçons exigent en pareil cas du vin, ou bien font des tiraillements, charivaris, etc.

Je dois avouer qu'au premier abord, j'ai vu avec peine les raisons alléguées à l'appui de la demande; il seroit fâcheux que le seul moyen d'éviter des scènes de désordre de la nature de celles indiquées fût de les fuir, et qu'il fût ainsi admis et reconnu que l'action de l'autorité est insuffisante, soit pour les prévenir, soit pour les punir, de manière à n'avoir plus à en craindre le retour.

Cependant, pour le cas particulier, il n'existe à ma connaissance aucun motif suffisant pour refuser la faveur sollicitée, et je crois pouvoir conclure en conséquence à ce que la requête soit appointée.

Edouard Bonjour, né le 4 août 1803, et Louise-Emilie Gauchat, née le 28 novembre 1810, n'avaient apparemment guère de raisons plausibles de s'inquiéter. Frédéric-Henri Chiffelle, né le 24 novembre 1785 et veuf de Marie-Marguerite Evard, s'exposait sans doute à des manifestations en épousant Célestine Gauchat, plus jeune, née le 15 janvier 1802. Les quatre promis, nés dans le lieu et originaires de Lignièrès, n'avaient aucune échappatoire légale pour se marier ailleurs. Ils invoquèrent donc des tirs intempestifs, des charivaris et l'exigence d'offrir du vin. Regrettant la faiblesse de l'autorité contre un mal endémique et point jugulé, le maire qui ne résidait pas au village concluait toutefois à l'octroi de la dispense. Les deux couples furent donc autorisés à se marier à Neuchâtel⁷, où l'union fut bénie le 12 mars 1838.

La retombée de ces demandes de particuliers aboutit à une autre décision qui atteignit les revenus de la commune. « Informé que l'usage d'imposer une finance aux filles étrangères qui épousent des communiens du lieu s'est conservé jusqu'à ce jour à Lignièrès, à la faveur d'un arrêt du 11 janvier 1819 qui l'autorisait sous certaines restrictions », le Conseil d'Etat prévint la commune que cet usage devait être aboli, vu les démarches du gouvernement pour obtenir la liberté des mariages en Suisse⁸.

A nouveau, le 11 juillet 1838, un habitant de Lignièrès, Gustave-Adolphe Gauchat, demanda de faire bénir son mariage à Neuchâtel pour « éviter tout le scandale, résultat ordinaire de ces cérémonies à la campagne ». Bien qu'ayant obtenu ce qu'il sollicitait, Gauchat et Emilie Bonjour se marièrent dans leur paroisse d'origine et de domicile, le 14 juillet; les époux avaient 37 et 36 ans. On peut supposer que le maire avait fait des remontrances à la commune et aux époux, car il avait reçu l'ordre du gouvernement de « faire rapport sur les causes qui engagent si fréquemment les ressortissants » de Lignièrès à solliciter « l'autorisation de faire bénir leur mariage dans une autre paroisse que la leur »⁹. James de Meuron répondit¹⁰ :

Ensuite des informations que j'ai recueillies, je me suis convaincu que l'unique cause des démarches dont il est question a été un motif d'économie. Lorsqu'il y a un mariage à Lign[i]èrès, les jeunes gens de l'endroit se réunissent et offrent aux époux, ostensiblement dans le but de leur faire honneur, de les accompagner en faisant des décharges d'armes à feu, etc. Si les époux acceptent, ils doivent se montrer reconnaissants, et il en résulte pour eux des frais assez considérables; si au contraire ils refusent, ils ne le peuvent guères d'après l'usage établi, qu'en donnant aux garçons du village de quoi satisfaire à leur envie de boire, et cela sous peine de passer pour avares et de s'exposer à des charivaris.

Ce n'est en conséquence qu'en faisant bénir leur mariage dans une autre paroisse, que les économes de l'endroit obvient à ces deux inconvénients et c'est, à ce qu'il paroît, le parti qu'on prend d'ordinaire maintenant, d'autant plus volontiers que l'on fait en outre l'économie d'une noce nombreuse et des frais qu'elle entraîneroit.

Je ne pense pas que les signataires des dernières requêtes de cette nature aient eu d'autres raisons, et il paroît que c'est ainsi qu'il faut traduire les craintes de troubles et de scandales sur lesquelles ils ont appuyé leurs demandes.

Le rapport était clair. Le Conseil d'Etat ordonna, puisque les causes «tiennent jusques à un certain point au maintien de certains usages qui tiennent plus ou moins aux anciennes confréries de garçons», de réunir la commune et d'exposer les inconvénients de cette situation. Le Conseil n'accordera plus de permissions de se marier ailleurs, mais punira sévèrement les personnes «en contravention avec les ordonnances qui ont aboli les confréries de garçons et tous les abus auxquels elles donnaient lieu»¹¹.

La longue persistance des charivaris, au-delà de l'année 1827 repérée jusqu'ici, est d'autant plus intéressante que la commune de Lignièrès faisait partie de celles qui s'étaient félicitées de l'abolition des confréries de garçons en 1800. La jeunesse avait alors voté la dissolution de «cette malheureuse association» et brûlé le «livre fatal». Il était évidemment prématuré d'ajouter: «Et dès lors, notre jeunesse qui s'amuse fréquemment encore, mais toujours sagement» n'a plus donné dans aucun travers¹².

Jean COURVOISIER

NOTES

¹ Manuel du Conseil d'Etat (= MCE), vol. 151, p. 145 et Mandements, vol. 6, p. 491, 15 février 1803. Archives de la bourgeoisie de Valangin, vol. 19, p. 336, 5 décembre 1803. Pour replacer le sujet dans un cadre plus général, voir nos *Notes sur l'histoire de l'état civil* dans MN, 1983, p. 49-67.

² MCE, vol. 152, p. 148, 624, 13 février, 6 septembre 1804. Rescrits de Sa Majesté, vol. H, p. 170, 31 décembre 1804. MCE, vol. 153, p. 218, 5 mars 1805.

³ Série Etat civil, dossier 4/III, 23 juin 1807. Mandements, vol. 6, p. 505, 4 mars 1805.

⁴ Jean Courvoisier, *Les abbayes ou sociétés de garçons*, dans *Folklore suisse*, 1974, p. 44-53.

⁵ Série Sociétés, dossier 1/I, 10 septembre, 5 décembre 1800.

⁶ MCE, vol. 165, p. 1261, 1383, 1424, 18 novembre, 17 et 30 décembre 1816; vol. 168, p. 29, 11 janvier 1819.

⁷ Série Etat civil, dossier 4/III, 7 mars 1838. Neuchâtel, mariages, vol. 1053 a, p. 110, 1838. Sur les mariages des veufs, Philippe Godet, *Les charivaris*, dans MN, 1884, p. 344-347.

⁸ MCE, vol. 194, p. 468, 7 mars 1838.

⁹ MCE, vol. 195, p. 1304-1305, 11 juillet 1838.

¹⁰ Série Etat civil, dossier 4/III, 1/29 août 1838.

¹¹ MCE, vol. 195, p. 1552, 29 août 1838.

¹² *Folklore suisse*, 1974, p. 53 et série Sociétés, dossier 1/I, 11 octobre 1800.

NOTES DE LECTURE

Grand admirateur de la Bible dite d'Olivetan, M. Pierre Jeanneret est l'instigateur de la célébration du 450^e anniversaire de sa parution qui marque une date dans l'histoire de la Réforme de langue française. Après avoir organisé dans la paroisse de Gryon plusieurs manifestations commémoratives de l'événement, il lui a consacré un article dans la *Revue réformée* d'Aix-en-Provence (t. XXXV, 1985, p. 55-71): *La première Bible protestante: le 450^e anniversaire de la Bible d'Olivetan*. article de vulgarisation qui n'apporte pas de données nouvelles et ne se veut pas critique, mais a le mérite de résumer l'essentiel de ce que l'on sait de l'entreprise lancée par Farel soutenu par les Vaudois du Piémont, et réalisée par Pierre Robert Olivetan et Pierre de Vingle.

L'auteur dit tout d'abord «l'originalité et l'origine» de cette version «repurgée» de l'Ecriture, pour évoquer ensuite la personnalité, la vie et la tâche difficile de son traducteur, sa réussite aussi. Il passe en revue les pièces liminaires de cette édition, épîtres, dédicaces, «Apologie du translateur», textes trop peu connus quoique intéressants autant par leur contenu que par leur forme; il s'arrête aux Tables diverses de la fin du volume, une innovation. Tout cela en soulignant la beauté typographique du gros in-folio, le grand œuvre de Pierre de Vingle, et en rappelant quelques-unes des questions encore non résolues posées par son édition.

Peut-être le lecteur profane et désireux de s'informer davantage regrettera-t-il l'absence de références précises aux ouvrages, dont l'auteur seul est cité; le puriste, lui, souhaitera une plus grande exactitude orthographique dans la transcription des textes anciens et nuancera quelques affirmations hasardeuses: l'âge d'Olivetan, son «professorat» au collège de Genève, la date du ministère de Malingre à Neuchâtel, par exemple. Il suggérera quelques mises au point: on sait maintenant que les Vaudois ont avancé 800 et non 500 écus pour permettre l'impression de cette traduction nouvelle et qu'Olivetan n'y a pas travaillé une année seulement; il s'en occupait en 1533 déjà. Ajoutons que Malingre n'est pas l'anagramme de Gramelin, mais Gramelin celle de Malingre. Détails. Ils n'empêcheront pas l'article de M. Jeanneret de révéler à beaucoup de ses lecteurs toute l'importance de la Bible de 1535 pour le protestantisme français et de susciter leur admiration pour l'œuvre d'Olivetan.

Gabrielle BERTHOUD

Grâce à M. Jean Dunant, les Neuchâtelois disposent désormais d'une étude précieuse et inédite: *Les deux canons de Colombier. Historique de l'artillerie de fer de la place de Genève (XVII^e-XIX^e siècles)*. Il s'agit d'un article publié dans la «Revue de l'association suisse pour l'étude des armes et armures» (nouvelle série, N° 5).

L'auteur situe et décrit les deux canons placés à l'entrée du château de Colombier, puis il établit, d'après des documents genevois, qu'ils font partie de lods de quatorze et dix pièces arrivées à Genève en 1673. Elles avaient été produites par la fonderie et la forge de Moncley, à une douzaine de kilomètres de Besançon. M. Dunant a pu suivre le sort de la pièce N° 15 (à gauche de l'entrée du château), dans un hangar de Genève en 1736, au bastion souverain en 1743, de nouveau dans un hangar en 1769. Un inventaire français (1808-1813) déclare les canons de fer hors service. En 1824, le colonel Louis de Pourtalès demanda au gouvernement de Genève, par l'intermédiaire du lieutenant-colonel Guillaume-Henri Dufour, l'autorisation d'acheter deux canons en fer pour le canton de Neuchâtel désireux d'exercer ses milices. Les Genevois eurent l'élégance de faire don des deux pièces en 1825. Oscar Huguenin a raconté, dans notre revue en 1894, que ces canons saisis par les républicains neuchâtelois en 1831 se révélèrent inutilisables, parce que encloués sur ordre du gouvernement ! Rien ne vient à l'appui d'une tradition selon laquelle les deux pièces auraient dévalé et séjourné dans un ravin avant leur placement au château. L'article utilement illustré d'un relevé du canon N° 15, de photographies et de reproductions de documents anciens, s'achève sur l'histoire de l'artillerie genevoise jusqu'au milieu du XIX^e siècle.

Dans la collection « Beautés du patrimoine neuchâtelois », il paraît important de signaler *Fontaines neuchâteloises* de M. Maurice Evard (1985). Pour la première fois, depuis le livre vieilli d'André Lambert, nous disposons d'une vue cavalière et de détails précis et nouveaux sur les fontaines. Vingt-cinq élèves de l'Ecole normale judicieusement dirigés « ont sillonné le pays de Neuchâtel pour découvrir, photographier, dessiner en plan et en coupe », enfin décrire, selon un questionnaire détaillé, bassins et fontaines, ces humbles monuments révélateurs d'un art de vivre. C'est sur la base de ce travail que M. Evard a pu écrire un texte solidement fondé sur des pièces d'archives et illustré de fort belles photographies de M. Eric Dubois, relayé pour des détails par les dessins de M. Daniel Mesot. A la partie topographique, qui présente un choix de fontaines et des textes relatifs à leur établissement, font suite des chapitres thématiques ; ceux-ci traitent tout ce qui entoure les fontaines dans leur existence : sources, sourciers, amenée d'eau, transport des bassins et tailleurs de pierre, goulots, édicules commémoratifs, voire les accidents qui détruisent ces témoins de notre artisanat. Au delà du beau livre, le lecteur découvre un ouvrage utile, tirant de l'oubli les auteurs méconnus de notre histoire monumentale.

Jean COURVOISIER

DIPLOMATIE, COMMERCE ET ETHNOGRAPHIE LE VOYAGE D'AIMÉ HUMBERT AU JAPON, 1862-1864

Le 6 février 1864, Aimé Humbert¹, ministre plénipotentiaire de la Suisse au Japon, pouvait enfin signer le premier traité d'amitié et de commerce entre notre pays et l'Etat japonais. Pour le conseiller aux Etats neuchâtelais, cet acte marquait l'aboutissement de longues années d'efforts, de patience et d'opiniâtreté.

Si l'on peut aujourd'hui rallier le Japon en moins de 24 heures, le voyage, il y a un peu plus de cent ans, s'avérait plus long et plus périlleux, surtout lorsqu'il s'agissait d'une importante mission diplomatique qui avait nécessité une minutieuse préparation.

En fait, le voyage d'Aimé Humbert comporte plusieurs facettes²: il y a d'abord son aspect officiel — la Suisse, comme tous les pays industrialisés, cherchait à tisser des liens diplomatiques avec un pays encore bien mystérieux — puis son aspect commercial: les industries d'exportation comme l'horlogerie et les textiles étaient directement intéressées par l'envoi d'une mission suisse. Il y a enfin son aspect plus personnel: se transformant en ethnologue, Aimé Humbert notera scrupuleusement ses impressions de voyage, ses aventures et découvertes; ce journal de bord servira plus tard à la rédaction du *Japon illustré*³.

Pour mieux saisir l'enjeu de cette expédition, un rappel de la situation du Japon au milieu du XIX^e siècle s'impose.

Le Japon vers 1860⁴

Par méconnaissance de la situation politique très agitée au Japon, Aimé Humbert s'embarque trop tôt (ou trop tard), sans se douter des obstacles presque infranchissables qu'il devra surmonter. Le Japon traverse alors une crise profonde, due essentiellement au passage de la féodalité à l'«ère meji» qui s'inaugure vers 1868.

A la tête du pays, l'Empereur, le mikado, vit isolé dans son palais de Kyoto, sans contact avec les réalités économiques et sociales auxquelles son peuple est confronté. Chef plus spirituel que temporel, il ne gouverne pas. Le pouvoir réel est exercé par le shogun, généralissime, issu depuis le XII^e siècle de la famille des Tokugawa, le clan féodal le plus puissant

de l'archipel. Le shogun commande des Daimos, seigneurs qui dominent des provinces avec leur cour et leurs guerriers samourais.

L'Empereur (à l'époque où Aimé Humbert séjourne au Japon il s'agit de Komai, qui mourra en 1867) vit donc dans la capitale de la religion shinto, à Kyoto, alors que le shogun réside à Edo (ou Yeddo), la future Tokyo. Les Européens, peu aptes à pénétrer les arcanes de la vie politique japonaise et à saisir la nature de ce double-pouvoir, crurent qu'il suffisait de traiter avec le shogun pour arriver à leurs fins et s'installer dans l'archipel. Cette structure politique allait se révéler beaucoup plus subtile.

Dès la seconde moitié du XIX^e siècle, les institutions féodales du Japon sont fortement ébranlées de l'extérieur comme de l'intérieur du pays. L'arrivée des Occidentaux provoqua indirectement la chute du shogunat et du pouvoir féodal, chute souhaitée par les marchands japonais et même par des samourais, appauvris par la décadence de la féodalité et qui aspiraient à un changement. Les partisans d'une véritable unité nationale japonaise purent se faire entendre et s'imposer contre les partisans de la tradition clanique.

Le Japon féodal n'était plus viable. L'économie, basée essentiellement sur la production et le troc du riz, avait dû céder le pas à une économie monétaire dans laquelle banquiers, marchands et navigateurs devenaient les principaux protagonistes, alors même qu'ils formaient la caste la plus méprisée dans la hiérarchie féodale. Les seigneurs, vivant surtout du produit de leurs terres, avaient de plus en plus besoin de recourir à ces nouveaux acteurs de l'économie nippone. Pour subsister, nobles et samourais durent progressivement abandonner leur code d'honneur et s'intégrer à une vie économique plus active. D'une société organisée rigidement en castes hiérarchisées, le Japon glissait lentement vers une communauté plus égalitaire.

En 1860, le pays n'est pourtant guère touché par l'industrialisation. Sur ses 30 millions d'habitants, 70% vivent encore de l'agriculture, alors que 4% seulement sont occupés dans le secteur secondaire. Ce relatif retard économique se double par contre d'une très grande richesse culturelle qui sera probablement le facteur décisif du développement économique du Japon contemporain. Et c'est dans ce domaine que l'influence étrangère fut aussi décisive.

Contrairement à ce que l'on croit souvent, l'archipel n'était pas un pays fermé et inconnu; l'influence européenne y était déjà importante grâce aux missionnaires portugais et espagnols, puis surtout à la présence des Hollandais qui obtinrent, en 1641, l'autorisation de se fixer à

Deshima, un petit port près de Nagasaki, dans le sud de l'archipel. C'est à partir de cette modeste enclave que la civilisation européenne allait se diffuser à l'intérieur des terres, avant que les Occidentaux n'ouvrent des brèches plus importantes, vers le milieu du XIX^e siècle.

Une double volonté animait alors certains nobles japonais : celle de connaître et de comprendre cette culture étrangère, et la volonté d'adopter les techniques et les modes de production des pays industrialisés. Dès 1720 l'étude du hollandais fut autorisée, de nombreux ouvrages de science, de médecine ainsi que des dictionnaires furent publiés. En 1810 un bureau officiel de traduction est ouvert à Edo pour favoriser les échanges entre le shogun (ou son administration) et les voyageurs qui débarquent de plus en plus nombreux. Aimé Humbert apprendra d'ailleurs le hollandais avant d'entreprendre son voyage.

Ainsi, la culture occidentale put se répandre dans de petits cercles privilégiés des villes japonaises, non sans provoquer parfois la réaction violente des partisans de la vie traditionnelle et de l'autarcie, qui craignaient, à juste titre, que leur pays fût soumis et humilié à l'instar de la Chine.

Certains seigneurs, notamment dans le sud où ils se trouvaient en étroite relation avec les Hollandais, rêvaient par contre d'industrialiser leur territoire. Les besoins militaires primaient ; ils avaient besoin d'un fer de qualité que seuls les hauts fourneaux à réverbération pouvaient leur offrir. Ils adoptèrent donc aisément les techniques que leur fournirent les Hollandais. Le Japon se dota ainsi d'embryons d'industrie lourde. Conseillés par des ingénieurs hollandais, des gouvernements locaux créèrent de véritables entreprises qu'ils dirigèrent directement, imposant à leurs fonctionnaires une formation technique ou commerciale.

Cette faculté d'adaptation, mais aussi cette volonté de ne rien adopter les yeux fermés, fascina particulièrement les négociants occidentaux qui vivaient au Japon. Ainsi, avant d'accepter notre horlogerie, les autorités japonaises envoyèrent des techniciens en Suisse (l'un d'entre eux aurait séjourné au Locle) pour apprendre à maîtriser la technologie de ce produit.

L'équilibre précaire entre la féodalité et la modernité allait être ébranlé par l'arrivée, en 1853, des « kurofune », les navires noirs de l'escadre américaine commandée par le commodore Perry. Celui-ci débarqua en force à Edo pour exiger l'ouverture d'un port de commerce dans le pays. Il sera suivi par le Russe Poutiatine et par l'Anglais Sterling. La politique de la canonnière, chère aux Occidentaux, ne pouvait épargner le Japon. Hésitant, le shogun demanda conseil aux principaux seigneurs qui se

prononcèrent pour la résistance armée. L'année suivante Perry revint chercher la réponse. Mais il était cette fois à la tête d'une escadre de 250 canons et disposait de plus de 2600 hommes. Sous cette contrainte, le shogun fut obligé de signer le traité de Kana-Gawa, en 1854. Selon cet acte, les ports de Shimoda et de Hokodate s'ouvrent au commerce américain. Par la suite, les Anglais, les Russes et les Hollandais obtinrent les mêmes avantages. Des quartiers, réservés aux Occidentaux, sont édifiés dans ces deux villes portuaires.

La capitulation du shogun devant la menace étrangère entraîna une vive réaction nationaliste dans tout le pays. Des seigneurs restaient convaincus qu'une opposition militaire était possible. Ce nationalisme japonais fut renforcé par l'attitude du consul américain Harris qui exigea l'extension du traité, en 1857, que le shogun accepta malgré l'opposition de l'Empereur et des seigneurs. Désormais les Américains disposaient du droit d'envoyer un ambassadeur à Edo et d'ouvrir cinq nouveaux ports, dont celui de Yokohama, près de Edo. En plus ils bénéficiaient d'un droit d'extraterritorialité. Ces nouveaux droits seront rapidement acquis par les autres puissances étrangères.

Ces traités constituent un tournant dans l'histoire du Japon contemporain. Toute l'opposition nationaliste va s'unifier et se soulever contre la politique du shogun. La puissance impériale sera restaurée dans le but d'expulser militairement les étrangers. Courant xénophobe et courant «impérialiste» (favorable au mikado) se trouvent ainsi conciliés contre la puissance shogunale. Les nations impérialistes occidentales ouvrent une crise qui durera de 1858 à 1868, dix années de vie agitée au milieu desquelles arrivera la délégation suisse.

Cette période de crise est caractérisée par la lente disparition du pouvoir du shogun. Yesada, qui meurt en 1858, est difficilement remplacé par Iyemochi. Lorsque celui-ci mourra, en 1868, l'Empereur supprimera l'institution shogunale et prendra définitivement le pouvoir réel pour instaurer «l'ère meji», l'époque des temps nouveaux. Mais lorsque Aimé Humbert débarque, le pays traverse des moments extrêmement critiques : les assassinats politiques se multiplient, la guerre civile entre les clans du sud et le shogun se termine à peine, l'Anglais Richardson vient d'être victime d'un attentat provoquant, comme nous le verrons, la réaction violente des Occidentaux.

Comble de malchance pour Aimé Humbert et ses compagnons, en 1863, l'Empereur convoque le shogun dans son palais de Kyoto — ce qui ne s'était jamais vu — et ordonne le départ de tous les étrangers qui n'ont que 20 jours pour plier bagages. Ce délai n'étant pas respecté, des bateaux

français et anglais sont canonnés dans le détroit de Simonoseki. Les Européens riposteront en bombardant des ports et en procédant à des manœuvres intimidantes. Forcé de reculer, l'Empereur rapportera le décret d'expulsion et ratifiera les traités, en novembre 1864.

Paradoxalement, l'intervention brutale des étrangers, en contribuant à renforcer le pouvoir de l'Empereur, précipitera la chute du shogun. Unifié derrière son mikado, le Japon sortira consolidé de ses épreuves. La féodalité, abolie en 1871, est remplacée par le «gouvernement éclairé», plus apte à négocier avec les autres puissances et à se lancer, à son tour, dans l'aventure impérialiste contre la Chine.

La délégation suisse aura séjourné dans un Japon en proie à de très grands troubles qui expliquent la lenteur des négociations entre la délégation helvétique et des autorités peu enclines à signer de nouveaux traités.

Les rapports entre la Suisse et l'Extrême-Orient

Au milieu du XIX^e siècle, la Suisse était restée à l'écart du vaste mouvement colonialiste et impérialiste qui animait les nations occidentales et industrialisées. Le pays, il est vrai, ne bénéficiait pas d'appuis militaire et naval, alors indispensable pour faire prévaloir des intérêts commerciaux. La Confédération n'était pas à même de pratiquer la politique de la canonnière, et les commerçants suisses devaient s'abriter derrière le drapeau de nations étrangères déjà implantées en Asie.

Les fabricants de textile de la Suisse orientale et les horlogers de l'arc jurassien étaient naturellement les premiers intéressés dans le commerce avec l'Extrême-Orient⁵ d'où l'on pouvait importer la soie et le thé et où l'on espérait pouvoir exporter des produits finis. L'idée d'une expédition diplomatique et commerciale au Japon naîtra dans ces milieux, et notamment à l'Union horlogère⁶ que présidait Aimé Humbert.

Cette Union était un comptoir d'escompte et de dépôts, une sorte de banque pour venir en aide aux fabricants en difficulté pendant la crise de la fin des années 1850. Fondée en 1858, par 57 actionnaires — principalement des fabricants d'horlogerie — l'Union horlogère avait pour tâche principale de faciliter le crédit, en prêtant de l'argent aux fabricants qui y déposaient leurs produits. Très rapidement l'Union horlogère se transforma en comptoir d'exportation pour tenter d'écouler les montres qui lui étaient confiées. Il fallut, en ces temps difficiles, trouver de nouveaux débouchés sur les marchés très encombrés ; hors d'Europe, les principaux

clients étaient les Etats-Unis et la Chine où, très souvent, les horlogers suisses rencontraient leurs redoutables concurrents américains. Par l'intermédiaire de l'Union, ils cherchèrent à s'assurer une présence directe en Extrême-Orient en favorisant l'implantation d'un comptoir asiatique à Singapour. Créé par le Loclois François Perregaux en 1859, ce comptoir ne marchera jamais très bien, il accumulera les pertes et devra fermer ses portes en 1865.

L'Union horlogère n'était donc pas un simple «mont-de-piété spéculant sur la pénurie des fabricants»⁷ selon l'expression un peu polémique du vice-consul de France à Neuchâtel, M. Bellaigue de Bughas, qui était très emporté contre les radicaux chaux-de-fonniers, et qui avait fui la ville après un conflit avec ses autorités. Mais il est vrai que l'Union, en confiant la présidence à Aimé Humbert, avait choisi de livrer ses intérêts industriels à un politicien, comptant plus sur l'intervention de l'Etat que sur leurs propres forces.

Par ses relations politiques sur le plan fédéral, Humbert est bien placé pour comprendre le marasme dans lequel se trouvent les industries d'exportation, marasme qui risque de s'étendre dangereusement si rien n'est entrepris. Avec l'appui de son ami Salomon Zellweger, de Trogen, représentant les intérêts de l'industrie de la soie, il cherche des solutions pour le commerce suisse en Orient. Sous son impulsion, l'Union horlogère devient un des premiers regroupements d'horlogers désireux de s'affranchir de la tutelle des banques et de commercialiser lui-même le produit avec le soutien de la Confédération.

La longue tradition du commerce horloger avec la Chine⁸ — où les Bovet étaient installés depuis le début du XIX^e siècle — incita Humbert à orienter ses démarches vers ce pays. Mais il se rendit compte que l'absence de protection diplomatique y mettait nos commerçants à la merci des intérêts étrangers.

Une première expédition

Aimé Humbert s'adressera tout d'abord au conseiller fédéral Fornerod, le chef du Département du commerce et des péages, pour demander l'appui officiel du gouvernement à une expédition en Asie orientale que financerait l'Union horlogère. Dans sa requête il rappelle l'importance du commerce avec la Chine où l'Europe, achetant là-bas la soie et le thé, y laissait un solde positif qu'il estime à 112 millions de francs. Humbert

pensait donc que cet argent demeurant en Chine pourrait servir à l'achat de produits horlogers.

Pour diriger cette première mission, l'Union horlogère engagea Rodolphe Lindau, un écrivain prussien, ami du directeur de l'observatoire de Neuchâtel, Adolphe Hirsch. Lindau, polyglotte, possède de nombreuses relations dans le monde de la diplomatie, indispensables pour un tel voyage. Il est accompagné du Loclois François Perregaux qui est chargé de fonder le comptoir asiatique. En cours de route, et en secret, Lindau modifie son parcours. Le Japon devient l'objectif prioritaire et l'émissaire de l'Union horlogère y débarquera en septembre 1859, après un voyage tumultueux en mer de Chine.

Mais en 1860 Lindau doit renoncer à son projet d'établir un traité avec les Japonais qui ne reconnaissent pas son statut d'ambassadeur. Après des voyages en Chine et autour de l'archipel nippon, Lindau s'installera à Shangai pour le compte d'une maison américaine, tandis que Perregaux s'était fixé à Singapour.

L'échec de cette première mission devait encourager Humbert à poursuivre ses démarches auprès des autorités fédérales. La preuve était faite que seul un ambassadeur dûment accrédité pourrait signer un traité avec le gouvernement japonais.

Le voyage d'Aimé Humbert

De commissions en conférences, l'idée d'Aimé Humbert fait son chemin dans les officines politiques. Finalement les Chambres fédérales accepteront un crédit de 100 000 francs pour une expédition diplomatique au Japon (10 juillet 1861), malgré quelques opposants qui estimaient que la Suisse, faute de marine de guerre, ne pouvait que se placer sous la protection de gouvernements étrangers.

Les principes de l'expédition retenus, le Conseil fédéral nomme Humbert chef de la délégation, en août 1861. Sur le crédit de 100 000 francs, on prélèvera 40 000 francs pour l'achat de cadeaux. Cette question des cadeaux préoccupera beaucoup le diplomate et mobilisera toute son énergie. Car en plus des présents de la Confédération, comme les cartes de géographie de Dufour, les fusils militaires, des collections de gravures suisses, Humbert souhaitait que chaque canton, voire chaque entreprise, lui envoie des échantillons de leur production. Péniblement il réunit une masse impressionnante de produits divers (plus de dix-huit colis!). Le canton de Neuchâtel, pour sa part fera don de chronomètres, de la

collection des Mémoires de la Société des sciences, d'un télégraphe domestique de M. Hipp. Notre pays sera en outre représenté par ses chocolats et son absinthe (huit caisses de 12 litres!).

A maintes reprises Humbert se plaindra de la lenteur des préparatifs et de l'inertie des autorités fédérales, auxquelles il écrit, le 20 août 1861 :

Une entreprise de cette nature est en effet une sorte de campagne pacifique dont le succès ou l'insuccès, en un mot la responsabilité morale, retombe nécessairement et même uniquement sur le ou les chefs désignés. Or, je ne pense pas que l'on trouve ni un général qui veuille se charger d'exécuter un plan d'opérations militaires auquel il n'aurait nullement coopéré; ni un magistrat qui consente à se charger d'une mission diplomatique dans des conditions qu'il n'aurait pas préalablement agréées.

Le diplomate regrette l'absence de directives du Conseil fédéral qui paraît peu pressé de mettre sur pied la délégation et qui renvoie sans cesse la date du départ, prévue primitivement à l'automne 1861. L'histoire de ce voyage, c'est aussi celle d'interminables attentes.

Humbert consacre ses journées aux préparatifs du voyage. Il lui faut non seulement récolter les cadeaux, solliciter le soutien des milieux économiques et politiques, mais surtout trouver les protections diplomatiques et militaires. Echaudé par la mauvaise expérience de Rodolphe Lindau, Humbert cherchera un appui du côté de la Hollande. Un séjour à La Haye, en juillet 1862, lui permettra de se familiariser avec la langue la plus usitée au Japon, et surtout d'obtenir le concours d'une nation qui n'était pas en concurrence avec les intérêts commerciaux suisses.

Humbert — sa bibliothèque en témoignera — effectue aussi de nombreuses lectures sur l'Asie et le Japon; il réunit une documentation importante sur tout ce qui touche à la géographie et à l'ethnographie de ces lointaines contrées. Enfin, en 1862, la composition de la délégation est arrêtée par le Conseil fédéral. Aimé Humbert, ministre plénipotentiaire, sera secondé par Kaspar Brennwald, de Männedorf, nommé délégué commercial. Les émissaires officiels seront accompagnés de quatre personnes qui devront voyager à leurs frais. Parmi elles, il y a le Loclois James Favre-Brandt, fabricant d'horlogerie, qui établira sa maison à Yokohama. Seront également du voyage le major John Bringolf, d'Unterneuhaus, l'officier d'artillerie Iwan Kaiser de Zoug et le marchand de soie Edouard Bavier, de Coire.

L'itinéraire est également arrêté: l'expédition suisse rejoindra le Japon en partant de Marseille, passant par Suez, Java, Hong-Kong et Shangai. Tout a été minutieusement calculé. Le voyage par la Méditerranée

née devait durer un peu plus de deux mois et coûter la bagatelle de 5182 francs par personne. Aimé Humbert peut enfin embarquer à Marseille, à bord du navire *La Vectis*, le 20 novembre 1862. Par souci d'économie le reste de l'expédition devait le rejoindre à Java, en passant par le Cap.

La veille du départ il rédige ses dernières lettres. L'une pour le Conseil fédéral: «Ce n'est qu'à force de nuits blanches que je suis parvenu à me mettre en mesure de m'embarquer demain», l'autre à sa femme, Marie, restée à la Chaux-de-Fonds et qui sera la confidente de tous les déboires de son mari: «A Dieu! mille embrassements à toi et à toute la famille (...) Je te presse sur mon cœur».

Le voyage se déroule sans incidents en Méditerranée. La traversée d'Égypte en chemin de fer (le canal ne sera ouvert qu'en 1869) ressemble à «une promenade dans les Alpes». Les voyageurs ont déjà une semaine de retard lorsqu'ils arrivent à Bombay, mais la traversée de la mer Rouge a rappelé à Humbert «les belles journées sur les lacs suisses». Ratant la correspondance en Inde, Humbert devra attendre quatorze jours à Bombay un bateau en partance pour Ceylan. De Colombo il rejoint enfin Batavia (Djakarta), séjourne pendant un mois dans l'île de Java. Il arrive à Singapour en février 1863, puis il gagne Hong-Kong, Canton et rallie enfin Shanghaï, sur un bateau anglais. En Chine, il profite de rendre visite aux négociants suisses. Ainsi, à Canton, il séjourne chez Alphonse Bovet de Fleurier.

Aimé Humbert ne manque pas, tout au long de ses pérégrinations, d'adresser de nombreuses lettres à sa femme et au Conseil fédéral, encourageant celui-ci à ouvrir des représentations consulaires pour mieux protéger les commerçants suisses en Asie. L'ancien professeur neuchâtois rédige également, de sa fine écriture, de longues considérations sur les religions orientales, sur l'état du commerce asiatique, sur les mœurs des habitants de Java ou de Bombay.

Il n'en oublie pas pour autant l'objectif principal de son voyage; le retard pris l'inquiète. Le problème de la traversée entre la Chine et le Japon le tracasse. Comment faire pour ne pas débarquer dans l'archipel ainsi que de simples voyageurs de commerce, ne pas subir d'humiliantes formalités douanières? Il faut que la délégation suisse obtienne d'emblée un statut diplomatique.

Logé chez M. Vaucher de Fleurier, Humbert attend à Shanghaï le bateau qui le mènera au Japon. Il ne manque pas de s'informer de la condition de la petite colonie suisse d'une quinzaine de personnes, qui s'occupent à Shanghaï d'exportation de soie, et qui sont placées sous la sauvegarde de la légation française.

Le 6 avril 1863, l'expédition suisse peut enfin quitter la Chine, sur un steamer commercial anglais, qui la dépose à Nagasaki, où elle est accueillie par le consul hollandais de Witt. Le Japon, enfin ! Mais aussi le début d'une interminable attente. Aimé Humbert apprend que le shogun a dû se rendre à Kioto, appelé par son Empereur ; ses multiples requêtes pour être reçu à Edo restent sans réponse. Jacob Brennwald, envoyé en éclaireur, ne rencontre pas plus de succès. Humbert décide alors de précipiter les événements : il embarque pour Yokohama sur un navire hollandais ; il est reçu en grandes pompes dans ce port proche de la capitale : salves d'artillerie, escorte militaire, etc. Tous ces honneurs sont rendus par la légation hollandaise, dont le ministre, Van Poelsbroek, offre l'hospitalité à l'ambassade suisse dans le quartier de Benten, réservé aux étrangers séjournant à Yokohama. Toujours pas de Japonais !

Tout semble se dresser contre la délégation : le shogun est convoqué à Kyoto, alors que l'affaire Richardson bat son plein. Les Anglais exigent des réparations exorbitantes au shogun et au seigneur de Satsouma pour l'assassinat d'un de leurs marchands. Voici comment Humbert relatera l'affaire :

Voici venir un Daimo de première classe, oncle et tuteur du jeune prince de Satsouma (un important clan du sud), vice-roi des îles Liou-Kiou. Porté en palanquin et suivi d'un important cortège. Il aperçoit une cavalcade d'étrangers, qui se dirige de son côté, à sa rencontre, sur la route de Kanagawa. Ses éclaireurs l'informent que ce sont de simples marchands anglais, et que dans leur société se trouve aussi une femme, aussi à cheval. Toutes les idées d'autorité, de morale, de bienséances sociales, du vieux seigneur japonais sont bouleversées. S'il arrivait que, à portée de sa vue, un cavalier indigène négligeât de mettre pied à terre et de s'arrêter, ou qu'un piéton ne se tînt pas respectueusement accroupi au bord de la route, il aurait le droit de se faire tuer ; et maintenant, des étrangers, des gens du peuple, et même d'une classe inférieure à celle des paysans, savoir de simples marchands, dont aucun ne devrait se permettre d'aller à cheval, et, qui plus est, une femme, galopent à sa rencontre, sans faire mine de vouloir retenir leurs montures. Il n'hésite pas un instant, et ordonne de frapper. M. Lenox Richardson est mortellement blessé. Ses compagnons sont parvenus à s'échapper. Le cortège seigneurial poursuit majestueusement sa marche. A cette affaire se rattache le plus étrange imbroglio politique qui se puisse imaginer.

Ce récit illustre bien l'incompréhension totale entre les Japonais et les Occidentaux. Humbert découvre la morgue des impérialistes anglais, leur absence de respect pour les mœurs japonaises, comme il découvre la rigidité de la féodalité japonaise. On aurait pu, ajoute Humbert, régler cette affaire sans violence, une simple démonstration de force aurait suffi.

Or l'amiral Kuper organisera une véritable opération punitive, infligeant une cuisante humiliation au clan de Satsouma. Voilà qui n'allait pas améliorer les relations entre le Japon et l'Occident. «Les Japonais sont fiers», écrit Humbert au Conseil fédéral, en lui expliquant qu'il ne faut pas agir avec un esprit commercial «trop systématique», si l'on veut devenir l'ami et le confident du prince.

Poursuivant ses sauts de puce dans l'archipel, Humbert quitte Yokohama pour rallier Edo, sitôt qu'il apprend le retour du shogun. Même cérémonial d'accueil, le 28 mai 1863, pour la délégation helvétique: «Nous étions accompagnés de 102 soldats de marine et matelots de La Méduse qui salua notre départ de 30 coups de canon. Nous traversâmes en cortège, mais sans musique, les rues qui conduisent au Tjodgi (quartier résidentiel des ambassades): en tête une escorte de yakounines (officiers japonais), la population remplissait les rues et nous ne vîmes que des visages bienveillants». Les couleurs suisses sont hissées, on bat le tambour, mais aucun émissaire officiel japonais n'est présent pour accueillir le ministre suisse!

A peine arrivé dans la capitale du shogun, Humbert apprend qu'une révolte de ronins (des samourais déchus) se prépare et que les légations étrangères n'ont que 24 heures pour quitter la ville. Superbe, Humbert refuse de partir sans ordre écrit, car il a, dit-il, des comptes à rendre au gouvernement suisse. Il sera tout de même contraint de se réfugier sur le bateau que Lord Elgin avait donné au shogun de la part de la reine Victoria. Finalement, il obtiendra le droit de séjourner de jour à Edo, et, de guerre lasse, il regagnera sa résidence de Yokohama, le 8 juin 1863. La longue attente se poursuit!

Humbert en profite pour explorer les environs immédiats de Yokohama et pour rédiger le manuscrit de son livre futur. Il rassemble surtout les estampes et photographies qui serviront à l'illustrer¹⁰:

L'état social du Japon offre de singulières anomalies, parmi lesquelles il en est une qui est bien faite pour stimuler l'esprit d'investigation. D'un côté, le gouvernement s'entoure d'un profond mystère; de l'autre, il laisse à l'art national une grande liberté d'allures. Il en résulte que le pinceau des dessinateurs indigènes supplée jusqu'à un certain point au mutisme des agents de l'autorité [voir les illustrations]. Le visiteur étranger fera donc bien de ne pas aller aux informations auprès d'un fonctionnaire public, car il n'en obtiendrait certainement que des réponses évasives; mais qu'il prenne la peine d'entrer chez n'importe quel libraire, il y trouvera sous la forme de gravures, d'esquisses à l'encre de chine, ou d'estampes coloriées, à peu près tous les renseignements dont il peut avoir besoin.

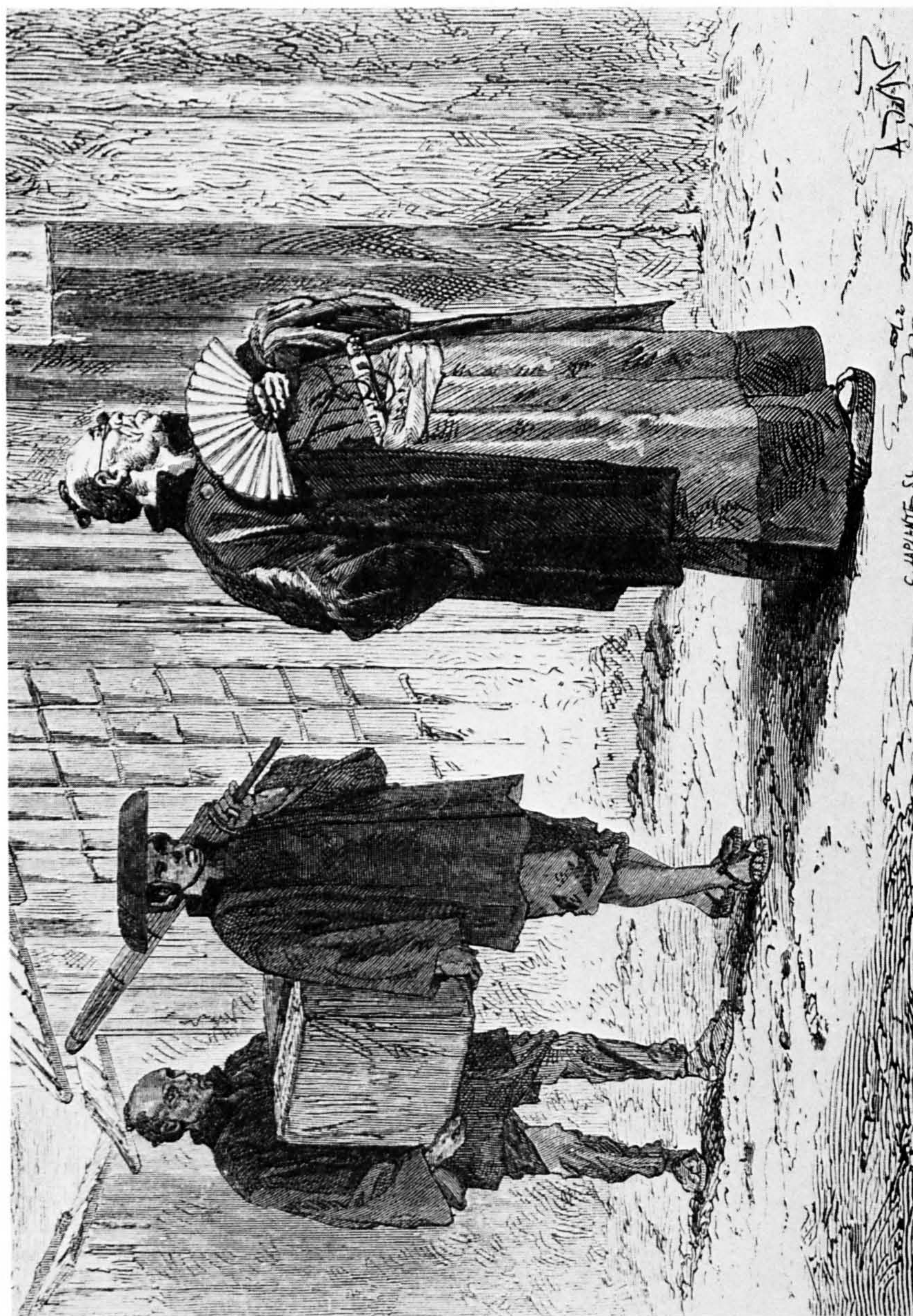


1. Médecin et son valet portant un parapluie, peinture sur papier Japon, 187 x 275 mm.



2. Médecin et son valet (kosskei) portant sa trousse, peinture sur soie, 83 x 55 mm.

Collection Musée d'ethnographie, Neuchâtel. Photographies d'Alain Germond communiquées gracieusement par le musée.



Un médecin de qualité — dessin d'A. de Neuville « d'après une peinture japonaise » dans Aimé HUMBERT, *Le Japon illustré*, t. II. Paris, 1870, p. 24.
On remarque comment l'illustrateur français s'inspirait très librement des documents originaux fournis par Humbert.

Ch. XXXVI



Uchiemon, l'horloger, xylographie 185 × 131 mm.
Collection Musée d'ethnographie, Neuchâtel. Photographie d'Alain Germond.



HORLOGER.

L'horloger « corrigé » par A. de Neuville « d'après des esquisses japonaises » dans Aimé HUMBERT, *Le Japon illustré*, t. II. Paris, 1870, p. 163.

Notre diplomate se livre ainsi à une véritable enquête ethnographique sur la vie japonaise. Il visite les artisans et les boutiquiers, reçoit chez lui ses voisins — s'étonnant au passage qu'ils emploient des mouchoirs de papier — organise des séances de photographie, récolte une multitude d'objets divers. Si la diplomatie devait échouer, l'ethnographie, elle, serait sauvée.

Malgré les pressions réitérées d'Aimé Humbert et de ses amis hollandais, le shogun refuse toujours de rencontrer la délégation suisse et ne formule que de vagues promesses. Des entrevues informelles — avec le rituel échange de cadeaux — ont lieu de temps à autre; mais six mois vont passer sans que l'ambassadeur suisse n'obtienne de rendez-vous officiel. De son côté, le Conseil fédéral va s'impatienter et exigera le retour de son émissaire, en décembre 1863, provoquant la colère du ministre: «Tu liras — écrira-t-il à Marie le 13 décembre 1863 — la lettre du Conseil fédéral qui me décide à brusquer le dénouement, car au fond ce n'est pas autre chose qu'un ordre de rappel rédigé avec la plate perfidie, la lourde hypocrisie qui caractérise certains personnages dont j'ai déjà eu tant de fois l'occasion de ressentir les coups de griffe». Persuadé que la signature du traité n'est plus qu'une question de temps, Humbert tergiverse et profite des longues distances (il faut environ deux mois pour que le courrier parvienne du Japon en Suisse) pour désobéir aux autorités dont il relève. De leur côté, les Japonais prétextent un incendie de palais pour ne pas accorder audience au délégué suisse. L'impasse paraît totale; lorsque les Japonais feront connaître aux Hollandais leur désir d'envoyer une mission en Europe, ceux-ci refuseront cette idée, si la Suisse ne bénéficiait pas de relations politiques avec le Japon.

C'est donc sous la pression des Hollandais que la délégation suisse obtint le droit de rencontrer trois émissaires officiels japonais. Les négociations furent rondement menées puisque le traité d'amitié et de commerce fut enfin signé, le 6 février 1864, dans le temple de Choji, à Edo.

Le lendemain les Suisses regagnèrent Yokohama, réglèrent leurs derniers préparatifs, notamment la remise des deux cents cadeaux. Une petite légation fut installée dans des locaux mis à disposition par la Hollande. La mission était accomplie: des négociants suisses pourraient s'installer au Japon, protégés par des accords diplomatiques. Selon les traités signés, la Suisse obtint les mêmes avantages que les autres puissances occidentales. Ils permettaient aux marchands suisses de se fixer au Japon (ce que feront Gaspard Brennwald et James Favre-Brandt) et fixaient les droits de douane à 5% *ad valorem*.

Une année plus tard, le gouvernement du shogun enverra ses cadeaux au Conseil fédéral: un sabre, un harnachement de cavalier, des pièces de tissus, des bijoux, etc. Une délégation japonaise fera le tour de l'Europe et passera par la Suisse.

Heureux du résultat de ses négociations, Aimé Humbert va enfin quitter le Japon. Il rédige sa dernière lettre pour son épouse: «Que de sujets d'actions de grâces! Et que je suis heureux en particulier, de ce que ma destinée japonaise n'aie pas pu être une occasion, un prétexte de doute en l'efficacité des prières, en la réalité du gouvernement permanent de Dieu dans les affaires du monde et des individus». Il quitte les côtes japonaises le 17 février 1864, effectuant un long périple de retour à travers le Pacifique. Il regagne la Chaux-de-Fonds, via Panama, New York et l'Angleterre. Son voyage aura duré dix-huit mois et dix-huit jours.

L'horlogerie suisse au Japon

Dans une lettre qu'il adressait le 13 novembre 1858 au conseiller d'Etat neuchâtelois Jeanrenaud-Besson¹¹, Aimé Humbert avait mis en doute le nécessité d'établir des relations diplomatiques avec la Chine pour y défendre les intérêts horlogers. En ces temps troublés en Extrême-Orient, nos ressortissants ne pouvaient avoir recours qu'à des «représentants de puissances maritimes ayant à leur portée des forces militaires imposantes (...) [et il était] plus avantageux pour nos négociants de s'abriter sous le pavillon de la France ou de l'Angleterre que sous le drapeau fédéral.»

Quant au Japon, Humbert préconisait alors d'engager des négociations avec l'Angleterre qui venait de signer un traité commercial particulièrement avantageux.

La décision d'entreprendre des négociations directes avec le gouvernement nippon marquait par conséquent un retournement dans l'attitude de Humbert et des principales chambres de commerce suisses qui avaient pris conscience des difficultés à protéger le négoce en passant par des nations amies, mais néanmoins rivales dans certaines branches de l'économie.

En 1858, l'Union horlogère devait constater une réelle baisse du chiffre d'affaire des horlogers en Chine. Estimé à plus de 800 000 francs avant la guerre (qui opposa, entre 1858 et 1865, les puissances occidentales, l'empereur de Chine et divers mouvements xénophobes), ce chiffre

serait tombé à 80 000 francs. Cette situation conduisit presque naturellement les horlogers à chercher de nouveaux débouchés et à être happés par le mirage japonais.

Sur place, Humbert et ses compagnons devaient vite déchanter. Les Japonais ne voulaient rien acheter sans de sérieuses garanties, mais en plus ils ne voyaient pas la nécessité de se procurer des montres ou des horloges.

Les Japonais aiment les montres et savent les apprécier; mais il faut songer que la montre doit remplacer pour eux un autre instrument, principal, national, et bien imparfait sans doute, une sorte de cadran solaire en miniature, accompagné d'une boussole, dans une petite boîte «savonnette» en cuivre, — le tout coûtant au plus 5 francs —; en sorte que la première et capitale objection qu'ils ont toujours à faire, c'est la cherté de l'instrument perfectionné qui leur est offert d'Europe et d'Amérique¹².

Ne connaissant d'autres objets de luxe que les armes et les costumes, les Japonais ne voudraient que des montres qui marchent bien, mais au plus bas prix, sans s'inquiéter du titre du métal (une des principales préoccupations des fabricants de l'époque). En fait, les clients japonais se comptaient surtout à la cour ou dans certains cercles privilégiés de marchands et de banquiers en contact avec les Occidentaux. Dans l'immédiat, Humbert devait constater l'impossibilité d'établir un commerce stable et régulier au Japon.

Nonobstant ces obstacles, des commerçants, membres de l'expédition, comme Brennwald et James Favre-Brandt¹³, se fixeront à Yokohama pour y fonder des comptoirs d'import-export. La petite colonie suisse s'étendra au cours des années suivantes, passant de huit personnes à quatre-vingts entre 1863 et 1900. Elles y installeront même une société de tir en 1865!

Ce n'est malheureusement que vers la fin du XIX^e siècle que les statistiques du commerce suisse au Japon sont établies plus précisément, surtout par la volonté de Paul Ritter, consul à Yokohama, qui fait parvenir aux autorités politiques et économiques des rapports extrêmement détaillés¹⁴, sur la situation dans l'archipel.

Un trait dominant de l'histoire du commerce horloger suisse est son incapacité d'adaptation rapide aux fluctuations d'un marché que l'on sait pourtant dépendant des caprices de la mode. Ce phénomène, bien connu des spécialistes de l'horlogerie suisse, se vérifie par l'exemple japonais. Dans les années 1890, la Suisse profite de l'essor général que connaît le Japon. Ce développement, caractérisé par la construction des chemins de

fer et par la guerre victorieuse contre la Chine, fait du Japon de «l'ère Meiji» une nouvelle puissance industrielle, grande consommatrice de produits horlogers.

Profitant de cette aubaine, les horlogers suisses installent leur suprématie dans le nouvel empire, surclassant dans ce domaine tous leurs rivaux occidentaux qui ne réussissent qu'à occuper que 10% du marché. Forts de leur monopole, les fabricants suisses ne s'inquiètent donc guère de la concurrence ou du changement des mentalités qui s'opère au Japon.

Dans un rapport daté de 1897¹⁵, Emile Bonjour, chef de la chancellerie fédérale du commerce, après avoir consulté les principaux exportateurs d'horlogerie, rédigeait un véritable bulletin de victoire. Jamais, selon lui, les Japonais ne seraient à même de fabriquer des montres : «Ils n'arriveront que très difficilement — s'ils y arrivent jamais — à comprendre la mécanique, surtout réduite à d'aussi petites dimensions que celles des montres (...) les Japonais n'ont pas les aptitudes nécessaires pour devenir de bons horlogers.» Selon Bonjour, rien ne menacerait la suprématie de l'horlogerie suisse au Japon où ses exportations s'élevaient alors à 86% du marché total.

Les montres américaines ne plaisent guère aux Japonais qui aiment les montres en or, de gros calibre, dans lesquelles ils peuvent voir la totalité du mouvement, comme dans les montres de type Lépine. Imitant le genre «Boston», une fabrique d'Osaka ne construit que 2 à 3 mouvements par jour, pour 60 francs pièce, alors qu'elle ne coûte que 6 à 8 francs en Suisse.

En fait, ce sont les Suisses qui se livrent entre eux à une impitoyable concurrence sur les marchés mondiaux, chacun cherchant à vendre le plus possible, le meilleur marché possible, au détriment de la qualité. La Société intercantonale des industries du Jura — qui deviendra la fameuse Chambre suisse — ne reste pas insensible devant ce problème en cherchant à normaliser le commerce et à l'épurer de ses chevaliers d'industrie : «Si les fabricants suisses tiennent à maintenir leur bonne renommée dans ce pays [le Japon], ils devront veiller davantage à n'envoyer que des pièces de bonne qualité, garanties sous tous rapports...»¹⁶, écrivait le secrétaire de la Société, J. Perrenoud, en 1892 déjà.

Dans les années 1890 les avis divergent donc quant à l'appréciation de la situation commerciale. Emile Bonjour et beaucoup d'exportateurs d'horlogerie estimaient la situation florissante, alors que le consul Paul Ritter et la Société intercantonale s'inquiétaient de la mauvaise qualité des produits exportés et de l'implantation, au Japon même, de maisons concurrentes.

En 1894 des horlogers américains et anglais créèrent la Japan Watch Co., dont le siège social se trouvait à Hong-Kong. A cette éphémère entreprise succéda, la même année, l'Osaka Watch Co. Toutes opérations, Paul Ritter les surveilla de près, faisant parvenir en Suisse des mouvements fabriqués dans cette nouvelle usine. Les Japonais ont changé, écrit-il: «Le Japonais qui gagne son argent facilement (...) se pare d'une montre aussi vite qu'il peut»¹⁷. Pourquoi, ajoute-t-il, les Japonais ne construiraient-ils pas eux-mêmes des montres? Leur main-d'œuvre est habile, délicate et bon marché.

Mais la situation n'est pas suffisamment alarmante pour inquiéter les fabricants suisses avant le XX^e siècle. En 1901 pourtant, un très long rapport de Paul Ritter alertait les milieux concernés. Il constatait une chute brutale des importations¹⁸ suisses et dénonçait des tares qui nuisaient au commerce horloger: la contrebande, pour échapper aux nouveaux droits de douane prévus dans le traité de 1896 et aussi le développement d'un nouveau commerce direct entre Suisses et Japonais qui faisait une rude concurrence aux intermédiaires établis dans l'archipel. Selon le consul, «le commerçant japonais est déloyal et chicaneur, la juridiction difficile, longue et chère»; les intérêts commerciaux des Suisses semblaient donc bien menacés. De nombreuses maisons de commerce — comme celle des frères Schneider ainsi que Herb & Cie — firent faillite. Elles durent mettre en vente sur le marché japonais un important stock de montres à liquider. Et, phénomène également nouveau, les horlogers américains réussirent leur percée au Japon.

Les connaissances et les goûts avaient changé sans que les fabricants suisses s'en doutassent: «Tous les Japonais qui, durant ces dix dernières années, ont acheté peut-être deux millions et demi de montres sont, grâce à la compréhension de cette race pour les ouvrages finement travaillés, devenus des clients exigeants, sachant aujourd'hui ce qu'ils veulent (...) Les montres américaines trouvent, malheureusement, de jour en jour davantage, une clientèle plus nombreuse», note Paul Ritter dans son rapport de 1901. Les horlogers suisses croyaient peut-être que les gros calibres continueraient de plaire, alors que la clientèle japonaise s'était rapidement convertie à des calibres de dimension normale: «Qui aurait supposé, il y a quelques années, lorsqu'on pouvait rendre suffisamment lourdes les montres épaisses et carrées désirées par les Japonais, qu'ils achèteraient aujourd'hui les savonnettes américaines, forme bassine, tout à fait minces, ajoute Paul Ritter?

Alors que les Suisses expédient surtout des produits terminés, les Américains, en partie pour déjouer les taxes douanières, envoient des

mouvements et des boîtes séparées. L'uniformité et la simplicité de leurs calibres rendent le remontage plus aisé.

Quant à la concurrence japonaise, elle ne préoccupe pas le consul suisse; l'Osaka Watch fabrique exclusivement des pendules. Quant à la manufacture Hattori, à Tokyo, elle ne sert que d'école d'horlogerie: «On doit la comparer à l'une de ces nombreuses entreprises de style européen fondées par les Japonais pour satisfaire leur orgueil national et leur vanité personnelle, et pour prouver que le Japon est capable d'édifier tout ce qu'il désire» estime le diplomate.

En 1907, le ton changera encore. On apprend que M. Hattori fabrique des montres et des boîtes, qu'à Osaka une fabrique de boîtes — celle de M. Yamada — vient d'ouvrir ses portes. Paul Ritter envoie d'ailleurs à la Chambre suisse des échantillons de ces produits.

En quelques années les horlogers suisses ont perdu leur monopole commercial au Japon, où ils ont été remplacés par leurs concurrents américains et par les horlogers japonais eux-mêmes qui ont su, très rapidement, s'adapter aux techniques occidentales.

Conclusion

Dans son ouvrage sur la montre chinoise, Alfred Chapuis¹⁹ souhaitait qu'un doctorant écrive une thèse sur «l'aide apportée par l'horlogerie à la diplomatie». A l'étude du voyage d'Aimé Humbert, les termes pourraient être inversés puisque la diplomatie, dans ce cas, est venue au secours de l'horlogerie. Mais il faut ajouter que le marché japonais, une fois ouvert aux commerçants helvétiques, n'a pas tenu toutes ses promesses. Cela est dû à la fois à une certaine incapacité d'adaptation aux fluctuations des conjonctures, mais surtout à l'admirable façon dont les Japonais ont su utiliser à leur profit ce qui leur était imposé d'Occident.

Aujourd'hui, comme un juste retour des choses, ce sont les Japonais eux-mêmes qui nous lancent un important défi technologique et commercial, et c'est à notre tour de nous y adapter, sans perdre pour autant notre identité culturelle.

Jean-Marc BARRELET

NOTES

¹ Né le 29 juin 1819 aux Bulles, près de la Chaux-de-Fonds, Aimé Humbert fit des études classiques à Lausanne. Le 3 mars 1848 il est nommé secrétaire du gouvernement provisoire de la République neuchâteloise. De 1850 à 1858 il sera conseiller d'Etat fonctionnant comme secrétaire et directeur de la chancellerie et chef de l'éducation publique. Conseiller aux Etats de 1854 à 1862, en

1856 il joue un rôle important dans les négociations sur la question de Neuchâtel. Après son ambassade au Japon, il dirige un pensionnat de jeunes espagnols protestants, à Lausanne. En 1866 il est nommé recteur de l'Académie de Neuchâtel où il enseigne la pédagogie et l'instruction civique. Aimé Humbert fit également partie de la loge maçonnique « Alpina », mena une campagne ardente pour l'abolition de la prostitution. Il fera encore partie du Conseil général de Neuchâtel de 1888 à 1891. Décédé en 1900, on lui fit des obsèques « nationales », le 20 septembre.

² Pour l'étude de ce voyage, l'auteur a consulté les sources suivantes :

- Archives fédérales (AF), E6/40 Uhrenhandel Japan; E2/1508.
- Archives cantonales neuchâtelaises (AEN) : fonds Aimé Humbert, copies de lettres, 8 vol.
- AKIO NAKAI, Paul, « Die Aufnahme der diplomatischen Beziehungen zwischen der Schweiz und Japan im Jahre 1864 », dans *Nippon-Helvetia, 1864-1964*, Tokyo, 1964, pp. 1-164.

³ HUMBERT, Aimé, *Le Japon illustré*, Librairie Hachette, Paris, 1870, 2 vol. 407 et 415 p., 476 illustrations. L'ouvrage a été réédité en livre de poche, sous forme abrégée : HUMBERT, Aimé, *Voyage au Japon*, Stock, collection Grands voyageurs, Paris, 1981, 248 p.

⁴ Sur le Japon au XIX^e siècle :

- CARON, François, « La croissance japonaise », dans LÉON, Pierre, *Histoire économique et sociale du monde*, A. Colin, Paris, 1978, t. IV, pp. 243-253.
- FRÉDÉRIC, Louis, *La vie quotidienne au Japon au début de l'ère moderne, 1868-1912*, Hachette, Paris, 1984, 404 p.
- REISCHAUER, Edwin O., *Histoire du Japon et des Japonais*, traduit de l'américain, Seuil, Paris, 1973, t. i, 251 p.
- VAN-TUAN, Pham, *La construction du Japon moderne*, Centre de recherches européennes, Lausanne, 1966, 196 p.

⁵ BONNANT, Georges, « Quelques aspect du commerce d'horlogerie en Chine à la fin du XVIII^e et au cours du XIX^e siècle », dans *La Suisse horlogère*, N° 3, 1964.

⁶ Sur l'Union horlogère, voir AEN, carton-brochures 113.

⁷ Archives du Quai d'Orsay, Paris, correspondance commerciale, Neuchâtel, 1859-1865, t. I, fol. 42-49.

⁸ CHAPUIS, Alfred, *La montre chinoise*, Neuchâtel, 1919. Reprint Ed. Slatkine, Genève, 1983, 269 p. (avec la collaboration de LOUP, Gustave).

⁹ Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel, catalogue de la bibliothèque d'Aimé Humbert, mise en vente en 1902.

¹⁰ Le Musée d'ethnographie de Neuchâtel possède heureusement la collection des estampes, dessins, photographies, etc., ramenée par Humbert et qui ont servi à illustrer son ouvrage.

Les illustrateurs de la Librairie Hachette (dessinateurs et graveurs) utilisèrent plusieurs images pour en confectionner une seule qu'ils arrangeaient selon le goût de l'époque. Ainsi (voir illustration) le médecin japonais est un savant mélange de plusieurs représentations. On lui a même ajouté des lunettes pour faire plus sérieux.

¹¹ AEN, série Intérieur, dossier 179.

¹² AEN, copies de lettres d'Aimé Humbert : lettre à Henri Touchon, conseiller d'Etat, du 13 octobre 1864.

¹³ James Favre-Brandt fut le premier horloger neuchâtelais à s'installer au Japon où il fit venir son frère Charles qui fonda un comptoir à Osaka. Henri, fils cadet de James, remplaça son père au début du XX^e siècle, à la tête de la maison.

Voir : FALLET, Marius, « Le commerce d'exportation horlogère, principalement pendant la période de 1876 à 1926 », dans *Journal suisse d'horlogerie*, 1927, pp. 66-74.

¹⁴ AF, E6/40.

¹⁵ AF, E6/40.

¹⁶ AF, E6 40/2, correspondance du consulat de Yokohama et la Société intercantonale 1892-1896.

¹⁷ AF, E6 40/2.

¹⁸ Selon le *Journal suisse d'horlogerie* (N° 7, janvier 1901), l'année faste pour les exportations horlogères au Japon se situe en 1898. Cette année-là, le Japon importa 531 372 pièces, pour une valeur de 2 960 210 yens (le yen valant à l'époque environ 2 fr. 60). Les Suisses se taillaient la part du lion, puisqu'ils exportaient 461 692 pièces, pour une valeur de 2 379 096 yens, ce qui représente le 80% du marché.

En 1902, selon les sources du consulat de Yokohama (AF E 2300, Yokohama 1), nos exportations horlogères ne se montaient qu'à 340 924 yens, ce qui ne représente que le 47% du marché, alors que les exportations américaines s'élevaient à 289 558 yens.

¹⁹ Alfred CHAPUIS, ouvrage cité en note 8, p. 45.

909 ' 133 - n

LA PRESSE NEUCHÂTELOISE, DE LA PLURALITÉ À LA CONCENTRATION DES TITRES

Introduction

Appelé à parler, un jour, de la presse suisse devant un auditoire français, le journaliste Pierre Cordey introduisait son propos en ces termes qui avaient de quoi surprendre :

Il me faut commencer par un aveu : la presse suisse n'existe pas. Toujours et partout, la notion de presse appartient au royaume de l'abstraction : il n'existe vraiment que des journaux. Au pays des vingt-six républiques fédérées, cette notion est plus abstraite encore qu'ailleurs¹.

Sans le vouloir probablement, Pierre Cordey faisait écho, à quarante-cinq ans de distance, à Otto de Dardel qui, chargé d'écrire pour *Le livre des éditeurs de journaux suisses* le chapitre réservé à son canton, l'intitulait « Notice sur les journaux neuchâtelois »² et non pas sur la presse neuchâteloise.

On nous pardonnera de ne pas nous embarrasser de telles précautions, si louables soient-elles, et de parler de la presse neuchâteloise pour désigner l'ensemble des publications de ce pays. Nous nous empresserons cependant de dire, avec Otto de Dardel, qu'elles portent toutes, à des degrés divers, le sceau de la diversité des régions, de la multiplicité des intérêts et du caractère individualiste des habitants³. A quoi il faut ajouter l'influence de l'histoire et de la politique qui ont ponctué la naissance, voire le développement de plusieurs titres.

Dans cette perspective, nous voyons que la presse neuchâteloise a connu trois grands moments :

- celui que je nommerai de *la prolifération des journaux*, lié au foisonnement des idées et aux luttes des deux premiers tiers du XIX^e siècle ;
- le temps, ensuite, qui correspond à *l'âge d'or européen de la presse*, à laquelle tout semble devoir réussir et qui vaut à ce canton de compter un nombre record de quotidiens ;
- *les années difficiles* enfin qui connaissent des restructurations et des concentrations pour aboutir à l'époque actuelle, avec ses deux pôles médiatiques de Neuchâtel et de la Chaux-de-Fonds.

Tout ceci est dit encore de façon très schématique et mérite qu'on y apporte des nuances à la lumière de l'évolution politique, économique, sociale, culturelle et en fonction aussi des progrès de la technologie et des besoins des lecteurs.

Le temps de la prolifération des titres

A l'aube de l'année 1831, qui allait être décisive pour la presse, *Le Véritable Messenger Boiteux de Neuchâtel*⁴, «prompt comme le télégraphe», annonçait la parution prochaine d'une gazette, la *Revue neuchâteloise*⁵:

Au premier bruit de cette nouveauté, disait-il, tous les esprits se sont agités; les bons, les mauvais, les nébuleux, les éclairés, tous se sont mis à discuter les avantages et les inconvénients de cette entreprise⁶.

Et, après avoir souligné que les uns se félicitaient «du nouvel aliment intellectuel offert à leur avidité», l'almanach ajoutait: «Les autres, rassasiés de journaux, se sont lamentés d'en avoir un de plus à expédier pour être au courant»⁷. Les Neuchâtelois d'alors étaient-ils vraiment aussi rassasiés de journaux que le prétendait l'almanach? Je ne le pense pas. Il y a, au moment où ils paraissent, quelque exagération dans les propos du *Messenger boiteux*, encore que l'avenir ne va pas tarder à lui donner étonnamment raison.

Il faut rappeler que durant tout le XVIII^e siècle, la ville de Neuchâtel avait été un centre d'impression et d'édition particulièrement actif. La Révolution française, toutefois, avait porté un coup sensible à ses imprimeurs et à ses éditeurs⁸, si bien qu'il apparaissait déjà bien lointain le temps où le *Mercur suisse*, devenu en 1738 le *Journal helvétique*⁹, animait la vie culturelle de la Suisse d'expression française.

En fait, jusqu'en 1831, les Neuchâtelois n'eurent que deux journaux à eux: la *Feuille d'Avis de Neuchâtel*¹⁰ qui avait commencé sa longue carrière en 1738 et avait passé, en 1814, aux mains de Chrétien-Henri Wolfrath, et la *Feuille d'Avis des Montagnes*¹¹, paraissant au Locle dès 1806. L'une et l'autre étaient des journaux d'annonces hebdomadaires. Comme toutes les publications de ce type, elles ne comportaient guère d'informations et encore moins d'articles de politique, que d'ailleurs la censure n'aurait pas tolérés. C'étaient, au dire d'un journaliste de 1831, «[d']innocentes productions, tour à tour lues et relues jusqu'à ce que le jeudi suivant en fit éclore de nouvelles!»¹².

On peut imaginer, sans l'affirmer tant que des recherches n'auront pas été entreprises, qu'un certain nombre de Neuchâtelois recevaient des journaux de l'extérieur¹³ : des publications françaises peut-être et très certainement le *Journal de Genève*, la *Gazette de Lausanne* et le *Nouvelliste vaudois*¹⁴, tous trois porteurs des idées libérales.

C'est d'ailleurs sous l'influence de ces idées que va naître dans le canton de Neuchâtel, comme à Fribourg¹⁵, une série impressionnante de journaux, avant même la promulgation — il faut le souligner — de la loi du 25 octobre 1831¹⁶, posant en ces termes, à son article premier, le principe de la liberté de la presse :

Tout individu majeur, maître de ses droits et domicilié dans l'Etat, pourra librement émettre et publier, par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication (tels que la gravure, la lithographie), ce qu'il jugera convenable, sauf à être responsable, à teneur de la présente loi, de tout ce qu'il aura publié ou fait publier dans le pays ou ailleurs¹⁷.

Avant donc que la loi ne les y autorise expressément, de petits groupes d'intellectuels, parfois de simples particuliers lancent en quelques mois, à Neuchâtel et à la Chaux-de-Fonds, sept publications nouvelles, toutes axées sur les problèmes politiques de l'heure. Ce sont, dans l'ordre de leur apparition :

- *La Revue neuchâteloise*, déjà mentionnée ;
- *Le Messenger neuchâtelois*¹⁸, imprimé à Yverdon ;
- *Le Neuchâtelois*¹⁹ ;
- *Les Feuilles neuchâteloises*²⁰ ;
- *Le Journal de Neuchâtel*²¹ ;
- *L'Echo du Jura*²², qui est le premier journal chaux-de-fonnier ;
- *Le Constitutionnel neuchâtelois*²³, enfin.

Tous ces titres, dont on peut supposer qu'ils avaient des tirages oscillant autour de quelques centaines d'exemplaires, n'eurent qu'une existence éphémère. Seul *Le Constitutionnel* parvint à l'âge presque adulte. Ils jouèrent néanmoins, ainsi que l'ont montré Arthur Piaget²⁴ et Arnold Robert²⁵, un rôle important, pour ne pas parler de rôle moteur, dans les deux tentatives insurrectionnelles (septembre et décembre 1831) d'Alphonse Bourquin.

Nous n'y reviendrons pas. En revanche, nous voudrions nous arrêter à deux points particuliers.

1° Si la naissance de la presse neuchâteloise, en 1831, est étroitement liée, d'une part aux événements politiques locaux, d'autre part au courant

général favorable à la liberté d'expression, il n'en demeure pas moins qu'elle s'inscrit dans une perspective plus large de promotion culturelle.

Comme dans l'ensemble de la Suisse, le degré d'instruction s'est élevé, durant le premier tiers du XIX^e siècle, dans les campagnes et les bourgs de ce pays. Même s'il paraît nécessaire de rappeler, en 1829 encore, que l'enseignement de la lecture, de l'écriture et du calcul doit être mis «à la portée de tous les enfans quelles que soient leurs circonstances ou l'éloignement de leur domicile»²⁶, l'école est déjà bien implantée. Et «sur le plan de la curiosité intellectuelle»²⁷, pour reprendre les termes de Louis-Edouard Roulet, les Neuchâtelois se manifestent en créant ou en restaurant des chaires de niveau universitaire d'où sortira, en 1838, l'Académie.

2° D'entrée de jeu, la presse neuchâteloise se distingue par sa diversité. Sans doute, à parcourir les publications de 1831, n'est-on pas d'abord frappé par la recherche d'une quelconque originalité dans la présentation des pages. Mais, à travers la grisaille d'une typographie serrée, s'expriment des idées, se prennent des positions à la fois variées et nombreuses, allant du monarchisme sourcilieux du *Constitutionnel* au libéralisme généreux du *Journal de Neuchâtel*, en passant par *Le Messager* dont on ne sait pas trop ce que veut son rédacteur, un Marseillais prolix et exubérant. Les *Feuilles* et *Le Neuchâtelois* soutiennent le régime en place, tandis que la *Revue neuchâteloise* est désireuse de secouer l'opinion publique et de l'orienter vers la Suisse²⁸:

Nous considérons la Suisse comme notre seule et unique patrie, écrivait-elle. La nature a voulu que nous fussions Suisses. Nous le sommes d'ailleurs par nos mœurs, par nos sentiments et par nos habitudes; nous le sommes par toute notre histoire²⁹.

Que va-t-il subsister de cette première vague de journaux? Nous l'avons déjà dit, *Le Constitutionnel* continuera à paraître, jouissant d'une sorte de monopole de l'opinion jusqu'en 1848. Les autres disparaurent, alors que *Le Journal de Neuchâtel* émigra à Berne après le procès de presse — le premier du genre dans ce canton — qui fut fait à ses deux rédacteurs, Gonzalve Petitpierre³⁰ et Eusèbe-Henri Gaullieur³¹, pour devenir, sous des titres divers, l'organe de l'émancipation³².

Avec la Révolution du 1^{er} Mars 1848, la presse neuchâteloise franchit une deuxième étape, encore qu'elle ne connaisse pas, alors, un élan comparable à celui de 1831. Elle ne s'enrichit que de deux nouveaux journaux, le *Républicain neuchâtelois*³³ et *Le Patriote neuchâtelois*³⁴, tandis

que *Le Constitutionnel* juge prudent, le 2 mars déjà, de devenir tout simplement *Le Neuchâtelois*. Ce qui ne l'empêchera pas d'être interdit pendant quelques semaines³⁵.

Mais surtout, la presse fait son entrée dans la Constitution. A l'Assemblée constituante, elle trouve un avocat éloquent pour plaider la cause de sa liberté. Jugez plutôt :

On l'a dit et répété : la liberté de la presse est une chose *sacrée* ; c'est la vie quotidienne d'un peuple ; elle seule peut l'éclairer, l'émanciper et lui frayer la route de l'avenir, en sauvegardant ses droits et ses libertés. Mettre une entrave quelconque à la presse, c'est vouloir en quelque sorte donner un narcotique au peuple ; au lieu de le tenir en éveil, on arriverait à l'endormir ; et cela est un mal ! Ce n'est pas seulement un mal ; c'est une faute³⁶.

La leçon est entendue et l'article 10 est voté qui proclame : « La presse est libre. La loi en règle l'exercice et en réprime les abus ; ses dispositions ne peuvent être préventives »³⁷.

Dix ans plus tard, la révision constitutionnelle de 1858 vaudra un statut plus libéral encore à la presse dont « l'exercice ne peut [...] être réglé, suspendu ou entravé par aucune loi »³⁸.

Ces années 1848-1858, pendant lesquelles la presse neuchâteloise ne répond pas toujours à l'attente du gouvernement — Alexis-Marie Piaget a des mots très durs pour elle³⁹ — vont cependant favoriser sa diversification. Une diversification non plus seulement au plan des opinions, mais également à celui des régions. Désormais, le Haut et le Bas du canton vont se partager les titres politiques, la Chaux-de-Fonds où, selon Otto de Dardel, les journaux avaient eu quelque peine à s'implanter⁴⁰ disposant à son tour de « feuilles » solides et décidées à jouer leur rôle.

On distingue de plus en plus nettement deux pôles d'influence : la Chaux-de-Fonds, avec le *Républicain neuchâtelois* duquel sortira, en 1856, *Le National suisse*⁴¹, et Neuchâtel, où s'édite *Le Neuchâtelois*, issu du *Constitutionnel* et qui, après diverses fusions, donnera, en 1864, *L'Union libérale*, puis en 1881, *La Suisse libérale*⁴².

Mais le tableau de la presse neuchâteloise, à cette époque, est loin de se résumer à ces seuls titres. Il faut citer des créations nouvelles, parfois passagères, comme la *Petite Chronique neuchâteloise*⁴³, *L'Indépendant*⁴⁴, *Le Courrier de Neuchâtel*⁴⁵, *L'Abeille*⁴⁶, *Le Moustique*⁴⁷ et même une feuille d'avis en allemand, *Der Bote von Neuenburg*⁴⁸.

Tous ces journaux portent la marque des luttes politiques auxquelles ils sont mêlés de très près et pour lesquelles ils ont été bien souvent conçus. La forte politisation de la presse, dans les années 1850, n'est pas

propre à Neuchâtel. Si elle prend ici une coloration et une intensité particulières, compte tenu de l'étroitesse du territoire, on peut affirmer que la tendance est générale en Suisse et même en Europe. Ceci explique, sans doute, la volonté qu'on discerne bientôt dans certains groupements de citoyens ou chez certains éditeurs, de renoncer aux polémiques encombrant les colonnes pour donner plus de poids à l'information. On en a un exemple avec le premier *Impartial*, né en 1850, qui adopte une position de «juste milieu», tout en se disant «dévoué aux institutions républicaines du canton».

Si ce journal, est-il précisé en tête de son numéro du 1^{er} janvier 1851, s'est élevé contre toute tendance antidémocratique, de quelque part qu'elle se soit manifestée, c'est que son but est de défendre les droits du peuple et la constitution que le canton s'est librement donnée. Pour atteindre ce but, l'*Impartial* a loué ce qui lui paraissait bien, critiqué, mais sans aigreur, ce qui lui paraissait mal; il s'est constamment tenu en dehors de toute approbation ou opposition systématique⁴⁹.

Nombreux, divers, les journaux neuchâtelais de ce temps ne mènent pas la grande vie. La plupart paraissent deux à trois fois par semaine. Leur chiffre de tirage est modeste et certainement inférieur aux 2100 exemplaires que *Le National suisse* annonce après quelques semaines d'existence et qui lui permettent d'offrir «une publicité plus considérable qu'aucun des journaux édités jusqu'ici dans le canton»⁵⁰.

Quant à la part des annonces, elle est généralement minime. Pour *Le Patriote neuchâtelais*, en 1848, elle ne représente, par exemple que 1,6% de l'ensemble du texte rédactionnel.

C'est dire que les journaux vivent alors essentiellement du produit de leurs abonnements. Sans être aussi important que celui de leurs confrères parisiens, le prix des feuilles neuchâtelaises est élevé. En 1851, un an d'abonnement à l'*Impartial* coûte, pour trois numéros par semaine, 14 francs. Il faut mettre ce montant en regard des 2 fr. 10 que gagne, pour une journée de douze à treize heures de travail, un ouvrier boulanger ou un ouvrier ferblantier⁵¹.

En d'autres termes, sept jours de travail plein sont nécessaires pour payer un abonnement annuel à l'*Impartial*. De là à déduire que le journal, au milieu du XIX^e siècle, est un produit de luxe, il n'y a qu'un pas. Nous n'hésiterons d'ailleurs pas à le franchir, voyant dans ce coût élevé une raison à la relative confidentialité dans laquelle le journal a longtemps vécu et au fait aussi qu'il fut d'abord réservé à la classe aisée de la population.

Les beaux jours de la presse neuchâteloise

Pour les historiens de la presse, trois conditions doivent être remplies pour ouvrir résolument aux journaux le chemin de l'essor: la liberté de la presse; des moyens financiers assurés tant par le produit des abonnements et des ventes au numéro que par celui de la publicité; des équipements techniques permettant une production à la fois rapide et de qualité⁵².

Nous ne reviendrons pas sur la liberté dont nous savons déjà que la presse jouit pleinement dès 1848. En revanche, nous voulons consacrer la deuxième partie de cet exposé à l'analyse de son développement dans le dernier tiers du XIX^e siècle et jusqu'à la date fatidique de 1914.

Il faut toutefois replacer ce que nous appelons «les beaux jours de la presse neuchâteloise» dans un contexte plus large. Elle n'est plus seulement liée aux événements politiques, même si ceux-ci occupent une très grande place, mais désormais aussi à la situation économique du moment.

Après une grave crise se traduisant, vers 1875, par la diminution «dans des proportions effrayantes»⁵³, selon les termes mêmes de l'époque, de l'écoulement des montres suisses aux Etats-Unis, l'horlogerie procède à sa restructuration. On voit alors, écrit un économiste contemporain, que «le seul moyen pour elle d'éviter une grande catastrophe [est d'abandonner le travail à domicile pour] passer sans retard à l'exploitation en fabrique, en perfectionnant ce genre d'exploitation dans la mesure du possible»⁵⁴.

Moins de dix ans plus tard, le danger paraît écarté et la situation assainie. Le canton de Neuchâtel assure à lui seul les deux tiers de la production horlogère suisse⁵⁵. A la fin du siècle, il compte au total 565 fabricants⁵⁶.

Cet essor industriel se traduit, sur le plan de la démographie, par un accroissement considérable de la population. De 1870 à 1910, elle augmente pratiquement d'un quart, passant de 95 000 habitants à plus de 133 000⁵⁷, la poussée se faisant sentir de façon spectaculaire à la Chaux-de-Fonds et, dans une moindre mesure, dans les villes de Neuchâtel et du Locle.

Ce n'est donc pas par un effet du hasard que la presse, elle aussi, explose, en nombre et en importance, à ce moment-là précisément. A l'époque des petites feuilles telles que *Le Messager des Montagnes* (1866), *Le Progrès* (1868), *Le Drapeau fédéral* (1872), *Le Patriote* (1872), *L'Avenir* (1873), *Le Journal du Locle* (1874), *Le Peuple* (1875) pour ne citer que quelques titres parmi d'autres, va succéder le temps des quotidiens.

Des quotidiens généralement mieux informés, ouvrant des horizons nouveaux à leurs lecteurs grâce aux articles et dépêches qui leur parviennent de Paris, sans pour autant relayer à l'arrière-plan les problèmes de politique locale et cantonale.

Une comédie-vaudeville du Chaux-de-Fonnier Adolphe Du Bois-Huguenin, intitulée *L'écureuil ou un Scandale dans un bureau de rédaction*⁵⁸ et parue en 1875, nous fait aimablement partager l'atmosphère d'un journal d'alors. La tension, les bousculades, les coups de presse que connaît actuellement tout quotidien, même informatisé à l'extrême, ne paraissent pas avoir été le lot de ces lointains confrères. Ils étaient, à en croire Du Bois, plus habiles à manier les ciseaux et le pot de colle que la plume, tandis qu'à l'atelier les typographes composaient à la main, puisant un à un les caractères dans leurs casses et se débattant avec des manuscrits, loin d'être toujours des modèles de calligraphie.

Quant à l'impression, elle se faisait généralement encore sur des presses ordinaires, actionnées à bras au moyen de manivelles. Bientôt, comme ce fut le cas à la *Feuille d'Avis de Neuchâtel* dans les années 1890, la force de l'homme est remplacée par des moteurs à eau puis à gaz, avant que les presses à cylindres ne fassent leur apparition, annonçant l'avènement de la rotative⁵⁹.

Ainsi, sans attendre la mécanisation de l'imprimerie qui interviendra au tournant du siècle, des éditeurs neuchâtelois entreprennent de lancer sur le marché des quotidiens. Le premier, sauf erreur, à leur ouvrir la route, en 1865, est *Le Jura industriel*, à la Chaux-de-Fonds. Il se veut le «journal des intérêts commerciaux, industriels et politiques des Montagnes neuchâtelaises»⁶⁰. Trois ans plus tard, il est suivi de *La Montagne* qui se présente, avec des ambitions littéraires et scientifiques, comme étant l'«organe de la République démocratique et sociale»⁶¹. L'un et l'autre n'ont, en tant que quotidiens, qu'une brève existence et ont toutefois laissé quelques traces dans l'histoire de la presse du canton.

Tout autre est *Le National suisse*, l'organe des radicaux, et dont Numa Droz⁶² avait été le rédacteur. Il devient quotidien le 19 juillet 1870, quatre jours après la déclaration de guerre de Napoléon III à la Prusse. L'annonce de graves événements en France voisine n'est certainement pas étrangère à la transformation du journal qui dispose déjà d'un important cercle de lecteurs.

Après *Le National suisse*, voici l'*Union libérale*, qui prendra par la suite le nom de *Suisse libérale*. Elle choisit de paraître tous les jours en 1874⁶³, c'est-à-dire au moment où le pays est confronté à la deuxième révision de la Constitution fédérale. L'année précédente, en 1873, les radicaux avaient

fondé, à Cernier, un deuxième journal, *Le Réveil*, qui deviendra *Le Neuchâtelois*, plus tard quotidien lui aussi⁶⁴.

Si l'on excepte la *Feuille d'Avis de Neuchâtel* et celle des Montagnes, la presse neuchâteloise, dans ce dernier tiers du XIX^e siècle, est essentiellement politique, comme elle l'avait été en 1831 et en 1848. Qui dit presse politique, dit aussi polémiques, prises de position, luttes partisans.

Pour réagir contre cette tendance qui n'allait pas sans susciter quelque lassitude dans une partie de l'opinion publique, ainsi qu'on l'a déjà vu en 1850, les frères Alexandre et Paul Courvoisier, à la Chaux-de-Fonds, ont l'idée d'un journal neutre:

Nous pensons, écrivent-ils dans un numéro spécimen du 27 décembre 1880, répondre aux vœux qui nous ont été exprimés par un grand nombre des habitants de notre cité industrielle en fondant *L'Impartial*, qui, comme son titre l'indique suffisamment, restera complètement étranger aux luttes de partis⁶⁵.

Le 18 décembre 1884, René-Alfred-Henri Wolfrath adopte, à son tour, la formule du quotidien pour la *Feuille d'Avis de Neuchâtel*, dont il avait, par ailleurs, peu à peu enrichi la matière rédactionnelle⁶⁶.

La presse d'information, par opposition à la presse d'opinion est née! Pour intéressant qu'il soit, l'exemple neuchâtelois n'est pas unique en Suisse romande. Genève connaît la même évolution avec la *Tribune de Genève*, en 1879, et Lausanne, en 1862 déjà, avec *L'Estafette* et, en 1872, avec la *Feuille d'Avis de Lausanne* qui avait eu des propos assez semblables à ceux de *L'Impartial*: «Nous nous tiendrons autant que possible, en dehors des luttes de partis: ceux-ci ont déjà tous leurs organes respectifs, et notre feuille n'aspire à en représenter aucun»⁶⁷.

La brèche des quotidiens d'information ainsi ouverte, plusieurs titres ne tardent pas à s'y précipiter: *L'Express de Neuchâtel*⁶⁸ et la *Feuille d'Avis des Montagnes*⁶⁹, en 1891; la *Feuille d'Avis de la Chaux-de-Fonds*⁷⁰, en 1893; le *Journal de Neuchâtel*⁷¹, de 1905 à 1908.

Seule exception pour confirmer la règle: *La Sentinelle*. Fondée en 1890 en tant qu'organe du parti ouvrier neuchâtelois, *La Sentinelle* sort tout d'abord de presse deux fois, puis trois fois par semaine, pour devenir le principal quotidien socialiste de Suisse romande dès le 18 décembre 1912⁷². Ce changement de formule est lié à un événement politique local d'importance, survenu cinq mois auparavant: la victoire des socialistes au Conseil général de la Chaux-de-Fonds, au terme d'élections mouvementées⁷³.

A la veille de la Première Guerre mondiale, les Neuchâtelois ont donc le choix, sans parler d'une demi-douzaine de trihebdomadaires, entre

neuf quotidiens, soit un titre pour moins de 15 000 habitants ou un titre pour 3400 ménages⁷⁴. Ce rapport est loin d'être atteint à Genève où l'on dénombre six quotidiens, soit un titre pour 25 000 habitants⁷⁵ et dans le canton de Vaud qui possède également neuf quotidiens, soit un titre pour 35 000 habitants⁷⁶. Fribourg, en 1913, n'a encore qu'un seul quotidien⁷⁷ et le Valais ne dispose que de bi- ou de trihebdomadaires⁷⁸.

Nous n'épilouterons pas longuement sur cette abondance de quotidiens neuchâtelais qui ne se retrouvera plus par la suite. Des recherches ultérieures pourront peut-être définir avec précision la place du journal dans la vie politique et intellectuelle du canton, en tant que facteur de civilisation. Car le journal, ainsi que le relève un article des *Annales*

est, tout d'abord, à la fois un moyen d'action urbaine et une sorte de baromètre de la vitalité urbaine: c'est par le journal que la ville [...] agit sur tout un territoire; une ville sans journal n'est souvent qu'un gros bourg et une ville qui perd son journal [...] est une ville décadente. Le journal permet de mesurer à chaque instant le degré de vitalité et la force d'expansion d'une agglomération moderne dans les domaines les plus variés...⁷⁹.

A cet égard, la presse neuchâtelaise, à la veille de 1914, me paraît être un exemple particulièrement digne d'attention par la pluralité et la diversité de ses titres. A quoi s'ajoutent la dimension humaine, l'esprit d'entreprise des éditeurs, l'activité des rédacteurs qui, en 1912 précisément, se réunissent pour mieux défendre leur profession⁸⁰.

Les années difficiles

Il était temps, car la Première Guerre mondiale fut une rude épreuve pour la presse en général et pour la presse de notre pays qui n'était pourtant pas engagé dans le conflit. Rationnement du papier, diffusion postale réduite, chute des recettes publicitaires et des ventes, contrôle de l'information, censure, pressions de toute espèce furent le lot quotidien des journaux et des journalistes. François-Louis Schulé, alors rédacteur en chef de la *Feuille d'Avis de Neuchâtel*, a raconté comment

dès la mobilisation suisse et pendant une période trop longue, la censure mit sa lourde main sur le téléphone. Pour assurer à la *Feuille d'Avis* le service des dernières nouvelles, il me fallut, ajoute Schulé, aller chaque soir à Berne, y recueillir à l'Agence télégraphique les dépêches approuvées par la délégation militaire qui l'occupait en permanence et reprendre au petit matin le train pour Neuchâtel⁸¹.

Là d'ailleurs ne s'arrêtèrent pas les mésaventures de Schulé. Il eut encore à subir deux jours d'emprisonnement pour avoir fait paraître un article ne répondant pas aux normes admises par celle qu'on appelait alors « Anastasie »⁸².

Au-delà d'anecdotes révélatrices d'une situation particulière, il faut voir ce que la cassure de 1914-1918 a entraîné, rien n'étant plus désormais pour la presse neuchâteloise comme avant. C'est ce que voudrait montrer le troisième volet de cette étude.

Il est incontestable que, durant l'Entre-deux-guerres, la concurrence entre les journaux ne cesse de s'accroître. La faiblesse du tirage de certains d'entre eux constitue un sérieux handicap qu'ils parviennent à surmonter au prix de sacrifices et d'économies durant les crises marquant cette période. Au surplus, un nouveau moyen d'information et de récréation fait son apparition : la radio. Timide à ses débuts, la radio connaît en Suisse une progression géométrique, le nombre des concessions réceptrices passant de moins d'un millier en 1923 à près de 600 000 en 1939⁸³.

La presse neuchâteloise parvient néanmoins à se maintenir. Sans doute voit-elle disparaître, le 30 septembre 1920, l'un de ses plus vieux quotidiens, *Le National suisse*. Mais le lendemain déjà, elle salue la naissance d'un nouveau journal politique, organe du tout jeune parti progressiste national, *L'Effort*. Issu d'une série de fusions, *L'Effort* est, en quelque sorte, l'héritier de la *Feuille d'Avis de la Chaux-de-Fonds* qui s'était muée, en 1918, en *Union helvétique*⁸⁴.

Faisons un saut dans le temps : 1936. La Suisse n'est pas encore sortie de la grande crise. La situation économique est inquiétante : exportations au plus bas et chômeurs toujours près de 100 000. Et pourtant, après une période de flottement des esprits, « les forces politiques, écrit Roland Ruffieux, reprennent la direction du pays dans tous les domaines et avec une fermeté qui surprend »⁸⁵. Face à la montée des périls extérieurs, on ressent le besoin de serrer les coudes et de ranimer, comme le dit encore Ruffieux « la croyance profonde dans les ressources de la démocratie, même et surtout quand elle doit s'affirmer face à un environnement hostile qui cherche à l'abattre »⁸⁶.

C'est dans ce contexte que Marc Wolfrath prend l'initiative du « premier grand journal hebdomadaire romand » et que *Curieux* sort des presses de l'Imprimerie Centrale à Neuchâtel, le 21 mars 1936. Il affiche, sans la moindre ambiguïté, sa volonté d'être suisse⁸⁷, alors que son premier rédacteur en chef, Marcel-W. Suès, invite les Romands à ne plus aller chercher à l'étranger ce qu'ils peuvent trouver chez eux.

L'aventure de *Curieux* dura exactement vingt ans, se terminant sur cette constatation quelque peu amère de ses responsables, en date du 11 février 1956: «La Suisse romande n'est guère plus qu'une expression géographique»⁸⁸.

Dès le début de la guerre de 1939-1945, *Curieux* peut tirer profit du créneau occupé jusque-là par les grands hebdomadaires français qui ne passent plus la frontière ou qui ont été suspendus. En 1944, il trouve sur son chemin un concurrent romand, *Servir*, qui se veut un organe de discussion, largement ouvert aux opinions les plus diverses et les plus contradictoires. *Servir* vécut cinq ans⁸⁹ et put compter sur la collaboration de plusieurs Neuchâtelois, au nombre desquels son rédacteur en chef, Lucien de Dardel, venu de... *Curieux*.

L'histoire de la presse neuchâteloise pendant la Deuxième Guerre mondiale mériterait une étude approfondie. On y verrait comment *Le Neuchâtelois* devint hebdomadaire à fin 1940⁹⁰, suivant en cela la voie qu'avait prise, deux ans auparavant, *La Suisse libérale*⁹¹. On y montrerait aussi comment, à l'inverse, un trihebdomadaire régional, le *Courrier du Val-de-Travers*, édité à Fleurier par la famille Montandon, était autorisé par le Conseil fédéral, en 1944, à paraître six fois par semaine⁹².

Enfin, il faudrait, maintenant qu'elles s'ouvrent aux chercheurs, plonger dans les Archives fédérales de l'époque pour analyser les sanctions prises par la Division Presse et Radio à l'encontre des journaux et journalistes neuchâtelois⁹³. Ce fut par exemple le cas d'Ernest-Paul Graber⁹⁴ qui reçut un «avertissement personnel» pour avoir relaté, dans *La Sentinelle* du 13 août 1942, les arrestations massives d'Israélites et leur concentration au Vél d'Hiv' sous le titre «Une Saint-Barthélemy moderne à Paris»⁹⁵. Le titre fut jugé injurieux et les faits déclarés incontrôlables, encore qu'aucune réserve n'était faite quant à leur authenticité.

Cet exemple illustre, comme l'emprisonnement de Schulé en 1914-1918, l'esprit du temps, les limites apportées à la liberté d'expression et les contraintes pesant sur la presse. Des contraintes qui faisaient dire à Henri de Ziegler, cité par *La Sentinelle* en 1942: «Voici pour nous le problème: vivre sans nos libertés dans l'amour de nos libertés, les aimer dans le passé qui nous les donna, dans l'avenir qui doit nous les rendre»⁹⁶.

Au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, la physionomie de la presse neuchâteloise est fort différente de celle que l'on connaissait trente ans plus tôt, abstraction étant faite de *Curieux* dont la vocation est romande. Il ne reste plus que deux quotidiens d'opinion, l'un et l'autre publiés à la Chaux-de-Fonds:

- *La Sentinelle*
- et *L'Effort*.

En revanche, les quotidiens d'information, proches toutefois des milieux bourgeois, sont encore au nombre de cinq :

- la *Feuille d'Avis de Neuchâtel* et *L'Express* qu'elle a pris sous son aile pour en faire un journal du soir ;
- *L'Impartial* ;
- la *Feuille d'Avis des Montagnes* ;
- et le *Courrier du Val-de-Travers*.

Une vingtaine d'années encore, les choses vont rester en l'état, avant que ne se produisent les grands changements. Mais déjà on les pressent dans les années 60, en raison de l'évolution rapide de la technologie d'une part, de la matière journalistique et des habitudes de lecture d'autre part.

Les imprimeries, dont plusieurs ont procédé à un rajeunissement de leur matériel et de leur parc de machines, se rendent à l'évidence qu'il leur faudra, tôt ou tard, abandonner le plomb pour l'ordinateur et la photocomposition. Et cela au prix de lourds investissements et d'une reconversion complète des entreprises de manière à faire face à la concurrence qui s'annonce impitoyable.

Parallèlement, la masse d'information qui arrive aux rédactions explose sous le coup du développement des télécommunications. Quelques chiffres suffisent à le montrer. En 1938, l'Agence télégraphique suisse diffusait 13 000 mots par jour. En 1964, la production quotidienne n'est encore que de 23 000 mots qui vont doubler six ans plus tard et frôler les 100 000 mots en 1981⁹⁷. Et l'ATS n'est pas le seul « fournisseur » des journaux, sollicités par ailleurs de faire face à une actualité locale, cantonale ou nationale sans cesse plus abondante et plus exigeante.

Pour traiter, pour maîtriser cette matière, les correspondants se multiplient, les effectifs rédactionnels s'étoffent. Un seul exemple : *L'Impartial*. Cinq rédacteurs en 1960 ; aujourd'hui vingt-cinq qui n'ont pas moins à faire que leurs honorables prédécesseurs.

Enfin, l'irruption de la télévision dans notre société. Là aussi, deux chiffres s'imposent. En 1958, l'année tremplin où la TV commence son service régulier : 50 000 concessions réceptrices. Dix ans après, un million de concessions !⁹⁸.

Pour les journaux, cela signifie que le lecteur non seulement leur demande une approche différente de l'information, mais qu'il a surtout de moins en moins de temps à leur consacrer.

Ce sont là quelques éléments d'explication de la mutation qu'a subie la presse écrite, mutation à laquelle la presse de ce canton n'a pas

échappé. Le processus est amorcé par les deux quotidiens d'opinion, dont l'une des caractéristiques communes aura été de ne jamais connaître de grands succès d'argent. En 1966, *L'Effort* devient hebdomadaire. Il subsistera jusqu'en 1982, pour constituer alors, avec *La Suisse libérale*, *Réalités neuchâteloises*⁹⁹.

Onze ans auparavant, *La Sentinelle* disparaissait, qu'une alliance avec *Le Peuple* de Lausanne n'était pas parvenue à maintenir à flot¹⁰⁰. Dans le dernier numéro du 19 mai 1971, Pierre Graber écrivait :

Les choses sont ce qu'elles sont et il est vain de se lamenter. Après une longue agonie, tous les moyens du bord, tous les expédients se sont révélés impuissants à opérer je ne sais quel miraculeux sauvetage. [Et il ajoutait encore:]

Ce journal a été un facteur essentiel de l'expansion des idées du socialisme démocratique en Suisse romande, notamment à l'époque où il s'agissait d'éveiller la conscience politique des travailleurs et de leur fixer des objectifs allant au-delà de leurs intérêts matériels immédiats, si légitimes qu'ils fussent¹⁰¹.

Dans le même temps, «les circonstances du marché», ainsi que disent les économistes, poussent à la concentration des quotidiens d'information: *L'Impartial* absorbe la *Feuille d'Avis des Montagnes* (1967)¹⁰² et la *Feuille d'Avis de Neuchâtel* conclut une entente avec le *Courrier du Val-de-Travers* (1968) qui redevient ce qu'il était à ses débuts, hebdomadaire¹⁰³. Quant à *L'Express*, son titre subsiste à côté de celui de la *FAN* dans laquelle il s'est fondu.

Des neuf quotidiens de 1914, il n'en reste plus, aujourd'hui, que deux. Le phénomène, si frappant qu'il puisse paraître, n'est pas proprement neuchâtelois. D'autres cantons, en Suisse orientale particulièrement, l'ont connu et sont parvenus à le maîtriser. La concentration dans la presse ne correspond pas nécessairement à un appauvrissement, mais équivaut, bien souvent, à une meilleure utilisation des moyens. Ce faisant et pour autant que l'héritage des titres absorbés ne soit pas totalement négligé, elle permet d'améliorer la qualité du journal, dont le marketing tend de plus en plus à faire un produit.

Conclusion

Trois remarques pour conclure ce panorama bien rapide de la presse neuchâteloise.

1° Fille du mouvement libéral des années 1830-1831, la presse a bénéficié, dans le canton de Neuchâtel, d'un terrain particulièrement

propice. Elle a pu s'y développer librement, se multiplier au point d'atteindre son apogée — sous l'angle du nombre des titres tout au moins — à la veille de la Première Guerre mondiale. Cet essor, elle ne l'aurait sans doute jamais connu si, en face d'elle, ne s'étaient trouvés des lecteurs attentifs, réceptifs, ouverts aux problèmes de leur temps. Et si, également, elle n'avait pu s'appuyer sur des journalistes de qualité.

2° Mais cette presse neuchâteloise était plus riche de diversité que de deniers. Otto de Dardel, lorsqu'il écrivait, en 1925, la notice citée plus haut, regrettait déjà qu'aucun des journaux neuchâtelois n'ait eu une zone de diffusion dépassant véritablement les limites du canton¹⁰⁴. La pluralité des titres et la spécificité des thèses pour lesquelles ils combattaient ont certainement constitué un obstacle au développement extracantonal de la presse politique neuchâteloise. En revanche, les journaux d'information ont pu très fortement s'implanter dans les régions et en devenir sinon les défenseurs, du moins les porte-parole.

3° Par les options qu'ils ont prises d'installer des rédactions décentralisées, les deux quotidiens actuels manifestent leur souci de permettre aux régions de continuer à s'exprimer et de faire valoir leurs intérêts. Tout en conservant chacun son caractère propre, la *Feuille d'Avis de Neuchâtel* et *L'Impartial* ont aujourd'hui, davantage qu'hier, les moyens d'être des régionaux importants. Ce qui n'empêche pas qu'à côté d'eux, à Cernier, à Saint-Aubin, à Boudry, à Colombier, à Fleurier, à Saint-Blaise, au Landeron, des journaux plus modestes remplissent utilement leur tâche.

La politique politicienne, il faut le dire, est moins bien servie qu'au temps du *National suisse*, de *La Sentinelle* et de *La Suisse libérale*. Les esprits chagrins le regretteront. Les autres se consoleront en vouant d'autant plus d'attention aux organes des partis... ou, peut-être, en lisant *La Gazette des pâturages*.

Ainsi, au travers de changements sans doute très profonds, la presse neuchâteloise conserve l'essentiel de ce qui a fait son originalité. Elle conserve surtout son indépendance qui est l'objectif prioritaire, sans craindre pour autant d'ouvrir la porte à une nouvelle forme de communication, *RTN-2001*, radio locale à vocation cantonale¹⁰⁵.

Jean-Pierre CHUARD

NOTES

¹ Pierre CORDEY, «La presse suisse, théories politiques et réalités économiques», dans *Annales du Centre Universitaire Méditerranéen*, t. 23 [1969-1970], Nice 1970, p. 19.

² Otto de DARDEL, «Notice sur les journaux neuchâtelais», dans *Das Buch der schweizerischen Zeitungsverleger/Le livre des éditeurs de journaux suisses, 1899-1924*, Zurich 1925, pp. 1162-1176. [Cité désormais: DARDEL.]

³ DARDEL, p. 1162.

⁴ *Le Véritable Messenger boiteux de Neuchâtel* fut lancé en 1805 par la «Société du Jeudi». Jusqu'en 1841, à l'exception de son premier numéro imprimé à Pontarlier, il ne fut qu'un tirage spécial du *Véritable Messenger boiteux de Berne et Vevey*, imprimé par la maison Loertscher, à Vevey. Michel SCHLUP, *Trésors de l'édition neuchâteloise*, Hauterive 1981, pp. 106-107. [Cité désormais: SCHLUP.]

⁵ Huit livraisons et un supplément de cette revue mensuelle, de tendance suisse, parurent de janvier à août 1831. Fritz BLASER, *Bibliographie der Schweizer Presse*, Quellen zur Schweizer Geschichte, Basel 1956-1958, Bd. VII/2, p. 846. [Cité désormais: BLASER.] Voir aussi DARDEL, p. 1165 et SCHLUP, p. 100.

⁶ *Le Véritable Messenger boiteux de Neuchâtel pour l'an de grâce 1831*, non paginé.

⁷ *Ibidem*.

⁸ SCHLUP, p. 81. Sur l'imprimerie neuchâteloise au XVIII^e siècle, Jacques RYCHNER, *Genève et ses typographes vus de Neuchâtel 1770-1780*, Genève 1984.

⁹ Description minutieuse de cette publication par Jean-Daniel CANDAU, «Les gazettes helvétiques, Inventaire provisoire des périodiques littéraires et scientifiques de langue française publiés en Suisse de 1693 à 1795» dans Marianne COUPERUS, *L'étude des périodiques anciens, Colloque d'Utrecht*, Paris 1972, pp. 154-161.

¹⁰ BLASER, Bd. VII/1, pp. 371-372; SCHLUP, pp. 48-51.

¹¹ BLASER, Bd. VII/1, p. 381; SCHLUP, pp. 104-105.

¹² F. F., «Les feuilles d'avis et les journaux du canton», dans *Le Journal de Neuchâtel*, 16 avril 1831, p. 12.

¹³ L'enquête a été faite pour le Valais par Gérald ARLETTAZ, «La presse libérale et la naissance de l'information politique en Suisse française», dans *Société et culture du Valais contemporain*, Sion 1974, pp. 45-79.

¹⁴ C'est aussi l'hypothèse que fait SCHLUP, p. 100.

¹⁵ *Le Journal du canton de Fribourg*, lancé le 11 décembre 1830, est la première gazette d'opinion fribourgeoise. BLASER, Bd. VII/1, p. 543; *Le livre fribourgeois 1585-1985, Catalogue de l'exposition du 400^e anniversaire de l'imprimerie fribourgeoise*, Fribourg 1985, p. 125.

¹⁶ *Recueil de pièces officielles concernant la Principauté de Neuchâtel et Valangin*, Neuchâtel 1835, t. 2, pp. 268-278.

¹⁷ *Ibidem*, pp. 268-269.

¹⁸ BLASER, Bd. VII/1, p. 656. *Le Messenger neuchâtelois*, rédigé par Alphonse Armand, parut du 14 janvier jusqu'en juillet 1831. Il n'avait pas reçu l'autorisation d'être imprimé à Neuchâtel. DARDEL, pp. 1165-1166; SCHLUP, pp. 100-101.

¹⁹ *Le Neuchâtelois*, de tendance monarchiste, rédigé par Georges-Frédéric Godet, parut irrégulièrement de février à octobre 1831. BLASER, Bd. VII/1, p. 714; DARDEL, p. 1168; SCHLUP, p. 101.

²⁰ *Les Feuilles neuchâteloises*, de tendance monarchiste, rédigées par Henri-Florian Calame et Frédéric de Rougemont, parurent de mars à août 1831. BLASER, Bd. VII/1, p. 393; DARDEL, p. 1168.

²¹ *Le Journal de Neuchâtel*, modéré, rédigé par Gonzalve Petitpierre et Eusèbe-Henri Gaullieur, parut du 2 avril 1831 au 28 août 1832. Publié par la suite à Berne, il prit le titre de *Patriote suisse* et fusionna avec *L'Helvétie*. BLASER, Bd. VII/1, pp. 548-549; DARDEL, pp. 1167-1169; SCHLUP, p. 101. Sur Petitpierre et Gaullieur, voir plus bas notes 30 et 31.

²² *L'Echo du Jura*, feuille d'avis hebdomadaire, imprimée chez Ami Lesquereux, parut du 7 août 1831 au mois de septembre 1834. BLASER, Bd. VII/1, pp. 317-318; DARDEL, p. 1171; SCHLUP, p. 102; Gil BAILLOD, *Où, quand, comment, pourquoi est né L'Impartial*, la Chaux-de-Fonds 1981, p. 17.

²³ *Le Constitutionnel neuchâtelois*, de tendance monarchiste, parut du 5 octobre 1831 au 28 février 1848, avant de s'intituler *Le Neuchâtelois*. Il était rédigé par François-Auguste Favarger et Frédéric de Rougemont. BLASER, Bd. VII/1, p. 261; DARDEL, pp. 1168-1170; SCHLUP, p. 101.

²⁴ Arthur PIAGET, *Histoire de la Révolution neuchâteloise*, t. I à V, Neuchâtel, 1909-1931.

²⁵ Arnold ROBERT, «Les premiers journaux républicains neuchâtelois», dans *Musée neuchâtelois*, Neuchâtel 1909, pp. 165-186. [Cité désormais: ROBERT.]

²⁶ «Rescrit annonçant le don annuel d'une somme de L. 6000 par Sa Majesté...», dans *Recueil de pièces officielles concernant la Principauté de Neuchâtel et Valangin*, Neuchâtel 1835, t. 2, p. 136.

²⁷ Louis-Edouard ROULET, «De l'Académie à l'Université», dans *Université de Neuchâtel, Annales 1983-1984*, Neuchâtel 1985, p. 161.

²⁸ SCHLUP, p. 100.

²⁹ Cité par DARDEL, p. 1165.

³⁰ Sur les circonstances de ce procès, suscité par un article de Gaullieur paru dans le *Journal de Neuchâtel* du 22 novembre 1831 sous le titre «Quatre questions neuchâtelaises», voir Xavier KOHLER, «Eusèbe-Henri Gaullieur, Notice biographique», dans *Almanach de la République et Canton de Neuchâtel pour 1860*, Neuchâtel, pp. 55-56. Voir également ROBERT, pp. 170-171; DARDEL, p. 1168 et *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, Neuchâtel 1921-1934. [Cité désormais: DHBS.]

³¹ Gaullieur introduit en ces termes sa défense: «Messieurs, Me voici donc devant vous pour inaugurer, pour étrenner cette loi de la presse, qui, dans ces derniers temps de trouble et d'inquiétude où les esprits s'agitent et travaillent, nous a été octroyée pour remplacer à la fois ce manque absolu de publicité, et le règne de l'inexorable censure qui pesait sur nous depuis tant d'années, pour légitimer en quelque sorte les attaques contre l'ordre de choses établi, attaques inévitables à l'époque de contrôle et d'examen où nous nous trouvons...». *Plaidoyer prononcé par Henri-Eusèbe Gaullieur; par devant la Cour de justice de Neuchâtel, le vendredi 2 décembre 1831, dans le procès à lui intenté par le gouvernement*, Neuchâtel 1831, p. 3.

³² ROBERT, pp. 169-179 et ci-dessus note 21.

³³ *Le Républicain neuchâtelois* parut à la Chaux-de-Fonds du 11 mars 1848 au 30 octobre 1849, date à laquelle son siège fut transféré à Neuchâtel. Il finit sa carrière le 22 mai 1856. ROBERT, pp. 181-185; BLASER, Bd. VII/2, p. 824. Sur la création de ce journal, voir Aimé HUMBERT, *Alexis-Marie Piaget d'après sa correspondance et la République neuchâteloise de 1848 à 1858*, 1^{re} partie, Neuchâtel 1888, pp. 363-364.

³⁴ *Le Patriote neuchâtelois* parut à Neuchâtel du 14 mars au 16 septembre 1848. A cette date, il fusionna avec *Le Républicain neuchâtelois*, après avoir expliqué à ses lecteurs: «... Si deux organes du parti républicain ont paru dans les premiers temps de notre révolution pour soutenir une cause qui avait des adversaires plus puissants que nombreux, ils peuvent dans ce moment où la Suisse vient de se constituer définitivement, opérer une fusion réclamée depuis longtemps par un grand nombre de citoyens qui partagent nos opinions politiques...». *Le Patriote neuchâtelois*, N° 81, 16 septembre 1848, p. 328; BLASER, Bd. VII/2, pp. 762-763.

³⁵ DARDEL, pp. 1169-1170. Au sujet de l'interdiction du *Neuchâtelois*, la Commission chargée d'examiner le rapport du gouvernement provisoire sur les actes de son administration note: «La suppression du journal *Le Neuchâtelois* est sans doute une mesure qui présente quelque chose de fâcheux, mais la commission a reconnu qu'elle était nécessaire vu les circonstances actuelles. Elle propose à l'assemblée constituante de la maintenir jusqu'à ce que des tribunaux régulièrement installés puissent réprimer des abus semblables à ceux qui ont motivé la suppression momentanée de cette feuille. Nous espérons que cette mesure sera levée aussi promptement que les circonstances le permettent.» *Le Patriote neuchâtelois*, N° 13, 11 avril 1848, p. 50.

³⁶ Assemblée constituante, séance du mardi 25 avril 1848, (après-midi), intervention de W. Favre. *Le Patriote neuchâtelois*, N° 21, 29 avril 1848, p. 85.

³⁷ Constitution de la République et Canton de Neuchâtel, adoptée par l'Assemblée constituante, le 25 avril 1848. *Le Patriote neuchâtelois*, N° 20, 27 avril 1848, p. 79.

³⁸ Aimé HUMBERT, *op. cit.*, p. 351.

³⁹ *Ibidem*, pp. 541-542.

⁴⁰ DARDEL, p. 1171.

⁴¹ *Le National suisse* parut à la Chaux-de-Fonds du 1^{er} juillet 1856 au 30 septembre 1920. BLASER, Bd. VII/2, pp. 708-709; DARDEL, p. 1171; DHBS, t. V, p. 80.

⁴² Le premier numéro de l'*Union libérale* sortit de presse le 1^{er} août 1864. Le journal prit le titre de *Suisse libérale* le 3 mars 1881. Il cessa de paraître, en tant que quotidien, le 30 avril 1938. BLASER, Bd. VII/2, p. 1037; DARDEL, p. 1172; DHBS, t. VI, p. 421 et Pierre GRELLET, *Souvenirs d'écriture*, Lausanne 1952, pp. 52-54.

⁴³ *La Petite Chronique neuchâteloise*, mensuel de tendance monarchiste, parut à Neuchâtel de février 1850 à novembre 1853. BLASER, Bd. VII/1, p. 250.

⁴⁴ *L'Indépendant* parut à Neuchâtel du 2 novembre 1853 au 31 décembre 1859. BLASER, Bd. VII/1, p. 513.

⁴⁵ *Le Courrier de Neuchâtel* fut publié du 15 juillet 1857 au 29 juillet 1864, avant de devenir l'*Union libérale*. BLASER, Bd. VII/1, p. 274.

- ⁴⁶ *L'Abeille* parut à la Chaux-de-Fonds du 1^{er} décembre 1856 au 31 décembre 1892. BLASER, Bd. VII/1, p. 8.
- ⁴⁷ *Le Moustique*, à la Chaux-de-Fonds, n'eut qu'une brève existence, du 25 janvier au 10 mai 1857. BLASER, Bd. VII/1, p. 692.
- ⁴⁸ *Der Bote von Neuenburg* parut à Boudry de 1858 à 1859. BLASER, Bd. VII/1, p. 190.
- ⁴⁹ *L'Impartial, Journal des Montagnes neuchâteloises*, N° 1, 1^{er} janvier 1851, p. 1.
- ⁵⁰ *Le National suisse*, N° 63, 3 novembre 1856, p. 1.
- ⁵¹ Aimé HUMBERT, *op. cit.*, p. 383.
- ⁵² Jean-Pierre CHUARD, « Histoire des médias. Quelques considérations sur leur évolution », dans *Aspects du droit des médias*, t. I, Fribourg 1983, pp. 31-38.
- ⁵³ H. WARTMANN, « Industrie et Commerce », dans PAUL SEIPPEL, *La Suisse au XIX^e siècle*, Lausanne, Berne 1901, t. III, p. 174.
- ⁵⁴ *Ibidem*, p. 174.
- ⁵⁵ *Ibidem*, pp. 176-178.
- ⁵⁶ *Dictionnaire géographique de la Suisse*, Neuchâtel 1902-1910, t. III, p. 483.
- ⁵⁷ *Annuaire statistique de la Suisse 1910*, 19^e année, Berne 1911, pp. 8-9.
- ⁵⁸ Adolphe DU BOIS-HUGUENIN, *L'écureuil ou un Scandale dans un bureau de rédaction*, comédie-vaudeville en un acte, [le] Locle, 1875.
- ⁵⁹ Henry WOLFRATH, « Quand la 'Feuille d'Avis de Neuchâtel' parut quotidiennement... », dans *La Feuille d'Avis de Neuchâtel, Numéro spécial commémorant la publication à Neuchâtel de la première « Feuille d'Avis »*, 2 octobre 1938, p. 11.
- ⁶⁰ *Le Jura industriel*, commença à paraître à la Chaux-de-Fonds le 1^{er} janvier 1865 et ne dura que quelques mois. BLASER, Bd. VII/1, pp. 565-566; DARDEL, p. 1171.
- ⁶¹ *La Montagne*, Journal politique, scientifique et littéraire, de tendance socialiste, rédigé par le D^r Coullery, parut à la Chaux-de-Fonds du 7 avril 1868 au 16 mai 1871. BLASER, Bd. VII/1, p. 689; DARDEL, p. 1173.
- ⁶² Samuel ROBERT, *Numa Droz, Un grand homme d'Etat 1844-1899*, Neuchâtel 1944, p. 34.
- ⁶³ Elle devient quotidienne le 1^{er} janvier 1874. BLASER, Bd. VII/2, p. 1037.
- ⁶⁴ *Le Réveil*, organe des radicaux du Val-de-Ruz et du Vignoble, parut deux fois par semaine d'août 1873 au 30 décembre 1876. Il fut ensuite trihebdomadaire et devint quotidien le 2 janvier 1885. Il prit le titre de *Neuchâtelois* en 1888 et cessa de paraître le 23 août 1946. BLASER, Bd. VII/2, pp. 828-829; DARDEL, p. 1171.
- ⁶⁵ Le numéro spécimen de *L'Impartial* est reproduit par Gil BAILLOD, *op. cit.*, p. 45; voir aussi SCHLUP, p. 106.
- ⁶⁶ Henry WOLFRATH, *loc. cit.*, p. 11; BLASER, Bd. VII/1, p. 371; SCHLUP, p. 103; voir aussi Elisabeth OEUVRAY, *Bibliographie analytique des périodiques neuchâtelois courants, Etat au 31 décembre 1984*, Travail présenté à l'Association des bibliothécaires suisses pour l'obtention du diplôme, Bibliothèque publique et universitaire, Neuchâtel 1985, pp. 81-84. [Cité désormais: OEUVRAY.]
- ⁶⁷ *Deux cents ans de vie et d'histoire vaudoises, La Feuille d'Avis de Lausanne 1762-1962*, Lausanne 1962, p. 78. (Bibliothèque historique vaudoise, t. XXXIII).
- ⁶⁸ Le premier numéro de *L'Express de Neuchâtel* sortit de presse, le 2 novembre 1891, sous la forme d'un quotidien du matin. Il deviendra, le 28 novembre 1938, un journal du soir et fusionnera, le 1^{er} décembre 1971, avec la *Feuille d'Avis de Neuchâtel*. BLASER, Bd. VII/1, p. 358; DARDEL, p. 1174; OEUVRAY, pp. 78-80.
- ⁶⁹ *La Feuille d'Avis des Montagnes*, lancée au Locle le 12 avril 1806, fut d'abord hebdomadaire avant de paraître deux et trois fois par semaine. Elle devint quotidienne le 8 décembre 1891. BLASER, Bd. VII/1, p. 381; DARDEL, p. 1164 et p. 1175; SCHLUP, p. 104. Voir ci-dessous note 102.
- ⁷⁰ *La Feuille d'Avis de la Chaux-de-Fonds* commença à paraître le 2 janvier 1893, pour devenir, le 28 décembre 1918, l'*Union helvétique*. BLASER, Bd. VII/1, pp. 374-375; DARDEL, pp. 1171-1172; E.-Paul GRABER, « Quelques journalistes », dans *La Chaux-de-Fonds 1944, Documents nouveaux publiés à l'occasion du 150^e anniversaire de l'incendie du 5 mai 1794*, la Chaux-de-Fonds 1944, p. 419.
- ⁷¹ *Le Journal de Neuchâtel*, Organe littéraire, scientifique et économique, parut du 8 janvier 1905 aux 16/17 février 1908. BLASER, Bd. VII/1, p. 538; DARDEL, pp. 1172-1173.
- ⁷² *La Sentinelle* parut d'abord deux fois puis trois fois par semaine, avant d'être, pendant quelques mois en 1911-1912, hebdomadaire. BLASER, Bd. VII/2, pp. 931-932; DARDEL, pp. 1173-1174, évoque les antécédents de *La Sentinelle*. SCHLUP, p. 102; E.-Paul GRABER, *loc. cit.*, pp. 417-419 et René MEYLAN, *Sentinelle toujours vivante 1964-1970*, Neuchâtel 1974, *passim*.
- ⁷³ *Annuaire de l'Association de la presse suisse et Chronique politique 1913*, Zurich 1914, p. 443. [Cité désormais: *Annuaire*].

⁷⁴ *Annuaire statistique de la Suisse 1910*, déjà cité, p. 8.

⁷⁵ Les quotidiens paraissant à Genève, en 1913, étaient les suivants: *A.B.C.* (quotidien illustré qui cessera de paraître en 1914); *Courrier de Genève* (catholique); *Le Genevois* (radical); *Journal de Genève* (libéral-démocratique); *La Suisse* (neutre); *La Tribune de Genève* (neutre). *Annuaire 1913*, pp. 56-66.

⁷⁶ Les quotidiens vaudois étaient: la *Feuille d'Avis de Lausanne* (neutre); la *Gazette de Lausanne* (libéral-démocratique); le *Nouvelliste vaudois* (libéral-démocratique qui cessera de paraître au début de la Première Guerre mondiale); la *Tribune de Lausanne* (démocratique); *La Revue* (radical); le *Courrier de Vevey*; la *Feuille d'Avis de Vevey* (neutre); la *Feuille d'Avis de Montreux* et le *Messenger de Montreux*. *Annuaire 1913*, pp. 99-112.

⁷⁷ Le seul quotidien fribourgeois, en 1913, était *La Liberté* (conservateur-catholique) à côté de laquelle on trouvait plusieurs bi- ou trihebdomadaires. *Annuaire 1913*, pp. 53-56.

⁷⁸ En Valais, paraissaient en langue française: *Le Confédéré* (bihebdomadaire libéral-radical); le *Nouvelliste valaisan* (trihebdomadaire conservateur-catholique); l'*Ami du Peuple valaisan* (bihebdomadaire); la *Gazette du Valais* (trihebdomadaire); *Journal et Feuille d'Avis du Valais* (trihebdomadaire indépendant). *Annuaire 1913*, pp. 98-99.

⁷⁹ Abel CHATELAIN, «Une orientation plus limitée: la géographie du journal», dans *Annales, Economies, Sociétés, Civilisations*, Paris 1955, t. 10, pp. 554-555.

⁸⁰ L'Association de la presse neuchâteloise fut fondée, le 17 novembre 1912, à Auvernier. L'une de ses premières manifestations fut d'émettre «à l'unanimité des membres présents le vœu que la presse neuchâteloise observe tout le tact et toute la discrétion possible dans le compte rendu des causes jugées à huis-clos par la Cour d'Assises.» *Annuaire 1913*, pp. 298-299. Quant aux statuts, adoptés en 1912, ils précisaient, à leur article premier que l'Association «a pour but de grouper ses membres, sans distinction d'opinions politiques ou religieuses, de développer entre eux des sentiments de bonne confraternité et de travailler à la défense de leurs intérêts professionnels». Le premier comité était composé comme suit: Otto de Dardel, président; F.-L. Schulé (*FAN*); Justin Duplain (*Suisse libérale*); Charles Wuithier (*Le Neuchâtelois*); Georges Studer (*Le National suisse*). L'Association comptait 26 membres. *Annuaire 1913*, pp. 272-274.

⁸¹ François-Louis SCHULÉ, «Souvenirs d'un journaliste», dans *La Feuille d'Avis de Neuchâtel, Numéro spécial* déjà cité, 2 octobre 1938, p. 15.

⁸² *Ibidem*, p. 15. Sur les rigueurs de la censure et son organisation, Eugène BROYE, *La censure politique et militaire en Suisse pendant la guerre 1914-1918*, Neuchâtel.

⁸³ *SSR Agenda 82/83*, Société suisse de radiodiffusion et télévision, Berne 1982, p. 56. A noter que les premières concessions de réception de radio furent accordées, en 1911, à l'Ecole d'horlogerie de la Chaux-de-Fonds, à Paul-Louis Mercanton, à Lausanne, et à l'horloger zurichois Arnold Türlér qui recevaient le signal horaire de l'émetteur de la Tour Eiffel à Paris et de celui de Nauen. Quant au premier émetteur public en Suisse, il fut mis en service le 22 août 1922, à Lausanne. Otto PÜNTER, *Société suisse de radiodiffusion et télévision 1931-1970*, Lausanne 1971, pp. 13-14; Paul VALLOTTON, *Radio-Télévision suisse-romande, An 60*, Lausanne 1982, p. 3.

⁸⁴ BLASER, Bd. VII/1, p. 326; DARDEL, pp. 1171-1172; E.-Paul GRABER, *loc. cit.*, p. 419; OEUVRAY, p. XX («généalogie» du journal) et pp. 76-77.

⁸⁵ Roland RUFFIEUX, *La Suisse de l'Entre-deux-guerres*, Lausanne 1974, p. 280.

⁸⁶ *Ibidem*, p. 280.

⁸⁷ Durant les premiers mois de son existence, *Curieux* affirmait même en sous-titre: «Tout, dans ce périodique, est suisse». BLASER, Bd. VII/1, p. 283.

⁸⁸ *Curieux* du 11 février 1956, cité par J.-P. CHUARD, «Expériences romandes des années 40 et 50, 'Curieux' et 'Servir'», dans *24 Heures* (Lausanne), 11 septembre 1981, p. 3.

⁸⁹ Son dernier numéro est du 20 janvier 1949. BLASER, Bd. VII/2, pp. 935-936.

⁹⁰ BLASER, Bd. VII/2, p. 829.

⁹¹ Elle devint hebdomadaire le 6 mai 1938, pour être à nouveau quotidienne dès le 3 janvier 1947. BLASER, Bd. VII/2, p. 1037. Son contenu est alors identique à celui de *L'Effort* et cela jusqu'en 1959. De 1960 à 1963, *La Suisse libérale* redevint hebdomadaire. Dès 1964, elle se sépare de *L'Effort* pour être jusqu'au 18 février 1982, l'hebdomadaire d'information du parti libéral neuchâtelois. OEUVRAY, pp. 162-163. Voir aussi Charles GORGERAT, *Notre libéralisme*, Lausanne 1946, pp. 105-108.

⁹² BLASER, Bd. VII/1, p. 276; OEUVRAY, pp. 70-71 et surtout *125^e anniversaire de l'Imprimerie Montandon et du Courrier du Val-de-Travers Fleurier*, Fleurier 1979, *passim*.

⁹³ Christoph GRAF, *Zensurakten aus der Zeit des Zweiten Weltkrieges, Eine Analyse des Bestandes E 4450, Presse und Funkspruch 1939-1945*, Schweizerisches Bundesarchiv, Bern 1979, pp. 155-213 (index).

⁹⁴ E.-Paul Graber était alors encore conseiller national. Il s'était consacré entièrement à *La Sentinelle* de 1915 à 1925 et continua depuis lors à y collaborer régulièrement. Erich GRUNER, *L'Assemblée fédérale suisse 1848-1920*, Berne 1966, vol. I, p. 899.

⁹⁵ Daniel BOURGEOIS, *La presse suisse pendant la Deuxième Guerre mondiale*, Formation continue des journalistes, Lausanne 1983, p. 24.

⁹⁶ Cité d'après Daniel BOURGEOIS, *op. cit.*, p. 31.

⁹⁷ *Un instrument d'information informe sur lui-même*, Agence Télégraphique Suisse S.A., Berne 1980, p. 11 et *ATS, Rapport annuel 1984*, [Berne 1985], p. 30.

⁹⁸ *SSR Agenda 82/83*, déjà cité, p. 57.

⁹⁹ OEUVRAY, p. 152.

¹⁰⁰ La fusion entre *Le Peuple* et *La Sentinelle* était intervenue en 1965. René MEYLAN, *op. cit.*, p. 25.

¹⁰¹ Pierre GRABER, « Bulletin de défaite », dans *Le Peuple-La Sentinelle*, 19 mai 1971, p. 1. (dernier numéro).

¹⁰² La dernière édition de la *Feuille d'Avis des Montagnes* porte la date du 1^{er} avril 1967. Dès le surlendemain, le titre du journal loclois complète celui de *L'Impartial*. OEUVRAY, p. 88 et p. 100.

¹⁰³ OEUVRAY, p. 70 et *125^e anniversaire de l'Imprimerie Montandon*, déjà cité.

¹⁰⁴ DARDEL, p. 1171 et p. 1176.

¹⁰⁵ Conférence prononcée à l'Université de Neuchâtel, le 15 mars 1986, à l'occasion de la remise du Prix de l'Institut neuchâtelois à M. Willy Brandt, rédacteur à *L'Impartial*.

CHRONIQUE

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE
DU CANTON DE NEUCHÂTEL

*Assemblée générale, au château de Valangin,
samedi 14 juin 1986*

Le cellier de Valangin étant occupé par l'exposition «Les toiles peintes appelées aussi indiennes», les membres de la Société d'histoire et d'archéologie du canton de Neuchâtel ont retrouvé la belle salle des Chevaliers pour assister à la 122^e assemblée générale de leur société.

Comme le relève le président, M. Jacques Ramseyer, dans son allocution de bienvenue, cette salle ne ressemble plus en rien à celle dépeinte par *Le National suisse* du 6 juin 1903: «la grande salle est bien nue encore avec les deux tables et les quelques escabeaux qui tiennent lieu de mobilier». Le temps a passé, aujourd'hui, on peut y admirer de splendides meubles, les murs sont ornés de tableaux et le chauffage a été installé. C'est l'occasion pour le président de remercier tous ceux qui ont œuvré et œuvrent aujourd'hui pour que ce lieu continue à être un endroit riche d'objets, et accueillant au visiteur. Sur l'esplanade, chacun aura remarqué la présence d'un superbe canon étincelant au soleil. Sa restauration est l'œuvre de M. René Poget.

Plusieurs personnes se sont excusées de ne pouvoir assister à la séance, et, hélas comme chaque année, il faut mentionner le départ de quatorze de nos membres. Une minute de silence est demandée à leur mémoire.

La chronique de 1985 n'amenant aucun commentaire, l'assistance écoute les différents rapports qui lui sont présentés.

Rapport du président cantonal. M. Jacques Ramseyer relève tout ce qu'il doit aux différents membres du comité, qui l'ont aidé à mener à bien sa tâche, chacun ayant fait preuve de solidarité. Il profite de renouveler à M^{me} Matthey-Doret, qui avait dû démissionner pour raison de santé, tous les remerciements de la société et lui remet un bouquet de fleurs. M. Blaise Kaehr, aidé de sa secrétaire M^{lle} Coppola, a repris le travail de la tenue du fichier, le comité les en remercie. Aujourd'hui, il a fallu se mettre au goût du jour et transférer le fichier de la société sur ordinateur. Ce travail a été accompli par M. Eugène Chave. C'est avec grand plaisir que M. Jacques Ramseyer relève que la société compte six membres vétérans de plus, entrés respectivement en 1935 et 1936: M^{me} Violette Niestlé, MM. André Bourquin, Léon Jéquier, Pierre Perret, Sven Engdahl, René Perret.

La Fête d'été 1985 s'est déroulée pour la première fois dans la commune des Planchettes. La journée qui se déroula par un temps superbe fut consacrée au Doubs.

Les deux sections ainsi que le musée de Valangin ont fait preuve d'une activité réjouissante. La société a continué à collaborer avec l'Université populaire des Montagnes pour la mise sur pied de son cours d'histoire neuchâteloise.

Une attention toute particulière a été portée cette année aux publications. Quarante-cinq membres environ ont profité de la réduction de 50% offerte aux souscripteurs de la thèse de Philippe Henry, prix Bachelin 1985. Le cahier N° 7 de notre société, dû à M. Guy de Chambrier, consacré à F.-A. de Chambrier, vous a été remis cet automne. En décembre de cette année devrait vous parvenir le cahier N° 8. Il s'agira d'une étude tout à fait originale et en grande partie inédite du D^r Olivier Clottu sur le coffre neuchâtelois. Le projet d'histoire du pays de Neuchâtel est en bonne voie. Le premier volume est prévu pour 1989. Nous pouvons compter sur l'aide financière de l'Etat de Neuchâtel et des villes de Neuchâtel et de la Chaux-de-Fonds, auxquels nous exprimons notre vive reconnaissance.

Enfin, au terme de son mandat présidentiel de trois ans, M. Jacques Ramseyer souhaite à notre société la poursuite de son essor à la satisfaction de tous ses membres.

Rapport de M. de Tribolet pour la section de Neuchâtel. Quatre conférences ont été organisées; le 5 octobre 1985, M. Pierre von Allmen a présenté l'exposition qu'il a consacrée à Léo Châtelain sous le titre *Approche thématique de l'œuvre architecturale de Léo Châtelain*; le 21 novembre, M. Raymond Jeanprêtre a traité de la *Disparition et renaissance du retrait lignager en pays neuchâtelois*. En début d'année, le 20 février 1986, M. Jean-Marc Barrelet fit une conférence intitulée *Du village à la ville: le développement de la Chaux-de-Fonds de 1850 à 1914*; la dernière conférence de la saison donnée par M. Michel Schlup traita des *Sociétés de lecture, cabinets littéraires dans la Principauté de Neuchâtel, 1760-1830*; elle fut suivie d'une visite commentée de l'exposition relative à ce sujet.

La sortie de printemps 1986 s'est déroulée le 7 juin; elle fut l'occasion pour les membres de la section de visiter plusieurs églises du Nord vaudois sous la direction de M. Daniel de Raemy.

Rapport de M^{me} S. Meyrat pour la section des Montagnes. En octobre, la visite des fouilles de Champréveyres; en décembre, une conférence donnée par M^{me} Henriette Robert-Primault, intitulée: *Les six peintres de la famille Robert*, avec diapositives; en janvier, une conférence de M^{me} Denise de Rougemont: *La numismatique pourquoi? Que nous racontent les monnaies?*; en février, la visite guidée de l'exposition *Les juifs en Suisse*, au Musée d'histoire de la Chaux-de-Fonds, par M^{me} Sylviane Ramseyer; toujours en février, la conférence de M. Philippe Schwed: *L'antisémitisme de l'Entre-deux-guerres en Suisse*; en mars, une conférence de M^{lle} Dominique Quadroni: *Le refuge huguenot à la Chaux-de-Fonds*; en avril,

une conférence de M. Denis Knoepfler: *Un archéologue et helléniste neuchâtelois à Berlin en 1830*, Frédéric DuBois de Montperreux; en mai, nous nous sommes rendus à Neuchâtel pour visiter l'atelier de recherches photographiques de M. Christophe Brandt. Le 7 juin, lors de notre excursion organisée par M. Jean-Claude Bolliger, nous avons visité, le matin, la cathédrale de Lausanne sous la conduite de M. Werner Stökli, l'après-midi l'Alimentarium de Vevey pour les uns et le château de Chillon pour les autres.

Rapport de la trésorière et des vérificateurs des comptes. M^{me} S. Apothéloz présente l'état de la fortune de la société. MM. P. A. Piaget et R. Poget en confirment l'exactitude. Décharge leur en est donnée par l'assemblée. Les vérificateurs acceptent par ailleurs de continuer leur charge pour 1986.

Bilan au 31 décembre 1985

<i>Actif</i>	<i>Actif</i> Fr.	<i>Passif</i> Fr.
100 Caisse	208,75	
101 CCP 20-1247	16.014,85	
102 CCP 20-6249 (section de Neuchâtel)	2.390,30	
103 BCN c/Epargne 5785.01	18.777,05	
105 SBS c/129.615 (Parures et vêtements)	8.274.—	
106 SBS c/E.22875.8 (section des Montagnes) ...	1.283,65	
110 BCN — Titres au pair	107.000.—	
120 Impôt anticipé à récupérer	1.410,50	
150 Actif transitoire	1.030.—	
<i>Passif</i>		
200 Fonds Auguste Bachelin (Fr. 10.000.— inaliénable)		14.082,95
201 Fonds Antoine Borel (Fr. 10.000.— inaliénable)		10.000.—
202 Fonds Jaquet-Droz (Fr. 5000.— inaliénable) .		7.167,75
203 Fonds Fritz Kunz (Fr. 5000.— inaliénable) ..		6.927,20
204 Fonds des publications (Fr. 15.000.— inaliénable)		80.241,45
210 Réserve pour expositions		3.413,09
212 Réserve «Château et musée de Valangin» ...		3.959,45
220 Réserve section de Neuchâtel		2.390,30
221 Réserve section des Montagnes		1.283,65
225 Réserve «Parures et vêtements»		8.274.—
230 Créanciers		1.290,15
250 Capital 1 ^{er} janvier 1985	17.320,61	
+ bénéfice exercice	38,50	
		17.359,11
	<u>156.389,10</u>	<u>156.389,10</u>

Compte de pertes et profits au 31 décembre 1985

<i>Recettes</i>	<i>Doit</i> Fr.	<i>Avoir</i> Fr.
300 Cotisations 25.330.—		
— 1/3 s/Fonds des publications .. <u>8.443.—</u>		16.887.—
301 Dons		100.—
302 Part aux revenus s/Titres		799,50
<i>Dépenses</i>		
400 Subvention section de Neuchâtel	3.500.—	
401 Subvention section des Montagnes	2.500.—	
409 Subvention château et musée Valangin	3.000.—	
402 Cotisations, abonnements au <i>Musée neuchâtelois</i> , Tirés à part «Chronique»	2.251,50	
403 Imprimés, administration, bureau, etc.	1.502,95	
404 Affranchissements, taxes CCP	854,90	
405 Assemblée générale, Fête d'été	3.659,65	
406 Frais divers	479.—	
	<hr/> 17.748.—	17.786,50
Bénéfice	38,50	
	<hr/> 17.786,50	17.786,50

Rapport du conservateur du château et du musée de Valangin. Maurice Evard met l'accent sur la collaboration bénévole sur laquelle il peut compter pour mener à bien la lourde tâche d'administration, de gestion, de classement, d'entretien, d'équipement, d'animations que représente aujourd'hui le développement du château et du musée de Valangin. La liste est longue de tous ceux qui travaillent dans ces différents domaines. Citons-en quelques-uns qui sont à la tête de secteurs précis: M^{lle} Girard, M^{me} Montandon, M. René Poget, M. Gallandre... La commission du musée créée l'an dernier a tenu séance le 18 janvier 1986 à la Chotte afin de régler les problèmes de l'année et de présenter les nouveaux concierges du château de Valangin. M. Evard décèle une certaine lassitude devant les difficultés financières chroniques qui freinent la gestion du musée et son développement; pourtant les gestes généreux ne manquent pas; notons par exemple que l'Imprimerie de l'Ouest a offert les frais d'impression des billets pour enfants. La fréquentation du château a atteint en 1985 le record de 11 000 visiteurs payants. M^{me} Hedwige Gerber, concierge depuis 1973, a dû résilier son bail; ce sont M. et M^{me} Michel Sandoz qui ont été engagés et qui sont entrés en fonction le 1^{er} février 1986, leur candidature ayant été retenue à l'unanimité.

Les comptes du musée, toujours un problème, accusent cette année un déficit de 700 francs. Le conservateur s'efforce de maintenir de bons contacts avec la

presse et la publicité. Il peut se réjouir en constatant que les dons continuent à affluer. Dans le domaine des acquisitions, il est impossible de ne pas mentionner le canon dit « de Cernier » que tous auront pu admirer sur l'esplanade du château. M. Poget nous promet de le remettre en état pour la Fête d'été le 6 septembre à Valangin.

Liste des personnes qui ont travaillé pour le musée aux animations ou en créant des échantillons: M. Jacot, M^{mes} M. Aubert, A. M. Berthoud, A. et A. M. Blaser, S. Bodenmann, M. Duperret, L. Favre, M. Finger, J. Geiser, P. Grandjean, H. Hofmann, M. Jeanneret, Joss, M. A. Lassueur, M. Luciani, B. Notz, A. Python, I. Ruch, Mad. Fl. et M. Sagne, I. Scherz, Schumacher, Schwab, V. Staub, E. Simmen, C. Simonet, Tripet, de Turris et M. L. Vuilleumier.

Liste des donateurs et donatrices: M^{mes}, M^{lles}, MM. Apothéloz, Béguin, Berthoud, Bovet, Bourquin, Bugada, Borel, Chavannes, E. et M. Dubois, C. et M. Evard, Favarger, Février, Fitzé, Feller, Ganguin, R. M. et A. M. Girard, Graber, Gunther, Guex, Hauser, Heimatwerk, Humbert-Droz, Humbert-Prince, Huguenin, Ischer, Jacot-Guillarmod, Junod, Javet, Juvet, Klötzl, Méroz, Montandon, Menzel, Monvert, Muller, divers musées, Mussard, Niestlé, Ochsner, Ogis, Pernet, de Perrot, Perrin, Rittershaus, Robert, Robert-Grandpierre, Rothschild, Rith, Sahli, Sandoz, Schinz, Simmen, Schneitter, Soguel, Schmid, Treyvaud, Tripet, Vauthier, Vouga, Vuilleumier, Walter, Wehinger, Zimmermann.

Réception des nouveaux membres. Sont admis à l'assemblée générale du 14 juin 1986: M. Michel Frutiger, à Fontainemelon; M. Pierre de Tribolet, à Valangin; M. Claude Thalmann, à Vaumarcus; M^{lle} Michèle Brandt, à Cernier; M^{me} Evelyne Simmen-Wuthier, à Areuse; M^{me} Hélène Schlesinger, à la Chaux-de-Fonds; M. Michel Tissot, à la Chaux-de-Fonds; M^{me} Evelyne Zumkehr, à Valangin; M^{lle} Carmen Brossard, à la Chaux-de-Fonds; M. Claude Robert, à Fontainemelon; M. Gottfried Hammann, à Neuchâtel; M. Siegfried Flückiger, au Locle; M. Michel Gillardin, à la Chaux-de-Fonds; M^{lle} Sylvie Moser, à la Chaux-de-Fonds; M. Jean-Paul Gygax, à la Chaux-de-Fonds; M. Michel Sandoz, à Valangin; M^{me} Madeleine Luciani, à Saint-Aubin; M. Daniel Christen, à la Chaux-de-Fonds; M^{me} Monique Emch, à Neuchâtel; M^{me} Ellen Bubloz, à Corcelles; M^{me} Marceline Matthey-de-L'Etang, à Neuchâtel. Ainsi, notre effectif s'élève à ce jour à 1077 membres.

Nomination d'un membre honoraire. C'est M. Louis-Edouard Roulet à qui M. Jacques Ramseyer rend hommage en ces termes:

« Le 11 novembre 1985, M. Louis-Edouard Roulet m'écrivait qu'il souhaitait quitter le comité de notre société après trente-six ans de présence au sein de l'organe directeur de notre institution. Il y était entré en effet le 24 juin 1950.

»Trente-six ans, c'est déjà le signe d'une longue fidélité, d'un long service à notre cause de la part d'un homme qui a bien voulu aussi assurer la présidence de notre société de 1957 à 1960, alors qu'il dirige encore actuellement le comité de rédaction du *Musée neuchâtelois*.

»Mais la fidélité n'est pas tout ici. Car tous ceux qui connaissent M. Roulet n'ont pu qu'être marqués par sa forte et riche personnalité. Sa carrière de professeur, commencée en 1942 au Gymnase de Berne, l'a conduit ensuite à Delémont, puis à Neuchâtel, sa ville natale, toujours au niveau secondaire supérieur. Dès 1952, et dès 1961 comme professeur ordinaire d'histoire nationale et régionale, M. Roulet a enseigné à l'Université de Neuchâtel. Il a donc influencé des générations d'historiens autant par la passion lucide qui l'animait (quand il évoquait, par exemple, les entreprises du comte Louis de Neuchâtel, les dernières révélations du cénotaphe de la Collégiale, les problèmes de la sorcellerie ou encore la perte de la Valteline et les méandres des révolutions neuchâteloises du XIX^e siècle), que par la clarté et la rigueur de ses cours, la limpidité et l'élégance d'un style parfait. M. Roulet illustre cette vérité fondamentale que si l'analyse historique doit rester impartiale et sans concessions, elle ne saurait rejeter toute subjectivité de l'historien.

»M. Louis-Edouard Roulet m'impressionnera toujours par l'étendue et l'éclectisme de ses talents (pianiste de jazz, accordéoniste, humaniste passionné de football, officier de haut rang, président de nombreuses et très officielles commissions, parfait conteur, et j'en passe...), autant que par la fidélité de ses engagements, même quand ils le contraignent à sacrifier à la communauté ses loisirs et le temps qu'il aurait aimé consacrer à ses recherches et à ses créations personnelles.

»M. Roulet a tant fait pour le développement de la cause de l'histoire au niveau de l'Université, auprès du public et au sein de notre société qu'il nous paraissait tout naturel de lui témoigner notre gratitude à l'aide de l'article 5 de nos statuts, en vous proposant de le nommer membre honoraire de notre société, aux côtés de M^{lles} Gabrielle Berthoud et Rose-Marie Girard et de son ancien professeur, M. Edgar Bonjour.»

Un cadeau est remis à M. Roulet pour le remercier des longues années passées au service de la Société d'histoire.

Mutations au comité. M. Jacques Ramseyer, arrivant au terme de son mandat présidentiel, plusieurs changements interviennent au comité ainsi composé pour la période 1986-1989: présidente, M^{me} Madeleine Bubloz; vice-président: M. Maurice de Tribolet; trésorière, M^{me} Simone Apothéloz; secrétaire aux verbaux, M^{lle} Sylviane Ramseyer; secrétaire pour la chronique de la société, M^{me} Nicole Bosshart; présidente de la section des Montagnes, M^{me} Simone Meyrat; président de la section de Neuchâtel, M. Patrice Allanfranchini; conservateur du château et du musée de Valangin, M. Maurice Evard; représentant des étudiants en histoire, non désigné; membres: M^{me} Ariane Brunko, M. Jean

Courvoisier, M. Philippe Gern, M. Philippe Henry, M. Michel Egloff, M. Jacques Ramseyer, M. Rémy Scheurer.

Budget 1986. La cotisation reste inchangée. Un léger bénéfice de 100 francs est prévu.

Désignation du lieu de la 112^e Fête d'été. Le 6 septembre, nous retrouvera, nous l'espérons très nombreux, à la grande fête du château et du bourg de Valangin.

Attribution du prix Fritz Kunz. C'est à M. Jean-Marc Barrelet qu'il revient cette année pour sa conférence intitulée «Du village à la ville: le développement de la Chaux-de-Fonds de 1850 à 1914.»

Divers. Au terme de cette assemblée statutaire, il appartenait à M. Jean Courvoisier, doyen du comité, de rendre hommage à M. Jacques Ramseyer, le président sortant, pour le dynamisme, la compétence et le savoir-faire avec lesquels il a, durant ces trois dernières années, porté le flambeau de la présidence de la Société d'histoire et d'archéologie.

Conférence de M. Patrice Allanfranchini: Maximilien de Meuron (1785-1868) et l'école neuchâteloise. M. Patrice Allanfranchini, coauteur d'un ouvrage sur Paul Bouvier, s'intéresse plus particulièrement à la peinture neuchâteloise et à celle du XIX^e siècle. Il est allé, on pourrait dire, fouiner dans les réserves du Musée d'art de Neuchâtel, et ce sont des œuvres bien souvent méconnues ou inconnues qu'il a présentées au public sous forme de diapositives commentées.

Maximilien de Meuron a joué un rôle important dans la promotion des jeunes artistes de son époque. Il a su les aider et a créé une école neuchâteloise. De lui-même, nous sont conservés des portraits de famille, avec un seul tableau de paysage. Trois thèmes sont développés dans la plupart des œuvres présentées: Neuchâtel, l'Italie, les vallées alpestres. Ce dernier thème distingue trois approches, les fonds de vallée, les pâturages, les hautes parois. Très peu de sujets historiques sont traités. Ainsi l'assistance a pu admirer des œuvres de Reinhart, d'Alexandre Calame, de Rose Ostervald, George Grisel, Guillaume de Merveilleux, Edouard de Pourtalès, enfin d'autres peintres qui n'ont pas suivi la filière de Maximilien de Meuron, par exemple les frères Girardet, Léon Berthoud et Auguste-Henri Berthoud. Cette présentation fort appréciée mit fin à une journée bien remplie.

112^e FÊTE D'ÉTÉ, À VALANGIN

Samedi 6 septembre 1986

La 112^e Fête d'été de la Société d'histoire et d'archéologie du canton de Neuchâtel a revêtu cette année un caractère particulier. En choisissant le village de Valangin, le comité a voulu associer plus étroitement le bourg et son château. Il s'agissait pour notre société de s'ouvrir à un large public, au-delà du cercle habituel de ses membres et sympathisants, et d'œuvrer au développement du

musée de Valangin, en tentant d'améliorer ses bases financières. C'est pourquoi cette année, la Fête d'été a davantage revêtu l'aspect d'une kermesse. La Société d'histoire et d'archéologie, avec l'appui du Conseil communal de Valangin, par son président M. Charles Jacot, a trouvé de l'aide auprès de la Société d'émulation, du Groupe théâtral des compagnons du bourg, des clubs-service du Val-de-Ruz. Plusieurs personnes avaient offert leur concours et animaient des activités pour enfants.

Le programme était fort riche et varié, nous le reproduisons ci-dessous.

Dès 8 h 30, la fête dans le bourg et le château de Valangin: marché artisanal; marché aux légumes; marché de farines; stands de livres anciens, de publications; musique et jeux pour grands et petits (tir à l'arc, toboggan, observation...); buvettes et pâtisseries maison à déguster sur place ou à emporter! Noter la grande attraction: le train à Valangin.

De 10 heures à 12 h 45, au collège de Valangin: un diaporama inédit sur « Valangin d'autrefois »; des films sur notre passé: 10 heures, Cortaillod, village englouti; 11 heures, Les mineurs de la Presta; 12 heures, L'extraction de la tourbe dans le Haut-Jura.

A 14 h 30, assemblée de la Société d'histoire et d'archéologie du canton de Neuchâtel (ouverte au public), au collège: a) accueil des autorités de Valangin; b) réception des nouveaux membres; c) attribution du prix Bachelin d'histoire 1986.

A 15 heures, projection d'un film de la série « Archives pour demain » consacré à M. Léopold Bourquin, horloger à la Côte-aux-Fées. Le film sera présenté par M. L. Bourquin lui-même.

Dès 16 heures, reprise des projections: 16 heures, Le violon cassé (1927); 16 h 30, M. Arm, pêcheur du lac de Neuchâtel; 17 heures, Les monnaies anciennes du pays de Neuchâtel et le diaporama sur « Valangin d'autrefois ».

A 17 heures, concert classique à la Collégiale.

A 19 heures, représentation théâtrale Les Vilains, d'après Ruzzante.

Durant tout l'après-midi, les stands, les jeux et les buvettes sont ouverts à tous les visiteurs.

La manifestation, placée sous les auspices du Conseil communal de Valangin, est organisée avec l'appui de la Société d'émulation de Valangin et environs, le Kiwanis-Club et la Société philanthropique L'Union (sections du Val-de-Ruz).

La partie officielle eut lieu au collège devant une salle bien remplie. Après les salutations d'usage, la présidente M^{me} Madeleine Bubloz remercia toutes les personnes, tous les groupements qui avaient permis la réalisation de cette entreprise audacieuse.

L'assemblée applaudit ensuite à l'adhésion de six nouveaux membres: M. Carlo Aiassa, à Valangin; M. Bernard Froidevaux, à la Chaux-de-Fonds; M. Jacques Kaeslin, à Couvet; M. Michel Porret, à Colombier; M. Gilbert Hainard, à la Jonchère; M^{me} Alda Kuffer, à Neuchâtel; M. et M^{me} Wermeille, à Cernier.

Le prix Bachelin d'histoire 1986 a été décerné à M. Jacques Ramseyer, le président sortant, pour ses remarquables travaux historiques.

La séance fut suivie par la projection du film retraçant la vie de M. Léopold Bourquin. Film très intéressant et émouvant. M. Bourquin, membre vétérane de la société, qui était là adressa quelques paroles à l'assistance.

Le concert donné à la Collégiale connut une bonne affluence. Bernard Huttenlocher, clarinette et Claude Pahud à l'orgue interprétèrent des œuvres peu connues du XVIII^e siècle.

Grâce à un temps superbe, la fête se déroula merveilleusement bien. Le clou de la journée fut certainement la mise à feu du canon de Cernier qui, restauré par M. René Poget, attira vers midi sur l'esplanade du château, les spectateurs curieux de le voir fonctionner.

Belle première en vérité que cette fête qui a permis nous l'espérons, de mieux faire connaître la Société d'histoire et d'archéologie du canton de Neuchâtel, le château de Valangin et son musée.

Madeleine BUBLOZ

RAPPORT SUR LE PRIX D'HISTOIRE AUGUSTE BACHELIN 1986

Après avoir couronné d'importants travaux d'histoire, le plus souvent édités sous la forme de thèses de doctorat, le comité de la Société d'histoire, comme il l'avait déjà fait, a décidé de modifier ses habitudes, tout en respectant les volontés du donateur. Au lieu d'être une récompense de consécration, le prix Bachelin peut aussi prospecter l'avenir et récompenser de jeunes historiens, auteurs de travaux plus modestes en étendue, mais prometteurs.

Le jury s'est arrêté à l'œuvre de M. Ramseyer, ancien président de notre société. Cette qualité n'a bien entendu pas influencé la décision, mais nous sommes heureux de constater que le sens de l'histoire s'accorde parfaitement avec les responsabilités assumées à la tête de notre société.

A trente-cinq ans, le lauréat, licencié ès lettres et professeur au Gymnase de la Chaux-de-Fonds, a su trouver le temps de mettre au point des travaux originaux, écrits dans un style sobre, clair et accessible au public cultivé. Le souci du détail n'affecte pas les lignes générales de l'exposé, largement situé dans le contexte historique.

Dans le *Musée neuchâtelois*, «Les premiers socialistes neuchâtelois», article paru en 1977, est le résumé du mémoire de licence traitant de l'apparition des phalanstériens dans nos Montagnes et de l'expulsion de Victor Considérant en 1846. M. Ramseyer a trouvé, dans la presse régionale du milieu du XIX^e siècle, de nombreuses polémiques témoignant l'influence du socialisme utopique avant l'apparition du marxisme.

«Autrefois la fête en Pays neuchâtelois», dans la *Nouvelle revue neuchâteloise* de 1984 est une étude plaisamment illustrée d'images peu connues ou jamais réunies, utilement choisies à l'appui du texte. Les nombreuses références à des articles et à des documents originaux nous ont valu un historique parfaitement raisonné, de la Réforme à la fin du XIX^e siècle. Les coutumes, les fêtes des promotions, les visites et les anniversaires princiers font place aux «défis de la fête» qui se fait républicaine. Viennent encore les tirs fédéraux et le cinquante-naire de la République. «La place des femmes dans la fête» montre à quel point les filles et les épouses se trouvaient insatisfaites d'appartenir à «la foule sympathique qui se pressait hors du cortège». L'essentiel a été abordé par notre lauréat qui sait illustrer son texte d'exemples probants, sans succomber à l'anecdote.

Toujours occupé de l'histoire de la société et des idées, M. Ramseyer s'est penché, si l'on peut dire, sur «Les anarchistes de la Chaux-de-Fonds (1880-1914). De la propagande par le fait au syndicalisme révolutionnaire», dans le *Musée* de 1985. Malgré le sabotage de la Fédération jurassienne en 1880, les libertaires n'ont pas disparu des Montagnes neuchâteloises. Dans les années nonante, un

petit noyau devient plus actif par la distribution d'imprimés, le débat d'idées et l'infiltration des organes ouvriers. Cette activité débouche sur la lutte syndicale révolutionnaire, culminant avec la grève des maçons et des manœuvres, en 1904. Les modérés l'emportent cependant dès 1912 et les libertaires dénoncent la gauche socialiste incapable de «construire l'Utopie». En une douzaine de pages, nourries par d'abondantes notes, le sujet est exposé clairement, sans se perdre dans les controverses des milieux étudiés.

Reste à parler de ce précis que sont « Archives audiovisuelles : archives pour demain? », aussi paru dans le *Musée neuchâtelois*. Bien empêchée de se célébrer elle-même, la commission d'archives pour demain ne s'était pas fait connaître par écrit. Voici chose faite. M. Ramseyer ne manque pas de s'interroger sur l'utilisation des archives audiovisuelles, recense les interviews réalisées depuis 1978 et signale le rôle du département audiovisuel de la Bibliothèque de la Chaux-de-Fonds.

Puisse ce rapport faire comprendre qu'avec des hommes tels que le lauréat, la relève est assurée chez les historiens.

Jean COURVOISIER

NOTES DE LECTURE

Avec *Hivers d'antan*, *Au temps des coches et diligences*, *Scènes gourmandes et croquis culinaires d'autrefois* (1983-1984), M. Michel Schlup réussit à rendre tangible la vie quotidienne de nos ancêtres. Dans de petits volumes abondamment illustrés de photographies, d'estampes et de dessins bien choisis, l'auteur qui s'est senti très libre dans son choix passe des contraintes de l'hiver, où il faut ouvrir les chemins et se déplacer malgré les loups, aux séductions de l'hiver où la luge, le patin puis le ski permettent des ébats en société et enfin la pratique du sport. *Au temps des coches* fournit un véritable abrégé des moyens de transports anciens et une précieuse iconographie de ceux-ci. Quant aux *Scènes gourmandes*, elles décrivent les aliments de base et se font plus discrètes sur les boissons, café compris.

Aux éditions de la Béroche (1985), M. Bernard Vauthier a publié *Terre entre lac et Jura. La Béroche* qui est un véritable guide régional de la nature, de l'agriculture, de l'artisanat, des maisons rurales, des limites et de maints aspects de la vie de tous les jours, dans une région bien définie par l'histoire. Instituteur tirant ses connaissances d'une région qu'il observe et qu'il aime depuis longtemps, l'auteur nous prévient que «si les choses y sont présentées sous un angle rétrospectif, c'est pour mieux les comprendre et, avec elles, pour mieux appréhender l'époque présente». Nous tenons là un livre chaleureux, répondant à nombre de questions par l'illustration aussi bien que par le texte, puisque M. Vauthier a lui-même exécuté tous les dessins élégants et précis. Quelques photographies en couleurs synthétisent les paysages de la Béroche. Les amateurs de cartes anciennes seront comblés par les reproductions du plan de la baronnie de Gorgier par Ducommun, en 1722-1723, et par une carte du territoire voisin de Provence, levée entre 1856 et 1860.

Dans les Actes du IV^e colloque Jean Boisset, à l'Université Paul Valéry, de Montpellier, le professeur Pierre Barthel a publié un article intitulé *Quelques remarques concernant les «entretiens sur diverses matières de Théologie» (Amsterdam) 1685*. La communication présentée intéresse les Neuchâtelois en ceci que Jean-Frédéric Ostervald «partisan précoce de la Nouvelle Théologie, est l'un des tout premiers auteurs qui s'efforcèrent de transformer la théologie critique, historique et raisonnée des *Entretiens* en une théologie et une pastorale ecclésiastiques». M. Barthel expose fort clairement, sur la base d'une documentation de première main, la position d'Ostervald, partisan d'une théologie capable de transformer la société, contre l'avis des Conseils de Berne, mais avec l'appui d'amis à Genève et à Lausanne. Parmi les autres travaux du professeur Barthel consacrés au théologien neuchâtelois, on peut signaler *Le discours sur la Justice pour un siècle éclairé et philosophe de J.-F. Ostervald*, paru en 1982 dans le recueil «Justice et dialogue».

Jean COURVOISIER

TABLE DES MATIÈRES DE L'ANNÉE 1986

TROISIÈME SÉRIE - VINGT-TROISIÈME ANNÉE

	<i>Pages</i>
<i>Barrelet, Jean-Marc.</i> Diplomatie, commerce et ethnographie. Le voyage d'Aimé Humbert au Japon, 1862-1864	145
<i>Berthoud, Gabrielle.</i> Premiers possesseurs de Bibles d'Olivet	109
<i>Chuard, Jean-Pierre.</i> La presse neuchâteloise, de la pluralité à la concentration des titres	167
<i>Cop, Raoul.</i> Un recensement de la population et des familles des Montagnes en 1712	128
<i>Courvoisier, Jean.</i> Lettre de 1903 sur les origines du parti libéral	37
— Mariages et menaces de charivaris en 1807 et 1838	138
<i>Klauser, Eric-André.</i> Jonas Berthoud a vécu à Paris les journées de Juillet 1789	79
— Un hôpital temporaire des cholériques dans le grenier public de Fleurier, 1832-1833	117
<i>Michaud, Jean-Pierre.</i> Les noms de lieux de Cortaillod	49
<i>Robert, Michèle.</i> Le consistoire. Inquisition des réformés?	9
<i>Schnegg, Alfred.</i> Un libelle royaliste sur la révolution du 1 ^{er} mars 1848	23
<i>Tribolet, Maurice de.</i> A propos de l'édition du « Livre des donations de l'abbaye d'Hauterive »	3
<i>Veyrassat, Béatrice.</i> Présence du Jura horloger au Brésil pendant la première moitié du XIX ^e siècle	89
<i>Weibel, Maurice.</i> Quelques jalons d'histoire politique neuchâteloise récente	43

BIBLIOGRAPHIE

<i>Léo Châtelain architecte, 1839-1913</i> (Alfred Schnegg)	86
<i>Luc Jacopin. Le retrait lignager en droit neuchâtelois à la fin de l'Ancien Régime, soit de 1748 à 1852</i> (Raymond Jeanprêtre)	87
<i>Notes de lecture</i> (Gabrielle Berthoud et Jean Courvoisier)	143
<i>Notes de lecture</i> (Jean Courvoisier)	198

CHRONIQUE

Société d'histoire et d'archéologie du canton de Neuchâtel: Assemblée générale, au château de Valangin, samedi 14 juin 1986 (Madeleine BUBLOZ), p. 187. — 112^e Fête d'été, à Valangin, samedi 6 septembre 1986 (Madeleine BUBLOZ), p. 193. — Rapport sur le prix d'histoire Auguste Bachelin 1986 (Jean COURVOISIER), p. 196.

ILLUSTRATIONS DANS LE TEXTE

	<i>Pages</i>
Borne placée en 1942 à la limite des territoires de Cortaillod et de Bevaix, en souvenir des soldats polonais internés	69
Croquis humoristique du village de Cortaillod, dessiné par Oscar Huguenin vers 1860	78
Le Brésil en 1881. Détail de la planche N° 89 du <i>Stieler's Hand Atlas</i>	93
Ex-libris d'André-Georges dit Mazelier (en haut) et de Pierre Poncier	110
Plan géométrique d'une portion du village de Fleurier (...) levée par (...) Charles Perret, arpenteur juré, 1840	118
Tableau 1. Population et données diverses [la Brévine, le Locle, la Chaux-de-Fonds]	131
Fig. 1. Répartition par âges des Sagnards et des Bréviniers de sexe masculin	133
Tableau 2. Nombre moyen d'enfants cités (jeunes et adultes) par ménage [les Brenets, la Brévine, la Chaux-de-Fonds, le Locle]	135
Médecin [japonais] et son valet (kosskei) portant sa trousse	156
Médecin [japonais] et son valet portant un parapluie	156
Un médecin de qualité — dessin d'A. de Neuveville «d'après une peinture japonaise»	157
Uchiemon, l'horloger [japonais], xylographie	158
L'horloger «corrigé» par A. de Neuveville «d'après des esquisses japonaises»	159

